3 1761 07993443 6

NOTRE TEMPS

**

SOUVENIRS

DES

ANNÉES DE LA GUERRE

1
39

DU MÊME AUTEUR

CHEZ GEORGES CRÈS ET Cie :

Notre Temps. I. Scènes d'Histoire..... 1 vol.
— **II. Souvenirs des Années de la Guerre**.... 1 vol.
Clemenceau, suivi d'une étude de LOUIS LUMET..... 1 vol.

CHEZ FASQUELLE :

Notes d'un Journaliste (Vie, Littérature, Théâtre)..... 1 vol.
Le Cœur et l'Esprit (Nouvelles)..... 1 vol.
L'Enfermé (avec le masque de Blanqui, gravé à l'eau forte par Bracquemond)..... 1 vol.
Pays d'Ouest (Nouvelles)..... 1 vol.
L'Apprentie (Roman)..... 1 vol
Hermine Gilquin (Roman)..... 1 vol.
Idylle de Marie Biré (Roman)..... 1 vol.

Les Industries artistiques françaises et étrangères à l'Exposition de 1900. Nombreuses illustrations (chez E. Lévy) (*Épuisé*)..... 1 vol.
L'Œuvre de Carrière. Nombreuses illustrations (chez Masson et Piazza) (*Épuisé*)..... 1 vol.
La Cité et l'Ile Saint-Louis. Illustrations d'Auguste Lepère (chez Ollendorff)..... 1 vol.
Belleville. Dessins de Sunyer (chez Ollendorff)..... 1 vol.
Rubens. 24 illustrations (chez Laurens)..... 1 vol.
Yvette Guilbert. Etude sociale du Café-Concert. Lithographies de H. de Toulouse-Lautrec (chez Marty) (*Épuisé*)..... 1 vol.
La Bretagne. In-4° illustré (chez Hachette) (*Épuisé*)..... 1 vol.
La Vie artistique. Huit séries ornées de pointes-sèches et de lithographies de Carrière, Rodin, Renoir, Raffaëlli, Pissarro, Fantin-Latour, Vierge, Willette (chez Floury)..... 8 vol.
Les Musées d'Europe : La Peinture au Louvre. — La National-Gallery. — Versailles. — La Hollande. — La Belgique. — La Sculpture au Louvre. — Madrid. — Le Palais du Louvre. — Berlin. — Florence, I et II. — Rome : La Sixtine. — Nombreuses illustrations (chez Per Lamm)..... 12 vol.

Anquetin

GUSTAVE GEFFROY
de l'Académie Goncourt

NOTRE TEMPS

★★

SOUVENIRS
DES
ANNÉES DE LA GUERRE

AVEC UN FRONTISPICE DE LOUIS ANQUETIN

ÉDITIONS GEORGES CRÈS & Cie
21, RUE HAUTEFEUILLE, PARIS
MCMXX

IL A ÉTÉ TIRÉ :

Vingt exemplaires sur vélin de Rives (dont cinq hors commerce) numérotés.

LIBRARY
JUN 1 1928
UNIVERSITY OF TORONTO

D
525
G45
t. 2

COPYRIGHT BY GEORGES CRÈS & Cie.

A MES AMIS DE L'ACADÉMIE GONCOURT
1914-1918

LÉON HENNIQUE — ELÉMIR BOURGES — J. H. ROSNY aîné
J. R. ROSNY jeune — LÉON DAUDET — LUCIEN DESCAVES
JEAN AJALBERT — HENRI CÉARD
PAUL MARGUERITTE

Je vous offre ces pages écrites au cours des heures où nous avons été anxieux du destin de la France.

Puissiez-vous y retrouver notre désir de sauvegarder les idées que nos fondateurs

EDMOND ET JULES DE GONCOURT

nous ont demandé d'aimer et de servir : le culte de la pensée et la recherche de la vérité.

GUSTAVE GEFFROY.

NOTRE TEMPS

SOUVENIRS

DES

ANNÉES DE LA GUERRE

I. — CINQ ANS AVANT

Cinq ans avant, au mois de mai 1909, nous nous trouvions, un certain nombre de journalistes de Paris et des départements, en pleine Allemagne, au cœur de la Prusse, à Berlin. Nous allions de banquet en banquet, du Rathaus (hôtel de ville) où la municipalité nous offrait un splendide festin, à Potsdam, où la presse berlinoise se mettait en frais d'une fête champêtre, au bord de je ne sais quelle pièce d'eau, devant laquelle je rêvais nostalgiquement du lac du Bois de Boulogne. Nous partions en d'immenses voitures de touristes pour visiter les faubourgs ouvriers de la capitale et les jardins de Sans-Souci. Tous les jours, nous siégions au Reichstag, sur les bancs mêmes d'où devait partir la clameur de guerre de 1914, dans cette salle où Bethmann-Holweg a cyniquement froissé le « chiffon de papier » sur lequel l'Allemagne avait apposé sa signature d'honneur, à jamais reniée. Nous passions un après-midi à la Wilhelmstrasse, et le chancelier d'alors, M. de Bulow, nous y faisait avec une

correction étudiée les honneurs du cabinet de Bismarck, présidait au lunch dressé sous les arbres du parc qui vit autrefois le chancelier de fer, suivi de ses molosses, promenant sa brutale songerie et reposant son activité meurtrière. Il ne nous manqua, vraiment, qu'une réception du kaiser et de son acolyte le kronprinz pour connaître toutes les formes d'hospitalité officielle que l'empire prodiguait à ses invités d'une quinzaine !

Nous étions là, en effet, journalistes français, avec nos confrères d'Angleterre, de Russie, de Belgique, d'Italie, d'Espagne, de Hollande, de Suisse, de Scandinavie, les invités et les participants d'un Congrès de la presse, comme il s'en est tenu à Paris, à Madrid, à Rome, et comme il n'est pas près de s'en tenir en compagnie des scribes de l'Allemagne et de l'Autriche, lesquels n'ont pas su élever une protestation humaine contre l'ignominie de cette guerre voulue, préparée, mise en œuvre par l'Allemagne, avec sa complice l'Autriche.

Il n'y eut toutefois, au cours de cette semaine de Berlin, aucun froissement, ni même aucun signe d'hostilité latente. Nous autres Français gardions pour nous nos sentiments profonds, et sans doute nous avons passé là, une fois de plus, aux yeux de ces observateurs pédants et lourds, pour des êtres légers et superficiels, prenant le temps comme il vient et accommodant tout à notre blague. Ils ont eu le temps de revenir de cette erreur, si tant est qu'ils soient capables, dans leur orgueil casqué, de réflexion et de contrition. En tout cas, ceux de nous qui se trouvaient là peuvent affirmer que pas un mot imprudent, ni même naïf, n'a été prononcé au cours de ces repas plantureux et de ces promenades menées militairement. L'ambassadeur de France,

Jules Cambon, nous avait signalé les fondrières possibles des chemins où nous nous trouvions engagés. Au cours du déjeuner qu'il nous offrit à l'ambassade, dans cette charmante et noble demeure embellie par l'art de notre pays, il nous prévint très nettement, en un petit speech qui fit passer comme un mot d'ordre de la patrie sur notre réunion, que l'ennemi veillait toujours sous les dehors aimables et derrière toutes les prévenances dont il nous accablait. La précaution était superflue, mais l'émotion et les acclamations qui accueillirent les paroles de notre représentant lui prouvèrent qu'il avait été compris et durent le rassurer, si besoin était, sur notre état d'esprit.

La même émotion se retrouva au banquet du Rathaus, non pas devant le perdreau kolossal, exquis d'ailleurs, que chacun de nous vit apparaître sur son assiette, à la suite et en avant d'une infinité d'autres mets, mais au moment des toasts, quand le doyen de notre presse française, Adrien Hébrard, directeur du *Temps*, domina cette assemblée de sa petite taille et de son verbe méridional, pour affirmer devant ces vainqueurs, qu'il y avait, dans l'histoire du monde, d'autres victoires que celles de la force. Il était pâle, en prononçant ces paroles, et nous aussi en les écoutant, et nos applaudissements répondirent à son affirmation, par-dessus la tête de nos hôtes qui ne bronchèrent pas.

Le mot d'ordre était évidemment tout à la politesse déférente, et l'aventure par laquelle nous passâmes un des jours suivants nous prouva, avec une ironie brutale, toutefois, que les Berlinois essayaient d'employer avec nous toutes les belles manières dont ils sont capables. Ce soir-là, il était bien près de minuit, ou plus tard encore, car Hébrard était un intrépide noctambule entraînant sans cesse ses compa-

gnons vers toutes les lumières des établissements de nuit, qui ne manquent pas, on peut le croire, dans le vertueux Berlin, — ce soir-là, dis-je, nous étions entrés, Hébrard, Roëls, le correspondant du *Temps*, Armand Schiller, secrétaire de rédaction du *Temps*, Fernand Bourgeat, secrétaire du Conservatoire, et moi-même, dans un de ces établissements de « vins », immenses comme des cathédrales, où l'on boit des fioles du Rhin et des bouteilles de faux champagne. Nous eûmes le tort, paraît-il, cherchant une table libre, de nous promener, nos chapeaux sur la tête, comme cela se passe dans tous les restaurants et dans tous les cafés du monde, à travers cette foule de buveurs. A peine avions-nous fait dix pas que, reconnus comme Fransozens, on commençait à nous réclamer nos chapeaux (*hut ab !*), sur notre air des *Lampions*, qui est sans doute universel, puis on nous huait de la plus rude façon, et comme nous ne cédions pas (il n'y a plus moyen, nous dit Hébrard), les huées se changèrent bientôt en projectiles, chiffons de papier (déjà), serviettes, paillassons, soucoupes. Ce fut ainsi que nous achevâmes notre tournée au long de la grande nef et des bas-côtés de cette cathédrale de la soif. Mais voici le plus beau : tout à coup, les grandes orgues jouèrent pour nous, et la *Marseillaise*, oui, la *Marseillaise* retentit à grand renfort de cuivres.

Cette fois, nous saluâmes, et les Boches rirent bruyamment et nous applaudirent. Ce ne fut pas tout, et si je m'attarde à ces détails de voyage, c'est qu'ils donnent une idée de l'état d'esprit allemand. A peine la dernière note de la *Marseillaise* envolée dans les nuages de fumée, qu'un autre air, formidable, massif, carré, traversa la scène comme une marche pesante. « C'est la Garde du Rhin, la

Wacht am Rhein », nous dit Bourgeat, que sa qualité de secrétaire du Conservatoire obligeait à des connaissances en musique. Il a dû se rappeler cela, mon ami Bourgeat, en lisant aux mois d'août et septembre 1914, les nouvelles de la guerre, où la même *Wacht am Rhein* accompagnait de sa mise en scène guerrière et sauvage la marche des troupes allemandes à travers la Belgique et la France incendiées, violées et pillées.

Maintenant, c'est à travers la nuée de feu et de poudre de la guerre que je ranime ces souvenirs de notre séjour à Berlin en 1909. Les voiles de deuil de la tuerie qui ensanglante l'Europe depuis deux années bientôt s'entre-croisent sur ces journées et ces soirées que nous passâmes, entre Français, assez plaisamment, malgré nos observations et nos inquiétudes. Mais si je rappelle les promenades nocturnes avec Adrien Hébrard, toujours en quête d'une brasserie en sous-sol pour y boire de la bière et y goûter la charcuterie, ce voyage n'a que des aspects riants et cocasses. Quel fin compagnon ! et quelle joie il manifesta, cette nuit même où la *Marseillaise* et la *Wacht am Rhein* alternèrent, lorsque Schiller, surnommé « Gœthe et Schiller » pour la durée du voyage, nous fit descendre probablement dans la plus sordide et la plus extraordinaire brasserie souterraine de Berlin. Evoquez une série de salles pareilles à des salles basses de châteaux du moyen âge, piliers trapus, voûtes surbaissées, trappes ouvertes sur des caves ou des oubliettes, bancs et tables en chêne, lumignons allumés sur des lampes de cuivre. Nous nous assîmes, un peu étonnés, dans cette demi-obscurité, et aussitôt se levèrent dans la pénombre les servantes de cette taverne, semblable à la taverne d'Auerbach où pénètrent Méphistophélès et le docteur Faust. Tudieu ! quelles servantes ! Il

faudrait le crayon grandiose et caricatural de Gustave Doré pour les représenter au naturel. Jamais nous n'avions vu masses de chair pareilles, en hauteur et en largeur. Des tailles de grenadiers de Frédéric II, des encolures et des mamelles de nourrices de Gargantua, des ventres à contenir toute une portée de Brandebourgeois et de Poméraniens, des ventres sur lesquels pendaient d'énormes sacs de cuir suffisants pour enfermer les vivres et les munitions d'un soldat en campagne.

Imaginez enfin que ces ogresses maflues, ces maritornes débordantes, hautes et rondes comme des tours bâties en graisse, étaient surmontées de têtes minuscules, aux cheveux jaunes, aux yeux imperceptibles, munies surtout d'oreilles, de mâchoires et de deux tresses fauves, à l'instar de la Gretchen classique. Depuis, lorsqu'il est question de la Germania dans les vers des poètes de l'Allemagne et dans les allocutions du kaiser, je ne puis, malgré moi, l'incarner autrement que sous les espèces de l'une de ces servantes géantes qui nous entouraient d'un cercle menaçant, d'apparence infranchissable. Nous ne nous délivrâmes de leurs dangereuses approches qu'avec une commande donnée par Gœthe et Schiller dans son meilleur allemand. Elles se dispersèrent alors, pour revenir bientôt, porteuses d'énormes bocks en bois (!) à couvercles d'étain, remplis d'une bière d'ailleurs imbuvable. Enfin, il nous fut possible d'échapper à leur surveillance et à leurs écroulements possibles sur nos chétives personnes en leur distribuant de copieux pourboires, et nous remontâmes quatre à quatre l'escalier de ciment armé par lequel on s'évadait de ce réduit de sorcières aux inquiétants breuvages. « Où allons-nous maintenant ? » dit Hébrard dès que nous fûmes rendus à l'air libre.

Ces distractions ne venaient qu'après des journées bien remplies : la peinture française du dix-huitième siècle, la bibliothèque de Frédéric II, la chambre de Voltaire, l'escalier par lequel monta Napoléon, le guéridon qu'il taillada nerveusement de son canif, les jardins merveilleux ouverts par une grille d'or, les parterres de roses d'où monte un jet d'eau prodigieux de hauteur, le moulin du meunier, les vénérables instruments d'astronomie, splendides bronzes chapardés en Chine, et tant et tant de salons d'arabesques et de rocailles, aux bizarres décorations, noir et argent, qui affublent de leur appareil funèbre notre art léger du dix-huitième siècle, eurent notre visite à Potsdam et à Sans-Souci. Et tous les musées de Berlin, l'art de la Grèce, la vieille peinture de l'Europe, la camelote de l'art allemand (sauf exceptions nettement visibles), le triomphe de l'art français avec Daumier, Manet, Rodin, Monet, Cézanne, d'autres encore, si bien vainqueurs des régiments d'artistes encasernés au musée moderne. Nous vîmes et revîmes tout cela, nous eûmes notre soirée d'Opéra, absolument morne dans le magnifique décor or et rouge de la salle, avec le drame lyrique de *Sardanapale*, dont le livret médiocre était, dit-on, de l'empereur lui-même.

Et puis, en route pour Dresde, pour Cassel, où Hébrard, entre Schiller et moi, dans la salle d'un petit hôtel ouvert sur une grande place paisible, nous dit ses souvenirs et ses espoirs, comment il vit Gambetta auprès de Bismarck, un soir de 1867, dans un café proche de l'Opéra de Paris, où il y avait gala pour les rois en visite, Gambetta avocat, Bismarck en cuirassier blanc, et comment, après tout ce que nous venions de regarder en Allemagne, il espérait que la formidable machine avait un défaut, une tare, une fissure par où elle serait détruite un jour. Cinq ans avant !... (*26 avril 1916*).

II. — UN ÉCRIVAIN PROPHÈTE

(PAUL DE SAINT-VICTOR)

Cet écrivain prophète, c'est Paul de Saint-Victor, un des maîtres du feuilleton dramatique, au temps où il y avait des feuilletons du lundi au rez-de-chaussée des journaux. Je me souviens qu'au lendemain de la guerre, l'autre guerre, celle de 1870, j'achetais, sur mes maigres subsides d'adolescent, les feuilletons du *National*, de Théodore de Banville ; du *Temps*, de Francisque Sarcey ; de l'*Opinion Nationale*, de Jules Claretie ; du *Moniteur Universel*, de Paul de Saint-Victor. Celui-ci me donnait, sans médire en rien des qualités des autres, l'éblouissement de la littérature. Il ne rendait guère compte des pièces, mais il y ajoutait un commentaire splendide qui ne devait pas faire regretter à l'auteur sacrifié le récit détaillé qu'il aurait pu en faire. On a vu le résultat de cette méthode, tout d'abord par un livre tel que *Hommes et Dieux*, qui classa immédiatement Saint-Victor parmi les grands écrivains et les plus beaux historiens du XIXe siècle. Depuis, d'autres livres, les *Femmes*

de Gœthe, les *Deux Masques*, *Victor Hugo*, *Anciens et Modernes*, ont maintenu (dans un cercle trop restreint de lecteurs) la réputation de Saint-Victor à la hauteur où elle s'était placée d'un seul bond. Mais ce n'est pas de cette œuvre infiniment belle que je veux parler, c'est uniquement du livre, recueil de feuilletons aussi, *Barbares et Bandits*, publié en 1872. Ce livre est profond et grave, aurait dû être médité et écouté.

Les Barbares, ce sont les Allemands. Les Bandits auraient pu être les Allemands aussi, mais ce sont les Communards. Bien qu'il y ait des arrêts cruels qui sont en partie justifiés dans le chapitre de l'*Orgie rouge*, on peut discuter le verdict rendu par Saint-Victor contre l'insurrection du 18 mars. Elle eut, chez le peuple de Paris, des causes trop visibles, trop évidentes, que l'écrivain patriote aurait dû apercevoir et scruter. Il est bien impossible de séparer les événements de 1871 de ceux de 1870, le second siège de Paris du premier. Il faut en conclure que le sens social des mouvements populaires manque parfois à cet écrivain d'autre part si complet et si inspiré. Mais pour les Allemands, son livre est un réquisitoire où il n'y a vraiment rien à reprendre.

Dans ces pages écrites chaque semaine, à la lueur des événements, au bruit des canons bombardant Paris, il décrit nos ennemis d'alors, et ils n'ont pas changé, rois et ministres, hobereaux et bourgeois, étudiants et diplomates, pasteurs et professeurs, il montre leurs déguisements tombant tous à la fois, les laissant voir tels qu'ils sont, « les fils des Huns et des Vandales, les Barbares de Priscus et de Jornandès, disciplinés à la prussienne, mieux armés, mais aussi farouches, n'ayant fait que changer leurs haches fossiles contre des fusils à aiguille, adorant toujours Teutatès qu'ils

appellent le « Dieu des Armées ». Dans la même horde, il enrôle leurs femmes et leurs jeunes filles, redevenues, comme au temps des Cimbres, « des furies enivrées de sang. Ces vierges blondes, chantées par leurs poètes, se changent en mégères pour exciter leurs frères et leurs amants à la curée de la France ; elles allongent vers le pillage des griffes de harpies. La Marguerite de Gœthe fait place à Marguerite Schneider, fiancée de Jean Diétrick, fusilier de la 7e compagnie, du 88e régiment, de la 42e brigade, de la 21e division de l'armée allemande, laquelle invite son « bien-aimé » à « entrer dans une boutique de bijoutier où l'on pourrait piller». O maison de Gretchen devenue une caverne de recel et de brigandage ! Du nid de la colombe sort la Pie voleuse, une paire de boucles d'oreilles au bec. »

On croirait lire, à travers cette page de 1870, une lettre allemande trouvée sur un prisonnier ou un mort de 1914, et tout le chapitre de haute psychologie historique consacré par Paul de Saint-Victor à « Nos bons Allemands » a la même allure de vérité d'hier et d'aujourd'hui. Celui que la *Gazette de Cologne*, essayant de répondre à sa prose vengeresse, désignait comme « un obscur feuilletoniste » était en réalité un grand historien dont le regard projeté de haut embrassait les espaces et scrutait les races. Son feuilleton de 1870-71, par lequel il remplaçait sa critique de théâtre, où l'histoire du passé s'inscrivait si souvent en caractères de flamme, ce feuilleton devenait de l'histoire directe par un acteur du drame, car Saint-Victor, armant alors sa littérature, devenait un combattant à la plume meurtrière.

Il en est ainsi à chaque affirmation de l'écrivain, qu'il montre l'Allemagne reprenant « l'exécution des hautes œuvres des bourreaux du vieux monde », Alaric, Genséric, Totila,

Attila, « les encensant de loin avec la fumée de ses canons Krupp bombardant Paris », rentrant avec son « artillerie incendiaire dans la voie scélérate frayée avec la framée et la hache » ; qu'il désigne les plumitifs d'outre-Rhin comme « les métaphysiciens du meurtre et les pédants du ravage » ; qu'il enchâsse pour la postérité l'expression monstrueuse du « moment psychologique du bombardement » dont la *Gazette de Silésie* eut l'honneur ; qu'il découvre sans peine, sous l'Allemagne édenique, morale, métaphysique, poétique, musicienne, réfugiée aux premières années du XIXe siècle dans sa « forêt enchantée », une autre Allemagne, enrégimentée par la Prusse, et qui est « une nation rapace et haineuse, vindicative et grossière, couvant des convoitises sourdes et des rancunes implacables qui n'attendaient que l'occasion d'éclater. Une réaction violente contre son existence poétique la ramenait au culte de la force brutale et de la rapine. De son Age d'or intellectuel, elle aspirait à l'Age de fer » ; qu'il décrive cette action stupéfiante de la petite Prusse avalant l'immense Allemagne, se l'incorporant en vertu du même phénomène qui entraîna jadis les hordes tudesques autour d'Attila, « la vache maigre de Brandebourg » dévorant « les vaches grasses qui ruminaient auprès d'elle », le roi de Prusse devenant « l'homme d'affaires » et « le chef de bandes » de tout l'Empire.

La divination de Saint-Victor va si loin qu'il semble avoir prévu d'avance les arguments des pangermanistes insolents et envahisseurs et les arguments mêmes de leur Bethmann-Holweg déclarant à la tribune du Reischtag que l'Allemagne en avait assez de sa réputation de sentimentale et de rêveuse et qu'il lui fallait produire, conquérir, posséder, organiser. Ecoutez le devin de 1870 : « ... la France s'obstinait à ne

voir l'Allemagne qu'à travers le mirage de ses mélodies et de ses légendes. Les cris de haine de ses gallophobes nous arrivaient modulés par ses musiciens en soupirs d'amour, les bocages de ses idylles nous masquaient les casernes où elle s'exerçait à nous asservir. Ce qu'il y avait de comique dans le quiproquo, c'était le dépit de ce peuple indigné d'être pris au mot de ses poètes... Sa renommée d'ingénuité l'exaspérait jusqu'à la fureur. Cet antre rugissait de colère d'être pris pour une bergerie. Dans la guerre atroce que les Allemands nous font aujourd'hui, il y a la rage des renégats du rêve et des apostats de l'idée. »

Si les Français, depuis 1870, avaient lu davantage ce livre de *Barbares et Bandits*, ils auraient été moins surpris par les explosions du brutal et imbécile orgueil des théoriciens de l'artillerie lourde, des obus de 420, des bombardements aériens de villes ouvertes, des torpillages sous-marins des paquebots de voyageurs et des navires de commerce neutres. Ils auraient su déjà que les professeurs et les savants de l'Allemagne souhaitaient que « la famille gallo-romaine soit anéantie », proclamaient « qu'une race supérieure, comme la race allemande, a le droit de détruire et de remplacer une race inférieure », exaltaient leur patrie asservie et militarisée comme « le vrai cœur de l'Europe, le pays aux mœurs pures et au profond génie politique ». Relisez le manifeste des 93 intellectuels, relisez les préceptes militaires des généraux qui ont codifié la terreur et les excès de la guerre, vous y trouverez l'accompagnement et la suite des affirmations d'il y a quarante-cinq ans, lesquelles auraient dû nous suffire.

De même, les quelques pages de l'écrivain sur *Paris Grand Hôtel* étaient suffisamment explicites pour nous mettre en

garde contre les sentiments d'envie et de haine excités chez ceux qui venaient chez nous s'amuser et se renseigner, faire la fête et mener leurs enquêtes. Il faut lire la description que Saint-Victor, classé écrivain bonapartiste, mais qui échappait aux classements politiques par son génie littéraire, fait du Paris du second Empire, hôtel garni des deux mondes, cité banale, foire aux plaisirs, camp volant du parasitisme, ville de joie, — Paris « envahi par les autres peuples » et « conquis par l'Allemagne : le Rhin s'était jeté dans la Seine et la faisait déborder. L'Allemagne exploitait sa Bourse, encombrait son commerce, usurpait ses affaires et ses industries. Du bottier au banquier, la coupe était réglée et l'accaparement méthodique... Le germanisme s'infiltrait jusque dans nos mœurs et dans notre hygiène. La bière bavaroise écumait sur les vins de France et nous inoculait sa pesante ivresse. La brasserie qui rumine remplaçait, dans nos rues et dans nos faubourgs, le café qui cause et le cabaret qui chante. La lourde chope brisait, en trinquant, le verre léger et sonore où l'esprit français pétillait. » Après cet envahissement des méthodes et des mœurs de l'Allemagne, précédant l'envahissement militaire, l'auteur de *Barbares et Bandits* nous croyait guéris de notre naïveté et de notre esprit d'imitation, il nous mettait en garde contre l'Allemagne pédagogue, nous recommandait de lui emprunter sa discipline, sans sa pédanterie militaire ; son système du peuple armé, machine destructive dont nous ferions « une fraternité héroïque » ; son artillerie redoutable, dont la valeur française décuplerait la force brutale par son élan et sa souplesse.

Enfin, après la victoire définitive de l'Allemagne, après l'entrée à Paris de son armée défilant dans le désert et le

silence des Champs-Elysées, Saint-Victor, le 5 mars 1871 sous ce titre : *La Patrie toujours en danger*, écrit ses suprêmes paroles, celles qu'il aurait fallu sans cesse lire et relire, afficher, commenter, celles que nul écrivain, ni en 1870, ni depuis 1914, n'a dépassées par leur lucidité prodigieuse et pour leur éloquence véridique et grandiose.

Après les derniers portraits qu'il donne des vainqueurs, le vieux roi Guillaume, massacreur des Innocents de Paris, le vieux Moltke, « algébriste du meurtre, vierge, dit-on, comme la mort, eunuque comme Narcès », Bismarck, « l'homme d'Etat satanique aux sombres trames », il va vers la France saignée, amputée, affaiblie, pliant sous le poids d'une pierre de sépulcre, et il lui annonce que ce n'est pas fini, que sous peine de mort à courte échéance, il lui faut rassembler toutes ses forces vives, se recouvrir, des Vosges jusqu'aux Alpes, d'un armement formidable : « Toute saignante qu'elle est du dépouillement de cette paix féroce, il faut que, pour premier pansement, elle applique du fer sur ses plaies. » Et il ajoute : « Qu'elle sache bien que la Prusse ne la croit pas quitte, que cette première curée n'a fait qu'allécher sa haine, et que, si sa victime reste à terre, elle reviendra bientôt dévorer la proie qu'elle a mutilée. » Il rappelle que les Barbares, quinze siècles auparavant, revenaient sans cesse sur Rome et Byzance pour les saigner à nouveau, les rançonner, les achever : « Ainsi fera la Prusse si, derrière la frontière dérisoire qu'elle nous a tracée, elle ne trouve pas le rempart vivant d'un grand peuple en armes, cimenté par une discipline égale à la sienne... Gardons-nous de croire ses convoitises satisfaites. Par sa conception chimérique, le pangermanisme, qui s'incarne en elle, est un monstre : or, les monstres sont insatiables ; la moitié

de l'Europe n'assouvirait pas celui-ci... C'est contre cette Allemagne faite armée, contre ce monde gigantesque qui l'a écrasée et qui retombera sur elle au moindre prétexte, qu'il faut que la France se redresse entre ses ruines, sur le tronçon d'épée qui lui reste. Son salut est peut-être dans cet excès de malheur. Le désespoir, qui double parfois les forces d'un homme, peut centupler celles d'un peuple. La France a touché le fond du sépulcre ; qu'elle s'y ramasse et qu'elle s'y roidisse, qu'elle y prépare l'élan invincible d'où jaillira sa résurrection. Les vents tournent d'ailleurs et les destins changent. Cette Prusse, qui se croit invulnérable, trébuchera peut-être contre un obstacle imprévu... Ce colosse ne pourra rester en repos... A chaque pas en avant, il se heurtera contre une puissance. La Hollande et la Belgique sont déjà marquées à la craie rouge de ses annexions. Après la terre, il leur faudra l'Océan. La célèbre formule : « *Drang nach Osten !* » « Elan vers l'Est ! » l'entraîne fatalement à l'invasion du monde slave... L'orage va se former, laissons-le grossir, épiant son premier éclair, l'oreille ouverte à son premier bruit... Si la France ne veut périr d'une rechute mortelle, c'est sous les armes, prête à rentrer en lutte au premier cri du clairon, qu'elle doit se remettre au travail et réparer ses ruines. Comme les Juifs de Néhémias, reconstruisons, l'outil dans une main et l'épée dans l'autre, les murs de la Patrie écroulés. »

Ces lignes resteront, pour la gloire de Paul de Saint-Victor. L'incendie européen, allumé par la nouvelle guerre qu'il avait prédite, fait apparaître en caractères flamboyants le livre qui gardera désormais son poste de vigie entre ces deux terribles et horribles invasions que notre patrie a dû subir. Il est salutaire et admirable qu'un littérateur, un

historien, un poète ait tenu ce rôle dans la crise vitale traversée par la France, qui apparaît aujourd'hui au monde entier comme le soldat héroïque de la liberté du monde. (*7 mai 1916.*)

III. — HONNEUR AUX BELGES

Au jour où l'Allemagne a décidé la guerre, elle a immédiatement mis ses armées en route pour exécuter le plan dressé par son état-major, qui signifiait comme premier article l'entrée en Belgique.

Il n'y avait pas de doute sur ses intentions, et s'il y avait eu l'ombre d'un doute, il n'en devait rien rester après la question solennelle adressée par l'Angleterre de sa voix sérieuse à la France et à l'Allemagne :

— Vous allez en venir aux mains ! Respecterez-vous la neutralité de la Belgique ?

C'est-à-dire :

— Vous abstiendrez-vous de toute atteinte au sol, aux intérêts, à la vie du peuple belge ? Respecterez-vous, en sa situation de pays neutre, le droit et l'honneur de l'Europe ? Respecterez-vous le traité où vous, France et Allemagne, avez mis et remis votre signature, avec nous Angleterre ?

A cette question, la France a répondu de son accent véridique :

— Oui.

A cette question, l'Allemagne n'a pas répondu, a gardé le silence qui précède les mauvais coups.

Et les préliminaires des hostilités étaient à peine terminés, proclamation de l'état de guerre, mobilisation, ultimatum à la Russie et à la France, que les troupes allemandes, amenées de tous les points du territoire vers les centres de concentration, réunies dans les énormes gares militarisées, apparaissaient prêtes à être déversées par Trêves sur le Luxembourg, par Aix-la-Chapelle sur la Belgique.

Presque en même temps, le gouvernement de l'Allemagne demandait à la Belgique le droit de passage pour aller atteindre rapidement et violemment le nord de la France.

Le gouvernement belge, interprète de tout le peuple de la Belgique, répondait : — Non ! à cette brutale sommation, et mobilisait à son tour.

Le sort en était jeté. La colossale Allemagne se jetait de tout son poids sur la minuscule Belgique, petit coin de terre organisé comme la Hollande pour retarder et amortir les coups que pouvaient se porter ses puissants voisins de la terre et de la mer. L'Allemagne reniait la signature de son chancelier de fer Bismarck, homme de proie déjà sans scrupule, qui a pour héritiers, pour continuateurs, des maîtres de l'Allemagne plus durs et plus cyniques encore que lui, puisqu'ils n'hésitent pas à laisser protester la parole de celui qui fit la victoire et l'unité allemande de 1870. Sur ce lambeau de terre de la Belgique, ils ont méprisé la foi des traités, et c'est maintenant cette terre de la Belgique qui va être, par une loi vengeresse de la fatalité, la cause de leur ruine, de la banqueroute épouvantable et irrémédiable de l'œuvre de Bismarck.

Le chancelier Bethmann-Holweg a osé proclamer que le

traité signé par son pays n'était qu'un « chiffon de papier ». C'est une parole historique destinée à dominer la guerre de 1914. Ce même personnage a déclaré que l'on faisait « comme on pouvait », pour expliquer l'irruption brutale et foudroyante des Allemands sur le sol belge.

Les « intellectuels » de l'Allemagne, savants, écrivains, peintres, reçus par nous, respectés par nous, ont eu le cynisme d'invoquer, dans le manifeste qui restera la honte de leur fameuse culture allemande, l'intention que la France et l'Angleterre auraient eue de violer eux-mêmes cette neutralité sacrée de la Belgique, odieux mensonge démenti par les faits. Tout cela se retourne et se lève contre l'Allemagne pour la couvrir d'opprobre, ce qui n'est rien sans doute pour elle, qui a pris pour devise que la fin justifiait les moyens, mais, ce qui la touchera davantage, pour la vaincre !

C'est en effet la violation de la neutralité belge qui a fait s'armer l'Angleterre pour la cause de l'Europe, autant et plus que pour sa propre cause.

C'est la raison pour laquelle son lord Kitchener a déployé le drapeau de la guerre au-dessus du Royaume-Uni, appelé aux armes tous les hommes volontaires, qui veulent défendre la patrie des autres en défendant la leur.

C'est la raison pour laquelle son maréchal French est débarqué en France à la tête des hommes stoïques et rieurs vêtus de kaki, cavaliers, artilleurs, fantassins, qui sont venus joindre leur humour britannique à la blague française, défendre Paris, comme nous défendons Londres, mêler leur poudre à notre poudre, leur sang à notre sang.

C'est la raison pour laquelle son amiralissime Jellicoë est monté à son banc de quart, imperturbable et résolu comme tous les officiers et tous les marins de la flotte anglaise,

rassemblée dans la mer du Nord au-dessus des flots tumultueux et obscurs qui cachent les agiles sous-marins, les féroces torpilleurs courant à travers les eaux glauques et noires, comme des requins chargés d'électricité et de foudre.

C'est la raison pour laquelle la vaste Allemagne, bloquée en Europe par la France et la Russie, barrée sur la mer par les dreadnoughts, les cuirassés, les croiseurs que commande la Britannia casquée comme une déesse guerrière, tendra un jour les mains vers les rivages et vers le ciel en demandant du pain.

C'est la raison pour laquelle les Indiens bronzés, aux turbans de couleur, aux armes fulgurantes, aux chevaux rapides, les Canadiens alertes, vêtus en chasseurs, la carabine au poing, les Japonais précis de mouvements, insensibles à la douleur, sont présents à l'appel de l'Angleterre.

Le monde entier s'est levé pour défendre la Belgique.

Et la Belgique tout d'abord s'est levée pour se défendre elle-même avant d'être suivie et défendue par les autres. Elle a résisté à l'Allemagne étonnée, lui a infligé sa première défaite matérielle et morale devant l'univers tressaillant d'émotion et d'admiration. La bataille de Liège, la résistance des forts dont les décombres attestent l'énergie invincible des défenseurs, la campagne du mois d'août pendant laquelle l'armée de la nation a tenu la campagne, la bataille sous Anvers, la lutte sur la frontière franco-belge, certifient que les Flamands d'aujourd'hui n'ont pas démérité de leurs ancêtres au cœur indépendant, au courage farouche.

Ouvrez l'histoire de ce pays, si vous avez eu un moment de surprise devant les événements de 1914. Cette surprise cessera vite au récit des magnifiques mouvements qui ont sans cesse soulevé cette population contre l'étranger, depuis

le temps de Jules César jusqu'au XIXe siècle. Romains, Germains, Français, Espagnols, ont éprouvé la valeur de ce peuple attaché à son sol, à ses institutions, à ses communes libres, à ses franchises, à ses libertés. Chaque nom de cité est un nom de bataille, chaque place publique peut dresser la statue d'un tribun guerrier.

Demandez à l'un des écrivains qui honorent leur Belgique le tableau, brossé à grands traits et à vives couleurs, des violentes alarmes par lesquelles a passé cette terre vaillante. Camille Lemonnier s'exprime ainsi :

« Nul pays ne subit des vicissitudes plus rapides, tout le passé n'est qu'une continue hécatombe : les grands bouchers royaux, Philippe le Bel, Louis XI, Philippe II, saignent, écorchent et dépècent sans relâche, comme un copieux bétail, la vigoureuse humanité des provinces. Par pans entiers, pendant des siècles, la forêt des hommes tombe sous la cognée française, autrichienne, espagnole. Une démence d'extermination déchaîne la bande des reîtres et des pandours accourus à la curée. Gand, Courtrai, Liège, Dinant, sont le centre du plus furieux maëlstrom que vit l'histoire. C'est qu'ici une vieille terre indisciplinée se réclame d'immémoriaux privilèges. Dès la période romaine, elle a ses ghildes pour l'assolement en commun des marais. Au VIIe et au XIe siècles, Bruges, Gand, Anvers sont ports de mer. A la fin du XIIe, Ypres jouit de chartes qui lui permettent de commercer en France et dans les pays d'outre-Rhin. Au XIIIe, le servage est aboli dans toute la Flandre. En 1370, il y a 3.200 métiers de laine à Malines. Gand met sur pied en une heure, avec une seule de ses corporations, dix-huit mille hommes armés. Au XVIe, tous les paysans savent lire et écrire : il n'y a pas moins de 200 chambres de rhétorique ; et ce sol flamand

s'honore d'être un des berceaux de la peinture et de la musique.

» La féodalité, liguée contre le droit naturel inné dans cette forte organisation des communes, sembla s'être désespérément opposée, par le déploiement de toutes ses milices, à l'avènement du monde nouveau contenu en germe dans un Etat social libre, régi par des principes économiques qui antidatent l'ère actuelle. Un peuple héroïque alors courait au beffroi et sonnait le tocsin. Les métiers descendaient dans la plaine. L'étendard au lion des Flandres était brandi et plongeait au cœur des mêlées. Devant Courtrai, 75 princes, ducs et comtes, 1.000 chevaliers, 3.000 nobles écuyers, la fleur du lys, le sang héraldique de France, tombent sous le « gœdendag » des Flamands. La tuerie est si formidable que la féodalité, touchée aux entrailles, en reste comme épuisée.

» A Roosebeke, 900 Gantois meurent en un même tas, au centre de la bataille, et mêlé au résidu humain, Philippe Van Artevelde. Des semailles de tribuns, de capitaines, de héros, se lèvent inépuisables de cette terre fécondée avec de la vie. Chaque événement voit des hommes tout prêts et qui incarnent le visage de la fortune. Tous sortent du peuple ou y retournent, gens de métiers, brasseurs, bouchers, drapiers, Jacques Van Artevelde, Breydel, de Coninck. Un poissonnier de Furnes, Zannekin, ameute les villes, lève des armées, se rue sur le camp français au mont Cassel et manque de faire prisonnier le roi. La violence est si grande que, quand elles ont fini de batailler contre le roi et le comte, les communes luttent entre elles, Bruges contre Gand, Gand contre Tournai. On croirait ensuite l'Etat tranquillisé, mais ce corps rouge du Flamand bout de sang et de fureur. Jusque dans

les villes mêmes, les corporations en viennent aux mains. Le jour du « mauvais lundi », 500 ou 1.500 foulons et tisserands périrent dans Gand.

» Par cuvées la mort vendangeait dans la grande vigne. Il en tombait cent mille qui sans fin, pour les revanches, renaissaient dans la sève orageuse de ces mâles toujours aimant, peinant, mutinés, si terribles qu'ils étaient devenus la terreur des princes. Tous préféraient la mort à la servitude, attachés d'ardeur profonde à leurs foyers, à leurs franchises, à leurs arts, à cette douce terre de Flandres dont ils portaient à leurs lèvres et reniflaient le vert arome avant de combattre. Rien n'égale dans l'histoire des peuples une telle pléthore de la vie, d'aussi pathétiques ferments et ces dépenses inouïes d'énergie. La vie coule par larges bondes, un fleuve pourpre écume et ne se tarit pas ; on se rue à la mort comme à de frénétiques kermesses. Et les villes comme les hommes tombent pour renaître ; les territoires rasés se repeuplent avec les postérités ; l'épique symbole du Lion brandi se rafraîchit au baptême du sang. »

L'opiniâtreté stoïque, le courage inlassable des Belges de 1914 s'éclairent ainsi à la lumière de l'Histoire. Louvain, Termonde, Malines détruits, Anvers bombardé, toutes les villes et tous les villages saccagés, pillés par l'ennemi, les civils fusillés, non seulement les notables pris comme otages au mépris de tout droit des gens, mais n'importe quels bourgeois, quels ouvriers, quels paysans, passés par les armes pour faire des exemples, les mineurs retirés de leurs fosses pour être placés en avant de l'armée envahissante sous le feu de leurs frères soldats, toute cette Belgique dévastée, ruinée, rouge de sang et d'incendie, c'est la même Belgique qui a toujours accepté le combat et résisté aux tyrans et aux

envahisseurs, préférant le martyre et la mort au déshonneur et à l'asservissement.

J'ai vu de ces événements un résumé saisissant. A Paris, dans le quartier des Gobelins, sur une vieille porte encastrée dans un vieux mur, une petite affiche manuscrite en belle écriture ronde, mise là par quelque passant. Cette petite affiche dit ceci : « Honneur aux Belges morts à Liège pour la liberté de l'Europe ! »

Ce jugement d'un anonyme, en proie à l'exaltation et à la tristesse des heures que nous vivons, sera le jugement de la postérité. *(20 août 1914.)*

IV. — ARTISTES COMBATTANTS[1]

On entre à la salle du Jeu de Paume des Tuileries avec le sentiment qui obsède la France depuis bientôt dix mois. Rien de comparable aux ouvertures annuelles des Salons. Aucune idée de l'art habituel, aucune envie de comparer, de classer. Tous sont égaux devant la patrie, puisqu'il s'agit surtout des œuvres des artistes tués à l'ennemi, blessés, prisonniers, et que les exposants vivants et libres sont aux armées.

La liste des morts, depuis le mois d'août, telle qu'on a pu à peu près l'établir, dit le sacrifice de ces jeunes existences : Abonnel, Beclu, Berthon, Blavette, Pierre Bouisset, Cadot, Canioni, Champcommunal, Claustres, Demouchy, Doucet, Exbrayat, Filley, Gass, Georget, Glaize. Gourdault, Gumeril, Heneux, Hillmacher, Lenoir, Lorieux, Pariselle, Pinguet, Roustant. A cet appel funèbre, aucune voix ne répond plus, ceux que l'on évoque sont tombés en terre de Belgique ou d'Alsace, sur la Meuse ou la Marne, en Flandre ou en Argonne. L'hiver a passé sur eux, puis le printemps a fleuri, ils ne voient plus les paysages où rêvait leur âme d'artiste.

1. Préface pour le catalogue de l'exposition, à la Salle du Jeu de Paume des Tuileries, des œuvres des artistes tués à l'ennemi, blessés, prisonniers, et aux armées.

D'autres ont disparu, respirent peut-être encore dans l'atmosphère fiévreuse des hospices de l'ennemi : Balmary, J. Courselles-Dumont, Delamain, Lemercier, Moulin de Maulmont, Moreau-Sauve. Ceux-là non plus ne répondent pas. D'autres, enfin, nous font entendre une voix lointaine, celle des enfermés aux camps et aux forteresses de l'Allemagne : Amas, Ch. Bauche, L. Bauche, de Beaumont, Bournac, Bracquemond (le sculpteur), de Herain, Denis Claude, Drouart, Dufour, Lambert, Pierre Laurens, Julien Lemordant, Loiseau, Mignon, Vinit.... Ceux-là sont-ils tous vivants ? On ne sait. Il en est dont on n'a pas de nouvelles, tel cet héroïque Lemordant, qui a mené des semaines et des mois la vie de guerre avec une si belle ardeur, et qui est tombé, la tête perforée, la vue et la vie en danger.

Ce n'est qu'après cette longue et dure guerre que l'on pourra connaître le bilan des tristesses et des horreurs, des blessures et des morts, que l'on pourra penser aussi au talent acquis et aux promesses des disparus. Aujourd'hui l'impression qui domine est celle du cimetière, de l'ambulance et de la géhenne, et l'on se découvre instinctivement à la vue de ces œuvres, comme au passage des cercueils recouverts d'un drapeau tricolore. On se révolte contre le néant de la mort qui a absorbé tant d'énergies, tant de fortes et délicates pensées. On voudrait faire revivre tous ces jeunes hommes qui se sont offerts en sacrifice, non pas seulement pour les survivants de demain, mais pour la France éternelle, pour les idées dont ils étaient les servants, pour le pays dont ils étaient les fils et qu'ils adoraient comme le plus fier idéal et comme la plus douce réalité. Ils revivront, on consacrera leurs noms, on gardera leurs peintures, leurs sculptures parmi lesquelles quelqu'un a eu la pensée de placer leurs images.

Voyez-les : aucune n'est banale. Toutes sont pensives, sérieuses, charmantes, et ces jeunes gens, que nous ne rencontrerons plus dans le quartier Montparnasse et au Luxembourg, avec leurs grands chapeaux, leurs moustaches en crocs, leur barbiche, leurs longs cheveux qui faisaient parfois sourire le passant, apparaissent maintenant tels que des héros empanachés, prêts à tirer l'épée pour la grande cause.

Ce n'est plus le cimetière auquel on songe en les voyant alors avec leur front réfléchi et leur regard de flamme, c'est la tranchée boueuse où ils ont souffert sans perdre leur gaîté, c'est la plaine où il se sont avancés sous la mitraille, c'est la colline qu'ils ont enlevée en chantant:

Le jour de gloire est arrivé !

Ils ont voulu, n'en doutons pas, que l'on conserve d'eux ce souvenir fixé aux œuvres patientes de leur labeur d'artiste. Tués à l'ennemi, disparus, prisonniers, faisant leur devoir aux armées, ils se présentent à nous sous les yeux de leur général, car Joffre est ici, avec ses soldats, vêtu de noir, la médaille militaire sur la poitrine, calme, sérieux, résolu, pensée grave, force tranquille et sûre. Inspirons-nous des exemples et des suggestions qui se lèvent de toutes parts au spectacle qui nous est offert dans cette salle du Jeu de Paume, sur la terrasse des Tuileries. On doit y prendre surtout la leçon terrible de cette guerre que le destin nous a imposée. Si tous les Français s'en pénètrent violemment, s'ils se donnent tout entiers, comme ceux qui sont partis, s'ils sont « au front », eux aussi, de toute leur volonté de vaincre, ils vaincront. Qu'ils entendent ainsi cette humble et glorieuse réunion de ceux-là qui sont tombés aujourd'hui pour que ceux de demain soient libres. *(20 mai 1915.)*

V. — TOUTE LA FRANCE EN ARMES

En face de la tranchée allemande, voulue et préparée, s'est creusée la tranchée française, improvisée. Puisqu'il fallait attendre, patienter, temporiser, ajourner l'aventure et l'audace, devant l'ouvrage de terre méthodique, compliqué, solide et retors, où s'immobilise la lourde armée des reîtres germains, le troupier français installe en un instant, par quelques coups de pioche de terrassier, quelques coups de bêche de cultivateur, sa première tranchée à ciel ouvert. Il lui suffit qu'il y ait de la place en hauteur pour se tenir debout, pour observer l'ennemi entre deux mottes de terre, et assez de place en largeur pour épauler son fusil, envoyer son coup de feu sur ce qui bouge au ras de la tranchée adverse.

Le reste est venu ensuite, vite fait, vite agencé sans la fameuse méthode allemande, toujours pareille, exacte, impeccable, monotone, mais avec la fantaisie française, adaptée aux circonstances, selon le goût et l'humeur du constructeur, et toujours avec quelque chose d'inédit et de cocasse qui déride le destin le plus sévère et corrige le malheur avec du rire. On n'y peut rien, chaque race a son

tempérament. Le Français s'ennuie et n'est bon à rien dans le casier où l'Allemand reste comme on l'a placé.

La tranchée française deviendra un endroit sacré. Toute la France fut là, courageuse et railleuse, immobilisée devant l'Allemagne parce qu'elle a compris qu'il fallait, elle aussi, garder son poste comme un factionnaire qui a reçu une consigne.

Toute la France, c'est d'abord par le nombre, l'armée des paysans, des hommes de la terre aimée, venus de toutes les terres, de toutes les provinces, de tous les villages, de tous les hameaux, de tous les champs.

Les hommes du Nord, ceux qui ne savent pas ce qu'est devenue leur ferme ou leur chaumière, et aussi, hélas ! leur femme et leurs enfants ; ceux qui cultivaient la betterave, le colza, l'œillette, dans les étendues humides aux ciels bas, aux vapeurs lourdes qui traînent autour des villes où s'érigent et carillonnent les beffrois, qui mouillent les terrains, détrempent les routes et les sentiers. Ce paysan aime ce pays parce qu'il est le sien, il voudrait revoir ses sillons gras, ses canaux où passent les barques lentes et les bateaux plats, son étable aux seaux de cuivre ; il est muet et douloureux parce qu'il ignore tout de sa maison et des siens ; il tient bon avec l'espoir d'avancer et de reprendre ce qui est à lui ;

Les hommes de l'Est, chassés aussi de chez eux par l'invasion, ceux de la Lorraine et des Vosges, qui confinent à l'Alsace ; les propriétaires de bétail, de vignes et de houblonnières ; et ceux de la Champagne, où se cultive le raisin qui donne aux vins sa sève ardente ;

Les hommes de l'Ile-de-France, où tout est à foison, les légumes, les fruits, les fleurs ; où les biens précieux s'épanouissent, chasselas de Fontainebleau et roses de Provins ;

Les hommes de l'Ouest, de la Normandie herbagère, où les pommiers croissent en bouquets de fleurs et en corbeilles de fruits parmi les prairies où paissent les animaux innombrables ; ceux de la Bretagne aux champs bleus de lin, blancs et roses de sarrasin, aux foires de chevaux de fine race et de petites vaches blanches et noires ;

Les hommes du Centre, de la Beauce, océan de blé, grenier d'abondance ; de la molle Touraine, aux vins parfumés ; de la riche et vineuse Bourgogne, aux coteaux d'or et de pourpre ; du Plateau central de la Corrèze et de l'Auvergne, riches de la verdure des châtaigniers, des pentes vertes et hautes égayées de la sonnaille des troupeaux ;

Les hommes du Midi, des vignes et des champs de maïs du Bordelais et du Languedoc, des pentes des Pyrénées, des mûriers et des oliviers de la Provence.

Il y a les paysans de partout, ceux qui cultivent des hectares de terre jusqu'à l'horizon, ceux qui n'en possèdent qu'un arpent, le champ des aïeux sans cesse retourné. En défendant la tranchée, ils défendent leur lopin. Dans la terre, debout contre le remblai, ou couchés, étendus sur leur fusil qu'ils ne veulent pas quitter, ou assis, leur fusil entre les jambes, ils attendent, invincibles déjà dans leur immobilité, prêts à faire jaillir le coup de fusil, à sortir boueux de leur abri pour courir sur la tranchée d'en face, qui est aussi du sol de la France. Ces paysans sont là comme à l'affût, avec leurs sens aiguisés par la vie de quasi-silence qu'ils ont toujours menée sur les sillons, à l'orée des bois, aux creux des vallons, aux sommets des collines. Dans tout paysan, il y a un chasseur, un guetteur de tous les mouvements, un écouteur de tous les bruits. Ici, comme derrière la haie de leur champ, ils sont dans la même posture, la

même fixité patiente qu'aux jours paisibles où ils voyaient détaler le lièvre et entendaient chanter la perdrix. C'est encore un gibier qu'ils chassent dont ils épient la sortie du terrier voisin, où ils l'iront forcer s'il ne se montre pas.

Si ces paysans soldats sont magnifiques dans leur ténacité à défendre leur sol, leur vieille terre qu'ils ne veulent pas voir à d'autres, ils sont sublimes aussi d'autre façon, d'une façon si totalement désintéressée, ces travailleurs de l'atelier, de l'usine et de la mine, qui défendent leur travail comme leurs frères paysans défendent leur champ. Chez ceux-là, peu à peu groupés, affranchis d'esprit dans la mesure où la lente évolution humaine favorise les déshérités du savoir et des bienfaits de l'existence, il y a, qu'on y regarde bien, une notion splendide de l'idéalisme de la France qui court tout au long de son histoire à travers les siècles. Ils défendent leur atelier, leur établi, leur étau, leur rabot, leur varlope, ils défendent leur usine où ils font couler la lave du métal et du verre, où ils façonnent la charrue et le canon, la bêche et le fusil, ils défendent le noir sous-sol d'où ils tirent la houille et la chaleur pour tous les foyers. C'est leur gagne-pain et celui des leurs. Et, en même temps, ils défendent les grands intérêts sociaux qui leur feront de plus en plus leur part, non seulement les services publics auxquels ils sont intéressés comme tous, mais les grands établissements des sociétés et des compagnies que la civilisation industrielle avait hier, et aura encore demain, comme champs de bataille. D'un seul élan, au jour de la mobilisation, l'armée ouvrière est partie avec l'armée paysanne contre l'envahisseur, et depuis, le combat continue, patient et ardent, au creux des tranchées où s'est fixée la défense du pays et de la race.

Paysans et ouvriers ne sont pas seuls. Toutes les classes, tous les métiers ont ici leurs représentants et leurs cadres. La petite et la grande bourgeoisie des boutiques et des magasins sont présentes. Les bonshommes les plus pacifiques, ceux que chacun voit dans son quartier, le fruitier du coin, le marchand de beurre et de fromages, le petit épicier qui brûle son café devant sa porte, sur le trottoir, le pâtissier vêtu de blanc, et d'autres et d'autres, qui ont fait leur service militaire, et leurs vingt-huit jours, et leurs treize jours, sont ici, en soldats, en héros ! Et ceux des professions libérales, 30.000 instituteurs, et des pasteurs, des rabbins, des curés, des jeunes gens de l'Ecole normale, de l'Ecole des beaux-arts, de l'Ecole centrale, des artistes, des littérateurs, des ingénieurs, des avocats, des notaires, des banquiers, et ceux qui n'ont pas d'autre profession que de vivre à leur aise, ceux que l'on désigne comme des rentiers, comme des hommes du monde, réunis en une magnifique fraternité, parlant le même jargon cocasse, imprévu, immédiatement compris et accepté de tous, inventé par les types facétieux des tranchées, tous rivalisent d'ingéniosité pour s'aider à vivre et à mourir. Car ils sont là, simplement, héroïquement, pour résister, pour lutter, pour vaincre, pour donner la mort aux agresseurs, et pour la recevoir. Jamais on ne pourra exprimer aussi haut, aussi profond qu'il doit être le sentiment éternel de la France survivante devant ces sacrifiés volontaires, ces martyrs de la nation, qui auront tout donné et qui auront accepté la disparition, l'évanouissement de leur être dans le grand linceul de l'Histoire, sous les rayons de cette gloire qui a été si splendidement définie, dans sa sublime stérilité, comme le soleil de morts.

Il n'y a plus ici ni noms ni couronnes. Quelquefois, une

citation aux colonnes de l'*Officiel*, une croix de guerre sur une tombe, ou sur rien. Jamais le don de l'individu n'a été plus total. Quand on considère de tels événements et de tels hommes, les chefs politiques et les chefs militaires s'effacent pour laisser la place à la masse inconnue, à la France qui s'est levée et qui se sauve elle-même, à la fosse commune du terrible champ de bataille, sur laquelle pleure, comme une mère, la figure voilée, invisible, à jamais blessée, de la Patrie, (*21 mai 1916*).

VI. — CARNET DE ROUTE

La lecture quotidienne du « communiqué » officiel et de la « situation » développée par les stratèges des journaux, peut satisfaire provisoirement le désir de savoir de tous ceux que leur âge ou leur santé laissent à l'arrière, mais d'autres renseignements leur arrivent, sous forme de livres écrits par des soldats, au jour le jour des notes prises sur place. Là se trouvent des détails vécus, un intérêt persistant de véracité et de souffrance, de gaieté et de courage aussi. Je mets à part des livres qui transposent littérairement la vérité, tel que le *Gaspard* de René Benjamin, expression de l'esprit du faubourg parisien en contact avec la guerre, tel encore que ce petit livre de Paul Géraldy : *La Guerre, Madame...*, dont l'esprit parisien d'un autre Paris s'élève à une haute et émotionnante philosophie de la terrible aventure où pouvait sombrer l'Europe. Je veux désigner surtout des récits plus immédiats, plus documentaires, si l'on veut, du point de vue des faits, de ceux qui commencent les constructions de l'Histoire.

Ce sont des mémoires de soldats, comme il y en a quelques-uns dans le passé, et qui abonderont pour cette guerre

où tant d'écrivains ont été lancés, où tant d'hommes qui n'étaient pas des écrivains professionnels seront devenus des écrviains de cette guerre.

Des officiers, des soldats, auront su voir et retenir, noter des épisodes et garder le souvenir des ensembles. Parmi ces livres, le récit pittoresque de Marcel Dupont : *En Campagne, impressions d'un officier de légère ;* les souvenirs d'un canonnier : *Ma Pièce,* de Paul Lintier, jeune écrivain lyonnais, mort à vingt-trois ans, le 15 mars 1916, après avoir eu le temps d'écrire ces tristes pages glorieuses qui ne cachent rien des mélancolies et des horreurs de la guerre ; les récits des combattants du bois Le Prêtre, recueillis par Jean Variot, qui vécut dans la tranchée où il fut blessé et qui a composé depuis les pages de *La Croix des Carmes,* faites de simplicité et de belle humeur ; le *Journal d'un simple soldat,* où Gaston Riou publie ses souvenirs de guerre et de captivité, nous apportant les renseignements les plus précieux sur l'état d'esprit des populations allemandes et les considérations les plus justes sur l'état d'esprit français avant et pendant la guerre ; les pages de journal d'André Tudesq, car des journalistes aussi suivent les combats, et celui-ci, avec les *Compagnons de l'aventure,* nous donne des narrations de terribles choses vues aux Dardanelles et dans la mer Egée, en Adriatique et en Méditerranée ; enfin, le *Carnet de route,* de Jacques Roujon, qui relate ce qu'il a vu du commencement d'août 1914 à la mi-janvier 1915. C'est celui-ci que je choisis cette fois comme exemple de la littérature de guerre sobre, précise et sensible. Suivons ce jeune soldat depuis le jour de son départ jusqu'au jour où la maladie l'oblige à quitter ses compagnons d'armes de six mois.

Appelé au 352e d'infanterie, il rencontre des camarades

d'enfance, de collège, de régiment, à Humes, village près de Langres, lieu de formation de sa compagnie. Et c'est la vie de cantonnement avec son imprévu, bon ou mauvais, accepté comme aux manœuvres de la petite guerre. Tous pensent que la guerre va être menée rondement, qu'elle ne peut pas être longue. Le détachement va se rendre au front, mais avant on profite du séjour agreste, on savoure les menus simples vite composés pour la faim impérative, on se roule confortablement dans le foin pour dormir. Un lieutenant arrive, qui a vu le feu en Alsace et qui assure à ses jeunes soldats que les Allemands ne détalent pas à la vue des Français : ce serait trop simple. Direction vers l'Est, dans le lointain le canon se fait entendre, on s'arrête dans une localité devant le défilé de ceux qui vont sur la ligne de feu, et d'autres qui en reviennent, poussiéreux, boueux, hâves, fiévreux, et qui répondent aux interpellations : « Hé ! les troupes fraîches, vous tombez bien, c'est le moment d'en mettre. »

Ailleurs, c'est la fuite des habitants avec leurs mobiliers pêle-mêle. Le détachement fait la halte pour avaler un morceau de viande et boire un peu de jus. Un caporal commande la section et, sur un ordre, l'arme à la main, en tirailleurs à un pas, on marche, on franchit une hauteur, un nouvel ordre arrive, on se couche, on attend. La bataille, de notre côté, semble activée par nos canons de 75 défendant un village que l'ennemi bombarde d'une certaine distance. Une batterie s'en retourne. — « Pourquoi la batterie s'en va-t-elle ? On est donc battu ? » L'artilleur daigne répondre aux fantassins : — « Les Allemands nous canardent à 12 kilomètres, ils tirent avec des 210 ; c'est très joli de faire la guerre, mais il faut avoir des joujoux pour çà ! » Le détachement recule avec

l'artillerie, puis un arrêt où l'on a de nouveau recours aux provisions. Subitement un sous-officier de hussards galope : — « Castelnau arrive, crie-t-il, on va les prendre comme dans des tenailles. » C'est alors l'enthousiasme qui anime la jeune troupe pour marcher en avant, on compte sur eux, cela suffit à ces soldats, et sans rien savoir de ce qui se passe, ils se précipitent vers le danger et le destin mystérieux. Après des combats de villages et de tranchées, le soldat-écrivain revient au dépôt où il retrouve les copains qui avaient appris sa mort. La vie de cantonnement recommence pendant quelques jours, troublée par le communiqué que donnent les journaux du 29 août : « De la Somme aux Vosges... » Ils croient d'abord à une faute d'impression, la Somme mise pour la Sambre, car on n'a pas encore connu de défaite. Puis, pour blaguer, on cherche le « facteur » de Kitchener.

Au nouveau départ de Humes, séjour dans un train qui marche à une allure de marchand de cerises, repas de conserves, fumée de pipes, scies d'atelier, on coupe des manillons, on débarque et, après une vie tranquille de quelques jours, en route pour la région des combats. En passant, on est fêté à Villers-Cotterets, délivré de l'Allemand depuis la veille, on assiste à un défilé de prisonniers, on va vers le quartier général du corps d'armée, à travers des chemins encombrés de blessés. On gagne Vic-sur-Aisne, on longe l'Aisne en file indienne sur la route bombardée, les balles sifflent, on se couche pour laisser passer la nuée meurtrière, la pluie intense fait quitter la place, les soldats entrent dans la cour ruinée d'une ferme, essaient de dormir sous quelque hangar, quelque charrette, en attendant le matin où le feu recommence. L'ennemi bombarde la gare d'Ambleny-Fontenoy, s'empare de Fontenoy, que le régiment est chargé de

reprendre. Ils sont prêts, sac au dos, le lieutenant ami leur dit, brave et goguenard : « Nos chances de mort augmentent de 90 °/₀. » Après une halte, la nouvelle arrive que Fontenoy est repris, le lieutenant déclare : « Nos chances de mort diminuent. »

La détente qui suit ces états de surexcitation est naïvement célébrée : on se retrouve à table devant une vieille poule au pot, un fricot de lapin, des pommes de terre. Les soldats s'amusent comme des gosses en vacances. C'est la bonne vie, en attendant l'offensive annoncée, à laquelle le régiment prendra part. On repasse l'Aisne, on recreuse des tranchées, puis on part pour Courmelles, au sud de Soissons, 30 kilomètres à pied, on va relever les Anglais dans les tranchées de Bucy-le-Long. A travers tout, les lettres arrivent, quel bonheur ! Elles arrivent même jusqu'au petit poste où le soldat est isolé, face à l'ennemi. Là, il faut lutter non seulement contre le danger invisible, mais contre le sommeil, qui est aussi un ennemi terrible, lorsque l'attention doit être de tous les instants. Question au caporal : « Qu'est-ce que deviennent les petits postes en cas d'attaque ? » « En cas d'attaque, les petits postes, ils sont toujours sacrifiés », répond doucement le caporal.

Ainsi sont sobrement indiquées les alternatives de péril et de courte sécurité, ainsi s'expliquent la tranquillité passive des jours de tranchées, les creusements de boyaux sous le feu, le repos dans les abris des carrières et les mouvements de joie désordonnée qui se traduisent par des rondes d'enfants pour marquer le plaisir de n'être pas encore tués, rondes interrompues par la distribution de tartines qui rappellent les « quatre heures » des goûters d'autrefois. On recommence ensuite à écouter siffler les balles, à ramper à plat

ventre, à creuser des trous, à tirer des coups de fusil, et les plaisanteries se font jour malgré tout, révélant l'esprit et le sang-froid. L'un des hommes de l'escouade, très grand et très gros, ne daigne pas se baisser pour éviter les balles, ou peut-être sa corpulence l'en empêche-t-elle, aussi ses camarades lui hurlent: « Sale rosse ! Tu seras content quand tu auras pris une balle dans la lampe ! Et tu crois que ça nous amusera de te ramener mort, gros comme tu es ! »

Je voudrais donner des exemples de la manière dont la vie de soldat en campagne est transcrite presque aussitôt que vue et vécue. Voici la manière légère :

L'heure de la soupe arrive. Un seul reste à veiller. Les trois autres dînent longuement et gaiement. Quand la conversation devient trop bruyante, la sentinelle lance un coup de soulier dans la toile de tente. Toutes les dix minutes, le pauvre diable écarte la portière et demande :

— Vous n'allez pas bientôt me relever ? J'ai la dent.

On lui répond ;

— Ça va bien. La table n'est pas louée. Et puis retire ta tête. Tu fais entrer le froid.

Il se résigne. Il sait que les gens au sec peuvent parler dur aux chiens mouillés. Nous entendons le flic-flac de ses godillots qui s'éloignent. De temps en temps il lâche un coup de fusil, dans le noir, pour tromper sa faim. Il se met « en liaison » avec la sentinelle de droite et celle de gauche.

Enfin on l'appelle :

— Viens dîner, c'est ton tour. Machin va te remplacer. Essuie tes bottines. Ne salis pas le tapis.

Il se glisse dans le trou, où règne une odeur de pipe, de rata, de guerrier. Sa figure s'épanouit. Il dit : « Ça sent bon. » Et il le croit. Il aperçoit son fricot qui mijote sur un réchaud de soldat. Mais très vite, nouvelles inquiétudes :

— Et mon jus ? Je parie que vous ne l'avez seulement pas m au chaud !

Exclamations indignées ;

— Tiens, regarde-le ton jus, il est là. On t'a même gardé un cigare. Veux-tu commencer par deux sardines ?

A huit heures, le dîner est fini. Chacun nettoie son assiette et son couvert avec de la mie de pain.

Préparatifs pour la nuit : deux vont guetter, deux vont dormir en se relayant de quatre heures en quatre heures. Les deux privilégiés qui peuvent digérer à leur aise allument leur pipe, se passant la gourde de « gnôle », puis bientôt se tassent l'un près de l'autre, en chien de fusil.

Les deux sentinelles tendent le dos à la pluie. Elles cachent leur pipe dans le creux de la main.

— Quel temps !

— Oui, ça flotte.

L'un tousse. L'autre lui dit :

— Ne restons pas devant le cagibi. Tu vas réveiller les enfants.

Voici la manière tragique, plus brève :

Une balle l'a atteint à quelques millimètres de l'œil, lui a labouré la joue, est venue sortir près du cervelet. Un circuit. Il passe, sans chanceler, et il nous interpelle : — Je suis joli, pas vrai ? Nous osons à peine le regarder. Qui est-ce ? Il est effroyable. Toute une moitié de la face est ruisselante de sang. L'autre moitié rit. Le bonhomme ne souffre pas encore, il crâne : — Ce n'est pas l'heure de faire de l'œil aux dames ! Et il montre son œil déchiré.

Tel est l'esprit de ce livre qui fait honneur au soldat-écrivain Jacques Roujon, fils de Henry Roujon, mort quelque temps avant la guerre. Mesurez le temps et l'abîme entre le studieux logis de l'Institut et la tranchée ouverte sous le ciel meurtrier. (*6 juillet 1916.*)

VII. — ANGLETERRE CONTRE ALLEMAGNE

L'ASSASSINAT du capitaine Fryatt par un conseil de guerre allemand qui a ainsi décidé que les gens attaqués n'avaient pas le droit de se défendre, a été suivi d'un nouveau raid de zeppelins sur les côtes anglaises. Le résultat de cette nouvelle excursion des monstres nés au bord du lac de Constance, dans les hangars de Friedrichshaffen, a été nul quant aux massacres d'innocents. Ni tués, ni blessés. On ne parle pas des maisons démolies. Au cours de cette guerre désastreuse, les ruines sont comptées pour rien, provisoirement. Notre sensibilité ne s'exerce que sur les victimes à jamais lamentables de ce guet-apens européen ourdi par les deux empereurs du Centre. L'Angleterre se charge pour elle de tenir un compte exact de tant de vies férocement sacrifiées au rêve bestial de l'hégémonie allemande. Alors que la France jette un voile de deuil sur ses morts et sur ses blessés, l'Angleterre les expose tous devant l'univers épouvanté de tant de barbarie, de sang versé, de martyre raffiné, bateaux inoffensifs éventrés, fusillades comme celles de miss Cavel et du capitaine Fryatt.

Pour ce qui concerne les raids destructeurs et meurtriers des zeppelins, notre alliée britannique aura eu sa part. Depuis la première action aérienne au-dessus de la côte anglaise, le 19 janvier 1915, jusqu'au 4 mai 1916, on a compté trente-six tentatives acharnées, suivies presque toutes d'effets, contre la nation envers laquelle l'Allemagne a le plus manifestement et le plus violemment déclaré sa haine.

Faut-il voir surtout dans ce sentiment la cause de ces criminelles actions de guerre ainsi répétées ? C'est à coup sûr une cause principale. Quand l'Allemagne, au moment même où elle se jetait en forcenée à travers la Belgique pour atteindre la France au cœur et se retourner ensuite avec toutes ses forces contre la Russie, apprit que le léopard anglais se dressait sur le rivage et que le Royaume-Uni déployait l'étendard de guerre, elle ne put retenir le cri de la rage déçue. Par le simple mouvement de l'Angleterre se levant pour passer le détroit et venir en armes au secours de la Belgique envahie et martyrisée au mépris de toute loi, au secours de la France attaquée malgré sa volonté d'arbitrage et de paix ; par la mise en ordre de bataille de la plus puissante flotte du monde barrant désormais toutes les routes maritimes à l'Allemagne, depuis la Baltique jusqu'à Gibraltar, jusqu'à Suez, jusqu'au cap de Bonne-Espérance, jusqu'au cap Horn, les chemins mouvants de toutes les mers, Manche, Océan, Méditerranée, Pacifique ; par tout ce que signifiait l'intervention de l'Angleterre dans le conflit cherché par l'Allemagne, celle-ci put avoir le pressentiment, malgré sa force, d'une défaite possible. En tous cas, les Allemands capables de réflexion, dans toutes les sphères, durent comprendre, sous le frisson de fureur qui les agita, que la guerre si courte, si rapide, qu'ils envisageaient, allait

se changer fatalement en une guerre longue, infiniment longue, aggravée des sacrifices et des douleurs de tous genres d'une lutte sans arrêt et sans pitié. Quand l'Angleterre commence une action de cette importance, ce n'est pas pour l'abandonner avant d'avoir achevé son œuvre et d'en avoir définitivement acquis les résultats.

Ce sentiment fut certainement celui de l'Allemagne capable de réflexion, et il ne tarda pas à se développer et envahir le pays entier. Le déchaînement qui s'ensuivit est la preuve certaine de cette propagation de la haine et de la colère. Depuis la fausse ironie du Kaiser, masquant sa déconvenue et son alarme en raillant la « méprisable petite armée du maréchal French », jusqu'à ces inscriptions répandues dans le populaire sur toutes les images et tous les objets fabriqués pendant la guerre : « *Dieu maudisse l'Angleterre ! Dieu punisse l'Angleterre !* » jusqu'aux sévices stupidement, impolitiquement exercés par des geôliers sans vergogne contre les prisonniers anglais, il faut voir la preuve du même état d'esprit naïvement exaspéré contre cette Angleterre scrupuleuse, respectueuse des traités de neutralité et d'arbitrage, qui se mêlait d'intervenir dans les affaires de l'Europe parce que l'Allemagne méconnaissait la foi jurée et prétendait imposer son parjure et son crime à l'aide de la force, sans aucun embarras devant le choix des moyens. Comment ! il se trouvait un peuple pour prendre le parti des victimes et courir sus aux assaillants barbares ! On allait bien lui faire voir, puisqu'il se mêlait ainsi de prendre le parti de la faible Belgique contre la forte Allemagne, qu'il n'était pas à l'abri de toutes les atteintes, qu'il allait connaître à son tour l'intimidation et la terreur, le bombardement de ses maisons, l'écroulement de ses villes, le

meurtre sauvage de ses vieillards, de ses femmes, de ses enfants.

C'est la raison principale, la raison de fond, la raison de passion des raids de zeppelins si fréquemment répétés sur les côtes et sur l'intérieur de l'Angleterre, jusqu'à Londres. Mais il est une autre raison d'ordre réel et pratique : c'est que les Iles-Britanniques sont plus abordables par l'air que le front terrien français, hérissé de défenses contre les avions et les dirigeables allemands par tous les sommets, tous les réduits armés de canons dirigés la gueule vers les nuages, prêts à lancer l'incendie et la mort. La côte anglaise, si bien gardée qu'elle soit, n'est pas si bien à l'abri des passages, dans ces régions de la mer du Nord presque perpétuellement envahie de brouillards à travers lesquels les massifs zeppelins peuvent passer inaperçus.

La tentative du 19 janvier 1915 se composait de six zeppelins qui laissèrent tomber des projectiles sur Yarmouth, sur Sandringham, résidence royale, King's-Lynn, détruisant des maisons, tuant ou blessant deux douzaines de personnes. Celles qui suivirent en avril sur quelques villes anglaises blessèrent quelques personnes, incendièrent des maisons, tuèrent une poule, un merle, deux chevaux. En mai, les zeppelins venus en nombre brûlèrent plusieurs maisons à Southend, à Westcliff et, dans la banlieue de Londres, firent une douzaine de victimes. Les raids aériens sont plus meurtriers en octobre 1915, en janvier, février et mars 1916, soit sur Londres et sa banlieue ou sur la côte anglaise : il y a près de 200 morts et plus de 300 blessés parmi lesquels des femmes et des enfants. L'un des zeppelins qui prit part à l'action du 31 mars fut atteint et alla sombrer dans la mer du Nord. Un chalutier qui passait

non loin fut hélé par le capitaine de l'épave offrant une somme au patron s'il voulait le sauver ainsi que ses hommes. Celui-ci lui répondit que s'ils étaient moins nombreux il les emmènerait volontiers, mais ce n'était pas le cas, car le bateau était trop petit. « Supposez que je vous prenne à mon bord et qu'en cours de route vous nous jetiez à la mer pour rejoindre ensuite les côtes d'Allemagne. Cela vous vaudrait sûrement une décoration, mais ne serait pas drôle pour nous ! — Je vous donne ma parole, dit alors l'officier, que nous n'agirons pas ainsi. » En dépit de cette assurance, voyant ces gens-là armés, alors que ni lui ni ses hommes n'avaient pas même un pistolet, et se rappelant la valeur de la parole allemande, le patron de barque s'éloigna en disant qu'il allait se mettre à la recherche d'une canonnière ou d'un autre navire pour les transporter en une ou deux fois. Il vit en se retirant l'équipage du zeppelin lui montrer le poing et l'accabler de sottises.

Ce patron de chalutier était certainement un homme bienfaisant et de bonne foi, mais les procédés de la guerre sauvage réglée par la science allemande le rendaient méfiant. Un dignitaire de l'église anglicane a pu justement dire, au récit de ces événements : « L'Allemagne a tué la chevalerie de la guerre. » Ces hommes du zeppelin qui venaient de massacrer à coups de bombes lancées de 3.000 mètres de hauteur des populations civiles, devaient trouver incrédule l'humble marin devant lequel ils se présentaient comme des soldats revenus d'une mission militaire et tombés au péril de la mer.

Cette monotonie dans l'horreur a eu pour l'Allemagne, comme résultat immédiat, la mort de quelques centaines

de personnes, l'effondrement d'un certain nombre de maisons, faits-divers marqués de feu et de sang qui ne changent rien à la conduite et à la fin de la guerre. Elle a eu un autre résultat, profond et fécond celui-là, qui a confirmé l'Angleterre dans sa volonté, et achevé de lui prouver que la barbarie la plus savante restait la barbarie, que les manières les mieux organisées de détruire les existences humaines et les travaux de la civilisation ne faisaient que nous ramener en arrière, vers l'âge noir de la violence ignorante. Et les zeppelins, comme les sous-marins, bien loin d'abréger la guerre par la terreur au profit de l'Allemagne, comme elle le croyait dans sa sottise épaisse, l'ont au contraire allongée à son détriment, par la création d'un armement formidable et l'établissement logique et décisif du service obligatoire dans tout le Royaume-Uni. (*6 août 1916*).

VIII. — PAUL LINTIER

Les lettres françaises ont leur liste de morts sans cesse accrue depuis le mois d'août 1914. Pour les écrivains, l'égalité devant le sacrifice et la disparition n'auront pas été un vain mot. En voici un, Paul Lintier, tué par un obus, le 15 mars 1916, sur le front de Lorraine, à 23 ans, dont on peut mesurer la valeur et la perte. Il a laissé un livre : *Ma Pièce*, réunion de notes d'un canonnier, écrites au jour le jour en 1914, qu'il remettait aux éditeurs Plon-Nourrit quelques semaines avant d'être foudroyé. Ce recueil de notes se trouve être un vrai livre, un des plus remarquables qui aient jamais été écrits sur la guerre, où l'intérêt commence dès la première ligne pour ne finir qu'à la dernière, où la vision est reproduite avec une vérité de mots singulière, ne reculant pas devant le spectacle le plus réaliste, la pensée restant toujours haute et pure. Ce jeune homme de vingt-trois ans est un écrivain qui a tout vu et tout senti de la vie et de la mort. Il est toujours naturel, il a de l'humour et de l'émotion. C'est un soldat prêt à tout, il l'a prouvé, mais c'est un soldat qui pense moralement, avec une belle philosophie. Sans faire de

rapprochement inutile, on peut dire de lui, avec justice, qu'il est un descendant des grands écrivains qui ont donné aux pages des livres la lueur sanglante et le frisson terrible de la guerre.

Le livre est en quatre parties ainsi indiquées : la Mobilisation ; les Marches d'approche ; le Choc et la Retraite ; de la Marne à l'Aisne. Au quartier où se trouve en août 1914 le jeune canonnier, on attend dans un silence nerveux. Le passant s'arrête et regarde. Une femme vient voir son fils, et en le quittant laisse voir ses larmes qui coulent. Les artilleurs au repos, groupés dans la cour, ont déjà figures de guerriers. L'ordre arrive, on va au bureau recevoir le livret individuel, la plaque d'identité. L'inquiétude est dans l'espace, dans l'air que chacun respire. Paul Lintier la résume en un spectacle entrevu. Par une fenêtre du quartier, en face, derrière les rideaux de mousseline de sa fenêtre, une jeune femme est immobile, le visage bouleversé, en larmes : elle ne veut pas se montrer ainsi à son mari, descendu dans la rue et qui marche à reculons pour voir une dernière fois celle qu'il vient de quitter. Il va tourner le coin de la rue, vite elle ouvre la fenêtre, mais trop tard, il ne l'a pas revue. Le visage dans les mains, toute secouée par les sanglots, elle s'effondre dans un fauteuil : une bonne, aussitôt, lui apporte un tout petit enfant.

La guerre vient à peine d'éclater que les plus folles nouvelles circulent... Metz est incendié et pris... Garros a détruit un dirigeable avec vingt officiers... Enfin, le départ est commandé, on prépare l'attelage des pièces, on affile les sabres, demain on se mettra en route, les trains passent bondés de soldats que les spectateurs acclament. Quand c'est le tour des artilleurs, tout le monde leur apporte des fleurs, on voyage lentement jusqu'à Verdun, jusqu'à Charny ; à chaque station,

ce sont des fleurs, des boissons. Puis le débarquement et la marche dans la nuit à la rencontre de l'ennemi. On s'arrête, on campe, on dort. Au petit jour, les régiments d'infanterie défilent sur la route, le fantassin a soif, l'artilleur remplit des seaux d'eau, y laisse puiser le « biffin » qui boit avidement. On repart de nouveau, et à chaque arrêt et campement, Paul Lintier a le temps et la présence d'esprit nécessaires pour voir et se souvenir : descriptions imagées du paysage où la batterie est le centre ; portraits de personnages rapidement et délicatement gravés, tel celui du capitaine, poli, bon, intelligent, brave, ayant un ascendant illimité sur sa troupe ; silhouettes de canonniers solidement et spirituellement tracées ; scènes entre militaires et paysans, marquées de couleur et de vie.

A force de rouler et de marcher, on finit par approcher du feu. On ne veut pas avoir l'air ému, mais le moment est impressionnant, on écoute le tintamarre, on songe au fer qui vole. La disposition de combat est prise, les couvre-bouches et les couvre-culasses protégeant la pièce sont enlevées, les appareils de pointage sont placés, le fonctionnement des manivelles de pointage et de hausse est vérifié... Des explosions voisines surprennent les artilleurs au travail. L'anxiété, l'inquiétude gagnent. Un camarade canonnier dit à Lintier : « Tu es vert, mon vieux ! » et Lintier répond : — « Eh bien ! tu ne t'es pas regardé ! » Le « garde à vous ! » est prononcé. Au flanc des collines, l'infanterie se déploie, avance graduellement, la fusillade siffle, la mitrailleuse crépite, le canon rugit, le bruit continue, éclatant, infernal. En avant ! On court vers cette cime où, depuis des heures, pas une parcelle n'est épargnée, et derrière laquelle le fracas de la bataille est

le plus terrifiant. Certes, on n'en reviendra pas. Ici, il faut citer respectueusement Paul Lintier :

« L'angoisse m'étrangle. Je raisonne pourtant. Je comprends clairement que l'heure est venue de faire le sacrifice de ma vie Nous irons, nous irons tous, mais nous ne descendrons pas de ces côtes. Voilà ! Ce bouillonnement d'animalité et de pensée, qui est ma vie, tout à l'heure va cesser. Mon corps sanglant va être étendu sur le champ. Je le vois. Sur les perspectives de l'avenir, qui sont toujours pleines de soleil, un grand rideau tombe. C'est fini ! Ce n'aura pas été très long : je n'ai que vingt et un ans. Pas une seconde je ne discute. Je n'hésite pas. Ma destinée doit être sacrifiée à l'accomplissement de destinées plus hautes. C'est la vie de ma patrie, de tout ce que j'aime, de tout ce que je regrette en cet instant. Si c'est ma mort à moi, je consens : c'est fait ! J'aurais cru que c'était plus difficile... »

La simplicité vraie de ces lignes, ces aveux et ces résignations ne sont-ils pas d'un admirable stoïque ? Le sacrifice de son être ne sera pas consommé cette fois. Il voit ses camarades blessés, tués, il faut quitter l'endroit sur un ordre donné par un dragon qui annonce que l'armée française bat en retraite. En même temps que les batteries de l'artillerie, parmi lesquelles celle de Lintier, défilent sur la route, les divisions d'infanterie reviennent du feu, marchent parmi les artilleurs. Il y a des blessés, des éclopés, fourbus, sans fusils. Il y en a qui se hissent sur les caissons pendant que des mourants se couchent dans les fossés. Un gros clairon, la poitrine traversée d'une balle, est assis sur le coffre du caisson de Lintier et soupire de douleur à chaque cahot : « Veux-tu qu'on fasse arrêter la voiture, si ça te secoue trop ? — Non, pour tomber dans leurs pattes ! —

Tout de même ! — Non, ça va, ça va. » Et il se mord les lèvres pour ne pas crier.

On arrive après une longue marche, au milieu de la nuit, dans un village où l'on campe, on y dort d'un lourd sommeil, mais il faut aller plus loin encore, car on est poursuivi. Depuis le début, ils n'avaient entendu annoncer que des victoires, et ils assistent à des défaites. Dès qu'ils sont installés quelque part, un aéro passe, laisse tomber une étoile, et c'est, presque aussitôt, une pluie d'obus à l'endroit signalé. Il leur faut changer de place et s'habituer au danger. Je cite :

« Pendant des heures, les gros obus de 22 continuent à tomber par trois, ponctuant de trous noirs des prairies vertes où il n'y a plus personne. Nous sommes certainement à portée de ces pièces lourdes, et rien ne nous dit que, tout à l'heure, leur tir en s'allongeant ne nous atteindra pas. Nous n'y pensons pas. J'admire quelle merveilleuse faculté d'adaptation fait le fond de la nature humaine. On s'accoutume au danger comme aux privations les plus cruelles, comme à l'incertitude du lendemain. Je me demandais, avant la guerre, comment les vieillards, qui atteignent les limites extrêmes de l'existence, peuvent vivre en repos devant l'imminence de la mort. A présent, je comprends. Pour nous-mêmes, le risque de mort est devenu un élément de l'existence quotidienne. On compte avec lui, il n'étonne plus, et il effraye moins. Et puis chaque jour nous entraîne au courage. A connaître les mêmes dangers, la bête humaine se cabre moins. Les nerfs ne trépident plus. L'effort conscient et continu pour atteindre à la maîtrise de soi agit à la longue. C'est toute la bravoure militaire. On ne naît pas brave. On le devient. La résistance de l'instinct à vaincre est seulement plus ou moins rude. Et puis, il faut bien vivre, en campagne comme ailleurs, il faut s'accommoder à cette existence nouvelle, si précaire, si amère qu'elle soit. Or, ce qui la

trouble avant tout, ce qui la rend intolérable, c'est la peur, la peur strangulatrice. Il faut la vaincre, et on la vainc... »

Il y a ainsi, chez ce jeune homme, un raisonnement judicieux, pénétrant, et ces profondeurs d'analyse et de jugement de soi-même alternent avec des observations où les chocs de mots, les expressions inattendues, font des intermèdes comiques à cette terrible tragédie. Il y a aussi, on n'en peut douter, chez Lintier, un écrivain, un observateur, une noble pensée. Pourquoi faut-il que l'hommage rendu à ce livre finisse en nécrologie. Après la victoire de la Marne et la poursuite sur l'Aisne, Lintier a été évacué, blessé à la main, sur une ambulance. Il s'est refusé à l'amputation du pouce, il est retourné au front, au péril, à la mort. La veille de son retour à la batterie, il apprend la mort de son capitaine, et il pleure avec tous la fin de cet officier si simple et si bon, le capitaine de Brisoult, auquel son livre est dédié. Encore quelques jours, quelques semaines, et il tombe comme lui, brisé avec sa pièce.

Qu'était-ce donc que Paul Lintier ? Né dans la Mayenne, il restera comme un étudiant de Lyon, où il était allé faire ses études, à seize ans, auprès de son oncle, Ed. Lambert, professeur de droit, qui l'aimait comme un fils et a pris le soin douloureux de sa mémoire. Il voit la jeune gloire de son bien-aimé neveu sortir du charnier de la guerre. Le maire de Lyon l'a consacrée, le conseil municipal a donné le nom de Paul-Lintier à une rue de la ville, les journaux de Lyon, de la Suisse, de l'Italie, avec ceux de toute la France, ont célébré ce talent maître de lui-même au milieu des combats, par les plumes d'Edmond Haraucourt, Pierre Mille, Willy, Georges Montorgueil, Virgile Rossel, Luigi Campolonghi, Henri Béraud,

qui fut l'intime ami de Paul Lintier. Son nom restera, significatif d'intelligence, de talent, de courage. Le livre restera aussi comme un terrible tableau de la guerre où la volonté de tout dire, de tout montrer (comme dans la description du soir de bataille du 12 septembre), s'accompagne de l'acceptation du sacrifice. Paul Lintier, écrivain, soldat, héros, inscrit à l'angle d'une rue de Lyon, sa ville adoptive, doit être gardé aussi par la mémoire de la patrie, à laquelle il a donné sa vie et sa mort. (*23 août 1916.*)

IX. — ROUTES DE FRANCE

Ce que l'on voit, ce que l'on entend, sur les routes de France, au long d'un voyage en automobile, de Paris à la Tranche-sur-Mer en Vendée, donne une idée de l'état d'esprit de notre pays assailli par la guerre, malgré la rapidité de la course, la brièveté des arrêts. Une extraordinaire impression de calme domine, plus que d'habitude, ces paysages, où se fait la moissôn des avoines et des blés.

Nous partons, Clemenceau, son secrétaire Jean Martet et moi, de Paris, à neuf heures du matin. Tout de suite après Versailles, l'animation de sa Place d'armes où les troupes font l'exercice, où les camions militaires se croisent, ce sont les champs où les meules d'or rayonnent sous le ciel bleu. Rambouillet dépassé, la Beauce atteinte, le grenier de la France apparaît splendide autour de Chartres aux deux hautes tours inégales, au toit vert, aux porches sculptés. Des deux côtés de la route, la terre s'arrondit, à peine ponctuée par les villages et les bouquets d'arbres, dominée parfois sur la ligne d'horizon par une charrette qui prend, avec le cheval et l'homme debout, une importance démesurée. Rien de plus beau que ces images du travail humain, si bien

détachées, dressées dans l'espace. Nulle fièvre, nul excès. Tout est mesuré, exact, à l'unisson du travail de la nature. Chaque pas mène tranquillement vers le but, chaque heure a son labeur ou son repos.

Cette signification est encore rendue plus sensible par le nombre diminué des travailleurs. Des vieux à cheveux gris ou blancs. Des enfants imberbes. Les jeunes hommes, les hommes faits sont ailleurs — sur les champs de bataille, défendant leur terre ; blessés, dans les ambulances ; prisonniers, dans les camps allemands ; morts pour la patrie, sous la terre qui a bu leur sang. Tous les hommes sont à la guerre. Fatalement, le nombre des paysans fait que cette guerre est une guerre où le paysan, plus que tout autre, paie de sa personne, de sa fatigue, de sa liberté, de sa vie. Loin de ma pensée l'idée de faire des séparations entre les soldats réunis dans la tranchée, les ouvriers, les employés, les commerçants, les bourgeois de tous genres, les écrivains, les artistes, les instituteurs, les curés, tous ceux qui ont été appelés pour l'œuvre de résistance et de victoire. Dans mon quartier de Paris, combien de boutiques ont acquitté la dette de mort. Non, il n'y a pas de catégories à établir, pas de distinctions à faire. Mais ici, sur le sol sacré de la terre nourricière, il faut bien penser à ces hommes du labour, des semailles, des récoltes, qui sont là-bas, pendant que nous passons devant leurs humbles maisons, devant leurs prés, leurs champs, leurs bois.

A leur place, c'est le père vieilli qui dirige et qui fait la besogne. c'est la femme qui agit comme agissait l'homme, c'est l'enfant qui obéit à l'appel du travail en attendant l'appel des armes. Les femmes paysannes sont merveilleuses d'activité, d'intelligence, de savoir. Elles bottèlent les épis,

façonnent les meulettes, ordonnent les meules sur lesquelles elles sont debout, comme de rustiques Cybèles, le visage bruni sous la capeline de toile, les bras nus, regardant le voyageur et pensant à l'absent. C'est l'idée aussi qui nous vient et qui ne nous quitte pas, à voir ce monde ainsi occupé pour ceux qui sont partis. Le spectacle est admirable et poignant par tout ce que la pensée vient y ajouter du décor de l'avant qui se superpose alors au décor de l'arrière. Le ciel bleu argenté de nuages, doré de soleil, s'obscurcit de fumées d'incendies, il est sillonné d'obus, de bombes, d'éclats de schrapnels, de vols d'avions qui se poursuivent. La terre des moissons se creuse en tranchées où la vie sourde des combattants se concentre et attend, et d'où parfois s'élance la vague d'assaut pendant que crépite le bruit meurtrier des mitrailleuses, que tonne la canonnade ininterrompue.

Il est impossible de ne pas évoquer ces scènes terribles pendant que se déroulent sous nos yeux les scènes paisibles du labeur. Qui dira les pensées qui sont en ces vieux, en ces femmes ? Ils font comme s'ils ne songeaient qu'à leur acte du moment, comme s'ils voulaient oublier, mais combien, sous les appels tranquilles des voix, sous les gestes héréditaires, ont l'esprit anxieux et le cœur oppressé ! Combien de ces femmes sont veuves depuis ces deux années de carnage ! On ne les distingue pas, de près comme de loin, des autres femmes qui ont encore des nouvelles de leur homme et l'idée de le revoir. La certitude du malheur et l'incertitude du lendemain ont à peu près même visage. Mais voici, à l'angle d'un chemin, ou sur le pas d'une porte, une vieille, une mère douloureuse. Le malheur est là, immobile, résigné et désespéré, sans mots et sans larmes.

A travers ces chaumes, ces moissons, ces douleurs, ces espoirs et ces désespoirs, nous arrivons à Châteaudun, où vit toujours l'héroïsme de 1870. Il y a, sur une esplanade, un monument que l'on ne songe pas à apprécier esthétiquement : on sait qu'il signifie la volonté et le courage des habitants qui ont bravé les incendies et les fusillades dans la méthode sauvage des Prussiens d'alors comme des Allemands d'aujourd'hui. La promenade nous conduit au château, qui est un des plus admirables que l'on puisse voir. A demi ruiné, il garde la beauté d'une Renaissance pure et forte, où reste le goût de notre art du Moyen-Age, car toute la Renaissance, comme on le sait bien, n'a pas été la bâtardise enjolivée à outrance de l'art italien. C'est ici le château du jeune et beau Dunois, que la reine Hortense faisait partir d'une telle ardeur pour la Syrie : il a sa statue dans la chapelle, et, si c'est bien lui, comme on aime à le croire, il a l'aspect d'un guerrier réfléchi, digne de figurer parmi d'autres statues de saints et de saintes, fort belles, que l'on doit louer le propriétaire du château de n'avoir pas laissé enlever par des marchands avisés. Il y a encore autre chose dans le castel de Dunois, il y a un tribunal révolutionnaire que doit connaître Aulard et qui vaudrait bien une notice dans sa *Revue de la Révolution française*.

Ce tribunal est au complet avec le siège du président, surmonté d'un panneau orné des attributs de la justice, bonnet phrygien et faisceaux de licteurs, la barre du procureur, le banc des accusés, et une balustrade derrière laquelle se tenait le public. C'est un décor de boiseries gîté dans une salle du château féodal, et je ne crois pas qu'il en existe beaucoup d'autres exemplaires. Le châtelain actuel est décidément un homme de goût, qui a le respect de tous les

aspects historiques, ce dont il convient de le féliciter. Assez de seigneurs et d'ecclésiastiques modernes ont détérioré leurs chapelles, églises et castels, pour savoir gré à celui-ci de n'avoir rien trafiqué ni détruit de l'héritage de ses ancêtres.

De Châteaudun, nous filons sur Chinon où nous arrivons le soir. Après la Beauce, la Touraine. Après le beau Dunois, Rabelais qui a sa statue au bord de la Vienne. Il a dû se plaire à Chinon, non seulement pour le vin blanc exquis au parfum de fleur, mais pour la beauté charmante de la ville. C'est un jardin autour de vieilles maisons qui montent et descendent les pentes d'une longue rue menant au château. De l'une de ces vieilles maisons, plantées de guingois, toutes rapiécées de tuiles et de poutrelles, sort un officier qui veut nous faire l'honneur de son logis. Il a reconnu le président de la commission sénatoriale de l'armée, et il tient à lui montrer la charmante cour d'un logis construit pour Richelieu. Quelle n'est pas notre surprise de retrouver en cet officier le chef d'orchestre de l'Odéon, Bretonneau, pour lequel j'ai des sentiments personnels de gratitude. Nous le quittons pour le château, superbe construction espacée au sommet de la colline, avec ses tours, ses murs, ses contreforts. C'est là que Jeanne d'Arc a trouvé et reconnu Charles VII, et l'on voit encore la chambre basse qu'elle a occupée, à peu près aussi luxueuse qu'une écurie. Cette pauvre et grande fille du peuple suffit à ennoblir la fastueuse et grandiose demeure.

J'arrête là ces notes prises au cours d'un voyage de route. Après Chinon, quitté le lendemain matin, c'est bientôt la Vendée par un dimanche pluvieux, le repos bien gagné de la semaine, les femmes et les enfants en noir au long

des chemins, des veuves, des orphelins. C'est encore leur souvenir que j'évoque et que j'honore en écrivant ces lignes dans un village du bord de la mer que je connais bien pour y avoir séjourné déjà il y a très longtemps, et où je retrouve, chez les enfants des hôtes d'autrefois, la même hospitalité de la maison ouverte et du cœur généreux. *(6 septembre 1916.)*

X. — LE TROUPEAU EN GUERRE

La France se défend, depuis le mois d'août 1914, contre la plus brutale, la plus sauvage agression qui ait jamais été organisée, avec une telle science de la destruction, contre un peuple pacifique. La France se défend, cela répond à tout, cela ne nous permet pas de nous arrêter aux suggestions de paix qui pourraient nous venir des Neutres ou des Allemands. La France se défend, il lui est donc impossible de proposer la paix aux empires féroces qui l'ont assaillie, et elle est obligée, pour sa sécurité présente et future, et pour la liberté de l'Europe reconstituée, de continuer cette guerre terrible jusqu'à la défaite complète de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Turquie et de la Bulgarie.

Tel est le fait devant lequel la France d'aujourd'hui se trouve fixée par le destin et qui l'oblige à donner son sang, son or, son repos, à engager toute son existence pour que la France de demain ait le pouvoir de recommencer la vie.

Ceci dit, pour la France, on a le droit d'être stupéfié devant la guerre, le massacre systématisé où se ruent des millions d'êtres, la tuerie à la mécanique où les fusils, les mitrail-

leuses, les canons légers, les canons lourds, les obusiers, les torpilles, les aéroplanes, les gaz asphyxiants, les explosifs de tous genres, crachent la mort sur la terre, sur l'eau, dans les airs, pour détruire toute créature humaine, toute construction, que dis-je, pour détruire la terre elle-même avec sa végétation, ses arbres, ses champs, son herbe. Ceux qui ont vu les champs de bataille de deux années, où s'exerce la rage savante et idiote du combat, ne trouvent pas de mots pour décrire l'état des villes, des villages, des hameaux, l'état du sol. Rien, il n'y a plus rien ! Les monuments orgueilleux, les humbles maisons, tout est réduit en un amas, en une bouillie de décombres, où il n'y a plus traces des maisons et des rues. Les champs avec leurs clôtures sont supprimés, c'est une suite enchevêtrée de trous larges et profonds qui se confondent. Cherchez la terre, la bonne terre labourable et nourricière : elle est remplacée par un détritus hétéroclite, comme on en voit aux décharges publiques, sauf qu'ici aucun objet n'a sa forme ou son restant de forme, c'est de la pierraille et de la ferraille qui reste meurtrière, obus et grenades non explosés encore à craindre, et qu'il faudra faire déblayer par des mains expertes avant de retrouver ou d'apporter la terre propice aux semailles et aux moissons.

Devant cet anéantissement de toutes choses, ajouté à l'anéantissement plus épouvantable des vies humaines, on se demandera, en effet, si nous n'assistons pas à une rétrogradation de notre espèce reculant plus en arrière encore que la période dite de barbarie. Quoi ! en l'an daté 1916, après la culture antique civilisatrice de l'Europe, après la civilisation même de l'Europe qui a brillé quand même, à travers les jeux sanglants des guerres où malgré tout la cause de l'é-

mancipation des peuples venait à la lumière et gagnait de la force, après tant de sacrifices et de souffrances où l'homme prenait conscience de son sort et de son rôle, il peut y avoir un tel conflit armé où la mort s'avance comme une machine inflexible alimentée par des usines qui brûlent et fument jour et nuit ! C'est ainsi, et il n'y a plus qu'à donner raison à ceux qui prononcent que la guerre est éternelle, que toujours l'homme sera un loup pour l'homme, qu'il faut prendre son parti du recommencement monotone et sanglant de l'Histoire. Il y a eu, il y a, il y aura toujours des hordes formées sur une région quelconque du malheureux petit globe terrestre pour surgir avec le fer et le feu, mettre à exécution les pillages, les vols, les viols, les incendies et les tueries décrétés pour toujours par la divinité des carnages !

Soit ! Mais alors il est permis d'en conclure à la stupidité définitive de ceux qui mettent le fléau en branle. Nul n'osera contester, cette fois, que cette stupidité est au compte des Allemands. Ce sont les Allemands qui ont envahi à l'ouest la Belgique et la France, à l'est la Russie, au sud la Serbie. Ils font des victimes, depuis deux ans et plus que leurs appareils de guerre sont installés contre les peuples qui ont dû subir l'envahissement, mais ils sont eux-mêmes les victimes de leur œuvre de mort. On voudrait croire, ce qui est naturel, que les soldats allemands campés sur notre sol et leurs familles qui les attendent, dans les vieilles villes et les vieux villages de la vieille Allemagne, sont hostiles à la guerre, à toutes les misères qu'elle entraîne, à la faim, à la pauvreté, aux blessures, à la mort, aux douleurs de la séparation. On dit, et c'est vrai, que les lettres et les carnets trouvés sur les cadavres des soldats allemands, que les lettres reçues par les prisonniers, ne sont que des cris de détresse. On dit même

que ceux d'entre eux capables d'avoir une opinion et un jugement sur l'horreur où ils se débattent, avouent que leurs dirigeants sont coupables, militaires, civils, industriels, capitalistes, et même les penseurs de divers ordres enivrés par l'idée de la plus grande Allemagne et de sa domination terrifiante et bienfaisante sur le monde enfin soumis à la vraie loi.

On dit plus et mieux encore. On dit que les souverains de l'Allemagne ne sont pas tous inféodés, d'esprit s'entend, au Kaiser de Berlin. Quelqu'un ayant vécu pendant plusieurs années à l'une des cours royales qui font partie de l'Empire me disait, en termes explicites, avec détails à l'appui, qu'il n'y avait, chez le souverain de noblesse plus ancienne, que dédain pour ces parvenus de Hohenzollern, datant à peine de deux siècles. Le dédain signifie ici envie et haine. C'est contraint et forcé que celui-là marche derrière le seigneur de la guerre, et on suppose facilement qu'il n'est pas ravi des suites de l'aventure. Mais que dire de son peuple, qui s'est laissé mobiliser, qui est aujourd'hui décimé dans son armée, affaibli dans son existence civile? Que dire de tous ces peuples, wurtembergeois, badois, bavarois, saxons, qui marchent comme un seul homme avec les Prussiens qu'ils exècrent, contre des ennemis qui leur sont indifférents, et même quelques-uns sympathiques? A Munich, pour ne citer qu'un peuple et qu'une ville, l'opinion de la population était plutôt favorable aux Français. Cela n'empêche que nous avons des Bavarois comme adversaires, de meilleure composition que les Poméraniens et les Silésiens, affirment nos soldats des tranchées, mais il y a bien un moment où tous, malgré ce qu'ils peuvent penser, sont obligés ou se croient obligés de cracher la mort contre nous.

De ces sentiments plus ou moins exacts, que je me garderai bien de généraliser, qui correspondent tout au moins à une sorte de réalité latente, on conclura à une aberration qui touche à la folie. Si tous ces hommes qui nous font la guerre, et qui meurent tristement et courageusement, savaient se regarder entre eux bien dans les yeux, et s'avouer qu'ils ne risqueraient pas plus à faire la grève du combat injustement entrepris, on pourrait marquer un pas décisif, cette fois, dans la voie du progrès et de la paix. Hélas ! J'ai la sensation que c'est une vision chimérique, les hommes étant, et les Allemands plus particulièrement, enclins à l'enrégimentement et au servage. Du jour où ces Saxons, Bavarois, Badois et Wurtembergeois sont partis, avec leurs kamarades prussiens, au pas gymnastique et le fusil sur l'épaule, pour obéir à l'ordre de mobilisation, ils s'étaient engagés pour jusqu'à la fin de la guerre, ils avaient fait le sacrifice de leur vie sur l'autel du vieux bon dieu allemand, insatiable Moloch, prêt à dévorer les Allemands avec les autres.

Quand on pense qu'il n'y a que le seul Liebknecht, héros digne fils d'un héros, qui soit, de tous les chefs socialistes, descendu dans la rue pour crier sa haine de cette guerre, on ne peut pas se flatter pendant un seul instant que les régiments d'ouvriers et de paysans vont s'arrêter, au milieu de cette guerre d'extermination, pour déclarer que c'est stupide, absurde, monstrueux et qu'ils en ont définitivement assez. Ils se rendront, autant qu'ils pourront, individuellement ou par petits paquets, mais quant à faire la manifestation en masse, n'y comptons pas.

Donc, jusqu'à la fin, nous ferons cette guerre au Kaiser et à ses subordonnés, rois et grands-ducs de l'Allemagne, et

aux états-majors, et aux industriels, et aux commerçants, et au populo de la terre et de l'usine. Cette guerre, ils l'ont voulue, ils la veulent, les uns consciemment, les autres par lâcheté, ils l'ont, ils la subiront donc jusqu'au bout, comme nous qui ne l'avons pas voulue, et qu'ils ont forcés à la faire. Que les Alliés écrasent les fauteurs d'un tel désastre, ils rendront service au troupeau qui les suit. *(22 octobre 1916.)*

XI. — VOIX DE LA GUERRE

La France, hier, voulait la paix, a dit à la tribune de la Chambre, le général Galliéni, aujourd'hui, elle veut la guerre... Personne n'a mieux résumé le sentiment de la France d'hier et d'aujourd'hui. L'Allemagne a cru que ce sentiment était changé, que le moment était favorable pour lancer le ballon d'essai de la paix, ou le faire lancer par l'Autriche, à la faveur de son nouveau souverain. C'est une des raisons qui lui ont fait remettre aux Neutres un libellé des propositions de paix qu'elle serait résignée à nous concéder : l'abandon de la Belgique et du Nord de la France, la constitution d'une Pologne autonome, mais non entière, etc., simples essais pour séparer la France, la Russie et l'Angleterre. Mais l'intérêt n'est pas là.

L'intérêt est de savoir comment l'opinion, la vraie opinion, non pas seulement celle des hommes politiques et des journalistes, mais celle de « tout le monde », a pu accueillir l'offre vague de l'Allemagne. On ne peut recueillir tous les suffrages, ce serait bien impossible au plus rapide et au plus habile des reporters, mais on peut indiquer une des

manières représentatives de l'opinion du plus grand nombre.

Un quartier à boutiques est nécessaire pour une enquête de ce genre. Tous les quartiers de Paris et des grandes villes des départements ne sont pas des quartiers à boutiques. On peut se promener au long de tels boulevards et de telles avenues d'arrondissements de Paris sans apercevoir, au rez-de-chaussée des maisons, d'autres ouvertures qu'une solennelle porte cochère massive, en bois jaune ou noir, une grille donnant sur un vestibule dallé, froid comme l'entrée d'un mausolée, de hautes fenêtres qui sont celles de la loge du concierge ou d'une garçonnière confortable. Il est bien rare que sur ces voies aristocratiquement bourgeoises, il y ait d'autre commerce, lorsque la boutique est admise, que celui d'un tapissier ou d'un sellier, d'un fleuriste, d'un antiquaire... Ces commerces sont peu favorables à l'allée et venue d'une clientèle nombreuse, on n'entre pas tous les jours, à toute heure, faire choix d'une étoffe d'ameublement, d'un harnachement de cheval pour une amazone, d'une gerbe pour dîner d'apparat, d'un vieux meuble vermoulu et cher. En tous cas, ceux qui entrent pour marchander, quelquefois pour acquérir ces objets ou ces décors de luxe, ne manifestent pas souvent leur opinion sur le fait du jour, ne font pas leur confidence au marchand sur la paix et la guerre.

Il n'en va pas de même au faubourg. Là, dans les larges avenues, dans les grandes et petites rues, la boutique abonde. Il y en a une de chaque côté de toutes les portes, deux par maisons, quelquefois trois. Ce sont des boutiques d'une utilité immédiate et journalière. Dans les quartiers chics, où il n'y a pas de boutiques, la subsistance est commandée par téléphone dans les grandes épiceries, dans les magasins d'alimentation. Au faubourg, chacun va chercher sa pitance,

chez le boulanger, chez l'épicier, chez le boucher, chez le charcutier, chez le fruitier, chez le crémier, et aussi chez le libraire qui vend, pour un sou, pour deux sous, lui aussi, la pitance de l'esprit, ou de la curiosité.

Le client connaît le marchand, le marchand connaît le client. Et les clients se connaissent aussi entre eux. L'habitude de se rencontrer tous les jours à la même heure fait que l'on commence par échanger des bonjours et des bonsoirs, des remarques sur le temps qu'il fait, ou qu'il fera, soleil, brume, pluie, neige, glace, dégel, et que l'on continue en s'exprimant sans réticence sur le fait du jour. Même, lorsque ceux qui viennent là ne se connaissent pas, ou ne se connaissent guère, si l'événement est d'importance, ils ne se gênent pas pour le commenter d'une exclamation, d'une diatribe, voire d'une dispute, ce qui est plus rare, car presque tout le monde est du même avis, au faubourg, comme nous l'allons voir, lorsque le sujet en vaut la peine.

Il en est ainsi pour la paix offerte par les Boches. Si le Kaiser et ses acolytes ont escompté le trouble qu'ils pouvaient jeter, en particulier, dans l'âme et le cœur des femmes de Paris, ils se sont lourdement trompés comme cela leur est déjà arrivé quelquefois. Dans les petites boutiques des quartiers populeux, c'est maintenant bien souvent une femme en deuil qui est au comptoir, une femme qui a perdu son mari, une mère qui a perdu son fils. Le petit commerce a été durement éprouvé. Comme sa clientèle. Les femmes qui entrent et qui dialoguent chaque jour, peu ou beaucoup, entre elles ou avec la patronne, ont perdu, elles aussi, leur mari ou leur fils, quelquefois les deux. Comment ces éprouvées, ces douloureuses, allaient-elles prendre l'annonce perfide d'une paix possible, lancée par l'Allemagne ?

Elles l'ont accueillie avec dédain, avec mépris, avec fureur :

« Ils se fichent de nous ! »

« Après tout ce qu'ils ont commis de crimes, ils voudraient la paix !... Parbleu !... Mais c'est la guerre qu'ils ont, et qu'ils auront ! »

« Rentrer chacun chez soi, comme ça !... Est-ce que ça serait juste ? Ils sont venus chez nous, il faut aller chez eux ! »

« La paix aujourd'hui !... Pour recommencer la guerre dans cinq ans !... Non, alors !... Jamais de la vie ! »

« Ils ne nous connaissent pas !... Nous aimerions mieux tous crever que d'accepter la paix des Allemands ! »

« Alors, mon mari aurait donné sa vie pour rien ! »

« Et moi, mon fils !... »

« Et moi !... Et moi !... »

« Non, pas de paix !... »

« Non, la guerre !... »

Voilà, avec bien d'autres paroles, qui doivent toutes être recueillies par l'Histoire, comment, je le certifie, a été reçu le message de paix de l'empereur d'Allemagne. Les boutiques du faubourg, ce jour-là, étaient vraiment les soupiraux par lesquels s'exhalait la voix des hautes maisons où s'entassent tant d'existences inconnues, vouées au labeur de tous les jours, toujours recommencé, toujours inlassable. En achetant leur pain, leur sucre, leur pot-au-feu, leur lard, leurs légumes, leur beurre, les ménagères du quartier répondaient, sans entente préalable, de la même manière vaillante et farouche, à l'offre insultante d'une paix séparée faite à la France. Pour la boutique du libraire, ce fut un véritable club, où les acheteurs de journaux de toutes opinions (des

hommes, cette fois, des grisons ayant perdu leur fils, leur frère) se trouvaient en accord absolu, comme un front inébranlable devant l'ennemi.

Je n'ose pas dire que d'autres opinions ne se sont pas manifestées, mais elles ne se seraient pas produites, toutefois, dans ces milieux libres où la pensée jaillit instantanément, où la parole est nette, le cœur ardent. Sur les sentiments qui peuvent animer les femmes dans une ville du centre de la France, nous avons le témoignage d'Ernest Gaubert, qui a consigné ses observations dans un petit livre très significatif, très précis, très nuancé : *Voix de femmes*. J'y trouve, souvent dans les mêmes termes, ce qui s'entend au faubourg de Paris. L'une dit, parlant de son mari : « Il est mort, il ne faut pas que ce soit pour rien. » Une autre, veuve aussi, montrant son fils : « Si celui-ci a une femme un jour, il ne faut pas qu'elle souffre ce que je souffre. Il faut donc en finir tout à fait. » Une troisième, apprenant la mort de son mari cité à l'ordre de l'armée : « Ah ! je sais bien qu'il n'est pas mort pour rien !... »

Ce sont des paroles particulières, des exemples individuels, mais qui expriment le sentiment profond de la France. Les voix de femmes, après ces deux années terribles, ce sont les voix douloureuses et violentes de la guerre. L'Allemagne a voulu cette guerre, elle l'a, qu'elle la subisse donc à son tour. Aujourd'hui, elle veut la paix, elle l'aura, à l'heure que fixera le destin. Tel est le sens des paroles unanimes prononcées par les femmes qui ont perdu leurs maris, par les mères qui ont perdu leurs fils (*22 décembre 1916.*)

XII. — LA CULTURE ALLEMANDE EN ARMÉNIE

De septembre 1895 à février 1896, l'Arménie fut, par les Turcs, changée en un charnier, en un cloaque de sang. A Trébizonde, les soldats ottomans, conduits par leurs chefs, et bientôt suivis et aidés par la populace, assaillirent les maisons arméniennes. Des armes, fusils, revolvers, cartouches, avaient été distribuées par les soins du gouvernement d'Abdul-Hamid, le sultan rouge. Cette raison, bien inutile, fut donnée que les Arméniens, gens paisibles entre tous, excités et aidés par les Anglais, voulaient détruire l'Islam, renverser la dynastie d'Osman, attaquer les mosquées, massacrer les musulmans, etc. Il fallait les prévenir en les exterminant eux-mêmes ! Le signal fut donné le mardi 26 septembre, à onze heures du matin. Tous les Arméniens rencontrés dans les rues furent abattus à coups de fusils ou assommés, égorgés, déchirés, les cadavres dépecés comme par des bêtes féroces. Les Turcs entrèrent dans les maisons, assassinèrent les hommes sous les yeux des femmes et des enfants. Puis, ce fut le pillage, les marchandises enlevées, les coffres-forts brisés et vidés. La nuit et le len-

demain, le massacre continua. Il n'y avait plus d'hommes à tuer, ce fut le tour des enfants. Les blessés furent coupés en morceaux, les bras, les jambes, la tête, le tronc suspendu à des crochets, comme viande à l'étal.

Ce qui se passa à Trébizonde fut accompli le même jour dans les villages environnants, puis, pendant cinq mois, dans toutes les villes d'Arménie, Gurnuchano, Erzeroum, Erzindjan, Baibourg, Bitlis, Seghero, Van, Akhtanar, Kharpouth, Arapgnir, Eghine, Malatia, Palon, Tchenkouch, Husni-Mansour, Sivas, Césarée, Marache, Orfa... Partout des tueries, des crimes, des raffinements de supplices, des viols de femmes et de jeunes filles, des massacres d'enfants, même de ceux qui étaient encore aux flancs de leurs mères, celles-ci éventrées, l'enfant arraché, écrasé sur le sol. Partout, dans les cimetières, des centaines, des milliers de cadavres mutilés, sanglants, méconnaissables. Ce fut une horreur indescriptible.

Pendant ces cinq mois, l'Europe laissa faire, temporisa avec la crainte évidente de toucher à la Turquie, de déclancher la guerre européenne. En Angleterre, en France, on protesta avec ardeur, il y eut des enquêtes, les journaux publièrent des révélations, on n'a pas oublié le *Pro Armenia* du regretté Pierre Quillard, ni le volume de témoignages publié par le *Mercure de France* avec une préface de Clemenceau. Enfin, sur la menace d'une intervention de la France, de l'Angleterre et de la Russie, les massacres cessèrent.

Après vingt années, ils ont recommencé, à la faveur de la guerre européenne que l'on craignait en 1895. Et quels sont maintenant les instigateurs des nouveaux forfaits. Ce ne sont plus les Turcs, ce sont les Allemands. Où est la preuve

d'une telle abomination ? Quel est le témoignage impossible à réfuter qui affirme et prouve une telle scélératesse ? Le document est un document allemand. La preuve est une preuve allemande. C'est un Allemand, un fonctionnaire allemand, le docteur Martin Niépage, maître supérieur à l'école réale allemande d'Alep, qui a adressé un rapport aux autorités allemandes pour signaler les atrocités commises. Le docteur Niépage estime que le travail de son école « n'aurait plus auprès des habitants d'Alep aucune base morale, si le gouvernement allemand n'était pas capable d'empêcher la brutalité avec laquelle on procède contre les femmes et les enfants des Arméniens massacrés ».

Ce premier rapport étant resté sans réponse, le docteur Niépage en rédigea et en envoya un second. Il fit savoir que des convois de déportés qui, à leur départ de la Haute-Arménie, comptaient 2.000 à 3.000 hommes, femmes et enfants, étaient réduits à 200 ou 300 à leur arrivée dans le sud. Les hommes étaient tués en route, les femmes et les jeunes filles, violées par les officiers et les soldats turcs, puis emmenées dans les villages turcs et kurdes. La faim et la soif décimaient le reste ; au passage des fleuves, défense de boire. Pour nourriture, un peu de farine versée dans la main et léchée avidement par les affamés. Le docteur recueillit les témoignages de voyageurs allemands, d'ingénieurs du chemin de fer de Bagdad. L'un d'eux (M. Greif) vit le long d'un chemin de fer des cadavres nus de femmes violées étendus en masse. Un autre (M. Spiecker) vit les Turcs attacher ensemble des Arméniens, tirer dans le tas des coups de fusils et s'éloigner en riant des convulsions de leurs victimes. Un troisième Allemand dépose que des centaines de paysannes furent déshabillées, emmenées nues

pendant plusieurs jours de marche à travers le désert, par quarante degrés de chaleur. Un ecclésiastique allemand affirme qu'Enver-Pacha a déclaré, à l'envoyé du pape à Constantinople, Mgr Dolci, qu'il ne s'arrêterait pas tant qu'un seul Arménien serait encore en vie.

Il ressort des deux rapports du maître d'Alep que les fonctionnaires allemands n'ont rien ignoré. Le consul allemand de la même ville déclare que l'ambassade d'Allemagne a reçu de nombreux rapports des consulats d'Alexandrette, Alep, Mossoul. Il compléta le rapport du docteur Niépage par des photographies représentant des monceaux de cadavres à travers lesquels se traînaient encore quelques enfants. Le consul allemand de Mossoul avait vu, d'Alep à Mossoul, tant de mains d'enfants coupées qu'on aurait pu en « paver la route ».

L'accusation formidable vient ensuite. Les Turcs répondent à ceux qui leur demandent quels sont les instigateurs de ces forfaits : « *Ta alim el aleman* — c'est l'enseignement des Allemands. » Dans les mosquées, les mollahs disent que ce n'est pas la Porte qui a ordonné les cruautés, mais les officiers allemands. Et le pauvre docteur conclut : « Les spectacles auxquels on assiste ici depuis des mois resteront, en fait, dans le souvenir des peuples orientaux, une tache de honte sur l'écusson allemand. » Il rappelle que tous les Turcs considèrent que, pendant la guerre, c'est l'Allemagne qui gouverne la Turquie. Un major turc répond à la protestation d'un Allemand : « Nous sommes très fâchés contre les Allemands de ce qu'ils agissent ainsi. Le chef d'état-major général est allemand, von der Goltz est commandant, et il y a tant d'officiers allemands dans notre armée ! Notre Coran ne permet pas des traitements tels que ceux qu'on inflige

maintenant aux Arméniens. Ce n'est pas moi seulement qui le dis, c'est tout le monde. »

D'ailleurs, un Turc, président de la Commission de la déportation des Arméniens, a résumé le débat en ces termes : « Nous voulons détruire le nom arménien. De même que l'Allemagne ne veut laisser subsister que des Allemands, nous, Turcs, nous ne voulons que des Turcs. »

C'est ainsi que les massacres de 1915 se sont ajoutés aux massacres de 1895, que la culture allemande est venue à l'aide du programme turc. La haine des Turcs pour l'Arménie date de loin, ainsi que l'a rappelé et expliqué le poète arménien Archag Tchobanian lors de la conférence qu'il donna salle Gaveau, à Paris, en hommage à la France. C'est à l'époque des Croisades que l'Arménie mineure noua avec nous des relations d'amitié contre le monde musulman. L'amitié s'est prolongée, puisque la France, après être intervenue à Zeitoun, en 1867, sauvait encore hier les 4.000 Arméniens assiégés sur la côte de Djebel-Moussa. Ecoutez le poète Tchobanian nous apportant l'hommage et l'espoir de sa patrie :

« Accablée de douleur, mais vivante toujours et confiante dans l'avenir, la pensée arménienne se lève aujourd'hui du milieu des ruines et des cadavres amoncelés, et couronnant ses voiles de deuil de quelques-unes de ses parures spirituelles que le feu ni le fer ne peuvent détruire, adresse son salut d'amour et de reconnaissance à sa bienfaitrice, à l'auguste et magnanime reine qu'est la pensée française et la prie de daigner agréer cet humble hommage, avec tous ses vœux et toute sa bénédiction pour les héros qui luttent afin que triomphent dans le monde la justice et la beauté. »

Pour finir, rapprochez le traitement infligé à l'Armé-

nie par les Allemands et les Turcs, du sort de la Serbie, du Montenegro, de la Roumanie, de la Belgique, du nord de la France, contemplez les massacres, les incendies, les emprisonnements, les déportations, et voyez ce que devient l'affirmation bénévole de la note américaine, exprimant l'opinion que l'Allemagne et ses alliées, c'est-à-dire l'Autriche, la Turquie, la Bulgarie, assureraient par la paix le respect des petites nationalités. Cette paix serait l'égorgement de l'humanité et le silence des tombeaux. Tel est le but de guerre de l'Allemagne. Le nôtre est d'empêcher un tel forfait de s'accomplir. En luttant pour que les Français ne soient pas déportés dans les colonies allemandes, pour que les Françaises ne soient pas livrées aux Allemands, nous luttons pour la liberté et pour la paix du monde. (*8 janvier 1917.*)

XIII. — LE SALON DE LA GUERRE

La guerre! c'est la guerre qui apparaît d'une façon singulière, inattendue, terriblement présente, par le Salon des Armées de la République, autorisé par le ministre de la Guerre et le général commandant en chef, placé sous le patronage du sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, organisé par le *Bulletin des armées de la République* et l'administration des Beaux-Arts, confié au Secours national pour la gestion financière et la répartition des recettes entre les œuvres qu'il contrôle.

Sur l'annonce et l'enseigne, on peut croire à un Salon officiel. Rien, au contraire, de moins officiel. La guerre a débordé tout. Aucun être sensible ne peut résister à l'impression irrésistible des œuvres rassemblées dans la salle du Jeu de Paume, au jardin des Tuileries. Qu'est-ce donc? C'est, comme à l'ordinaire, des dessins sur des feuilles de papier, des pochades peintes sur des bouts de bois et sur des toiles, des maquettes de terre ou de cire, des objets d'étagères, de vitrines... C'est tout cela, sans doute, puisque les moyens de l'art sont toujours les mêmes, mais les moyens, ici, sont subordonnés au sujet, subissent son ascendant

implacable, et l'art s'oublie devant les évocations de réalités que font surgir partout ces simples images.

L'art est oublié, et l'artiste est oublié. Aussitôt entré on est pris, enveloppé par une autre atmosphère que celle du dehors, et l'on ne songe pas à regarder les signatures, à consulter le catalogue. Qu'importent les noms des artistes habituels ! Ceux-ci ont des titres tout différents des personnages des Salons annuels d'avant la guerre. Ne cherchez pas les dénominations usuelles de membres de l'Institut, hors concours, médaillés d'honneur, sociétaires, associés, etc., etc. Les exposants du Jeu de Paume ne connaissaient pas les parures d'autrefois, leur catalogue porte les mentions de leurs livrets militaires, leurs décorations sont les croix de guerre, et, parfois, une cravate de crêpe à l'angle de leur cadre.

Ils se mentionnent et se distinguent les uns des autres par leur arme et leur grade. Ils sont des conducteurs d'automobiles, des lieutenants d'artillerie, des chefs d'escadrons de trains régimentaires, des sapeurs du génie, des officiers de dragons ou de cuirassiers, des téléphonistes, des estafettes, des motocyclistes, des aviateurs, des mitrailleurs, des musiciens, des pionniers, des agents de liaison, des guetteurs, des brancardiers, des ambulanciers, des infirmiers, des médecins, — et des soldats de tous les régiments, chasseurs d'Afrique, zouaves, cuirassiers, chasseurs à pied, chasseurs à cheval, canonniers, fusiliers marins, coloniaux, légionnaires étrangers. Ils sont résumés par le beau dessin de Bernard Naudin qui illustre la couverture du catalogue : un jeune soldat qui dessine, un ancien qui le regarde, qui porte les deux fusils avec tout son faix de sacs, de cartouchières, de bidons.

On a, parmi les artistes de ce Salon, parmi les œuvres, la sensation d'une foule : fantassins, cavaliers, artilleurs ; tous les costumes, bleus, kakis, gris, verdâtres ; toutes les coiffures, casques, képis, bonnets de police, bérets ; toutes les armes, fusils, mitrailleuses, mortiers, canons lourds et légers, et l'on croit entendre le bruit des trains qui roulent prudemment et lentement sur les voies ferrées exposées, des camions qui passent lourdement, à la file, sur les routes repérées par les obus, des caissons qui bondissent à travers champs. Cette foule d'artistes (il y a près de trois mille œuvres exposées) est une foule anonyme, malgré les noms inscrits aux pages du catalogue. On n'avait pas vu encore, dans un Salon, cet anonymat imposé, cette force collective, cette réunion d'œuvres ne formant qu'une œuvre.

Quelle est donc cette force unique, vivace, répandue partout, qui anime une telle réunion ? C'est la force de la vérité subie, imposée à tous. Ils ont fait de l'art comme ils font la guerre, comme ils vivent dans la tranchée, dans les abris, dans les dépôts de relève, comme ils mangent la même soupe, comme ils boivent le même vin de la gourde. Leurs existences se sont réunies et unies, devant la fatigue, devant le froid et la faim, devant le martyre de l'eau, de la boue, de la vermine, devant la mort. La même dictée qui leur était faite à tous, ils ont pu l'écrire d'une façon différente, mais ils disent tous la même vérité : la voici qui rayonne et s'assombrit, qui s'exalte et se résigne, qui s'entrevoit et s'impose, dans ces cadres juxtaposés, sur les surfaces crayonnées, aquarellées, peintes, par ces croquis, ces pochades, ces portraits, ces scènes vécues, rapidement aperçues ou tenacement méditées.

Ne cherchez pas cette fois la peinture militaire d'anec-

dotes, telle que vous l'avez souvent rencontrée aux expositions. Cette peinture-là viendra plus tard, exécutée par ceux qui n'auront pas vu la guerre. Plus tard aussi de puissants génies pourront évoquer en œuvres grandioses le spectacle de notre temps que l'avenir apercevra dans son ensemble, glorieux et terrifiant, abominable, sublime, et peut-être rayonnant au fond des ténèbres, malgré tant de honte et tant de sang. Aujourd'hui il n'est question ni d'arrangements ingénieux, ni d'évocations historiques. Les artistes sont des soldats, ils sont à la guerre, devant la guerre, dans la guerre, et ils n'ont que le souci de fixer ce qu'ils viennent de voir. J'en connais qui dessinent au fond des tranchées, sur le calepin qu'ils gardent précieusement dans la poche de leur capote, et qui, aussitôt au repos, dans l'abri où ils s'éclairent tant bien que mal d'une clarté douteuse, dans le cabaret où la lampe suspendue projette sa lumière obscure sur la table où ils s'accoudent, se hâtent, par le fusain, par la couleur, de donner une forme plus durable aux notes prises sur le talus de boue, près du créneau.

Regardez donc ce Salon dans son ensemble, comme s'il ne devait jamais être dispersé (il devrait en être ainsi, pour la mémoire de ceux qui sont ici rassemblés), et vous connaîtrez la guerre sans mensonges. Vous verrez tomber les blessés, se raidir les morts, qui passent bientôt sur la civière, la face voilée ; vous verrez courir les fantassins sous la pluie, chargés de fardeaux ; vous verrez la marche haletante des fugitifs, femmes, enfants, vieillards ; et tous les paysages de l'invasion, du désastre, du ravage, de l'ignoble dévastation, villages en flammes, toitures crevées, maisons effondrées, terrains mitraillés, abris détruits, cimetières aux cadavres serrés et entassés, tranchées où la vie voisine avec

la mort, où la volonté domine et nargue le destin. Vivant au ras du sol, sous les nuages, le soldat a décrit la tristesse des arbres décapités, tailladés, de la terre bouleversée, ouverte au profond de sa matière ou revêtue de neige, du ciel rayonnant, fumeux, crépusculaire. Le plus naïf, le plus balbutiant, comme le plus habile, a su exprimer l'aspect des lieux avec la couleur du moment. Comparez à ces croquis les plus surprenantes photographies, et dites où se manifestent le frémissement de la sensation, la profondeur de la vie.

Tous ces soldats ne sont pas des artistes du dessin et de la couleur. Beaucoup sont des artisans possédant un métier, habiles à inventer l'outil qui leur manque, à employer la matière, bois ou métal, qu'ils ont sous la main. Aussi ce Salon des Armées se double-t-il d'un surprenant aspect d'atelier et de vitrine. Les uns ont sculpté des cannes à têtes caricaturales, à serpents enroulés, des manches d'ombrelle, des pipes, des porte-plume, creusé des tabatières, des coquetiers, tourné des ronds de serviette, façonné des coffrets, des violons, des nécessaires de bureau. Les autres ont ciselé et orné des bagues, des bracelets, des fleurs de corsage, des cœurs, des broches, qui enserrent dans leurs griffes des pierres précieuses ou de jolis cailloux, des encriers, des presse-papiers, ou bien ils ont façonné des chandeliers, des lampes, des bougeoirs, des cachets. D'autres encore sont des constructeurs qui créent des réductions de navires cuirassés, d'avions de tous les modèles, de canons de tous les calibres, de lourds tracteurs automobiles, un hangar d'aéroplanes, cette dernière pièce digne de figurer auprès des anciens chefs-d'œuvre de corporations des compagnons charpentiers. On peut espérer, à défaut d'un musée d'ensemble, que les municipalités sauront acquérir les œuvres de dessin et les modèles

d'objets, pour les musées provinciaux, les écoles professionnelles, les cours techniques.

Parmi tous ces objets, la supériorité est à ceux qui sont créés de toutes pièces, avec les matières premières recueillies sur le front, extraites des projectiles, le cuivre, l'aluminium, ou cherchées au bois des poutres et des branches. Les artisans ingénieux, travaillant avec des outils de rencontre, parfois façonnés aussi sur place, prouvent avec une évidence irréfutable le goût du métier survivant à toutes les fatalités, à toutes les horreurs. Au fond de la tranchée, l'homme de la profession s'obstine avec une volonté héroïque, avec un amour admirable, à modeler l'objet, à l'orner des fleurs qui croissent encore çà et là, dans les prairies dévastées, dans les jardins abandonnés, le muguet et l'œillet, la pensée et l'aubépine, le fuchsia et la marguerite, et la rose de France dont l'artisan-soldat forme pieusement un encrier.

Et c'est encore une autre forme d'esprit, vivace et charmante, avec sa drôlerie et sa verdeur, que celle des humoristes, des caricaturistes, qui ne peuvent retenir leur verve, imposer silence à leur fantaisie, parmi les tranchées bombardées, les trous d'obus, les réseaux de fils de fer. La bonne humeur de Fanfan la Tulipe et du sergent la Ramée, du soldat de Valmy et de Sambre-et-Meuse, persiste à travers les périls et les horreurs, les pluies de feu, les nuées de gaz empoisonnés, sous l'ouragan de cette guerre sauvage abattue sur la France immortelle. (*15 janvier 1917.*)

XIV. — AU CHAMP D'HONNEUR

Il faut prendre comme un témoignage offert à toutes les jeunes victimes de la guerre un récit tel que celui que Hugues Le Roux a rédigé pour la mémoire de son fils, blessé mortellement le 22 septembre 1914, mort le 18 octobre. Il avait eu le corps troué par la balle d'un tireur adroit au cours d'un engagement sur le front de Lorraine. Les deux poumons traversés, la colonne vertébrale atteinte, son agonie dura près d'un mois, son père auprès de lui, dans un hôpital militaire de l'une des villes forteresses qui gardent notre frontière des Vosges. En lisant ces pages, des souvenirs me reviennent à l'esprit. J'ai connu Hugues Le Roux chez Alphonse Daudet dont il était le secrétaire, et nous nous étions liés d'amitié comme on se lie au temps de la jeunesse. Je me souviens de son logis de la rue de La Rochefoucauld, et d'un campement d'été qu'il eut à Nogent-sur-Marne, puis je le retrouvai, davantage installé, dans une rue des Ternes proche l'avenue de Wagram, puis place Clichy. Je me souviens de Mme Hugues Le Roux, qui était la grâce et la bonté mêmes, et des enfants qui jouaient alors

sur le tapis, comme de jeunes chats. L'un de ces enfants, Guy, est mort avant la guerre, et l'autre, Robert, devint le lieutenant auquel son père vient de consacrer des pages infiniment tendres et héroïques, où sa mémoire restera doucement ensevelie.

Au Champ d'honneur ! dit le titre de ce livre. Je vois dans cette étiquette officielle qu'invoquent les bulletins et les ordres du jour, le signe d'un hommage rendu à tous par l'un de ceux qui ont souffert de la douleur la plus atroce qui puisse frapper un homme. S'il n'avait voulu fixer que le sacrifice accepté par son fils et subi par lui, Hugues Le Roux n'aurait mis qu'un nom et deux dates à la première page de son écrit, imprimé seulement à quelques exemplaires pour ceux qu'il aurait choisis. Mais il a voulu obéir à une injonction de son esprit en offrant à tous le triste spectacle de son malheur. Il l'a offert à tous ceux qui sont malheureux comme lui, à ceux dont les fils sont tombés sur le champ de bataille de cette guerre stupide et sauvage que la France a dû accepter sous peine de périr comme nation, et il l'offre aussi à ceux de nous qui doivent être frappés dans les fils des autres. S'il y a vraiment des citoyens français, solidaires des mêmes actes, des mêmes catastrophes, tous doivent souffrir des mêmes blessures, être atteints par les mêmes morts. Le malheur de chacun doit être le malheur de tous.

Le récit de Hugues Le Roux n'aurait pas cette portée générale, il aurait été seulement destiné à quelques-uns, il serait encore juste et légitime qu'il ait été écrit. Dans ce cimetière de la guerre, où il y a déjà des milliers et des milliers de morts, si tous ont droit au monument commémoratif, chacun aussi a droit à sa pierre tombale devant laquelle viennent pleurer, méditer, rêver, ceux qu'il a laissés après lui, et qui croyaient

partir les premiers. Ici, par la profondeur de la douleur, exprimée avec une singulière brièveté de termes, où l'on sent la réserve, la volonté, la pudeur de ne pas révéler toute la souffrance, ce jeune lieutenant reste le compagnon, au delà de la mort, de tous ceux qui sont tombés comme lui, pour la même cause, avec la même vaillance, la même résignation. Il se trouve, par ces quelques pages, devenir le représentant de tous ses pareils, connus et inconnus.

Et la douleur du père, n'est-elle pas la douleur de tous les pères ? Lequel d'entre eux n'a pas fait cette même réflexion angoissante qui vient à celui-ci, un soir qu'il traverse Paris obscur : « Toi qui marches là, pauvre homme, après une journée de labeur, et qui va chercher un peu de repos avant que le jour se lève, sais-tu seulement si, à cette heure, quelque part, dans l'herbe, ton fils n'est pas renversé, la bouche et les yeux ouverts ? » Cette nuit-là était la nuit du 20 septembre, et, quelques jours après, le 26, une carte dictée par le fils blessé, une lettre écrite par le médecin-major, apprenaient au père toute la vérité, et, le 29, il le revoyait, son blessé, condamné à mort par sa blessure, et l'on ne sait quel courage le plus admirer de ces deux êtres qui savent tous deux la vérité, et qui conviennent tacitement de ne pas paraître s'apercevoir que la séparation est prochaine : « C'est dit, mon fils, le contrat est signé dans un regard et nous l'observerons sans défaillance. Ni toi, ni moi, nous ne savons combien de jours, combien d'heures, il nous sera donné de passer encore ensemble. En face l'un de l'autre, nous allons vivre comme si nous ne savions pas tous les deux que l'arrêt est signé, comme si j'attendais que tu sois guéri pour t'emmener avec moi. »

Au cours du répit qui leur est accordé, le fils raconte

au père ses impressions de marche, de combat, de blessure, de solitude des heures de jour et de nuit avant l'arrivée des brancardiers. Tout est saisissant dans ce récit, où rien ne compte pour le narrateur que le moment où il a reçu l'ordre de se porter en avant à la tête de sa section. « Il était, dit-il, trois heures et demie. A quatre heures j'étais par terre. Ma guerre, ç'a été une demi-heure et trois cents mètres. » Ce récit, pour le père, c'est une station de son calvaire. En voici une autre, terrible. Pour être sûr que son fils pourra être ramené un jour vers ses morts, sa mère, son frère, le père doit acheter un cercueil qui se trouve libre chez un menuisier de la ville. Rien ne dit qu'on ne pourra en obtenir un autre. Le père achète le cercueil, le fait porter dans sa chambre, où il a préparé aussi l'oreiller qu'il mettra sous la tête du mort, les souvenirs qu'il enfermera avec lui. Quand on a vécu ces heures-là, la vie est révolue, le souvenir des jours heureux tombe à l'abîme, le malheur règne en maître dans le cœur de l'homme et dans l'espace infini.

Il reste à choisir une tombe provisoire, à voir le maire, à s'entendre avec le gardien des caveaux, avec le fossoyeur : « J'en reviens, j'ai vu la place. Aussi, mon enfant, quand tu me demandes : « Tu t'es donné beaucoup de mal pour moi... As-tu réussi ? » Je peux te répondre, sans mentir : « Tu partiras. »

Ce jeune homme qui meurt montre un courage surhumain, qu'il donne à entendre à demi-mot ses dernières volontés à son père, qu'il essaie de signer la derniere lettre qu'il dicte pour sa fiancée, après quoi il conclut fermement, le visage encore douloureux : « A présent tu ne me parleras plus d'Elle. » C'est alors l'agonie notée jour par jour, heure par heure, l'agonie de celui qui est redevenu un enfant, et que son

père regarde descendre dans le noir de la mort, pendant que la splendeur du jour rayonne au ciel, sur la terre, sur les fleurs. On ressent, à lire ces pages attentives et effrayantes, une angoisse pareille à celle que l'on éprouve à contempler les derniers mois, les derniers jours de Jules de Goncourt, racontés par Edmond de Goncourt. Comment blâmer, discuter même le courage de ceux qui ont revécu ainsi les moments épouvantables où ils épiaient sur un visage bien-aimé les restes de la vie, les approches de la mort, les derniers combats, les affres de la dernière défaite ? Comment ne pas sentir l'émotion monter du cœur lorsque le père écrit : « Il pense encore », et que cette pensée se traduit par une question à la fois balbutiée et violente sur la France sauvée ? Puis il finit en chantant, en murmurant un chant pareil à celui qu'il vagissait lorsqu'il était tout petit enfant. Et les deux derniers mots qu'il prononce, c'est un « merci » à l'infirmière, un « Papa » à son père. « A moi, dont il ne fermera pas les yeux, dit celui-ci, il veut me rendre son âme. »

Il y a encore quelque chose à entendre de ce disparu, et c'est une consolation, un conseil pour ceux qui demeurent. Sur son lit de souffrances, le blessé a prononcé ces paroles : « Il faut que les hommes de ta génération se remettent au travail et se préparent à vivre de longues vieillesses. Autrement, qui prendra tous nos petits par la main ? qui les aidera à franchir ce large espace que va remplir nos tombeaux ? Les traditions de la France ne doivent pas descendre avec nous sous la terre. Ce sera vous, les hommes d'âge, qui relèverez les deux tronçons brisés et qui reforgerez le chaînon. Ceux qui auront perdu leurs fils vont retrouver dans ces enfants sans père des petits compagnons à aimer et à guider. » Et le père, revenant du cimetière où repose maintenant son fils,

voit par la fenêtre du wagon un vieil homme qui laboure un champ, et un enfant qui tire devant lui l'attelage par la bride. L'aïeul prépare la moisson de demain pour ce petit enfant qui l'aide. « Je travaillerai comme ce vieux », conclut l'écrivain. C'est la digne conclusion de ce livre tragique, dont la douleur dépasse la douleur d'un seul, raconte la douleur de tous, surtout de ceux dont le malheur ne se formule pas, ne peut pas, ou ne sait pas se formuler, de ceux qui n'écrivent pas, qui ne lisent pas, de ceux qui ne savent ni lire ni écrire. Il y en a, en ce moment, de ces vieilles gens qui ont tout perdu, femmes du peuple, de la ville et des champs, vieux ouvriers accablés de travail et de misère, vieux paysans et vieilles paysannes, dont les sanglots restent enfouis dans les ténèbres. Ecoutez-les gémir tous à travers les pages de ce livre. (*9 mars 1917.*)

XV. — REIMS D'AUTREFOIS

L'anxiété est grande pour Reims, une des parures de la France, charmante et claire ville champenoise aux rues droites, aux places paisibles, aux maisons d'apparences modestes, dominées par l'énorme cathédrale où le gothique pousse ses dernières floraisons, son architecture ornée, sa sculpture fine et frissonnante. Tous les jours, les communiqués militaires dénombrent les obus tombés sur la ville. C'est par milliers qu'on les compte. Deux mille... trois mille..., l'autre jour, c'était le chiffre fantastique de quinze mille qui flamboyait à travers les quelques lignes de la rédaction officielle. Est-ce possible ? On se demande avec angoisse dans quel état va se dévoiler la ville au jour où la vérité sera dite. Voilà que l'on se décide, tardivement, semble-t-il, à faire évacuer Reims de ses habitants opiniâtres. Les maisons se seraient-elles écroulées sur les voûtes solides des caves ? La cathédrale, avec ses tours massives et sa flèche audacieuse ne serait-elle plus qu'un amas de décombres fumants où les archéologues devraient aller chercher les fragments des statues et des visages, les mains effilées, les regards, les sourires ?

Tout est possible de ce désastre, pendant que les Allemands tiennent encore les hauteurs au pied desquelles nos soldats sont parvenus. Avant de partir, ils tenteront d'achever leur œuvre de destruction pour bien apprendre à l'humanité ce que c'est que la guerre moderne faite selon la méthode scientifique. Espérons que cette humanité aura, à tout jamais, le dégoût de cette guerre, mais en attendant, il faut la terminer, supprimer la puissance militaire de l'Allemagne, exiger la réparation des dommages, des ruines, des crimes. Pauvre ville de Reims, si paisible, d'apparence si heureuse ! Splendide cathédrale où l'art de tous les artistes et de tous les artisans avait créé une œuvre unique ! Il faut que ce soit là, avec Louvain, avec Ypres, avec Arras, avec Péronne, et tant d'autres ravages futurs, la rançon terrible de cet abominable drame où la volonté de quelques-uns a joué le sort des peuples.

On n'avait que de doux souvenirs de Reims, de son art grandiose, de sa vie aisée, de sa cuisine succulente, de ses vins célèbres bus là à leur source. Ce sont de chères journées du passé que nous avons vécues dans cette vieille ville à la face rajeunie. Chez mon ami Pol Neveux, avec Maurice Hamel, quelles journées et quelles soirées, trop vite enfuies, à courir les rues et la campagne, pour réintégrer le soir le logis familial, où le père Neveux, notaire retiré, chasseur en activité, nous donnait à savourer son gibier et ses bouteilles des fameuses années, sous le sourire bienveillant de la très bonne et très fine maîtresse du logis. Qu'il soit permis de s'attarder à ces souvenirs, même devant la pluie de feu et de mitraille qui s'abat sur la ville. Au soir de la vie, ce sont les aspects des années disparues qui reviennent. Gardons-nous bien de les chasser, même s'ils ont une escorte de deuils,

de chagrins, de malheurs comme ceux d'aujourd'hui. Les haltes reposantes sont devenues assez rares pour que notre pensée aime à retourner en arrière, vers les décors que traversa notre jeunesse.

Comment ne pas me rappeler, en lisant les tragiques nouvelles du jour, que j'ai parcouru toute cette cathédrale, peut-être en cendres au moment où j'écris, de bas en haut, de long en large, jusque dans ses combles, jusque sur les échafaudages où travaillaient les réparateurs, et sur les toits immenses d'où l'on apercevait l'étendue bosselée des collines où l'artillerie est aujourd'hui sinistrement installée. Nous étions trois à courir ainsi les tours et les plates-formes de la cathédrale, Pol Neveux déjà nommé, le peintre Emile Barau, et moi-même, et nous sommes encore tous trois, j'en suis sûr, à nous rappeler cette journée d'il y a un quart de siècle. Emile Barau est toujours le peintre des ciels clairs et des verdures tendres de sa Champagne. Pol Neveux, lui, est depuis le mois d'août 1914, l'hôte de la ville de Toulouse, où il est le conservateur des œuvres précieuses emportées de Paris au moment de la marche forcée de von Kluck. Il n'y a pas de conservateur plus soucieux de sa fonction, et connaissant mieux les richesses qu'il est chargé de garder en compagnie de Paul Jamot, détaché par le Louvre où il tient une place distinguée, alors que Pol Neveux représente l'inspection des Bibliothèques.

Ce titre lui va bien aussi, et il achève de s'en rendre digne, en publiant, après l'histoire de son naïf et délicieux *Golo*, le roman de *la Douce enfance de Thierry Seneuse*, qui ravive en moi les heureuses journées de Reims en un contraste profondément émouvant avec l'horreur du bombardement destructeur de la ville depuis près de trois années. C'est

un livre tout à fait admirable par la valeur du sentiment et la forme du talent, c'est un livre qui prend aussi une force de document infiniment mélancolique par ce qu'il évoque de ce qui a été au regard de ce qui s'en va. Désormais, Reims d'autrefois, ville intacte et heureuse, revivra dans ces pages. Voyez-là plutôt, « pâle et blonde, semblable à ces villes ouvrées que portent en leur dextre les statues gothiques des portails. Ses demeures douces et modestes et dont la plupart n'ont qu'un étage, paraissent moutonner autour de son énorme cathédrale... Et le prodigieux vaisseau domine de toute sa hauteur le champ de toits aigus où se marient les teintes usées des tuiles et les reflets bleuâtres des ardoises. »

Parcourez ensuite les quartiers de la ville avec ce guide sûr, amoureux de sa cité. Voici la « Couture » et son champ de foire, avec leurs galeries couvertes, leurs loges bordées de boutiques obscures et de petits cafés ; la place Royale et son architecture à balustres ; le « Marc » aux vieux hôtels silencieux ; les quartiers de Cérès et de Sainte-Marguerite, parfumés par les tanneries, colorés par les teintureries ; le « Barbâtre », vieux faubourg où l'on tisse encore la laine sur les anciens métiers ; puis les bas quartiers emplis de verdures, clos d'abbayes, vergers d'hospices et de pensionnats. Après, c'est la campagne aux vastes filatures.

C'est dans cette ville de 1873, au lendemain de l'autre guerre, que Pol Neveux fait vivre ses personnages, les Seneuse, Georges-Jacques Seneuse, fils d'un conventionnel, et son neveu Thierry, orphelin recueilli et élevé par lui. L'oncle issu du révolutionnaire est bien un peu tombé dans la manie collectionneuse et traditionnaliste, et tout en passant dans sa ville pour le « terrible dantoniste », il est

devenu un bon bourgeois gourmand, dégustant savamment les vieux crus de raisin, se refusant à l'action, plus enclin au passé qu'à l'avenir, se faisant prier pour placer son neveu au lycée, mais somme toute un charmant bonhomme épris des paysages champenois, des vieux jardins, des arbres séculaires, des charmilles carrées à la Française, et pénétré peu à peu, dans sa vie solitaire, d'une affection profonde pour le petit abandonné qu'il a recueilli. Il y a un vieil arôme balzacien dans le récit de cette existence provinciale, ce qui n'empêche pas la force de l'analyse des caractères modernes du jeune Thierry et des amis de nouveau style qu'il se fait au lycée et dans la famille de son camarade préféré. Finalement, le jeune homme, ébloui de littérature, quitte Reims à la suite d'un brillant journaliste rencontré dans la boutique du libraire, et il emporte avec lui ses souvenirs, les secrets de l'existence cachée menée auprès de l'oncle, le regret de la première amitié et du premier amour,

Cette analyse est faite de main de maître, et ce n'est certes pas là un bouquin hâtif : les jours et les années l'ont mûri et lui ont donné déjà, à peine publié, un peu de cette douce dorure du temps, de cette pure lumière dont se parent les choses faites pour durer. Combien je suis heureux du talent et de la conscience de mon ancien camarade de Reims, qui me rendait jadis mes visites au faubourg de Belleville. Que de jours passés !

O soleils disparus derrière l'horizon !

Nous ne les voyons plus, ces soleils, mais nous pouvons encore les évoquer derrière la rafale de fer et de feu qui s'est abattue sur la France. Quand la fumée nauséabonde de l'incendie criminel se sera dissipé, peut-être verrons-nous la

lumière de la liberté sauvée par la France et rayonnant sur le monde. J'espère que nous retrouverons alors Thierry Seneuse avec tout ce que les années lui auront apporté d'expérience et de savoir, de douleur et de joie, Paris ajouté à Reims, la vie ajoutée à l'enfance. *(25 avril 1917.)*

XVI. — MŒURS DE L'ARRIÈRE

Il y a du courage, de la ténacité en France. Il y a aussi, chez les plus faibles, de la résignation. Il est certain que les vertus intimes de l'intelligence et du cœur se manifestent dans cette population laborieuse éprouvée par les années de guerre déjà révolues. Je ne parle pas des hommes, paysans, ouvriers, bourgeois, qui sont aux tranchées et qui partent du même élan pour les offensives, sous le feu de l'ennemi. Ceux-là, on ne les vénérera jamais assez, morts, blessés et vivants. Pour aujourd'hui, c'est le silence qui leur est dû, avec l'émotion profonde de leur patrie qui, sans eux, aurait été rayée de la carte du monde. Que ceux qui viendront après nous apprennent ce qu'aura accompli pour l'avenir l'immortelle génération de 1914 !

Si l'on observe la population civile, on y trouve, sans trop d'efforts, la beauté morale. Voyez les femmes de la campagne, les jeunes qui ont perdu leur compagnon, les mères qui ont perdu leur fils. Elles ont continué le travail journalier de la terre, avec des pleurs sur leur visage hâlé. Voyez les femmes en deuil des villes, conduisant par la main leurs

enfants vêtus de noir comme elles. Comme avant, plus qu'avant même, elles travaillent à leur atelier ou chez elles, elles envoient leurs enfants à l'école, elles préparent obscurément le renouveau de la France blessée, épuisée de tant de sang perdu. Qui dira ces existences obscures, vouées au devoir accepté? On a souvent proclamé que la littérature avait grand'peine à créer une œuvre avec le récit de la vie des braves gens, qu'il lui fallait pour intéresser, pour passionner le lecteur, les conflits des passions et des intérêts. Ces oppositions sont certainement fatales, mais reconnaissons que le plus terrible analyste des horreurs sociales, le grand Balzac, s'est arrêté avec l'attendrissement du génie devant les sublimes figures de l'honnêteté qu'il a rencontrées parmi le monde de coquins sur lequel il projetait les jets flamboyants de sa lucidité. Il n'a pas créé d'ennui pour le lecteur avec Eugénie Grandet et le cousin Pons, avec Schmucke et Goriot, avec Agathe Rouget et Joseph Bridau, et tant d'autres, hommes et femmes, qui expriment la douleur cachée, la fierté des victimes, l'héroïsme stoïcien des humbles, aussi grands que les plus grands philosophes.

La France d'aujourd'hui est peuplée de ces silencieux sacrifices que les hommes de génie et de talent sauront célébrer. Non pas seulement les écrivains, mais les artistes qui doivent ressentir les atteintes profondes de la désolation universelle. Je pense aux visages qu'aurait su voir et évoquer un Carrière, aux résumés que pourrait concevoir un Rodin. A leur place, à leur suite, il viendra d'autres artistes qui seront inspirés par les malheurs, par la résistance, par la victoire sanglante de la patrie. On n'aura peut-être pas toujours à chercher dans l'œuvre de Hugo les réalisations encore vivantes des sentiments d'hier auxquels s'ajoutent les sensa-

tions tragiques d'aujourd'hui. Il viendra encore des poètes, et les artistes ne se contenteront pas toujours des charmantes images renouvelées d'Epinal dont nous voyons l'éclosion incessante.

Mais le rôle de l'écrivain comporte, avec le respect de tant d'héroïsme, de tant d'abnégation, l'avertissement et la critique des mœurs, et il faut bien dire ce que tout le monde sait, que les mœurs nées de la guerre ne sont pas toutes recommandables. Un ministre a dénoncé à la tribune des accapareurs, des profiteurs, des intermédiaires, qui devraient être sous les verrous pour le crime d'exploiter et d'affamer les populations. Il en est beaucoup qui gagnent trop d'argent et qui s'en servent mal, qui le dépensent salement sans avoir l'idée des souffrances qu'ils pourraient alléger et même faire disparaître. La loi de justice et d'humanité devra atteindre ces inconscients et ces cyniques.

D'autres inconscients peuvent être touchés par la persuasion, ceux qui se laissent aller aux mouvements irraisonnés de la mauvaise humeur.

Cette mauvaise humeur n'a que trop de raisons d'exister. Elle est excusable, mais il n'en faut pas moins la combattre quand on la rencontre et demander aux grincheux un retour sur eux-mêmes, une concession de leurs goûts contrariés au bénéfice du salut commun. Le sang-froid est nécessaire aux combattants, et il faut que la France entière sache qu'elle est combattante, qu'elle se bat pour les biens les plus précieux, la liberté, la dignité, la vie de demain. Or, il y a des gens de mauvaise humeur un peu partout. Il reste encore des boutiquiers aimables, des petits commerçants soucieux de leur clientèle, mais combien d'autres sont rogues, prêts à envoyer promener le malheureux qui leur apporte son

argent et qui se permet parfois une observation, une réticence, oh ! bien timide. Il est vite rembarré et s'il n'est pas content, qu'il aille se faire injurier ailleurs. Il en est ainsi dans les boutiques, autour des voitures de marchands des quatre-saisons, il en est ainsi dans les tramways, où les receveuses n'ont rien à vendre, n'ont qu'à recevoir des deux sous et des trois sous. Il en est qui les reçoivent gentiment. Il en est d'autres, effrayantes de rudesse et de mauvais vouloir. Malheur au voyageur qui n'est pas de la première jeunesse, à la voyageuse qui n'est plus ingambe ! C'est à peine si le tramway s'arrête pour leur permettre de monter ou de descendre. Il faut choisir entre se casser la jambe ou manquer la station. Un peu de méthode ne serait pas de luxe dans ce service public, fait pour le public autant que pour les employés, oserai-je dire.

Et ce public, très nombreux alors, de quelle manière vraiment répréhensible il a accueilli les restrictions qu'il faut bien apporter à la distribution alimentaire. On aurait cru tout perdu parce qu'on allait être privé de gâteaux, parce qu'on allait passer deux jours par semaine sans viande. On a assailli les pâtisseries le jour où les babas au rhum et les éclairs au chocolat donnaient leur dernière représentation. On a assailli encore davantage les boucheries le dimanche matin pour acheter de la viande à n'importe quel prix pour le lundi et le mardi. C'est simplement honteux, et il faut demander à ceux qui se laissent aller à ces incartades, un peu plus de raison devant la nécessité provisoire imposée par les circonstances. (*28 mai 1917.*)

XVII. — A TRAVERS L'OCÉAN

MALGRÉ toutes les controverses et restrictions que l'esprit de parti peut apporter aux récits de l'Histoire, il y a de fortes raisons de croire que La Fayette a joué le premier rôle français dans la guerre de l'Indépendance américaine. Ce capitaine de vingt ans partit seul, le 26 avril 1777, sur un bâtiment frété par lui, malgré les ordres contraires des ministres, et il apportait vraiment l'épée de la France, de l'autre côté de l'Atlantique, à la nation qui proclamait sa liberté. Il fut nommé, en arrivant, major-général, reçut le commandement de l'armée du Nord. Après deux ans de combats, il revint en France chercher des soldats. Il finit par avoir raison de toutes les lenteurs, de toutes les mauvaises volontés, et Rochambeau partit, au commencement de l'année 1780, avec 6.000 hommes. La victoire de York-Town libéra l'Amérique.

L'Amérique ne s'y est pas trompée. Quand La Fayette revient, en 1784, invité par Washington, il est proclamé citoyen américain, son nom est donné à des villes, sa statue est dressée sur les places publiques. Et quarante ans après,

en 1824, alors que la France a passé par la Révolution, l'Empire et la Restauration, et que le vieux soldat-citoyen revient encore une fois vers la terre pour laquelle il a combattu, pour laquelle il a donné son or et son sang, il lui est fait une réception triomphale dont l'écho chante encore aux couplets de Béranger :

Républicains, quel cortège s'avance ?
Un vieux guerrier débarque parmi nous.
Vient-il d'un roi vous jurer l'alliance ?
Il a des rois allumé le courroux.
Est-il puissant ? — Seul il franchit les ondes.
Qu'a-t-il donc fait ? — Il a brisé les fers.
Gloire immortelle à l'homme des deux mondes !
Jours de triomphe, éclairez l'univers !

Dix ans plus tard, en 1834, lorsque La Fayette mourut, un vaisseau américain vint avec de la terre d'Amérique qui fut mêlée à la terre de France dans la fosse du cimetière de Picpus où fut déposé le héros de 1777. Au même moment les honneurs funèbres lui étaient rendus dans les Etats de l'Union, qui prirent le deuil pour un mois.

Ce souvenir est resté vivace, et nous avons pu voir, par la manière dont la dernière mission française a été accueillie là-bas, et par la décision de l'Amérique, et par l'arrivée en France des premiers combattants pour le Droit et la Liberté du monde, que l'acte de La Fayette est resté un exemple impérissable. Il est donc bien inutile de diminuer la signification de l'acte chevaleresque accompli par lui avant toutes les autres interventions. Il ne fut pas le seul qui offrit sa vie à la grande cause américaine. Il ne fut pas le seul non plus à agir. Pourquoi ne pas gratifier Beaumarchais, homme d'affaires, rusé Figaro, de l'hommage qui est dû à sa perspi-

cacité et à son entregent lorsqu'il reconnut la valeur indéniable de la civilisation d'outre-mer et qu'il dépensa toute son énergie, toutes ses facultés, à trouver les premiers capitaux nécessaires à l'entreprise. Rochambeau, certes, venu trois ans après La Fayette, a droit à l'éloge commémoratif. Et le ministre Vergennes aussi, qui donna la consécration officielle à l'expédition. Et il ne faut pas oublier non plus le banquier Necker.

Il est donc excessif de vouloir faire remonter à Louis XVI seul le mérite de l'intervention française. Ici, comme toujours, Louis XVI fut en proie à des influences diverses. Il était poussé en faveur de l'Amérique par l'opinion française, qui joua le grand rôle. Il était retenu par la reine Marie-Antoinette, par Joseph II, par Marie-Thérèse, qui voulaient garder l'action de la France pour l'Autriche. Son frère, le futur Louis XVIII, qualifiait de révolte le mouvement américain, comparait Paul Jones à Mandrin et Washington à Cartouche. Les lettres de Kageneck sont très renseignantes sur cet état d'esprit de la cour. Il est de mode et de bon goût, aujourd'hui, de discuter, ou plutôt de dédaigner sans discussion, les jugements historiques de Michelet. Cela n'empêche que le grand historien de notre patrie a vu clair, et très clair, dans toutes les intrigues qui retardèrent l'intervention de la France, et que l'on peut relire sans crainte les pages de son dix-neuvième volume de l'*Histoire de France* où il a écrit comme il sait le faire, avec sa savante interprétation, sa merveilleuse lucidité, ce chapitre des annales franco-américaines désormais acquis. Il a ce mot qui résume tout : « La France *s'allia.* »

Telle est la vérité. Ce fut la France qui voulut, et La Fayette qui fut son représentant valeureux. Ecoutez Miche-

let : « Qui dit France, ne dit pas le roi. Et c'est là même la merveille que la France ait tellement dominé, entraîné le roi, qu'il se soit, contre ses idées, ses goûts et ses désirs, trouvé fatalement dans l'affaire. La France de 1750 n'eût voulu, ni pu cela. Mais, en vingt-cinq années, une nation toute autre s'était faite. Ainsi que l'enfant retardé qui grandit brusquement de six pouces ou d'un pied, ce peuple eut brusquement deux ou trois accès de croissance. De 1750 à 1760, par l'Encyclopédie, par Voltaire, Diderot et les premiers Economistes, elle fit table rase d'un monde de vieilleries, entra dans la vraie voie de pensée et d'activité. Et depuis 1760, par Rousseau et Mably, par la lutte des écoles de Rousseau et de Montesquieu, on discuta le Juste, on rechercha le Droit. Le succès colossal du livre de Raynal (1770) étendit les idées de la patrie au monde. »

C'est ainsi, de l'esprit même de la France, qu'est sortie l'idée d'aider à l'émancipation de l'Amérique. L'épée de La Fayette a été forgée par les philosophes du dix-huitième siècle. La France ne s'y trompe pas, ni l'Amérique non plus. Et c'est la même pensée qui animait la France de 1775 qui anime l'Amérique de 1917. Les manifestes rédigés par Wilson au nom des démocraties du vieux et du nouveau monde, achèvent de sceller le pacte conclu d'un bord à l'autre de l'océan il y a cent quarante années. (*18 juin 1917.*)

XVIII. — HOMMAGE ANGLAIS A JEANNE DARC

J'ai reçu, comme sans doute beaucoup de Français écrivains, artistes, hommes politiques, une très touchante et très éloquente lettre d'un soldat anglais, le capitaine John Dicker. Je présente d'abord le rédacteur de la lettre, je dirai son objet ensuite.

Le capitaine John Dicker appartient actuellement au « Middlesex Regiment, White City, London, W. 12. » Depuis sa jeunesse, il a tellement aimé la « belle France » qu'en dépit de son âge, — il avait 56 ans en 1915, — il avait quitté le sol anglais pour la tranchée française où il commandait en qualité de capitaine. C'est ainsi qu'il prit part à l'attaque de Loos et qu'il eut la joie de nettoyer un petit coin de notre pays de la tache de l'ennemi violateur. Là, il fut blessé d'un éclat d'obus qui le mit hors de combat pour plusieurs mois. Cette blessure et son âge l'empêchèrent de retourner au front, mais, fort heureusement, sa santé est suffisante pour lui permettre de participer à l'instruction des nouvelles troupes. « Ainsi, dit-il, mon rêve chéri de mériter votre croix de guerre est fini ! »

Mais le capitaine John Dicker a fait un autre rêve, dans les tranchées de 1915, et depuis, pendant sa convalescence, et encore maintenant qu'il exerce les recrues nouvelles. Il faut lui donner la parole :

« Il y a presque cinq cents ans, dit-il, les troupes anglaises aidées par certains ecclésiastiques subornés se rendirent coupables d'un crime ineffaçable en brûlant à Rouen une jeune fille ennemie. De nos jours, Jeanne Darc est considérée comme une héroïne et une martyre dans le monde entier, y compris les peuples de la Grande-Bretagne. Depuis longtemps, comme maintenant, chacun de nos jeunes gens, garçons et filles, a senti la honte de ce forfait.

Au début de l'année dernière, j'ai formulé ce projet : aussitôt après la fin de la guerre, nous vous offririons, à vous nos vaillants alliés, un monument commémoratif en l'honneur de la Pucelle d'Orléans, aussi caractéristique que possible de son inspiration et de ses faits d'armes magnifiques, et surtout de notre remords impérissable. »

Et c'est ainsi, quittant le champ de bataille après sa blessure, que le capitaine Dicker, au cours de sa convalescence, mit son idée en réalisation. Il écrivit à un certain nombre de ses compatriotes, à ceux qui sont particulièrement en vue par leur situation et par leur autorité, pour leur demander un avis sur sa proposition. Elle fut accueillie et acclamée d'une façon unanime. Parmi les réponses se trouve celle du maréchal French, qui donne de tout son cœur son approbation, et que le capitaine Dicker espère voir se mettre à la tête du mouvement. Il complète ces renseignements en faisant savoir que toute question religieuse est étrangère à cette manifestation, que l'offre viendrait de la nation britannique tout entière. En ce qui concerne le promoteur de l'idée, il est

protestant. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre la figure de Jeanne Darc. Elle appartient à tous, ne peut être accaparée par aucune secte, et il y a longtemps qu'elle est « canonisée » comme la sainte de la Patrie, par tous les Français.

Ce qui occupe surtout le capitaine Dicker, c'est de savoir comment son idée sera accueillie en France.

Elle sera accueillie comme une belle et généreuse idée, n'en doutez pas, capitaine Dicker. Elle sera même accueillie comme une idée toute naturelle, et si elle suscite de la reconnaissance, elle ne suscitera aucun étonnement. Il y a longtemps que l'Angleterre a révisé le procès de Jeanne Darc, et que le dix-neuvième siècle, siècle d'histoire, de critique et de poésie, a effacé par son hommage le crime du quinzième siècle. Les poètes et les historiens anglais ont raturé l'arrêt, et ils en ont appelé, devant le tribunal de la postérité, non seulement du jugement inique de Rouen, mais aussi du jugement léger de Shakespeare, — qui n'est peut-être pas de Shakespeare, ses drames historiques étant sujets à des attributions diverses. Si l'on veut connaître l'accent définitif de la poésie anglaise célébrant Jeanne Darc, c'est à Thomas de Quincey, l'illustre « mangeur d'opium », qu'il faut le demander. Il s'adresse à elle comme à une divinité : « Pure, innocente fille au noble cœur, en qui depuis ma première jeunesse, j'ai toujours cru comme en un idéal de sincérité et de dévouement ! » Ce qui n'empêche pas Quincey de déclarer l'Angleterre innocente du meurtre juridique de Jeanne et de n'accuser que la France.

Oh ! oui ! la France fut coupable aussi, par son roi, par ses universitaires, par ses ecclésiastiques. Le sublime recueil des interrogatoires de Jeanne reste comme le monument de la duplicité des casuistes, de la dureté des juges religieux, de

l'inconscience des hommes de guerre, et, sous ce rapport, nul des accusateurs et des tortionnaires n'a rien à envier à son voisin. Heureusement, sur ce monument d'infamie, qui devint le bûcher de Rouen, s'élève et resplendit pour toujours la figure magnifique, douce, sereine et vaillante, de Jeanne la Lorraine, de la paysanne au grand cœur qui fut émue des malheurs du pays de France, qui entendit et écouta la voix plus haute, plus puissante que les voix des saints et des saintes de son église de village, la voix nouvelle de la patrie qui n'a jamais cessé depuis de se faire entendre, et qui résonne si fort aujourd'hui dans l'univers entier, de l'autre côté de la Manche, de l'autre côté de l'Atlantique.

Cette voix a été entendue aussi par le capitaine John Dicker, l'a fait s'engager à 56 ans, l'a fait combattre avec les Français contre l'ennemi qui menace toutes les patries, toutes les civilisations. Qu'il ne parle donc plus de honte, de forfait, de crime ineffaçable. Les Anglais du vingtième siècle n'ont pas la responsabilité des méfaits commis au quinzième siècle, ni les Français non plus. Le monument rêvé dans la tranchée française par le soldat de la libre Angleterre ne sera pas un monument de remords et de réparation, ce sera le monument qui fera connaître au monde entier la solidarité humaine. (*13 juillet 1917.*)

XIX. — BENOIT XV ARBITRE

Le Vatican avait un rôle à jouer dès le début de la guerre. Le souverain spirituel de l'Eglise catholique, au premier pas fait par les Allemands en armes sur le sol de la Belgique, devait dresser sa silhouette blanche au-dessus de l'Europe, lever sa croix contre les batteries de canons, et prononcer les paroles de protestation qui auraient dénoncé le crime. Il ne l'a pas fait, il est resté tapi sur son trône pontifical, qui ne devient un pavois dominant la foule qu'à huis-clos, aux jours des grandes cérémonies de Saint-Pierre de Rome. Dès lors, il était évident que la papauté ne saurait pas intervenir dans le drame effroyable qui s'annonçait par le terrible premier acte de la violation de la Belgique, de sa mise en feu, de la fusillade de ses hommes, de ses femmes, de ses enfants, de la destruction de Louvain, du bombardement de Liège, de Namur, d'Anvers, et de tout le reste, crimes connus et crimes inconnus, accomplis froidement, avec annonces d'affiches, dans les villes et dans les villages des Flandres envahies et terrorisées.

Ni Pie X, ni Benoît XV, son successeur, ne furent des médiateurs. Il en fut d'ailleurs ainsi de tous les Etats neutres. La plupart de ceux-ci pouvaient alléguer qu'ils n'étaient pas de force à se mesurer avec la colossale Allemagne, mais le Vatican, royaume tout idéal, qui ne possède comme armée que les garde-nobles du palais papal, qui n'a d'autre d'artillerie que les canons de l'Eglise et les bulles vaticanesques, pouvait-il invoquer l'excuse de l'impuissance et de la crainte? N'est-il pas inaccessible aux projectiles de l'artillerie lourde et aux gaz asphyxiants sans action contre la spiritualité d'un pouvoir mystique? Tout ce qui pouvait arriver de fâcheux, au successeur de saint Pierre, c'était l'arrestation et l'internement dans quelque ville autrichienne, si le pouvoir laïque n'avait pas su défendre l'Italie contre l'invasion, auquel cas il serait encore resté au Saint Père la ressource de se réfugier à Avignon ou à Fontainebleau.

C'est à ce moment, aux premiers jours de la guerre, que s'est produite la faillite irrémédiable du pouvoir spirituel du catholicisme pour ce qui concerne les affaires de l'Europe et du Monde. La non intervention signifie ici aveu d'impuissance, renoncement, abdication. On permettra à ceux qui ne sont pas enrégimentés par l'Eglise d'avoir eu, quand même, pour elle, l'ambition d'une autre attitude qui n'aurait pas été sans grandeur. Il ne saurait entrer dans aucune pensée de souhaiter, au milieu des circonstances tragiques où nous sommes, la décadence de la parole évangélique attendue de tous. Cette décadence est devenue pourtant, à mesure que la guerre se prolonge, un fait de plus en plus visible, motif de regret pour tous les adversaires de l'Allemagne et de l'Autriche, motif de douleur pour les croyants du dogme chrétien. Comment le pontife et ses

conseillers n'ont-ils pas vu clairement qu'ils avaient un grand et noble rôle à jouer, en dehors de toute spéculation politique, en dehors de toutes opinions, et seulement pour la cause sacrée de l'humanité et de la vérité ?

Il y a là, tout au moins, inconscience et ignorance. Inconscience qui méconnaît ce qui reste encore d'action sur les âmes dans l'autorité du catholicisme. Ignorance de l'état d'esprit réel des peuples qui luttent avec toute l'énergie de leur volonté contre l'oppression des plus faibles par les plus forts. S'il n'y avait pas, dans les bureaux du Vatican, cette méconnaissance du réel, il y aurait une abrogation complète du sentiment d'équité, pour oser proposer aux belligérants la paix que souhaitent actuellement l'Autriche et l'Allemagne. La seule concession faite à l'esprit de justice qui arme le monde entier contre les empires du Centre, c'est l'évacuation de la Belgique et du Nord de la France ! Quelle générosité ! Et après ? Après, chacun réparera ses dommages comme il pourra ! L'Allemagne et l'Autriche connaissent aussi les malheurs de la guerre, les morts, les blessures, les mutilations, les ruines ! Que toutes nations s'emploient de leur mieux, une fois la guerre terminée, la paix signée, à se refaire une vitalité, les nations coupables comme les nations innocentes. Et surtout, que l'on rende ses colonies à l'Allemagne, puisque l'Allemagne rendra la Belgique et la France du Nord ! Et encore, que la liberté des mers soit assurée aux corsaires qui ont commis les atrocités de la guerre sous-marine contre les neutres et les passagers civils ! Pour l'Alsace-Lorraine et la Pologne, on trouvera toujours à s'arranger, il faut que tout le monde y mette du sien, fasse des concessions. Quant à la Serbie et à la Roumanie, pas un mot.

Avant d'inscrire sa signature pour les siècles sur ce bref pontifical des conditions possibles de la paix en 1917, Benoît XV n'a donc pas su évoquer les villes bombardées, les campagnes ravagées, anéanties. Il n'a donc pas vu flamber Louvain, Reims, Arras, Péronne, Saint-Quentin et tant d'autres villes, à l'horizon que sa pensée devait atteindre par delà les cours étroites et les jardins fermés du Vatican. Il n'a donc pas vu les spectacles qui nous obsèdent de ces pauvres gens de Belgique et de France arrachés à leur foyer, à leur champ, après des mois et des années d'occupation, emmenés en captivité, comme aux temps barbares, entre les haies brutales des cavaliers et des fantassins. Il ne les a donc pas vus mourir de faim, de froid, de mauvais traitements. Il n'a donc pas entendu les pleurs des vieillards, les sanglots des femmes, les cris atroces des jeunes filles. Il faut qu'il n'ait rien vu, rien entendu, il faut qu'il ne sache rien, pour avoir osé proposer aux combattants de la Justice et du Droit une paix qui vient en droite ligne des conciliabules austro-allemands, puisqu'elle consacrerait les exactions, les conquêtes, les violences, les crimes. Jamais offense pareille n'avait été faite à la dignité humaine. C'est parce que les nations alliées ne veulent pas que de tels actes restent impunis, que la même dédaigneuse réponse de réprobation a été faite partout, en même temps, d'un commun accord tacite, à la piteuse proclamation du Vatican en faveur des Empires centraux auxquels la papauté est maintenant inféodée, alors qu'elle devait rester libre de ses pensées et de ses actes, non pas au-dessus de la mêlée, mais à travers la mêlée, entre les combattants.

Sans sortir de chez lui, Benoît XV peut trouver une inspiration supérieure à celle de ses cardinaux-secrétaires. Qu'il

aille, seul, contempler les voûtes de la Sixtine, qu'il demande leur secret humain aux Sibylles mystérieuses, pensives, farouches, aux Prophètes furieux et terribles... Interrogez, Saint Père, ces figures irritées, justicières du vieux Michel-Ange, interrogez-les, elles vous répondront. (*26 août 1917.*)

XX. — IMAGES DE GUERRE

Les livres sur la guerre, écrits par des combattants, se multiplient. Depuis *Ma pièce*, de Paul Lintier, le *Carnet de route*, de Jacques Roujon, il y en a eu d'autres, avec le *Feu*, de Barbusse et l'*Appel du Sol*, d'Adrien Bertrand (deux prix Goncourt), et la relation vivante de Maurice Genevoix : *Sous Verdun*. Il y a, à la Librairie militaire de Nancy, toute une série d'écrits, signés ou anonymes, publiés sous le titre général de *Récits des témoins*, parmi lesquels *Morhange*, de R. Christian-Frogé, préfacé par J.-H. Rosny aîné ; *En rase campagne*, écrit et dessiné par Jean Galtier-Boissière ; l'*Evasion*, récit de deux prisonniers français évadés du camp d'Hammalbourg, recueilli par D. Baud-Bovy, etc., etc. En voici un autre, *Quelques Images de la Guerre*, du lieutenant Herscher.

Le lieutenant Herscher, avant la guerre, était architecte, graveur, dessinateur, peintre... Le voici artilleur, et il se révèle écrivain. Artiste, il faisait montre d'un goût parfait, s'ingéniant à tracer en toutes choses les lignes de la grâce, prompt et délicat pour harmoniser les nuances. J'ai vu de lui des eaux-fortes finement et profondément mordues, aspects

de vieux quartiers de Paris, jardins de faubourgs. J'ai vu des aquarelles, des projets de paysages décoratifs, où les verdures, les fleurs, les animaux de la terre et de l'eau révélaient, avec toute l'ingéniosité moderne de la France et de Paris, un artiste précis et habile, frère des artistes japonais, apparenté, mais non imitateur. J'ai vu toute une maison, au quartier de Passy, marquée, du rez-de-chaussée à la toiture en terrasse, de la science et de l'art qui savent édifier l'utile en le fleurissant sobrement de beauté.

Tout cela est d'hier, d'un siècle ! d'avant la guerre ! Depuis trois ans, Herscher est artilleur, lieutenant d'artillerie poussant ses caissons, ravitaillant les batteries, des plaines de la Woëvre aux ravins et aux collines de Verdun.

Je l'ai revu, aux jours des courtes permissions, toujours le même, fin et pensif, réservé, souriant, causeur tranquille, donnant la sensation, parmi l'action ardente de ces trois années, d'un rêveur attentif. Il rêvait ce petit livre écrit au bivouac, dans les villages de repos, dans les abris souterrains. Je l'ai feuilleté d'abord, pour regarder les dessins, des croquis d'aquafortiste, finement tracés, bien mordus, telle cette église de Flirey, toute déchiquetée, dressée comme suspendue au-dessus d'un sombre monticule entouré d'explosions et de flammes ; cette cabane du cuisinier qui fait songer à une cave rembranesque ; cette route de Woëvre où la charrette et les soldats passent sous l'averse cinglante ; cette féerie de la neige où glissent les formes des hommes en marche dans la blancheur et le silence ; cette étendue de champs, de ravins, couronnée de bois et de nuages ; ces toits de Dombase que crèvent les chutes brutales de mitrailles ; ces maisons de Verdun éventrées au-dessus de la Meuse ; et ces bois, ces sommets, ces creux, noirs de

nuit, éblouissants de clartés fulgurantes. Notes rapides, choses indiquées, ombres et lumières, apparitions à peine entrevues, vite évanouies, ces dessins disent bien où et comment ils ont été conçus et exécutés, en visions brèves des yeux, en traits spontanés de la main, dessins faits sur l'arçon de la selle, sur le genou botté de l'officier, sur la table branlante où est servie la pitance du jour, où s'écrit le rapport militaire et la lettre aux absents.

Ce n'est pas une révélation d'Herscher artiste que cette réunion de croquis de la guerre, mais lisez au hasard et voici que brusquement surgit un écrivain. Par un accord singulier, puisqu'il est si rare, l'écrivain et l'artiste se confondent. Sans lourdeur, sans apprêt, sans mise en scène, Herscher reste lui-même en écrivant, et il écrit de la manière la plus pittoresque, la plus neuve, avec sensibilité et humour, évoquant les aspects des choses, les allures des gens, les manières d'être des bêtes, toujours avec le mot exact, avec une phrase qui est à lui, une phrase scintillante et vivante, faite de traits justes et de lueurs errantes. Il n'y a qu'à ouvrir le livre, il n'y a qu'à tourner les pages, tout s'offre au lecteur : il va connaître en quelles paroles ardentes sont fixées les images qui déploient leur féerie invincible au milieu des horreurs de la lutte des hommes, et avec quel ton de malicieuse bonhomie sont décrits les êtres aperçus au milieu de ce carnage. Lisez, vous allez voir et entendre rouler les camions, s'allumer et hurler la gueule des canons, s'élancer les avions dans les plaines du ciel, mamelonnées de nuages. Apprenez la psychologie du cheval, du rat, du renard, du chien, des oiseaux. Ecoutez parler les soldats, les paysans, les hommes, les femmes, les enfants. Frémissez à l'odeur de fumée mêlée de pourriture. Admirez les paysages trempés de pluie, et l'extraordinaire effet de

neige qui magnifie de son espace muet le vaste champ de bataille au milieu duquel Verdun saigne héroïquement de ses blessures.

Il est vraiment beau d'oublier sa souffrance, son angoisse, son malheur, pour rendre hommage quand même à la beauté des choses. Théophile Gautier reconnaîtrait un fils de son esprit et de son art chez cet artiste devenu soldat, chez cet officier stoïcien qui n'oublie pas de regarder et de voir, de sentir et de comprendre, sous les duretés de l'hiver et sous le feu des obus. « Quelques Images de la Guerre », dit modestement le titre de ce livre. Ces images resteront infiniment précieuses, par leur beauté naturelle qui s'ignore, et aussi par l'émotion cachée qu'elles recèlent, la simplicité fière de la pensée qui les anime. Ce petit livre est rêvé, médité, écrit. Il mérite de survivre à la tourmente furieuse d'où il s'envole parmi les éclairs et les tonnerres. (*23 septembre 1917.*)

XXI. — ESPIONNAGE ET TRAHISON

Espionnage et trahison, cela peut ne faire qu'un, mais cela peut faire deux.

Cette distinction n'est pas faite par les feuilles d'outre-Rhin qui se permettent d'assimiler l'exécution de la danseuse Mata-Hari au meurtre d'Edith Cavell. Il s'agit, dans les deux cas, disent les plumitifs boches, de deux espionnes qui ont été toutes deux passées par les armes. Alors, pourquoi, demandent-ils, toutes ces protestations pour miss Cavell, alors que la même justice a été faite de Mata-Hari, etc., on devine la suite du raisonnement. Nous connaissons la lourdeur de l'esprit cynique de nos ennemis, nous nous souvenons de leurs plaisanteries et de leurs brutales déclarations à propos de tous les méfaits et de tous les crimes de la guerre, qu'ils aggravent par leurs propos de brasseries. Il importe, tout de même, de remettre certaines de leurs affirmations au point.

Tout d'abord, remarquons que miss Cavell n'a pas été frappée pour le crime de trahison. Aujourd'hui, ce n'est même pas la trahison qui est en jeu, mais l'espionnage.

Or, au moment de l'assassinat de l'héroïque femme, ce ne fut pas d'espionnage qu'elle fut convaincue, mais simplement d'avoir favorisé le départ de Belgique à des Anglais ou à des Belges. Voilà-t-il pas un grand crime, et qui méritait la mort, comme en décida le général allemand qui terrorisait la Belgique, approuvé par le Kaiser qui pouvait faire grâce.

Que les Allemands citent un fait de ce genre à la charge de notre justice militaire !

C'est une dérision, et une offense à la mémoire d'Edith Cavell, que de placer auprès d'elle la criminelle Mata-Hari. Celle-ci n'a obéi à aucun sentiment d'humanité, elle a accepté froidement, pour de l'argent, pour des sommes importantes, de renseigner l'Allemagne sur des faits militaires, et elle a été la cause directe de la mort de nos soldats. Elle était en rapport avec les chefs de l'espionnage allemand, elle savait nettement ce qu'elle faisait et pourquoi elle le faisait. Elle a d'ailleurs reconnu sa culpabilité lorsque lui ont été présentées les preuves qui l'accusaient.

Le fait qu'elle n'était pas Française n'enlève rien à l'horreur de son acte. Elle vivait en France, à Paris (comment n'avait-elle pas été reconnue et dépistée plus tôt ?) et elle a commis envers la nation qui l'hospitalisait, non seulement le crime d'espionnage, mais le crime de trahison.

Quel rapport cela présente-t-il avec les actes de générosité reprochés à miss Cavell et punis sur elle par des chefs militaires incapables de discerner les différences entre des faits aussi dissemblables ? Si sommaire que soit la justice des cours martiales, il faut demander aux juges un peu d'intelligence et de pénétration pour apprécier l'état d'esprit et la qualité de conscience d'un accusé, et proportionner la peine à la gravité de l'acte et à la valeur de l'inten-

tion. Même si Edith Cavell avait vraiment pratiqué l'espionnage pour servir son pays, l'Angleterre, ce qui n'a pas été démontré, ni même affirmé (c'est ici une simple hypothèse), il y aurait tout un monde d'idées entre elle et une Mata-Hari.

La guerre ne va pas sans l'espionnage. Cette vérité d'hier et de toujours est une vérité d'aujourd'hui. Mais il y a espion et espion, et c'est une pauvreté de langage qui fait classer sous la même étiquette des êtres aussi dissemblables que le soldat qui risque sa vie volontairement et gratuitement pour servir son pays et sauver des existences de compatriotes, et le traître qui livre les siens contre un sac d'écus ou une liasse de billets de banque. Il n'est question ici, bien entendu, que de l'espion de guerre, l'autre espion, l'espion de police, celui qui se glisse dans les sociétés politiques pour livrer ceux qui lui donnent accès et confiance, celui-là se déshonore sans circonstances atténuantes. Le véritable espion de guerre, celui que Fenimore Cooper a mis en scène au service de Washington, le paysan Hervey Birch, est un héros, et il n'est pas le seul de son espèce. Un être de ce genre, patriote enflammé par l'utilité de son rôle obscur, n'est en rien comparable au malheureux qui accepte de guider, par peur, une reconnaissance ennemie, ou qui consent, pour les trente deniers de Judas, à livrer sa patrie.

Que les journalistes allemands fassent leurs réflexions sur ce sujet, avant de comparer une Edith Cavell à une Mata-Hari. Ils auront sans doute encore des occasions de se prononcer sur des faits d'espionnage, quoique nous sommes peut-être à la veille de connaître exactement dans quel réseau d'intrigues et de marchandages nous avons failli être ligottés. Ils nous donneront alors leur opinion sur des faits avérés,

sur toute l'organisation financière de propagande et de trahison qu'ils avaient tramée à travers le monde entier. Leur inconscience se traduira sans doute encore en cyniques apologies, car l'Allemand se croit tout permis pour l'Allemagne et considère comme crime toute résistance à sa loi brutale. C'est la nouveauté de cette guerre abominable qu'elle a supprimé tout ce qui pouvait encore rester de convention morale entre les belligérants. Avant 1914, on pouvait croire qu'il subsistait quelque respect des personnes non engagées dans la lutte. Depuis, il n'y a plus rien, rien que la force au service de la conquête : destruction de villes ouvertes et de villages inoffensifs, massacre des populations civiles par les obus des canons à longue portée et des avions, déportation des vieillards, des femmes, des jeunes filles, arrestations et fusillades d'otages, viols et vols. Ce sont là des crimes de droit commun, et le meurtre d'Edith Cavell est l'un de ces crimes, tous les sophismes de la presse boche n'y changeront rien. (*23 octobre 1917.*)

XXII. — L'ART ET LE CRÉDIT PUBLIC

Pour la première fois, la guerre de 1914 a appelé l'art au service de la finance. Grâce à l'initiative d'un fonctionnaire du cabinet de M. Ribot alors qu'il occupait le ministère responsable des deniers publics, l'affiche blanche où ne se voyaient que des lettres noires a été remplacée par l'affiche dessinée et coloriée. Citons le nom de ce novateur, M. François Lefort, à qui nous sommes redevables de la collection déjà considérable de ces feuilles dont l'éclosion fut inattendue, et qui vient de se renouveler pour la troisième fois.

Il ne s'agit pas d'en dresser le catalogue, mais d'en signaler la nouveauté. Jadis on ne voyait, sur ces appels à la solidarité, que des mots et des chiffres, dont je ne contesterai pas l'éloquence. Cette fois, une illustration significative, faite de réalité et d'idéal, vient commenter le texte et dire clairement et fortement à tous pourquoi il faut souscrire à l'emprunt de guerre.

Il faut souscrire parce que la patrie est en danger, parce que les fils ont quitté leurs mères, parce que les hommes ont quitté leurs femmes et leurs enfants, pour défendre le foyer

attaqué, bombardé, incendié, souillé. Il faut souscrire parce que la guerre ne peut se faire sans argent, parce que les canons, les armes, les munitions, les vivres, tout ce qui est nécessaire aux combattants, doit être fabriqué ou acheté, qu'il faut payer les matières et la main-d'œuvre, et que chaque billet de cent francs qui entre aux guichets des banques représente du pain et de la mitraille.

Personne mieux que les artistes ne pouvait rendre ces idées tangibles aux yeux du passant soucieux. En voici un, le premier, je crois, qui soit entré en scène, Bernard Naudin, sensitif et savant, dont la guerre a exalté et affiné les facultés. Immédiatement, en une image d'une forte simplicité, il a trouvé la formule qui rassemble les soldats de l'avant et les gens de l'arrière ; le jeune soldat, droit et ferme dans sa capote et sous le casque, le fusil à la main, le regard assuré, voyant bien devant lui, prêt à la défense et à l'attaque. Il restera ainsi, debout, comme le type du citoyen armé pour son pays, inséparable de l'image des vieux paysans que Naudin a placés en regard de leur fieu, vidant leurs petits sacs d'écus d'argent et de louis d'or au guichet du percepteur. Ajoutez que ces personnages sont encadrés « à la française » par des attributs de gloire et d'honneur, de vaillance et de guerre, branches de laurier, drapeaux, armes blanches, gueule de canon levée vers l'horizon, charrue travaillant le sol.

En voici un autre, Sem, observateur caricatural d'avant la guerre, expert à tracer les silhouettes des jeunes et vieux beaux du théâtre et du turf, artiste hardi comme un page et malin comme un singe. La guerre l'a enlevé à ses sujets d'habitude, et son affiche nous le révèle animé du délire patriotique, faisant défiler les troupes victorieuses sous l'Arc

de triomphe de l'Étoile, d'où la Marseillaise de Rude s'envole, le glaive à la main, la bouche criant l'appel aux armes.

Abel Faivre, critique acerbe et joyeux des mœurs de la bourgeoisie fêtarde, devenu un commentateur ému et éloquent de la guerre en maints dessins de *l'Écho de Paris*, a projeté sur les murailles des énergiques silhouettes de combattants, celui qui crie en bondissant : « On les aura ! » et celui qui plante le drapeau victorieux au cœur de la mappemonde.

Jules Adler est fidèle à son observation et à son art. Le solide poilu qu'il campe en factionnaire vis-à-vis du groupe des souscripteurs est le frère des compagnons qu'il a montrés au travail des chantiers et au plaisir des soirs populaires. Auguste Leroux, illustrateur sagace de l'*Eugénie Grandet* de Balzac, a dressé le permissionnaire, tenant haut son enfant comme sur un pavois. Poulbot raconte le départ du soldat quittant sa femme et ses mioches paysans, un peu plus apprêtés que les mioches parisiens où excelle le dessinateur de faubourg. Georges Redon dit le courage et la tristesse de la femme seule avec sa fillette, et il égaie d'une poupée alsacienne la veillée mélancolique. Le lieutenant Jean Droit, du 226e, salue le soldat dans la tranchée, éclairé des feux de l'aurore. Lelong a entouré la République de Dalou par le défilé frissonnant des drapeaux. Willette a jeté dans les bras l'un de l'autre, de toute l'ardeur de son talent hardi et souple, le soldat et sa compagne. Besnard, en une composition décorative aux belles couleurs, a réuni les figures symboliques de la Paix et de la Victoire, la jeune femme portant l'enfant comme une madone, le guerrier au vaste manteau rouge et aux ailes d'archange.

Je me reprocherais d'oublier l'Alsacien Hansi et sa pro-

phétie du défilé des soldats français à travers le vieux Strasbourg, à l'ombre de la rouge cathédrale, devant les vieilles maisons à pignons groupées autour de la Kammerzel aux petits carreaux, aux poutres noires. Et l'Américain Ridgway Knight, qui a si bien résumé les traits et le caractère des paysans français, le vieux et la vieille, empilant leurs pièces blanches et faisant leurs comptes sur la vieille table massive, auprès de l'âtre où le feu brille.

Il n'y a pas à insister outre mesure sur la critique de ces images. L'innovation a seule de l'importance, pour le moment. Il faut, si un autre appel est fait aux artistes pour un autre emprunt de guerre, leur demander peut-être plus de hardiesse, plus de force. La plupart ont été timides devant la feuille de papier et la pierre lithographique. Leurs compositions sont bien inspirées, savantes, ingénieuses. Mais il semble que les dessinateurs aient compris leur programme comme s'il s'agissait d'une image pour une couverture de revue ou un frontispice de livre. La plupart ont compris leur projet en vignette. Vignette agrandie, soit, mais vignette tout de même. L'affiche a pourtant, comme tous les arts, sa loi, qui est de rendre une idée et un aspect visibles sur une muraille. Il faut lutter avec la grande clarté, avec le mouvement de la rue, avec la foule des passants. Ces passants, il faut les appeler par un surgissement inattendu, comme si une partie de la surface de la muraille s'éclairait subitement pour faire apparaître une figure. Ici, cette figure, c'est la Patrie, c'est la Guerre, c'est l'Héroïsme, c'est l'Abnégation, c'est la Vertu de la race française en péril et qui se défend par tous les moyens qui sont en sa possession, par les armes de ses fils, par l'épargne de ses vieux, par le courage de tous.

C'est bien ainsi que nos artistes ont compris le programme qui leur était proposé, et même je crois bien qu'il était inutile de le formuler : ils avaient en eux la question et la réponse. Toutefois, s'ils ont compris, ils sont presque tous restés en deçà de la réalisation, comme si leur talent était obligé de se faire discret et de rester dans l'ombre, alors qu'il lui fallait éclater au grand jour. Les figures qu'ils animaient devaient rayonner dans la lumière ou dans les ténèbres, et attirer à elles tous ces hommes, ces femmes qui passent, qui vont à leur travail, à leurs affaires, et aussi ceux et celles qui vont à leurs plaisirs, car il y en a, et ces derniers doivent être surtout touchés et convaincus et apporter à la grande cause de tous ce qu'ils allaient jeter au hasard. C'est la seule observation qu'il y avait à faire sur ce déploiement d'affiches qui se trouvent entourer la haute et admirable déclaration de Clemenceau, sur la « guerre intégrale ». Tout se tient, et ce texte et ces images doivent avoir la même signification. Je pense que l'emprunt de dix milliards consenti par la France sera la preuve que les paroles et les illustrations ont été bien lues et bien regardées. Il y a seulement ici quelques-uns des aspects de cette propagande nouvelle par l'affiche illustrée, qu'il faut honorer pour leur intention et leur mérite. Il aurait pu y en avoir d'autres. Toute une nouvelle école de décoration pouvait être conviée à présenter ses images simplifiées, aux vives couleurs qui ont déjà trouvé leur emploi dans le renouveau d'Epinal auquel la guerre nous a fait assister. Ces artistes sont nombreux, mais leur groupe et leur manière seront assez indiqués par les noms de Charles Guérin, de Robert Bonfils, de Guy Arnoux.

Enfin, si Hugo a pu regretter, devant l'Arc de Triomphe,

son « père absent » et « Phidias oublié », on peut déplorer ici l'absence du maître de l'affiche, celui qui lui a, le premier, donné sa formule d'art et sa beauté par le mouvement délicieux de la ligne et l'éclat de la couleur. J'ai suffisamment désigné Jules Chéret. *(15 novembre 1917.)*

XXIII. — AUX INVALIDES

La visite de Clemenceau aux Invalides a eu ce résultat que le monument va retrouver sa vraie destination. Avant la guerre et depuis la guerre, sa signification se perdait peu à peu non pas précisément du fait des pouvoirs publics, mais du fait des principaux intéressés. Les invalides, en effet, préféraient vivre de leur pension en ville plutôt que dans la caserne offerte à leur retraite, et on voyait venir le jour où l'imposante façade surmontée de la coupole d'or n'abriterait plus que le Musée de l'armée, dont la pièce principale était le tombeau de Napoléon. Au bout de trois ans et demi de guerre, il est venu un ministre de la guerre qui a reconnu la nécessité de faire réoccuper les locaux désaffectés par leurs véritables locataires, aujourd'hui trop nombreux.

Le service des bureaux et du Musée va être ramené à ses proportions exactes et les fonctionnaires abusivement logés dans les galeries et les salles changées en appartements vont céder la place aux malades et aux blessés. La grande guerre de 1914 aura ainsi rendu aux Invalides leur

fonction. Les frontons et les arcades disent que le soleil du XVIIe siècle est à jamais couché à l'horizon du vieux monde. La crypte de Mars garde enseveli dans le froid silence le César qui parada pendant quinze ans dans le fracas des batailles. Mais le monument tout entier dans son ensemble et dans ses détails est plus éloquent que les ombres du roi et de l'empereur, il s'affirme au-dessus des symboles individuels comme le plus significatif et le plus émouvant.

Le résultat des victoires et conquêtes des anciens régimes, on le voyait dès en entrant au bout du pont-levis, devant le corps de garde. Ces vieux soldats proprets, vêtus de longues capotes, coiffés de casquettes plates, la poitrine coupée en diagonale par le baudrier blanc, une main sèche et tremblante sur le sabre désormais pacifique, c'est ce qui restait des foules actives parties pour les champs de batailles aux sons des tambours et des cuivres. Cette manche vide repliée et attachée au vêtement par une épingle, ce pilon qui remplace une jambe, cet œil fermé, cette mâchoire coupée, cette balafre, c'était le signe visible de la victoire et de la défaite. C'était l'Italie et c'était la Crimée, puis le Mexique et la campagne de France et, plus tard, les expéditions coloniales, Tonkin, Madagascar, Maroc. Les petits soldats partis tout flambant neuf, en pantalons rouges, pourvus d'armes luisantes, étaient changés en valétudinaires vêtus de gris, récompensés par des médailles, désireux des tisanes dernières et du repos final.

Le monument bâti à la gloire du grand roi était devenu l'asile de la foule des sacrifiés, la consécration forcée des besognes guerrières accomplies par les peuples, après les entretiens des diplomates et les délibérations des capitaines. Le souvenir de Louis XIV est fixé au-dessus de la

porte d'entrée, le tombeau de Napoléon est gardé par les victoires en deuil, mais, en réalité, ce palais, peuplé par les échappés des massacres, découpés et endoloris à jamais par les instruments des chirurgiens, s'est trouvé dédié aux anonymes qui servent d'enjeux indispensables aux habiletés politiques des hommes d'État et au génie militaire des conquérants.

Si l'on voulait savoir quelle vraie place ils tenaient dans ce mélancolique établissement, ces soldats qui avaient parcouru la terre, traversé les mers, ambitionné tout l'espace, il n'y avait qu'à suivre une allée, qu'à entrer dans le minuscule jardinet de l'invalide, où le vieux militaire avait inconsciemment figuré le ridicule de l'ambition, le néant de l'orgueil humain.

Quatre ou cinq mètres carrés de terre, une étroite allée autour d'un gazon restreint, tel était le domaine alloué à ceux qui avaient accompli les lointaines étapes. Là s'affirmaient les préférences, se pratiquaient les dévotions. Auprès de la grotte en coquillages et de la boule brillante où le jardin morcelé se reflétait en infiniment petit, s'élevait un autel comme les reposoirs enfantins installés sur des chaises au jour de la Fête-Dieu. Le plus souvent, sur l'autel, il y avait un Bonaparte de vingt-cinq centimètres, en redingote grise et en petit chapeau, entouré de soldats de plomb et de canons de treize sous. Parfois aussi, il était juché au milieu d'une pièce d'eau grande comme une cuvette, où voguaient des bateaux pareils à des coquilles de noix. Voilà son champ de bataille, désormais, ce terrain grand comme une concession de cimetière. Ce gazon, ce buis, ces fleurs, cette eau, ces bateaux, voilà sa Méditerranée, sa flotte de Boulogne, ses Marengo et ses Austerlitz. Le grand empereur

était tombé au jardinet d'invalide et au ménage de poupée.

Aujourd'hui, le palais recommence une vie tragique. Ce sont les arrière-petits-fils et les petits-fils des soldats du roi et de l'empereur qui reprennent possession de la vieille maison royale et impériale. Ces martyrs nouveaux de la guerre se sont levés contre la guerre, pour la défense de la nation attaquée par les bêtes de proie des empires centraux. A ceux d'entre eux qui sont seuls, qui ne peuvent vivre au dehors, sans famille, sans amis, la République Française doit rouvrir toutes grandes les portes de ce domaine de la gloire qu'ils ont chèrement payé de leur courage et de leur sang. (*8 janvier 1918.*)

XXIV. — LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

La question d'Alsace-Lorraine est au premier plan de la guerre comme elle sera au premier plan des négociations de paix. Elle a été admise par nos alliés en même temps qu'elle était revendiquée par nous. Mais si les dirigeants de l'Angleterre et de l'Amérique, de la Belgique et de l'Italie, de la Roumanie et du Portugal, se sont fait une idée exacte de la justice de notre cause, il faut expliquer à tous les peuples rassemblés sous le drapeau de la justice et du droit, pourquoi cette question d'Alsace est une de celles qui dominent les événements actuels. Cette œuvre de vulgarisation a été entreprise par MM. Ernest Lavisse et Christian Pfister, professeurs à l'Université de Paris, sous forme d'une petite brochure qu'il faut souhaiter répandre partout à l'étranger et en France.

Quelques mots d'histoire sont nécessaires pour prouver le bien-fondé de notre revendication. Les Allemands ne réclament-ils pas l'Alsace parce qu'elle a été conquise par la France sous Louis XIV? Que répondront-ils donc à cette simple remarque des deux historiens, que le pays actuel

d'Alsace-Lorraine faisait partie, il y a vingt siècles, de la Gaule limitée à l'Est par le Rhin ? Ce n'est pas là remonter au déluge, mais simplement aux origines de notre patrie pour prouver que justice et droit sont d'accord avec le bon sens, la race et la géographie.

C'est au cinquième siècle que les hordes germaniques, profitant de la dissolution de l'empire romain qui avait annexé la Gaule, s'emparèrent de la rive gauche du Rhin et poussèrent jusqu'aux murs de Metz. Puis du cinquième au neuvième siècle, au temps des Mérovingiens et des Carolingiens, la région tout entière appartint au royaume Franc. Ses guerriers combattirent sous les ordres de Charlemagne, au delà du Rhin, dans les rudes guerres par lesquelles il conquit l'Allemagne, et c'est ici que la duplicité allemande se donne beau jeu, lorsque les historiens et les politiques de l'Allemagne considèrent Charlemagne comme un empereur à eux ! Oui, par droit de conquête ! A ce compte nous pourrions revendiquer le territoire allemand au nom de celui qui siégeait à Aix-la-Chapelle, mais nous avons une autre conception de l'histoire et du droit des peuples et nous ne réclamons que notre bien, le sol de la patrie et la liberté de nos compatriotes opprimés, gardés par la force depuis un demi-siècle.

C'est après Charlemagne, au moment de la dissolution de son vaste empire, que les destinées de l'Alsace et de la Lorraine sont incertaines. Par le pacte de Verdun, en 843, la région alsacienne-lorraine devient un royaume d'une existence précaire entre la France et l'Allemagne. Puis, au dixième siècle, la Lorraine s'érige en duché, l'Alsace est rattachée à la Souabe, « ce qui fut, disent MM. Lavisse et Pfister, une union mal assortie, car l'Alsacien déteste le

Souabe, le Schwob, comme il dit : Schwob est une grosse injure dans la bouche alsacienne. »

Qu'était l'Allemagne à cette époque où elle englobait l'Alsace ? Un vaste empire hétéroclite, le saint empire romain germanique, qui réunissait à l'Allemagne proprement dite la Hollande, une partie de la Belgique, les vallées de la Saône et du Rhône, une grande partie de l'Italie. Au milieu du treizième siècle, ce fut l'anarchie, la décomposition en des centaines d'Etats. Il faut rappeler comment le duché de Lorraine, déjà diminué par l'occupation sous Henri II des villes de Metz, Toul et Verdun, qui résistèrent à l'empereur Charles-Quint, conquit sa liberté par le traité de Nuremberg, en 1542. L'influence française règne dès lors à Nancy et sur tout le territoire lorrain. Au dix-huitième siècle, le dernier duc devint empereur d'Allemagne, le duché fut attribué au roi dépossédé de Pologne, Stanislas Lesczinski, dont la fille épousa Louis XV. La réunion définitive à la France eut lieu en 1766. Voilà pour la Lorraine. Où trouve-t-on trace, dans tous ces événements et dans cette conclusion, d'un droit de propriété quelconque de l'Allemagne ? Nulle part.

Voici maintenant l'Alsace.

Au début du dix-septième siècle, c'est une fragmentation en seigneuries laïques ou ecclésiastiques, en villes libres, en républiques. Les guerres de religion agitèrent et ravagèrent le pays. L'Allemagne, aidée de l'Espagne, attenta à la liberté de conscience des protestants qui firent appel à la France, qui occupa leurs places fortes sous Louis XIII, en 1633-1634. La guerre suivit, et la France, victorieuse de l'Empire, reçut à Munster, en 1648, l'Alsace comme compensation des treize années de guerre qu'elle avait supportées. Comme pour la Lorraine, où trouve-t-on ici le droit de propriété de l'Alle-

magne ? Nulle part. Tout ce qui suivit ne fit que marquer la cohésion entre la France, la Lorraine et l'Alsace. La France fit lentement, progressivement, la conquête morale de ce pays qui lui appartenait matériellement. Elle lui garda ses anciens cadres, ses divers Etats, ses Constitutions, ses coutumes, son dialecte ; elle releva les ruines, repeupla le pays par des colons, favorisa l'agriculture, exploita les forêts des Vosges pour la marine, créa des manufactures, traça des routes, creusa des canaux, encouragea le commerce. Le chiffre de la population tripla. La France, on peut le dire, a créé à nouveau l'Alsace.

La Révolution française acheva l'œuvre commencée par la Monarchie. Les droits féodaux furent abolis le 4 août 1789, droits qui pesaient lourdement sur le pays d'Alsace, dont les seigneuries avaient subsisté. Aussi, le 16 juin 1790, devant Strasbourg, face à l'Allemagne, fut planté le drapeau tricolore avec cette inscription : « Ici commence le Pays de la Liberté. »

C'est là aussi, à Strasbourg, que *la Marseillaise* prit son essor. Puis, Mulhouse se donna à la France. Inutile de continuer. On sait le rôle des généraux et des soldats de l'Alsace dans les armées de la Révolution et de l'Empire. Il suffit de conclure, avec les deux historiens :

« On peut affirmer qu'aucun pays de France n'était plus profondément français que l'Alsace-Lorraine au moment de la guerre de 1870. Alsaciens et Lorrains savaient qu'ils étaient le rempart de la France. C'est donc au nom de l'histoire, de la justice, du droit, de la loi, que la France réclame son bien à l'Allemagne. » (*27 janvier 1918.*)

XXV. — LE MAITRE ET L'ESCLAVE

Le jugement et la condamnation de Bolo-Pacha ont été enregistrés par l'opinion publique, simplement et gravement. Je n'ai pas entendu exprimer une opinion discordante sur ces débats tragiques et sur leur conclusion. Tout s'est passé à la grande clarté de l'audience publique, les témoins et les avocats ont tout dit, les pièces réclamées ont été versées au dossier, quelle que fût leur nature. Le condamné a la ressource des délais légaux pour en appeler de l'arrêt qui l'a frappé. Tout le monde n'a qu'à s'incliner et qu'à laisser passer la justice de la France.

Mais s'il n'y a plus rien à dire de l'accusé reconnu coupable, qu'il soit permis de retenir des débats une constatation qui devrait être évidente pour tout le monde, constatation qui n'est pas nouvelle, mais qui n'en reste pas moins surprenante, celle du pouvoir de l'argent. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il entraîne la corruption, la ruine, le déshonneur. Il a été dénoncé, flétri, par les voix les plus hautes, avec les preuves les plus fortes. La littérature des moralistes, des romanciers, des auteurs dramatiques, a traduit l'argent à la

barre, l'a accablé des réquisitoires les plus terribles, des jugements les plus fortement motivés, l'a convaincu d'infamie. Rien n'y a fait. L'attraction est toujours la même, le despotisme pervertisseur s'exerce par les mêmes moyens, par les mêmes attraits, à croire que jamais l'humanité ne se débarrassera de cette tare qu'elle a créée pour son malheur éternel.

Celui-ci, Bolo-Pacha, a succombé, et nous avons vu défiler auprès de lui des personnages de tout genre atteints par la même contagion, destinés à devenir fatalement les proies de l'avidité insatiable qui les a précipités vers l'appât. Croyez-vous que les terribles exemples empêcheront les mêmes imprudences stupides de s'accomplir, les mêmes méfaits de se consentir entre complices ? N'est-ce pas terrifiant de songer qu'il y a tant de gens qui ne demandent qu'à se vendre pour cent francs ou pour un million ? Et toujours les acquéreurs se présentent ! Et toujours les trafics s'organisent !

A n'en pas douter, c'est un vice spécial qui se satisfait, un vice à facettes où brillent d'un éclat faux toutes les vanités et toutes les sottises. Avoir de l'argent ! Posséder de l'argent ! Non pas l'argent nécessaire à la vie, même l'argent nécessaire au plaisir, qui a bien sa raison d'être, qu'il faudrait être un moraliste dénué de tout sens du réel pour vouloir bannir de l'existence. C'est le trop d'argent qui est voulu, qui est poursuivi. Il faut l'atteindre, le brasser, s'en servir pour en avoir davantage, et sans cesse en acquérir, le perdre, le regagner, l'augmenter. Bolo-Pacha ne disait-il pas à sa femme qu'elle était ruinée parce qu'elle n'avait plus que 47.000 livres de rentes, alors qu'elle avait vécu sur le pied de 400.000 ! C'est monnaie courante que ce

langage. Ne nous étonnons pas si ceux qui le tiennent ont recours à tous les expédients pour prendre de gré ou de force, partout où il se trouve, cet argent qu'il leur faut, coûte que coûte, pour lequel ils vivent, et qui peut les tuer. Ils iront le chercher, si besoin est, en pleine guerre, jusque dans les coffres-forts de l'ennemi.

Où la stupéfaction vous prend, c'est devant les plaisirs qu'ils se donnent avec cette fortune si durement acquise. Ils vivent pour la galerie encore plus que pour eux-mêmes. Il leur faut, non pas une voiture, mais deux, trois, quatre voitures, et encore davantage. Il leur faut, non pas une maison, mais dix maisons ; non pas un jardin, un parc, mais un domaine. Il leur faut des invités, non pas des amis, mais des indifférents, qu'ils veulent éblouir, et qui sont prêts à les lâcher aussitôt que leur fortune baisse d'un cran. Il faut qu'ils mangent des truffes et qu'ils boivent du champagne tous les jours, et qu'ils en fassent manger et boire à tous ceux qu'ils peuvent raccrocher pour servir de figuration à leur train de millionnaires. Il faut, s'ils sortent de chez eux, qu'ils soient vus dans les endroits où cela coûte cher d'être vus, dans les villes d'eaux, sur les plages, dans les hôtels, dans les restaurants, où le prix des choses est coté d'après le tarif qui régit la vie ultra-chic. Il faut que leur femme et leurs maîtresses soient couvertes des parures fabuleuses de perles et de diamants qui donnent une idée supérieure de celui qui les a payées. Il faut !... Il faut !... Que ne faut-il pas ? Il faut tout ce qui est le contraire de la vie de l'esprit et du cœur, il faut tout ce qui est blague et falsification, apparence et déchet. Quelle misère et quelle fatigue !

Bonnes gens, qui seriez tentés de vous laisser éblouir par le train de vie de ces aventuriers qui passent à grand équi-

page, n'enviez pas leur sort. Ils ne s'amusent pas tant qu'ils en ont l'air. Leur vie désœuvrée quant au travail qui compte, est faite d'inquiétudes et de surexcitation, pour boucher les lézardes de la façade et pour courir après l'argent qui s'en va aussi vite qu'il vient. Ils sont toujours en proie à la crainte de la catastrophe. Ils croient qu'ils pourront peut-être défier le sort : « Je ne suis pas l'esclave de l'argent, disait le condamné d'hier, je suis son maître ! » Où est aujourd'hui le maître ? Où est l'esclave ? Le maître est déchu, et l'argent court le monde, à la recherche d'une autre victime. (*23 février 1918.*)

XXVI. — LECTURE SOUS LE CANON

Paris est de nouveau sous le canon. Est-ce le même que la semaine dernière? Si ce n'est lui, c'est son pareil, qui frappe en monstre aveugle, n'importe où, n'importe comment, dans les rues, à travers les maisons, sur les gens rassemblés, sur les femmes, sur les enfants. Paris supporte ces crimes, vaque à ses affaires, nargue le sort. Les tramways glissent sur les rails, les taxis courent à leur vitesse habituelle, les boutiques sont ouvertes, les ménagères font leur marché, les gens sortent de partout quand le moment de la promenade est arrivé. Un état d'esprit se façonne pas à pas, s'adapte aux circonstances, au danger, se passionne pour le résultat proche. Ce qui importait le plus, tous ces jours-ci, ce qui a été la vraie préoccupation, la vraie anxiété, c'est ce qui se passait au front anglo-français, d'Arras à Noyon et de Noyon à Saint-Quentin.

De là, peu à peu, les nouvelles sont arrivées de plus en plus précises, et plus rassurantes. La France entière a lu avec la même émotion les brefs communiqués accompagnés des cartes explicites où les noms de villes et de villages à jamais célèbres jalonnent la marche allemande, la résistance

des Alliés, marquent l'arrêt imposé par les réserves britanniques et françaises. Au jour où j'écris, c'est la bataille pour Amiens qui occupe nos esprits et retentit dans nos cœurs. Quelles journées ! et quels lendemains se préparent ! Quelle brisure, quel abîme, entre hier et aujourd'hui ! Si l'on veut se pencher sur la pente de cet abîme, se remettre dans la mémoire certains aspects de la société d'hier, que l'on occupe les accalmies à lire l'œuvre vraiment admirable de Paul Margueritte : *Jouir*, au titre brutal comme une enseigne de plaisir.

Le titre est justifié. Ce livre, très honnête, très sain, très enthousiaste du grand rôle de notre patrie, est en même temps un livre effrayant par son observation et sa vérité. Il est bon de le lire sous le canon, pour comprendre qu'il y a un monde jouisseur, corrompu et factice, qui devrait s'écouler, lui aussi, bien mieux que les cités et les villages devenus des décombres. A quoi pensait toute cette société élégante, tourbillonnante, fardée et dorée, que le romancier a mise implacablement en scène, sans omettre un trait de mœurs, si répugnant qu'il soit, sans rien soustraire de l'inventaire ordurier des gagneurs et des dépenseurs d'argent ? Ce récit est sauvé par la tenue littéraire de l'ouvrage que j'apparenterai aux œuvres d'Alphonse Daudet, si dures sous leur grâce, *Jack*, le *Nabab*, les *Rois en exil*. Mais Paul Margueritte n'a même pas cherché la grâce, il n'a voulu que le fer et le feu pour marquer les appétits et les joies, les crimes et les châtiments, tout ce qui bouillonne et écume autour de ce carnaval d'hiver de Nice qu'il a choisi pour la mise en scène de son sujet.

Je pense que s'il y a encore une critique possible à travers les temps que nous traversons, justice sera rendue à l'effort de

cet homme de lettres, si animé par la raison et par l'art, qui a voulu laisser à l'histoire ce sombre tableau d'avant-guerre, éclairé par tous les signes avant-coureurs du drame, par toutes les lueurs sulfureuses qui annoncent l'orage. C'est un grand labeur de pensée, de volonté, de talent, qui vient de fournir sa preuve, une preuve de plus, mais décisive, et qui achève de classer très haut le talent achevé de Paul Margueritte.

Lisant ce livre pendant les heures où, toutes les vingt minutes, le canon allemand, caché dans quelque caverne, tonne sur Paris, c'est-à-dire sur la France entière, j'ai voulu y trouver l'espoir que nos mœurs pourraient changer par l'épreuve. Je n'ose croire au changement total, il y a trop d'instinct et d'inconscience dans la nature humaine. Cette nature est tout de même, chez beaucoup, susceptible d'évolution, d'amélioration. Si c'est un rêve que j'évoque, tant pis pour nos destinées. Mais nous devons croire à une réalité possible, aidée par la volonté de quelques-uns, et même d'un grand nombre. Quand on assiste tous les jours à ce phénomène incomparable qu'est l'action d'un homme tel que Clemenceau, grandi et rendu plus fort par la nécessité des événements, on a le droit d'affirmer la portée de l'exemple. Combien de volontés se sont ranimées au contact de cette volonté ! Combien de forces qui s'ignoraient se sont découvertes, combien de lassitudes se sont remises en marche ! Où Clemenceau a-t-il pris cette énergie, cette lucidité, ce pouvoir d'intelligence, qui font de lui le chef français par excellence ? Il les a pris au spectacle des soldats du front. Comprenons cette leçon, et cette autre leçon, du canon qui tonne sur Paris, ne sera pas perdue. (*3 avril 1918.*)

XXVII. — L'ESPRIT DE BLANQUI

A propos de la manifestation annoncée, puis abandonnée, qui devait célébrer le centenaire de Karl Marx, auteur du *Capital*, il a été remarqué qu'aucun des chefs, théoriciens ou militants, du parti socialiste français, n'avait été l'objet d'une telle préoccupation. Ni Saint-Simon, ni Fourier, ni Blanqui, ni Proudhon, n'ont été réclamés avec la même insistance, malgré que leurs idées et leur vie aient été fécondes en enseignements d'avenir. On trouverait, dans les écrits de ces hommes de pensée et d'action, la part faite des erreurs et des rêveries, toute la science, toute la générosité, toute la hardiesse qui auraient pu justifier les honneurs posthumes qu'un parti doit à ses précurseurs. Ce n'est pas en quelques pages que peuvent être examinées ces œuvres touffues, qui relèvent encore de la critique historique et de la critique sociale. Aussi ne désignerai-je que Blanqui, et dans l'existence de Blanqui, ne m'attacherai-je qu'à son rôle pendant la guerre de 1870-71, pour mettre en lumière sa personnalité de révolutionnaire français.

Lorsqu'il fonda, au lendemain du 4 septembre, son journal *La Patrie en danger*, quelle déclaration fait-il ? Une déclaration d'union sacrée. Ecoutez-le :

« En présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances... Le Gouvernement sorti du grand mouvement du 4 septembre représente la pensée républicaine et la défense nationale. Cela suffit... Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien, et son complice, le partisan de la dynastie déchue qui voudrait faire de l'ordre dans Paris avec les baïonnettes prussiennes. Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût. Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au Gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République, et s'ensevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France. »

Cette proclamation était signée par Blanqui et par ses amis Granger, Eudes, Breuillé, Flotte, les Levraud, Regnard, Tridon, etc. Tous furent les rédacteurs du journal nouveau qui ne mentit pas à son titre, fut consacré uniquement à la défense de Paris et de la patrie.

Le journal parut le 7 septembre, avec ses bureaux rue des Ecoles, puis rue d'Aboukir. Il fut doublé par un club, qui eut aussi pour enseigne patriotique : *La Patrie en danger*, et qui tint ses séances au café des Halles, 20, rue Saint-Denis. Avec les quatre-vingt neuf numéros du journal, et les procès-verbaux du club, on possède, sans doute possible, la signification absolue de Blanqui. Il est là, en pleine clarté, lui, l'homme des sociétés secrètes, des complots, des prisons

obscures où sa pensée se heurte aux grillages des lucarnes et aux fusils des sentinelles. Il se révèle d'une façon absolue, républicain patriote, Français d'abord.

Immédiatement, il commence sa merveilleuse campagne, sa critique savante et complète des événements, son récit en avance des péripéties que connaîtra le siège de Paris. Il y avait en lui un professionnel des choses militaires. « C'est surtout un général », me disait Granger, son disciple, chez lequel il est mort, et qui eut pour lui respect, affection et admiration. Il prévoit tout, il connaît tous les points faibles, il sait où l'ennemi peut attaquer, il déplore l'impuissance des forts, il annonce le bombardement, indique les mesures à prendre, ne désespère pas de la victoire, expose, avec une éloquence saisissante, la situation où se débat la France. « N'oubliez pas, s'écrie-t-il, que demain on va combattre, non pour un gouvernement, pour des intérêts de caste ou de parti, non pas même pour l'honneur, les principes, les idées, mais pour ce qui est la vie, la respiration de tous, pour ce qui constitue l'être humain dans sa plus noble manifestation, pour la patrie. » Et il conclut : « Que serons-nous demain si nous n'avons plus de patrie ? »

Ces paroles sont encore et toujours d'actualité. On pourrait les afficher dans toutes les communes de France, auprès des communiqués du *Journal officiel*.

On peut rappeler aussi que pendant la marche des Prussiens sur Paris, pendant les quelques jours qui précédèrent l'investissement, Blanqui s'enfiévrait à vouloir faire porter l'effort de défensive en avant de Paris, par une guerre de retranchements, à 3.000 mètres plus loin que les forts. L'ennemi maître des hauteurs, c'était la pluie d'obus sur Paris, l'incendie, la ruine, la mort.

Il écrit alors, le 12 septembre, son magnifique anathème et sa sublime invocation :

« La gloire de Paris est sa condamnation... Sa lumière, ils veulent l'éteindre ; ses idées, les refouler dans le néant. Ce sont les hordes du cinquième siècle, débordées une seconde fois sur la Gaule, pour engloutir la civilisation moderne, comme elles ont dévoré la civilisation gréco-romaine, son aïeule. N'entendez-vous pas leur hurlement sauvage : « Périsse la race latine ! » C'est Berlin qui doit être la ville sainte de l'avenir, le rayonnement qui éclaire le monde. Paris, c'est Babylone usurpatrice et corrompue, la grande prostituée que l'envoyé de Dieu, l'ange exterminateur, la Bible à la main, va balayer de la face de la terre. Ignorez-vous que le Seigneur a marqué la race germaine du sceau de la prédestination. Elle a un mètre de tripes de plus que la nôtre. Défendons-nous. C'est la férocité d'Odin, doublée de la férocité de Moloch, qui marche contre nos cités, la barbarie du Vandale et la barbarie du Sémite. Défendons-nous et ne comptons sur personne. »

Et le 18 octobre :

« Le monde entier s'agite au spectacle de cette lutte suprême entre une nationalité farouche et étroite et l'idée de la fraternité humaine.

« Ils couvrent nos plaines fertiles, ces hommes aux pieds plats, aux mains de singes, qui se prétendent l'élite du genre humain, qui n'en ont jamais été que le fléau, et qui viennent pour nous refouler mille ans en arrière dans les brouillards ténébreux de la Baltique.

« Oh ! vous, la grande race de la Méditerranée, la race aux formes fines, délicates, l'idéal de notre espèce, vous qui avez couvé, fait éclore et triompher toutes les grandes pensées, toutes les généreuses aspirations, debout pour le dernier combat, debout pour exterminer les hordes bestiales de la nuit, les tribus zélan-

daises qui viennent s'accroupir et digérer sur les ruines de l'humanité ! »

On sait comment l'effort de Blanqui avorta. Nommé commandant du 169e bataillon de la garde nationale, sur l'intervention de Clemenceau, alors maire de Montmartre, et qui regarde Blanqui comme un des maîtres de sa jeunesse, il est dépossédé un mois après, par une intrigue, de son commandement. Il prend part, le 31 octobre, à l'envahissement de l'Hôtel de Ville, et malgré la convention acceptée qu'il n'y aurait aucunes poursuites exercées contre les manifestants, il est obligé, une fois encore, de mener une vie cachée au milieu de ce Paris en armes qu'il avait voulu, qu'il aurait pu sauver. Son journal disparaît le 8 décembre.

Il faut lire, en conclusion, l'admirable page écrite par J.-J. Weiss sur le journaliste que fut Blanqui dans la *Patrie en danger*, sur l'orateur qu'il fut au club des Halles, orateur discutant, prouvant, plein de raison lucide, journaliste exalté par le danger de la patrie : «... Cela brûlait et ravissait ! Quelle puissance ! Quelle sincère et déchirante tendresse pour la patrie en péril ! Quel retentissement de ses blessures ! Quelles saignantes douleurs ! Quelles colères, quelles rages magnifiques contre les incapacités souveraines et les abominables vanités qui perdaient Paris en s'admirant !... » Il faut tout lire de ce panégyrique fait d'enthousiasme et d'émotion, splendide et mélancolique comme une oraison funèbre.

Certes oui, aux jours terribles que nous vivons, c'est l'âme, c'est l'esprit de Blanqui que le parti socialiste devait évoquer, plutôt que l'œuvre de philosophie historique discutable du docteur allemand Karl Marx. (*15 mai 1918.*)

XXVIII. — LA DOUBLE VIE DE PARIS

Double aspect de Paris, vie diurne et vie nocturne.

Le jour, par cet admirable printemps, qui a toutes les grâces annonciatrices de l'été, la vie n'est pas interrompue par le coup de canon de la grosse Bertha, éclatant ou sourd, qui de temps à autre déchire l'air, entre six heures du matin et neuf heures du soir. Les ménagères des faubourgs vont comme d'habitude à leurs provisions, un panier ou un filet au bras, un mioche traîné par la main. Les passants continuent de passer, ouvriers, employés allant à leur atelier, à leur bureau, soldats auxiliaires, désignés d'un brassard, ou d'autres, marqués d'une blessure, marchant pour leur service ou promenant leur convalescence. Tout ce monde-là ne tressaille pas au coup brutal déchirant l'air. On lève les yeux pour chercher le sillage invisible, on écoute pour essayer de deviner la direction et le point de chute, et les pas ne vont pas plus vite, les affaires se font comme elles doivent se faire, restreintes, mais suffisantes.

Je crois noter exactement cet aspect sans émotion visible. Paris se tient bien, évidemment. Il est certain que pour un

œil de Parisien, il y a, surtout dans les quartiers chics, une diminution du personnel. Si l'on a devant soi une grande étendue de boulevard ou de rue, ou une place, ou un carrefour, les passants y sont plus clairsemés qu'il y a six mois. On aperçoit plus distinctement les silhouettes et il y a davantage de voitures aux stations, taxis ou fiacres. Cela va de soi, et il était en effet inutile que les femmes, les enfants, et nombre d'hommes aussi, continuent de compromettre leur vie, leur santé, leur repos, au hasard des arrivées de bombes de jour et de nuit. Nos départements ont recueilli un certain nombre de ces émigrants qui reviendront à la prochaine accalmie. Ils ne reviendront pas tous, les déplacements et les émotions ont aussi leurs dangers pour ceux qui partent, des séparations que l'on a pu croire passagères deviennent affreuses et cruelles par l'irruption soudaine de la mort.

Quelle mélancolie, quelle douleur pour ceux qui restent, quels souvenirs à travers les vieilles rues de la ville vénérable, chère à notre jeunesse, plus chère encore sous l'épreuve et le destin ! Comme les jardins, où le projectile brutal vient briser une statue, écraser des fleurs, atteindre un être humain, comme ces jardins prennent un aspect lointain et funèbre sous le soleil, malgré l'éclat des verdures, comme ces balustrades, ces bancs familiers, ces tournants d'allées, ces pelouses où roucoulent les pigeons, picorent les moineaux, ont changé d'aspect, composent ce visage silencieux et triste des choses abandonnées et révolues !

Il n'y aura que les hommes de notre génération pour se laisser aller à ces méditations. Ceux de demain seront à l'action, nous laisseront à nos regrets et à nos deuils, et ils feront bien. Je n'ai voulu marquer que les sentiments fiers et l'accepta-

tion de Paris devenu, de par la volonté de l'ennemi, ville de guerre, en dehors de toutes les trêves conclues au nom du dieu allemand, avec l'agrément du Vatican.

Ces sentiments visibles au long des rues, il est plus difficile de les constater à l'intérieur des maisons. Là, les paroles se donnent libre cours, et les discussions peuvent être paisibles ou véhémentes, selon le caractère et la tendance des gens. On explore surtout le communiqué, on fait de la stratégie, on discute les chances d'avance, les possibilités de recul, mais je crois bien que nulle part on ne met en doute l'issue victorieuse, et cette confiance chevillée au cœur de tous est un des gages de la victoire. On peut dire qu'au moment actuel, si grave, il y a communication entre les héros du front, les chefs militaires et civils, et l'arrière de la France, uni à l'avant par les liens de l'esprit, par le sang, par l'amour de la patrie ravivé chez tous.

Ceci pour la vie du jour. La vie de la nuit, sous un autre aspect, est semblable.

Ici, plus de lumière, les ténèbres. Quelques lumignons qui traversent des cours, qui descendent des escaliers, faibles flammes abritées par de faibles mains. La rue est noire. Les maisons sont opaques, massives, sans une lueur. Seul, le ciel est transparent, illuminé d'étoiles, et la lune y vogue comme un vaisseau d'or à jamais perdu dans l'infini. C'est dans ce ciel pavoisé de scintillements qu'ont retenti les trois coups de canon annonçant la venue possible des avions ennemis. Puis, immédiatement, les voix aigres et discordantes des sirènes, des miaulements de bêtes plaintives et colères qui se croisent dans l'air, allant réveiller les dormeurs, annonçant à tous qu'il faut quitter le lit et la chambre, descendre

aux caves. C'est l'instant dur. Mais le parti est vite pris. On se couvre de vêtements d'hiver, on se charge des objets précieux, des souvenirs auxquels on veut tenir encore, et l'on va attendre, d'abord dans les vestibules et dans les cours, des avertissements plus sérieux. Ombres attentives, paroles chuchotées, petit feu d'une cigarette, rire d'enfant, c'est ainsi jusqu'à l'entrée en scène des canons de la défense, des tirs de barrage qui vont, le plus souvent, interdire aux oiseaux de nuit de survoler la ville. Parfois il n'y a pas de tirs de barrage, et l'avertissement qu'il s'agit d'une fausse alerte donne au bout d'une heure sa conclusion. Parfois aussi, il y a une seconde alerte, et les canons qui tonnent forcent enfin à la descente dans les caves profondes.

Là, autour d'une lampe familiale, les femmes tricotent et brodent, les enfants jouent aux cartes, les hommes, masqués d'ombre, somnolent ou réfléchissent. Quels propos sont tenus ? A peu près les mêmes que pendant le jour. Des femmes, plus nerveuses, ou plus affaissées, selon l'âge et la manière d'être, protestent ou geignent. Quelque voix les rappelle gentiment à l'ordre. C'est tout à fait rare. On entend surtout des plaintes de la vie chère, des remarques étonnées sur le prix des choses usuelles, des recettes culinaires, des manières d'accommoder les restes. De temps en temps, parmi le fracas régulier des tirs de nos canons, une chute et une explosion violentes annoncent qu'un avion allemand a forcé les lignes, qu'une bombe est tombée quelque part, on ne sait où, parmi l'amas de maisons et de monuments de Paris. Il y a un silence, puis des exclamations. On songe à ceux qui se battent, pendant ce temps, à découvert, sous des explosions ininterrompues. La fin de l'alerte est annoncée. Les pompiers

passent faisant jouer des sirènes d'allure vive, les clairons sonnent la berloque, les cloches des églises donnent leurs rythmes espacés et leurs gais carillons. On remonte, on va se recoucher, attendre le communiqué du matin qui nous apportera la vaillance, l'espoir, la volonté de vaincre des soldats de la France. (*8 juin 1918.*)

XXIX. — INDEPENDENCE DAY

Le 4 juillet 1776 ! Le jour de l'Indépendance américaine ! Le jour où les treize colonies anglaises, établies sur le sol du Nouveau Monde de 1620 à 1733, se séparèrent de la métropole pour affirmer leur existence, leur union, leur liberté ! C'est une grande date dans l'histoire de l'humanité, un événement qui a un sens profond, des conséquences prolongées qui vont aboutir demain, sur le sol sacré de la France en armes, debout, elle aussi, pour le droit et pour la liberté !

Remontez les temps, projetez la lumière de l'Histoire sur les luttes sanglantes où les peuples se cherchent, se rencontrent, se donnent au sacrifice des batailles pour affirmer leur volonté, leur conscience, leur espoir. Là-bas, sur le sol découvert par l'Europe, où les colons affluent, où l'émigration va mélanger les races, quel est l'ennemi tout d'abord ? C'est la France. C'est contre la France que Washington accomplit sa première mission, c'est contre elle qu'il fait ses premières armes. Les futurs Américains sont alors confondus avec les

Anglais, et ils sont nos vainqueurs, comme les Anglais, lorsque le traité de Paris, signé en 1763, nous enlève le Canada, détruit notre influence.

Presque immédiatement, l'année suivante, en 1764, le Parlement de la Grande-Bretagne mécontente les colonies par une loi qui frappe ses productions : sucre, café, soie, etc. Un sentiment de protestation s'éveille. Une nouvelle loi vient frapper d'un timbre toutes les opérations commerciales. La protestation se change en agitation, en refus d'obéir. La voix éloquente de Pitt réclame le retrait de la loi. Le bonhomme Franklin vient plaider devant la Chambre des Communes. La loi est rapportée, mais bientôt remplacée par une autre, qui taxe des produits importés dans les colonies. Nouvelle agitation. Le gouvernement anglais cède encore devant ses marchandises frappées d'interdiction ; il cède, mais il maintient un droit sur le thé. Cela suffit. Il n'est plus question de lois, de taxes, de douanes. Les colons veulent être maîtres chez eux, renvoient ou jettent à la mer les cargaisons de thé qui veulent aborder à New-York, à Philadelphie, à Charlestown, à Boston. La violence entre alors en scène, mais se heurte à la résistance. L'attaque va être acharnée, la défense sera invincible.

Le Parlement décide de fermer le port de Boston, de transporter en Angleterre pour y être jugés les fonctionnaires coloniaux qui se refusent à exécuter les lois. La réponse fut la réunion des délégués à Philadelphie et l'affirmation des colonies à se gouverner elles-mêmes. Une rencontre eut lieu à Lexington le 19 avril 1775, où les Anglais furent battus. Georges Washington fut nommé général en chef des troupes coloniales, et, le 4 juillet, les treize colonies déclarèrent se constituer en Etats-Unis d'Amérique.

Thomas Jefferson, délégué de Virginie, rédigea la déclaration. Elle parle le langage que parlera, onze ans plus tard, notre Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. On y entend davantage l'accent religieux, la voix puritaine des ancêtres ; mais cette voix et cet accent répondent aussi aux professions de foi de Rousseau, lorsque le rédacteur de la Déclaration réclame pour son peuple « la place séparée et égale à laquelle les Lois de la Nature et du Dieu de la Nature lui donnent droit ». Et ceci : « Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont investis par leur Créateur de certains droits inaliénables : parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés. Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de cet objet, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un gouvernement nouveau en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront le plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. »

Ainsi, les règles du « Contrat Social » suivent les préceptes de la « Profession de foi du vicaire savoyard », publiée dans l'*Emile*. Jefferson avait lu ces livres, parus en 1762. En 1776, Rousseau et Voltaire étaient encore vivants, leur pensée et la pensée des Encyclopédistes couraient le monde, allaient vers tous les rivages, comme le flux et le reflux de l'Atlantique oscillant entre la France et l'Amérique.

Il ne manquait qu'une sanction de solidarité humaine à la Déclaration de 1776 qui finissait sur ces mots encore resplendissants aujourd'hui : « En foi de cette déclaration, fermement confiants en la protection de la Divine Provi-

dence, nous engageons mutuellement nos vies, nos fortunes et notre bien sacré, l'Honneur. »

Cette sanction, ce fut La Fayette qui l'apporta, l'an suivant, avec l'épée de la France.

Les Américains ne l'ont pas oublié. L'un de leurs chefs, l'an dernier, au cimetière de Picpus, où sont les restes du héros français de l'Indépendance, a tout dit en trois mots, le plus beau discours de cette guerre : « La Fayette, nous voilà ! » Après un siècle et demi, l'alliance s'affirme indestructible. L'épée de la France, fichée en terre américaine, y vibre encore et fait lever la moisson d'acier, force du droit opposée à la force de l'iniquité, force de la démocratie qui aura raison de la force impériale et militariste allemande. (*4 juillet 1918.*)

XXX. — QUATORZE JUILLET

Après la fête des Américains, c'est la nôtre. Les deux fêtes se ressemblent, commémorent des événements d'ordre semblable, produits à treize ans de distance : 1776-1789. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Qu'on le veuille ou non, la date du 14 juillet a été bien choisie pour affirmer l'ère nouvelle, l'ère moderne, l'aube de la Révolution. L'indépendance de l'Amérique, affranchie de la tutelle de la Métropole, est sœur de l'indépendance de la France, affranchie de la tutelle royale et du règne des castes. Le mouvement des esprits, entre les deux dates à jamais célèbres, a eu ses deux grandes marées, sur les deux rivages de l'Atlantique.

En France, on a eu instinctivement recours à la date du 14 juillet 1789 pour donner une formule au sentiment populaire. Malgré les réactions et les arrêts qui ont retardé l'évolution des idées républicaines et révolutionnaires, on peut dire que la France a continué de se réclamer de l'œuvre de pensée du dix-huitième siècle, de la prise de la Bastille, de la chute de la royauté, de l'œuvre des assemblées révolu-

tionnaires. Cela n'a pas empêché la dictature militaire du premier Empire, l'oppression cléricale de la Restauration, la corruption pénétrante du régime orléaniste, et l'aventure du second Empire, venue en conclusion à l'enthousiasme de 1848. C'étaient les péripéties forcées de la grande bataille, et le jour de la République enfin venu, le parti républicain devait mettre en honneur la date de ses origines — ce qu'il a fait en invoquant la prise de la Bastille, en datant sa prise de possession de la France du 14 juillet 1789.

La raillerie boulevardière, la mauvaise humeur conservatrice, l'esprit clérical, l'esprit monarchique, ont essayé de discréditer l'événement, de tourner en ridicule sa célébration. L'érudition facile s'en est mêlée, a reconstruit une Bastille bénigne, incarné toutes les tristesses de la geôle en la personne de Latude (ou Trente-cinq ans de captivité) que l'on s'attache à montrer heureux comme un coq en pâte derrière les pierres et les grilles, etc.

Cela n'était pas nouveau, d'ailleurs, et l'érudition ne fait guère que retrouver ce qui a été déjà trouvé. Ouvrons les *Mémoires d'outre-tombe*. Chateaubriand, qui arrivait de sa Bretagne, fut spectateur du mouvement parisien, et il a raillé toutes les petitesses d'incidents de la grande journée, comme il s'est refusé à admirer les meurtres de Launay et de Flesselles. Il a noté les phénomènes de jactance et de peur, il s'est amusé des clefs de la forteresse, multipliées comme des reliques. Mais sa conclusion n'est pas ce que l'on pourrait croire, et il donne, ce qui arrive souvent à ce grand écrivain clairvoyant, un haut exemple de compréhension historique et de philosophie sociale à ceux qui méconnaissent la signification profonde et exacte de tels événements.

Voici comment il apprécie la portée du 14 juillet 1789 :

« Tout événenent, si misérable ou si odieux qu'il soit en lui-même, lorsque les circonstances en sont sérieuses et qu'il fait époque, ne doit pas être traité avec légèreté. Ce qu'il fallait voir dans la prise de la Bastille (et ce que l'on ne vit pas alors), c'était, non l'acte violent de l'émancipation d'un peuple, mais l'émancipation même, résultat de cet acte. On admira ce qu'il fallait condamner, l'accident, et l'on n'alla pas chercher dans l'avenir les destinées accomplies d'un peuple, le changement des mœurs, des idées, des pouvoirs politiques, une rénovation de l'espèce humaine, dont la prise de la Bastille ouvrait l'ère comme un sanglant jubilé. La colère brutale faisait des ruines, et sous cette colère était cachée l'intelligence qui jetait parmi ces ruines les fondements du nouvel édifice. Mais la nation qui se trompa sur la grandeur du fait matériel ne se trompa pas sur la grandeur du fait moral : la Bastille était à ses yeux le trophée de la servitude, elle lui semblait, élevée à l'entrée de Paris, en face des seize piliers de Montfaucon, comme le gibet de ses libertés. En rasant une forteresse d'Etat, le peuple crut briser le joug militaire, et prit l'engagement tacite de remplacer l'armée qu'il licenciait : on sait quels prodiges enfanta le peuple devenu soldat. »

Que dirait Chateaubriand de la nation armée aujourd'hui pour défendre le droit et la liberté de demain contre les entreprises violentes du passé ? Il y reconnaîtrait la force nouvelle née de la Révolution française.

Telle est la leçon que nous donne l'écrivain royaliste et catholique, écrivant ses *Mémoires* et jugeant son temps en 1841, alors qu'il était éloigné de la mêlée des convoitises. Sa conclusion est celle de tous les historiens de la Révolu-

tion, depuis Mignet et Thiers jusqu'à Michelet et Jaurès. La Bastille prise et rasée, c'est le signe de l'ordre nouveau, comparable à ce qu'aurait été, par exemple, la destruction de la Bourse, au jour d'effervescence d'une révolution sociale, un fait puéril et inutile en soi, qui n'aurait pris son sens profond que de l'ensemble des circonstances, des intentions, des volontés. Chateaubriand ajoutait qu'après cinquante-deux ans, on avait élevé quinze Bastilles pour opprimer cette liberté au nom de laquelle on avait rasé la première Bastille.

Cette mise au point de notre fête nationale ne nuit en rien à l'union sacrée. Il y aura samedi et dimanche des drapeaux dans les rues de toutes les villes et de tous les villages de France. Il n'y aura ni illuminations, ni bals, ni réjouissances d'aucune sorte. On ne verra défiler que des bataillons partant pour le combat imposé, pour la défense des patries qui veulent rester maîtresses d'elles-mêmes. On n'entendra tonner que le canon de la liberté frappant sans arrêt sur la formidable Bastille allemande, jusqu'au jour de la brèche et de la victoire. (*11 juillet 1918.*)

XXXI. — PARIS SOUS LE CANON

Le canon tonne toujours sur Paris. On entend le fracas des décombres, on interroge l'espace où les oiseaux s'envolent effarés. On saura seulement, par une phrase brève du communiqué, s'il y a eu des victimes. La ville frappée garde le silence sous l'attentat brutal. Cette canonnade à longue distance, qui envoie la mitraille sans crier gare, c'est la plus récente forme de guerre due à l'esprit inventif et cynique de l'Allemagne. Les anciennes coutumes sont définitivement abolies, on ne prévient plus l'adversaire, on ne déclare plus que tel jour, à telle heure, le feu sera ouvert sur une place. Désormais, à n'importe quelle minute du jour ou de la nuit, le projectile décrit sa courbe, apporte au hasard la destruction et la mort. Si les moteurs des gothas pouvaient fonctionner sans bruit, il en serait de même pour les attaques nocturnes. La guerre se montre telle qu'elle est, atroce et grossière, sans hypocrisie, sans les coutumes de protocole qui pouvaient vaguement rappeler le cérémonial d'un duel réglé selon les vieilles formules de l'étiquette.

Depuis six mois, avec quelques accalmies, la capitale de la

France est ainsi offensée, salie et meurtrie par un ennemi sans vergogne. Comment répondons-nous à ces violences inutiles ? Par l'acceptation, par le mépris, — et par la guerre ! L'Allemagne enrage que nous ne demandions pas à « causer » parce qu'il tombe des obus sur des hôpitaux, des églises, des maisons, dans nos rues, parce qu'il y a des femmes, des enfants blessés et tués par les éclats de bombes. Elle croyait à la panique, à l'effroi, au mouvement populaire, à la supplication pour la paix !

Rien de cela ne s'est produit, ne devait se produire. Ceux qui pouvaient partir sont partis ; mais il reste la foule. Des boutiques sont fermées, mais il y en a suffisamment qui sont ouvertes pour la subsistance et l'agrément de la clientèle fidèle. Il serait tombé plus d'obus encore qu'il en aurait été de même. On aurait vécu dans les caves, les plus agiles chargés des provisions. Enfin, Paris bombardé sans arrêt, par un demi-cercle de grosses Berthas, par une nuée de Gothas, ce n'était pas encore la paix, c'était toujours la guerre. Pas plus aujourd'hui qu'au temps de la Révolution, la France ne traite avec l'ennemi installé sur son territoire. Quatre années de sacrifices sanglants exigent la victoire des démocraties alliées contre le militarisme allemand.

L'Allemagne sait cela mieux que jamais. Elle sait que Paris n'a jamais été plus calme et plus résolu. Je me souviens de la physionomie de la ville aux jours de 1870, quand mon enfance curieuse courait les rues et les places où défilaient sans cesse les bataillons en armes. Quelle différence de temps et de guerre ! Il y avait l'angoisse d'un drame terrible à sentir Paris environné par une armée campée sur les collines et attendant l'heure du bombardement, de la famine, de la capitulation. Pour résister, ce qui restait des

armées actives aux avant-postes, et la garde nationale des bourgeois, des boutiquiers, des artistes, des ouvriers, animée d'une ardeur héroïque qui eut sa dernière flamme à Buzenval.

Qu'est-ce donc, aujourd'hui, que la garde nationale et l'active de 1870 sont remplacées par les armées du monde civilisé ? Il y a eu quelque chose de solennel dans les défilés militaires, le jour de la fête américaine du 4 juillet, le jour de la fête française du 14 juillet. Mais cette solennité n'est-elle pas de tous les jours ? Elle est dans les promenades, le long de nos rues, de nos boulevards, des soldats qui représentent les armées de dix nations. Elle est dans ces passages de fantassins, de cavaliers, d'artilleurs, de lourdes voitures chargées de munitions. Elle est aux tables des restaurants, des cafés, où les Alliés fraternisent. Elle est dans les salles de spectacle où parfois le génie rayonne.

J'étais dimanche à une représentation de *Ruy Blas* au Théâtre-Français. La salle était comble, civils et militaires mêlés. On attendait le canon, on attendait le gotha, on attendait l'offensive allemande. Rien n'y faisait. Il n'y avait qu'une âme pour les vers du poète, sans souci de la menace à l'horizon. Une fois de plus, le verbe puissant s'emparait de tous. Les mêmes sentiments étaient ressentis devant cette magnifique fable où le héros se débat entre l'évangélique reine et le magicien diabolique. Et même, à la fin, on oubliait la fable en écoutant les vers profonds et sombres de Ruy Blas disant ses adieux à la vie :

> C'est fini. Rêve éteint ! visions disparues !
> ... Elle m'aimait ! — Et dire qu'on ne peut
> Jamais rien ressaisir d'une chose passée !
> Je ne la verrai plus ! — Sa main que j'ai pressée...

Sa robe où tous les plis contenaient de la grâce,
Son pied qui fait trembler mon âme quand il passe,
Son œil où s'enivraient mes yeux irrésolus,
Son sourire, sa voix... — Je ne la verrai plus !

A ce moment, jusqu'au dernier soupir de Ruy Blas proférant les mots sublimes : « *Triste flamme, éteins-toi !* » les réalités, les deuils, les regrets de la vie planent avec des ailes funèbres au-dessus des cœurs blessés. La tristesse humaine et la beauté du souvenir exaltent les esprits, les jettent de nouveau à la guerre. Ces soldats qui sont là, dans la salle, dans les couloirs, sérieux et résolus après l'émotion, s'en vont ressaisir leurs armes. Ce qu'ils ont à défendre et à sauver, c'est tout ce qui est la France et Paris, la pensée, l'art, la poésie, le droit au travail et au rêve, la vie de tous et l'âme de chacun. (*18 juillet 1918.*)

XXXII. — LE PERCHOIR

Guillaume II doit être descendu de son « Perchoir », c'est ainsi qu'un de nos journalistes a désigné le poste d'observation d'où l'empereur d'Allemagne, flanqué de Hindenburg et de Ludendorff, contemplait l'avance allemande et les horreurs de la guerre. Le mot devrait rester dans l'Histoire. Il serait bon que l'on pût à jamais contempler définitivement empaillé l'aigle noir des Hohenzollern, rapace à deux têtes, blasonné, avide, ailes déployées, prêt à se jeter sur la route de Paris avec les lourds bataillons formidablement armés.

Cette bête féroce parle. Ecoutez-la ! Elle s'adresse à l'impératrice, qui attend les nouvelles à Berlin :

« Wilhelm a attaqué aujourd'hui les Anglais et les Français sur le Chemin des Dames. Après un violent feu d'artillerie, la très forte position des hauteurs a été emportée d'assaut par notre magnifique infanterie. Nous avons franchi l'Aisne et nous approchons de la Vesle... Nous continuerons demain. Dieu nous a procuré une belle victoire et nous aidera encore. »

Nous avons connu, depuis, à peu près jour par jour, les faits et gestes du Kaiser. Comme Louis XIV, qui avait Racine et Boileau comme historiographes pendant sa campagne des Flandres, il a lui, le docteur Karl Rosner, qui est chargé d'apprendre aux populations ébahies de l'Allemagne la magnifique attitude et les sublimes paroles du Seigneur de la Guerre pendant les péripéties du combat. Herr Doctor tombe en extase aussitôt qu'il aperçoit l'auto avec l'étendard impérial au milieu des colonnes de soldats en marche. L'empereur gravit à pied une hauteur (le Perchoir !) située à quelques centaines de mètres au nord du mont Hiver, d'où il découvre « le panorama prodigieux de la bataille de l'Aisne ». Il reste là jusqu'à la tombée du soir, causant familièrement avec les soldats, les renseignant, leur inspirant l'enthousiasme. Revenu à l'état-major de von Bœhm, puis au quartier-général avec le feld-maréchal Hindenburg et le général Ludendorff, tous trois, jusqu'à onze heures du soir, « se plongent dans un travail sérieux, réunis autour des cartes ».

Sans doute qu'au même moment, Foch, Pétain et Clemenceau en faisaient autant, mais comme ils n'ont pas d'historiographes, on en était réduit à attendre les événements, — qui se sont produits, comme il convenait, à leur jour et à leur heure.

Revenons vers l'Aigle à deux têtes. Le Kaiser ne se contente pas de regarder, il dicte ses impressions. Au milieu des villages détruits, parmi les décombres, les ruines fumantes, les arbres abattus, l'empereur s'exprima en ces termes : « Lorsque je vois les horreurs que cause cette guerre qui a détruit le foyer à des milliers d'hommes (il pourrait dire des millions) et a transformé en déserts atroces des contrées florissantes de la France, je songe toujours à ce que la

France aurait pu s'épargner de souffrances et de misères si elle n'avait pas repoussé d'une manière aussi insolente mon offre de paix du 12 décembre 1916. »

Il a la mémoire des dates, mais il n'a sans doute aucun souvenir des conditions de sa paix, — qu'il n'a jamais formulées !

Il a oublié aussi les dates de 1914, du conseil de guerre de Potsdam où il a demandé à chacun de ses généraux : « Etes-vous prêt pour la guerre ? »

Karl Rosner ne manque pas de décrire les physionomies. Le 27 mai, jour de l'attaque, l'empereur paraît d'une santé florissante : « Son visage, tanné par les feux du soleil et de l'air, est brun comme le bronze et un rayonnement joyeux est sur toute sa personne. » Hindenburg est, lui aussi, « plein de calme joyeux et de certitude », et Ludendorff a « un petit rire content ». Le von Bœhm , de même, la main à la visière de sa casquette, exprime sa jubilation intérieure, retenue par le respect : « Une joie fière, mais contenue, se lit derrière le sérieux officiel de sa face ronde, d'un rouge brun. »

C'est avec cela que le *Lokal Anzeiger* nourrit l'Allemagne ! Mais il y a aussi du dessert à ce menu impérial : Berry-au-Bac, « bande de terrain jaune, grise, ravagée, mille fois retournée » ; Reims, « couverte de colonnes de fumée, arrosée d'obus incendiaires »... L'empereur dit alors, « et dans sa voix se remarquait le léger tremblement d'une joie intense : « Une victoire est remportée... Une des grandes victoires sur lesquelles reposera notre avenir. »

Ces états d'esprit si joyeux chez l'Aigle noir et ses acolytes ont été suivis de la fameuse déclaration de Guillaume II, pour fêter le trentième anniversaire de son avènement et « la conception allemande du monde », conception du droit,

de la liberté, de l'honneur, de la morale, que connaissent maintenant tout entière la Serbie, la Belgique, la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie, la Russie, la France, l'Angleterre, l'Amérique.

Enfin, les dernières paroles (le 13 juillet) ont été adressées à l'Université de Bonn : « La bravoure invincible et les sacrifices illimités de la nation allemande resplendissent au milieu des ténèbres où nous a plongés la guerre la plus formidable qui fût jamais. Nos armées victorieuses n'ont pas encore complètement réussi à briser cette obstination de l'ennemi à vouloir nous détruire ; mais les fils de l'Allemagne, assemblés avec une confiance inébranlable autour de leur Seigneur suprême de guerre et de leurs chefs militaires, en qui ils ont foi, obtiendront pour leur patrie la vie, le bonheur, la liberté, et ouvriront un libre chemin au développement de ses forces économiques et intellectuelles. Dieu sera avec nous et notre cause juste et sainte. »

Depuis, rien. Devant l'attaque des Alliés sur Soissons et sur Château-Thierry, devant la Marne repassée par les Allemands, devant la prise des vingt mille prisonniers, des quatre cents canons, des milliers de mitrailleuses, etc., le docteur Rosner ne nous dira-t-il pas les impressions de l'Aigle noir à deux têtes descendu de son perchoir ? (*25 juillet 1918.*)

XXXIII. — SOUVENIR DE JAURÈS

Les jours anniversaires du début de la guerre ramènent le souvenir à jamais néfaste de la mort de Jaurès, assassiné au moment où le sort de la France et de l'Europe se décidait. Quelle stupeur et quelle épouvante à la nouvelle du terrible événement! C'était la première victime de la guerre qui tombait, dans ce quartier de Paris de la rue Montmartre et du Croissant, animé et tumultueux de la vie des journaux. Ce fut pour Jaurès un champ de bataille où il apparut immédiatement environné d'honneurs funèbres, par ses amis, ses adversaires, même par ses ennemis. Tous sentirent l'injustice odieuse de la destinée qui enlevait cet homme au jour où il allait donner sans doute la mesure de son génie de Français, de socialiste et de patriote.

Le parti dont il était le chef incontesté n'hésita pas sur le devoir à suivre, d'ailleurs si nettement tracé. D''un seul élan, toute la France se dressa contre l'invasion, et l'on ne put distinguer entre les partis pour savoir lequel apportait plus d'ardeur à se lever et à combattre. Il y eut unanimité de la France paysanne, de la France ouvrière, de la France

bourgeoise. « Nous en avons assez !... Puisqu'il faut se battre, battons-nous !... L'Allemagne veut la guerre, elle l'aura !... » C'est ainsi, et en termes équivalents, que se formulait la décision de la France brusquement surprise par le tocsin, le tambour et les affiches de la mobilisation.

Il n'y eut jamais spectacle d'une pareille résolution. Au même jour, à la même heure, tout le pays fut debout. On eut la sensation, dans les villes, dans les villages, dans les hameaux les plus isolés, d'une âme commune qui s'affirmait pour la résistance, pour le combat, pour la victoire.

Quelle prescience dans cette nation française, qui semblait devoir ignorer en partie le sens de cette guerre formidable ! Il faut bien qu'il y ait eu ici l'instinct d'une race qui ne veut pas céder, qui ne veut pas disparaître, qui veut garder sa place dans le monde, qui veut assurer l'avenir de ses descendants. Un tel élan indique que l'on devinait tout, que l'on savait que la question de vie ou de mort se posait pour la France et pour la civilisation humaine. On ne savait pas, on ne pouvait pas savoir comment la férocité du militarisme allemand allait comprendre cette guerre, de quelle façon le Kaiser, ses généraux et ses soldats comptaient propager l'influence allemande, les armes à la main. On ne le savait pas, mais on agit comme si on le devinait.

On devinait que les armées de la Prusse, de la Saxe, de la Bavière, etc., se réunissaient pour une guerre d'extermination brutale, rapide, décisive. On devinait que le torrent d'acier et de feu allait tout dévaster, tout anéantir sur son passage, que la guerre, cette action terrible d'un peuple contre un autre peuple, allait vraiment être la guerre, avec tout ce qu'elle comporte de crimes et d'ignominies. On devinait que les reîtres de Guillaume II allaient détruire les

cités par le bombardement et par l'incendie, qu'ils allaient arrêter les civils comme otages, ou les fusiller devant leurs maisons, qu'ils allaient violer les femmes et les jeunes filles, massacrer des enfants. On devinait qu'ils allaient foudroyer des villes ouvertes, petites ou grandes, en dehors de la zone des combats, abattre les monuments, pulvériser les maisons, tuer dans leur lit les vieillards, les femmes, les nouveau-nés. On devinait qu'ils allaient se servir des plus terribles explosifs découverts par la science des chimistes, qu'ils n'hésiteraient pas à asphyxier leurs adversaires, à se servir de tous les moyens possibles pour apporter la mort au pays ennemi.

Il en fut ainsi. On n'a plus à deviner aujourd'hui, on sait. Les combattants nous ont dit sous quelles rafales délétères et meurtrières ils ont combattu, sous la mitraille qui apparaît en foudre et qui blesse et qui tue, sous les nappes invisibles d'atmosphères morbides qui endorment et empoisonnent. Les réfugiés nous ont raconté les abominations dont ils ont été victimes du fait de la soldatesque installée dans leurs foyers, les meurtres, les brutalités, les sévices de tous genres, les vols, les déménagements méthodiques, — hier encore à Château-Thierry occupé quelques jours par cette armée de chapardeurs où le prince et le soldat ont le même goût de rapine organisée. Enfin, nous avons vu nous-mêmes, de jour et de nuit, leurs avions, leurs gothas, leurs fokkers, lâcher leurs torpilles au-dessus de nos maisons, des églises, des hôpitaux, au-dessus de la rue et des passants,

On prévoyait tout cela pour la guerre. On pouvait prévoir aussi quelle paix l'Allemagne victorieuse nous aurait imposée : la paix de l'esclavage, nos ouvriers enrégimentés dans leurs usines, nos paysans déportés dans leurs colonies,

tout le monde travaillant pour le roi de Prusse devenu empereur d'Allemagne. Il n'y a qu'à lire le traité de Brest-Litowsk imposé à la Russie, le traité de Bucarest imposé à la Roumanie, pour imaginer sans peine quel traité aurait été imposé à la France, à l'Angleterre, à l'Italie, si les Empires Centraux s'étaient emparés de Paris et de la France, de Londres et de l'Angleterre, de Rome et de l'Italie. Pour la Belgique et la Serbie, il est superflu de dire ce qu'ils en auraient fait, il suffit de voir ce qu'ils en ont fait : des provinces allemandes écrasées sous la force ennemie.

C'est cela que la France a compris, à tous les rangs de la société, dans tous les districts d'opinions. Elle comprit que pour elle, il s'agissait de vivre libre ou de mourir. Après la victoire, on aurait le droit aux idées diverses et opposées. Avant, tout le monde à la défense du sol et de la race.

Ainsi agit, comme les autres partis, le parti dont Jaurès était le chef et la voix. Ce que ce parti fit sans son chef, il l'aurait fait avec lui, et quels accents ce grand homme de pensée et de parole aurait donné à entendre à ce pays qui se dressa tout entier pour faire face à l'attaque brusquée des empires de proie ! C'est ainsi qu'au chagrin se mêle l'amertume en ce dernier jour de juillet, anniversaire de la disparition de Jean Jaurès, dont le fils, hier, a donné, lui aussi, comme son père, sa vie à la défense de la patrie. (*1er août 1918.*)

XXXIV. — LOUIS MAIRET

J'ai connu Louis Mairet. Je l'ai connu enfant, adolescent. Je l'ai connu soldat. Les circonstances de la vie m'ont placé en 1908 à la Manufacture des Gobelins, où ce jeune homme, fils d'un artiste-tapissier, était né en 1894. Je le voyais aller à l'école, puis au lycée. L'année qui précéda la guerre, il vint chez moi, attiré par mes livres. Il revint, en août 1914, me rapporter quelques bouquins sur la Bretagne, où il avait commencé des vacances interrompues par la mobilisation. Depuis, je l'ai revu à chacune de ses permissions. Ce fut une émotion pour tous lorsque celui qui n'était, il y avait si peu de temps, qu'un gamin en culotte courte, reparut en guerrier, le casque sur la tête, tout son fourniment sur le dos, le fusil en bandoulière. L'enfant était devenu un homme, un homme grave, de conversation profonde, mais on ne pouvait se douter qu'il était devenu un sensitif, un observateur, un écrivain, de la force et de la rareté que vient prouver ce livre.

Comme tous ceux qui se cherchent, il avait une nature secrète, que tout le monde ignorait, qu'il ignorait lui-même. Il ne se révélait, poussé par l'énergie instinctive, par la crois-

sance de la pensée, qu'en fixant ses notes sur son carnet de combattant. Alors, il écoutait les voix qui lui venaient du dehors, les grandes voix solennelles et tragiques de la guerre, et les voix qui chuchotaient et qui parlaient en lui. Il regardait, il voyait, il décrivait, et de quelle façon brève, colorée, artiste ! En même temps, il donnait à ses descriptions l'accompagnement de sa pensée, une harmonie souvent sourde, un peu lointaine, parfois réveillée d'un éclat.

Je puis dire que ce livre, page par page, ligne à ligne, a été pour moi une révélation. Ouvrez-le au hasard, vous tomberez toujours sur une vision nette, sur une perception singulière des choses, sur une rêverie devant le destin. Lisez la description du 14 juillet dans un village, vous admirerez à la fois le goût et l'ardeur d'une telle page. Tournez la feuille, c'est l'obscurité sur la tranchée, le mystère du péril : « Chaque buisson vibre du bruit d'un fusil qu'on arme. L'herbe est perfide. La guerre de rase campagne, la guerre d'embuscades, renaît dès que le crépuscule descend. » Plus loin, des chemins suivis par la douceur de l'étape sentent la framboise et la fraise, sont éclairés par le « sourire en dents blanches » des villageoises, et tout tombe, au soir, au sommeil dans les ténèbres, sur la terre, dans les fossés, les hommes pêle-mêle avec les chevaux. Le jour revient, le bataillon disparaît dans une mer de blé, de seigle, d'orge et d'avoine, sous les épis et les coquelicots. On marche sur du pain, dit le narrateur, et le français agriculteur souffre et détourne les yeux. Une magnifique philosophie émane de ce soldat de vingt ans, il aspire à l'honnête médiocrité, il proclame que la solidité des sentiments est ce qu'il y a de meilleur dans l'existence. A bas l'arrivisme ! Il se résigne avec sérénité à être un « vieux » dans dix ans.

Il quitte ces projets pour tracer en mots brefs des images terribles de la guerre, du froid, de la boue, de la mort. Le découragement, parfois, le prend, et il ne cache rien de ce qu'il éprouve, de sa crainte, de sa rancœur. Comment l'homme jeté dans cette tourmente pourrait-il penser autrement de la souffrance qui torture son corps et atteint son esprit? Comment ne pas frémir au cri qu'il jette après le combat, par un court billet : « Maman, maman ! Je suis là. Je suis revenu... » Comment ne pas comprendre la définition de l'âme du poilu : « Un cœur, une action » ? Et comment discuterait-on avec ce soldat qui croit la fin de la guerre impossible ?

Nous ne savions pas plus que lui, au moment où il écrivait, si cela finirait, et comment cela finirait. Cela ne l'empêche pas de voir clair sur le rêve allemand d'asservir l'Europe, sur la guerre qui ne peut finir par des phrases et des programmes, mais par des événements militaires. Il dit cela au début de 1917, dans une lettre à ses parents, merveille d'exposition et de raisonnement écrite dans la tranchée.

La fin approche. « J'attaque, écrit-il chez lui. Exécutez mes ordres si ma cantine vous revient... » Le regardeur pensif n'abdique pas. Nul mieux que lui n'a décrit le gourbi où l'on respire la fumée asphyxiante parmi les hommes entassés. Nul n'a d'un coup de plume, mieux dessiné les présages que par les corbeaux « sinistres et narquois » qui regardent effrontément passer la colonne, qui ne bougent pas malgré les coups de revolver, qui attendent la curée prochaine. Nul n'a su, en huit lignes, mieux montrer par les chambres d'un château désert la mélancolie des choses, ni exprimer d'une manière si précise et formidable, la nouveauté d'une plaine hérissée d'un matériel d'artillerie.

Et c'est terminé, avec les dernières lettres écrites à ses

parents, celle qu'on ne lira pas sans douleur devant l'irréparable, où il prévoit que son vingt-troisième anniversaire sera pour lui un grand jour. C'est ce jour-là, le 16 avril, à l'attaque de Craonne, qu'il tombe frappé d'une balle au front.

Pourtant, ce n'est pas tout encore. Il se trouve que Louis Mairet a écrit son oraison funèbre en écrivant celle de son ami Robert Desombres, qu'il adresse aux parents de celui-ci pour les consoler : « O chers bons amis, je vous en supplie, haussez-vous à plus de désintéressement, pensez moins à vous, et plus à lui... » Et il continue leur disant que leur fils mort à vécu pleinement, sûr de lui, maître de sa destinée, parvenu à son vrai développement, ferme dans ses propos, assuré dans ses actions ; et il affirme qu'il est mort heureux, que sa physionomie éternelle rayonne du devoir accompli. Et il leur demande de sacrifier leur chagrin à sa mémoire.

Comment ce jeune homme, à 22 ans, pouvait-il s'élever ainsi au-dessus de son sort ? C'est par la pensée, qui restera, quoi que l'on veuille et que l'on fasse, la reine de la vie et de la mort. Que l'on prenne ce livre, qu'on le lise et qu'on le garde auprès des livres de ces écrivains morts comme Louis Mairet, animés comme lui de la flamme pure de l'art : Paul Lintier, Paul Fiolle, Gabriel-Tristan Franconi...

Ils resteront ensemble en une société funèbre, inséparable de cette grandeur tragique atteinte par la France en ces quatre années de résistance terminées par la victoire.

Cette grandeur, ce sont ces jeunes gens qui l'ont faite et qui la maintiendront. Comme ses compagnons que je viens de nommer, comme d'autres dont les noms et les œuvres resteront gravés au cœur de la France, celui-ci était un écrivain, il est un écrivain pour toujours, avec ce livre scellé par son destin.

Je regarde, en terminant cette page, la fenêtre du logis des Mairet, sur la cour des Gobelins. Parfois le père et la mère inconsolés apparaissent devant ce décor familier qui leur est devenu triste et vide, puisque ni l'écolier ni le soldat ne passeront plus sur ce vieux pavé, entre ces vieux murs. Je n'écris pas pour les consoler, ce livre seul leur parlera, ce livre où leur fils est désormais vivant par la force de son esprit, par l'acte de sa volonté. (*4 août 1918.*)

XXXV. — QUATRE ANNÉES DE GUERRE

La cinquième année de guerre est commencée. La mobilisation est du 1er août 1914. L'entrée en campagne est du 4 août. Depuis, quatre années pleines de combats éclatants ou obscurs, de grands assauts sanglants, de luttes souterraines, de passages de rivières, de mornes et héroïques séjours aux creux boueux des tranchées. Quatre années d'espoirs et de déceptions, de lassitude fatale et de courage tenace. Quatre années pendant lesquelles il y eut, malgré tout, au profond de l'âme française, sous les fatigues et les anxiétés, la certitude de la victoire finale.

Depuis le mois d'août 1914 jusqu'au mois d'août 1918, de combien d'événements l'histoire de cette guerre est tissée ! Il est seulement possible d'indiquer les dates principales, celles qui marquent en traits noirs ou lumineux les étapes sur la route.

La première année semble précipiter les faits, annoncer, bien à tort, une guerre rapide, L'Allemagne, durement organisée, sauvagement armée, se jette sur les territoires comme un torrent, une coulée de fer et de feu. Pendant

que nous commençons d'envahir l'Alsace, par Thann, par Mulhouse, elle foudroie la Belgique, crève de son artillerie lourde les forts de Liège, nous met en défaite et en retraite à Charleroi, à Morhange, court à marches forcées sur Paris. A la fin du mois d'août, elle peut croire qu'elle va toucher le premier but, et qui sait, même, peut-être le but suprême, nous obliger à signer la paix. Elle a été, il est vrai, mordue en Prusse orientale par l'avance russe, mais elle a paré le coup par la bataille de Tannenberg, et elle croit avoir la France avec Paris. Le premier avertissement lui vient, le 4 septembre, par le pacte de Londres proclamant, quoi qu'il arrive, qu'il n'y aura pas de paix séparée. Et deux jours après, les soldats de la France se chargent, pour leur compte, de ratifier l'engagement solennel : du 6 au 13 septembre, la victoire de la Marne arrête l'invasion barbare, sauve l'Europe, donne le temps au monde civilisé de se ressaisir. C'est une grande date, d'une éternelle commémoration.

La Marne quittée, l'ennemi vaincu cherche une autre issue, se précipite, et nous avec lui, vers le nord. C'est la course à la mer, qui dure un mois, se termine par la bataille d'Ypres, l'arrêt devant l'Yser débordé. Les Allemands ont pris Anvers, comme ils avaient pris Liège, mais nous gardons, avec les Belges et les Anglais, un coin de la terre de Belgique et la côte française. L'année finit par la victoire russe d'Augustovo et par la prise de Kiao-Tchéou, où la force allemande d'Asie cède devant la force japonaise.

L'année 1915 nous inflige la défaite de Crouy, devant Soissons, nous montre résistants à l'Hartmannswillerkopf, à Perthes, aux Eparges, à Vauquois. La guerre de tranchées s'installe, le front se dessine avec précision. Les Russes

s'emparent de Przemysl. En Orient, l'offensive contre la Turquie est une faute grave par les Dardanelles, où l'Angleterre qui commande, et la France qui la suit (malgré le contre-projet hardi et sensé du général d'Amade), subissent un grave échec qui sauve Constantinople. Mais les traits de feu de la guerre parcourent maintenant le monde entier. L'Allemagne, qui voudrait parer au blocus par la guerre sous-marine, commet, selon le mot de Talleyrand, plus qu'un crime, une faute, par le torpillage du *Lusitania*, qui décidera de la volonté de guerre en Amérique.

En mai-juin, l'énergie française s'affirme par la bataille de l'Artois, menée par Pétain, victorieux à Carency. A la fin de mai, l'Italie entre en guerre contre l'Autriche, en attendant la guerre avec l'Allemagne. Les Russes sont défaits à Dunajec-San, et les Allemands entrent à Varsovie. Ici, la bataille de Champagne mesure les ardeurs en présence, affirme la décision française à la ferme de Navarin, à la Main de Massiges, à Tahure. Les Alliés occupent Salonique, la Bulgarie part en guerre, la Serbie bat en retraite, souffre toutes les douleurs de la déroute.

L'année 1916 est l'année de la violente offensive allemande sur Verdun. Cette fois encore, comme en août 1914, le monde est anxieux du sort de la France. La bataille de Verdun qui durera toute l'année, commence par l'offensive allemande victorieuse, qui conquiert le fort de Douaumont, la cote 304, le Mort-Homme, le fort de Vaux, mais s'arrête devant la ligne inébranlable que forment, devant Verdun, les poitrines françaises. Une autre terrible bataille, celle de la Somme, livrée par nous à la fin de juin, vient aider les combattants de Verdun, oblige l'ennemi à lâcher prise. A l'automne, les Français reprennent Douaumont et Vaux,

la bataille de Verdun prend place, dans l'immortalité, auprès de la bataille de la Marne.

Au cours de cette même année, les Russes ont pris Erzeroum et Trébizonde, en Asie; la flotte anglaise a livré la bataille victorieuse du Jutland; les Russes sont entrés à Czernowitz et les Italiens à Gorizia. La Roumanie a bravement déclaré la guerre aux puissances centrales, a connu en quatre mois la défaite et l'invasion. L'année s'est terminée sur une note du président Wilson définissant la situation, marquant les buts de guerre, annonçant l'intervention de l'Amérique.

L'année 1917 est décisive par l'apparition des Etats-Unis armés et outillés, levant le drapeau étoilé sur l'horizon de la guerre, au lendemain de l'abdication du Tsar et de la révolution russe. En France, les Allemands se sont repliés, nous rendant Bapaume, Péronne, Noyon; les Anglais occupent le plateau de Vimy pendant que nous livrons l'offensive de l'Aisne et prenons le Chemin des Dames. Le roi de Grèce abdique comme Nicolas II. Mais si la situation s'éclaircit en Grèce, elle s'assombrit en Russie, où l'armée recule et se dissout, malgré Kérensky, malgré Korniloff. La survenue de Lénine et de Trotsky au pouvoir donne le champ libre à l'Allemagne en Russie, mais le ministère Clemenceau affirme la volonté persistante, inexorable, de la France et de ses Alliés dans les voies d'une guerre décisive. L'année finit par l'avance anglaise vers Cambrai, l'entrée anglaise à Jérusalem, et l'armistice russe, bientôt suivi de la paix, qui va jeter toutes les forces allemandes sur le front occidental.

L'année 1918 va voir, en effet, les violentes offensives allemandes, du 21 mars sur l'Oise; du 9 avril, sur la Lys; du

24 avril, sur Amiens ; du 27 mai, sur l'Aisne et la Marne ; du 9 juin, sur Compiègne ; du 15 juillet, en Champagne. En même temps que la défaite des armées franco-britanniques, la capitale de la France est l'objectif visé. Paris est couvert de mitraille et de feu par les bombes des gothas et par les obus du canon à longue portée. Une fois encore, le sort va décider. Il décide ! La contre-offensive franco-américaine est victorieuse, gagne une seconde bataille de la Marne, reprend Château-Thierry et Soissons, remonte vers l'Aisne. L'Allemagne, de nouveau, connaît la déception enragée de la retraite.

Telle est, en quelques-uns de ses traits essentiels, la récapitulation des quatre années révolues.

Elle donne à penser que nous pouvons envisager avec certitude la cinquième année de la guerre. Plus que jamais, il dépend de la volonté de la France de commander au destin. Le terrible sacrifice consenti ne peut devenir inutile. (*8 août 1918.*)

XXXVI. — LA CINQUIÈME ANNÉE

La cinquième année de la guerre s'annonce par la double victoire des Alliés : victoire des Français et des Américains, aidés d'Anglais et d'Italiens, sur la Marne et la Vesle, reprise de Château-Thierry, d'Oulchy-le-Château, de Fère-en-Tardenois, de Ville-en-Tardenois, de Soissons ; victoire des Anglais, aidés de Français, sur l'Avre et l'Ancre, reprise d'Albert, de Moreuil, de Montdidier, avance vers Lassigny et Roye, Chaulnes et Péronne. Un tel effort victorieux va nous rendre le terrain envahi par l'offensive allemande du 21 mars.

Il a, et il aura encore, d'autres conséquences. En Allemagne, on sait maintenant que la guerre sous-marine n'a pas empêché les transports d'hommes, de munitions et de vivres : depuis 1914, sur 20 millions d'hommes transportés, les pertes ont été de 3.282 hommes, soit 1 sur 6.000. C'est la raison du départ du grand-amiral de Holtzendorf, directeur de l'état-major général de la marine allemande. Cette démission sera-t-elle suivie de celle de l'amiral von Cappelle ? les faits de rebellions dans la flotte sous-marine seront-ils con-

firmés ? et comment cette situation permettra-t-elle la recrudescence des torpillages réclamée par les pangermanistes ?

Laissons l'Allemagne, les perplexités de son haut commandement, le trouble de son esprit public. Les hypothèses, ici, sont inutiles. Voyons ailleurs l'effet de notre seconde victoire de la Marne : retrait d'une certaine quantité de troupes allemandes de la Finlande, amélioration des rapports de l'Angleterre avec la Perse, accalmie au Maroc ; hésitations en Bulgarie et en Turquie, mystère des démarches de Ferdinand, déplacement prévu d'Enver-Pacha. Partout où l'on croyait au succès définitif de l'Allemagne, on considère maintenant comme possible le succès des Alliés.

Sachons cela, comme nous pouvons le savoir à travers le silence presque complet de l'Allemagne, où les voix de la presse sont lointaines, artificielles, étouffées. Sachons cela, à travers les on-dit, les informations contradictoires, les rumeurs qui sillonnent l'Europe.

Mais tâchons de savoir surtout quelle attitude doit être la nôtre pendant cette cinquième année de guerre, dont les barrières viennent de nous être ouvertes par la victoire.

Puisque le moral du pays a forcément une action sur la durée et les résultats des hostilités, puisque l'Allemagne a tout intérêt à corrompre cette action par ce qu'elle appelle son « offensive de la paix », décidons, tout d'abord, que nous saurons attendre, du renfort américain, la victoire militaire qui, seule, peut avoir raison du militarisme allemand.

Répétons, sans cesse, que nous faisons la guerre parce que nous y avons été forcés par l'agression sauvage de l'Allemagne, menée par la Prusse, par les Hohenzollern, par les hobereaux, par les industriels, par les représentants de toutes opinions, pangermanistes, catholiques, libéraux, socialistes,

qui ont voté les crédits militaires, approuvé toutes les formes de la destruction en Belgique et en France, escompté tous les bénéfices de l'avenir. Avec la Prusse, les autres royaumes et les grands-duchés se sont solidarisés, comme le voulait l'unité allemande établie en 1870. Avec l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie, la Bulgarie se sont jetées dans la guerre pour se partager les territoires, empocher les indemnités, dépecer les peuples.

La France, aidée de la Russie, a supporté tout d'abord cette lutte inégale, puisque l'Angleterre n'était pas en état de combattre, et que l'Italie ne devait entrer en ligne qu'en mai 1915.

La vertu d'hier, pour la France, a donc été une patience acharnée, un refus violent de se rendre à la force, un sentiment profond que l'acceptation de cette lutte horrible était nécessaire pour garder la patrie libre, pour assurer l'avenir de la race, sur son sol, avec les institutions qu'elle préfère, avec les ornements de l'esprit qui sont sa grâce naturelle.

Hélas ! pour cette œuvre de vie, combien sont morts ! combien d'héroïques Français, paysans, ouvriers, bourgeois, artistes ! Combien de soldats, combien de chefs ! Combien de civils aussi ! On meurt de la guerre, à l'arrière comme à l'avant. Les pères, les mères, les femmes, en voyant partir l'enfant et l'homme, en apprenant la nouvelle de leur chute mortelle au champ d'honneur, aux lignes avancées qui défendent la France, ont reçu, eux aussi, elles aussi, le contre-coup au cœur de la blessure qui a tué la chair de leur chair. Si l'on ne meurt pas tout de suite, on garde le germe de mort prochaine. Chaque être que nous aimons et qui s'en va emporte avec lui de notre vie. Celui qui reste seul aspire aux sombres

rivages où l'on connaît au moins le repos éternel de la souffrance.

D'autres sont morts, d'autres mourront de la guerre, sans avoir connu la perte cruelle d'un fils ou d'un homme. Demandez aux médecins ce que devient, pendant ces années, leur clientèle de cardiaques. Après la guerre, les statistiques pourront nous dire ce que fut le ravage du fléau.

Cette acceptation, cette résignation des uns, cette activité, cette vaillance des autres, ce courage de tous, il les faut encore à la France pour cette cinquième année de la guerre, commencée depuis le 4 août.

Le seul conseil à donner à tous par ceux qui ont l'honneur de parler à tous, pendant ces années qui seront, dans l'histoire, des Années Terribles, selon l'épithète du vieil Hugo, le seul conseil est de vouloir tous les sacrifices demandés par nos chefs, au nom de l'avenir de la nation. Tant que l'ennemi est sur notre sol qu'il souille, tant que la France et tous les peuples asservis n'ont pas retrouvé leurs limites naturelles, bannissons toute crainte et toute récrimination, soumettons-nous aux restrictions, aux privations, aux canonnades, aux bombardements, aux maladies, aux deuils. La nation militaire et la nation civile ne doivent faire qu'un peuple uni dans la volonté de vaincre.

Ceux qui survivent doivent à ceux qui sont partis pour toujours d'imposer les règlements de la justice et du droit à l'Allemagne et à ses complices.

Il faut, sous peine de déchéance, que notre dure tâche soit achevée par les armes.

Il faut que le glaive ait raison du glaive, que l'épée victorieuse des Alliés soit posée en travers du traité de paix que

l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Turquie seront obligées d'accepter pour libérer la Belgique, l'Alsace-Lorraine, la Pologne, la Serbie, la Roumanie, l'Arménie.

Il faut que nos morts soient victorieux.

Seulement ainsi, la paix pourra sortir de la guerre. (*15 août 1918.*)

XXXVII. — LA FRANCE DÉFEND SA LIBERTÉ

Par la guerre, qu'elle a été forcée de subir, la France défend le droit à la vie de sa race, le droit au sol qui lui appartient, Alsace-Lorraine comprise.

Elle défend aussi sa liberté de penser, d'agir, de se gouverner.

La race française, formée de provinces si diverses, du Nord et du Midi, de l'Est et de l'Ouest, s'est constituée peu à peu, à travers les siècles, à travers les guerres. Les rois de France sont les agents de cette unité. Leur fief de l'Ile-de-France est l'aimant qui sut attirer vers lui la force des populations vassales, mal garanties contre les invasions, les exactions, les famines, tous les maux nés de la violence et de l'incurie. Par la cohésion qui peu à peu s'établit entre les régions disparates dessinées par la féodalité entre le Rhin, la Flandre, la Mer, les Pyrénées, les Alpes, la France devint véritablement la France, un organisme puissant, capable de résister à la volonté anglaise, tenace à s'implanter sur le continent, et à l'afflux germanique, cherchant à gagner les rivages.

Cette histoire de la formation de notre nationalité n'est

inconnue à aucun Français d'aujourd'hui. Nul Républicain du XXe siècle ne s'inscrit contre le rôle de la Monarchie ni contre le rôle de l'Eglise. Mais c'est aussi un fait historique qu'en 1789, il y a eu rupture entre la France et la Monarchie, devenue inutile, et qu'une nouvelle constitution créée par les députés des Etats, de la Constituante, de la Convention, a donné naissance au monde moderne et à une France nouvelle, héritière de l'ancienne France.

C'est un des grands événements de l'histoire du monde, et l'on sait ses répercussions. Vers cet éclat fulgurant de phare dressé désormais au-dessus de la mêlée humaine, les espérances obscures des peuples se sont instinctivement orientées. Même les pays qui vivent sous la tutelle de la royauté ont exigé des institutions démocratiques. Loi restreinte ou étendue du suffrage, liberté de la presse, égalité du service militaire, tolérance religieuse, toutes ces garanties du droit individuel sont issues du code d'affranchissement promulgué par la Révolution française.

Nulle part, pourtant, la lutte contre le passé n'est terminée. La révolution est devenue évolution, et l'évolution est lente. Cette loi de développement continu s'est vérifiée chez nous comme ailleurs, à travers les péripéties de notre histoire politique du XIXe siècle : passage météorique de Napoléon, retour offensif de l'ancien Régime, révolution de 1830, établissement de la monarchie constitutionnelle, révolution de 1848, retour offensif de l'Empire, guerre et révolution de 1870, remise en équilibre du développement normal par la troisième République. Et parallèlement aux faits politiques si importants de cette histoire du XIXe siècle, voici la naissance du socialisme français, issu aussi de la Révolution française, et son développement lié à la croissance formidable de la grande

industrie, deux internationalismes bientôt en présence pour se combattre ou pour s'unir.

Ce drame politique et social, aux cent actes divers, ce bouillonnement de pensées et d'intérêts, d'égoïsmes et de sacrifices, ces opinions si violemment opposées qui se heurtent, se brisent, se reforment, veulent se détruire, ces séparations établies entre les fils d'une même nation, ces luttes pour ou contre la loi, ces minorités ardentes contre les majorités, c'est ce qui constitue notre vie politique, c'est l'agitation de notre liberté.

La liberté, grand principe de vie, grande sauvegarde de la dignité de l'homme, grande raison de vivre, — voilà ce que la Révolution et la République ont donné à la France, et ce que nul régime, quel qu'il soit, ne pourrait plus lui ravir.

Si ! un régime pouvait nous arracher ce bien suprême, que la France a payé de son sang, de ses souffrances, et ce régime aurait été celui de l'Allemagne victorieuse.

Supposons cette calamité : la France battue sur la Marne en septembre 1914. Paris pris, les armées détruites, la France de l'antique Monarchie, de la Révolution française, de la République définitive, du socialisme en travail, cette France vaincue par l'Allemagne impériale, féodale, industrielle, piétiste, par l'Autriche son acolyte, par la Bulgarie et la Turquie férocement ennemies de la civilisation occidentale. La guerre n'aurait pas été terminée, puisque l'Angleterre l'aurait continuée, et que l'Amérique serait intervenue. Mais la France occupée militairement par les armées mécaniques du Kaiser, les pandours austro-hongrois, les descendants des Scythes et des Janissaires, que serait-elle devenue, gouvernée par Guillaume II et son Kronprinz, par Hindenburg et Ludendorff,

par Balin et Krupp, par François-Joseph, puis Charles Ier, pour l'Autriche, par Ferdinand le Bulgare, par Enver-Pacha !

Voilà des gaillards qui se seraient chargés de notre sort, avec leurs grosses Berthas, leurs Gothas, leurs Fokkers, leurs gaz, leur vieux bon Dieu, leur socialisme enrégimenté, leur discipline. Ils n'auraient pas mis longtemps à coloniser notre sol en installant leurs paysans dans nos fermes et en envoyant nos paysans à nous dans leurs colonies. Ils auraient bien vite réglé la question des salaires et des relations du capital avec le travail en parquant nos ouvriers dans les usines sous la garde de leur landwerh et de leur landsturm, fusils chargés, mitrailleuses aux portes et aux carrefours. Pour les coupons de rente et les arrérages des retraites, les porteurs de titres et de carnets pouvaient courir après en attendant de mourir de faim. Quant à la vie publique, supprimée ! Plus de Chambres, plus de conseils généraux, plus de conseils municipaux, plus rien ! Les contempteurs du régime parlementaire auraient vu ce qu'était un pays sans assemblées, sans représentants d'aucune sorte, sans journaux, sans discussions, sans contradictions, un pays uniquement gouverné par la Force invoquant la Vertu.

Les soldats de la France la sauvent de cette Force et de cette Vertu allemandes. On peut croire qu'ils savent ce qu'ils font, depuis le grand chef jusqu'au vieux territorial, jusqu'au petit de la dernière classe appelée. Ils défendent, avec le sol sacré de leurs ancêtres, la liberté de leur patrie, et en sauvant la liberté de la France, ils sauvent la liberté du monde. (*22 août 1918.*)

XXXVIII. — HOMMES POLITIQUES

Hommes politiques ! de toutes les opinions, de tous les partis, qui représentez les traditions et les habitudes d'hier, qui vous en tenez à résoudre les questions du présent, ou qui vous efforcez vers l'avenir, — songez-vous au rôle que vous devez assumer jusqu'à la fin de la guerre, et au rôle qui devra être le vôtre après la paix ?

Ce n'est pas avec une pensée de défiance et de dénigrement que cette interrogation vous est adressée. Veuillez donc excuser la liberté grande. Je n'ai été et ne suis toujours qu'un serviteur des lettres, suivant de loin et de mon mieux l'exemple des maîtres que j'admire. Mais je n'ai jamais partagé le dédain souvent ignorant de la littérature pour la politique, dédain et ignorance que la politique ne rend que trop à la littérature. La politique est une science haute et sacrée, à l'égal de toutes les sciences, et plus importante, sans doute, puisqu'elle travaille sur le vif de la vie pour des résultats à la fois immédiats et lointains. De tous temps, aussitôt que des hommes réunis ont débattu leurs intérêts, la politique a existé. Lorsque les pensées et les idées sont

venues élever les débats, idéaliser les luttes, magnifier la vie, la politique a participé à cet exhaussement, elle a eu ses combattants, ses apôtres, ses martyrs. En réalité, elle se confond avec l'histoire de l'humanité.

Il faut combattre la vue fausse, par trop simpliste, si vite adaptée aux regards courts et aux raisonnements non éduqués, que la politique ne peut recruter que des esprits médiocres, des êtres besogneux, des ratés d'autres professions, des espèces d'hommes à tout faire, commissionnaires de leurs électeurs et surtout de leurs comités, et, pis encore, des spéculateurs de leur pouvoir, des trafiquants de leur mandat. Ces catégories et ces particularités existent, les faits ne l'ont que trop prouvé, les vices et les inconsciences sont de tous les temps, même, hélas! des temps de guerre. La politique n'est pas responsable de ces méfaits, pas plus que la littérature et l'art ne sont coupables du mercantilisme de ceux qui savent mettre leurs trafics à l'abri de tous les temples, pas plus que la science n'est atteinte par le charlatanisme de ceux qui la falsifient et qui l'exploitent.

La politique, comme les autres manifestations humaines, et plus encore que les autres, ne devrait être servie que par des consciences intègres, des existences irréprochables, des cœurs résolus. Mais ici, comme ailleurs, l'humanité exhibe ses faiblesses et ses tares, et tous les humains, sans exception, doivent s'avouer pétris des mêmes instincts, enclins aux mêmes vilenies que l'éducation combat, que les circonstances réfrènent ou développent.

Que les votants ne jugent donc pas trop sévèrement leurs élus! Et surtout que la disgrâce morale d'un certain nombre ne fasse pas incriminer cette grande chose qu'est la politique, art de connaître et de gouverner les hommes, de calmer leurs

passions et de les diriger, de servir leurs intérêts, de soulager leurs misères, de leur préparer de meilleurs jours. Ce sont les hommes politiques qui ont fait la France ce qu'elle est, qui ont préparé et accompli les étapes, depuis les temps anciens de la royauté jusqu'aux temps modernes de l'évolution républicaine. La liste est suffisante des chefs, rois, capitaines, législateurs, réformistes, sur le nom desquels brille la lueur du flambeau de la civilisation, parmi tant d'autres noms de nuls, de faibles, de fous. Les voici, depuis Charlemagne, Louis le Gros, Philippe-Auguste, Louis IX, Philippe le Bel, Charles le Sage, Jeanne d'Arc, Louis XI, Henri IV, Sully, Richelieu, Mazarin, Colbert, Turgot, jusqu'aux hommes de la Convention, jusqu'à Napoléon, jusqu'aux parlementaires des XIXe et XXe siècles, dont la liste n'est pas close.

Tous, qui ont travaillé à l'œuvre nationale, qui ont connu le succès éclatant ou l'amère défaite, triomphateurs acclamés ou victimes du destin, ils ont droit à la renommée de l'histoire et au salut de la postérité.

Il faut que cette œuvre de la politique ait la justice et la beauté en elle pour que de grands écrivains de notre pays l'aient scrutée et célébrée, ou l'aient adaptée et incorporée à leur œuvre littéraire : ainsi Rabelais, Montaigne, La Boëtie, Corneille, Voltaire, Diderot, Rousseau, Montesquieu, Chateaubriand, Lamartine, Hugo, Michelet, Balzac, Renan, Taine.... Mais tous les écrivains n'ont-ils pas eu une action sociale, et ne pourrait-on extraire de leurs œuvres des thèses où serait formulée la politique, unie à la poétique d'un Molière, d'un La Fontaine, d'un Pascal, d'un Bossuet, d'un Fénelon, d'un La Bruyère, d'un duc de Saint-Simon.

Hommes politiques d'aujourd'hui et de demain, de gauche

et de droite, représentants de la France victorieuse et blessée, à vous d'évoquer ce passé de douleur et de gloire d'où émergent de si grands noms, ceux de vos prédécesseurs, et tant d'actes, qu'il vous faut connaître et dont il faut vous inspirer.

N'ayez pas, tout d'abord, vis-à-vis les uns des autres, l'opinion mauvaise dont vous êtes vous-mêmes les victimes par l'injustice fréquente de l'opinion. Puisque la France, par l'héroïsme de ses soldats, par les deuils de ses civils, a défendu et sauvé ses libertés, garantissez et développez ces libertés qui sont la substance des nations vivaces. Donnez du sérieux à vos délibérations, de l'impartialité à vos jugements. Proclamez que ce respect que vous aurez des opinions adverses doit être la loi admise sur tout le territoire. Terminez cette législature, où vous avez désormais un rôle intérimaire, avec une dignité que vous lèguerez au Parlement futur.

Ceux de vous qui reviendront, investis d'un mandat nouveau, ayant passé par l'épreuve terrible de la guerre, sauront témoigner pour la Politique, trop souvent méprisée et honnie par la faute de ceux qui ne savent pas lui donner sa dignité, sa valeur, sa signification historique. Que tous, d'abord, fassent leur devoir, éclatant ou modeste, et parmi eux se lèveront des hommes de pensée et d'action, auxquels sera confié le pouvoir, et qui sauront montrer les buts, lutter contre les difficultés, ouvrir les routes. (*29 août 1918.*)

XXXIX. — LA SUITE DU LABEUR

En une de ses concises formules, Clemenceau terminait l'hommage aux armées de la France et des nations alliées, auquel il sut associer les assemblées parlementaires, en définissant la tâche des soldats de la civilisation, bousculant les hordes de la barbarie, détruisant les vieilles oppressions, préparant une ère nouvelle de justice et de liberté par une victoire d'humanité : « La tâche est assez belle ! dit-il. Aux hommes qui viendront, la suite du labeur. »

Par ces simples mots, la porte est ouverte sur l'avenir, l'espace inconnu s'ouvre devant nous. L'Histoire va continuer, avec tout le développement de l'homme et des sociétés, et nous, passants d'un jour, nous n'entrevoyons qu'à peine cette immensité où notre existence éphémère va s'engouffrer et disparaître. Du moins, que ceux qui vivent aujourd'hui, et qui vont peut-être encore survivre à la guerre, disent leur mot, jettent leur cri avant de sombrer pour toujours dans l'éternité.

Avant tout, finir la guerre comme elle doit être finie, en acceptant les terribles sacrifices qu'elle impose au plus grand

nombre, pour que de telles épreuves soient évitées aux générations qui auront la mission de perpétuer la France, son travail, son renom, son esprit, son art.

Il faut que pour le dernier effort des combattants, tout le territoire fasse la guerre, obéisse à la loi, accepte les restrictions, donne son argent après avoir donné son or. Il faut que le pouvoir législatif des Chambres et le pouvoir exécutif du gouvernement soient d'accord pour imposer la loi de guerre à ceux qui veulent l'enfreindre, soit qu'ils n'en comprennent pas la nécessité, soit qu'ils fassent passer leur intérêt personnel avant l'intérêt général. En cette cinquième année de guerre, qui sera, de toutes façons, décisive, il apparaît trop que l'accaparement, la spéculation, la négligence, sont des crimes contre la patrie, que la patrie doit punir. A ce prix seul, la France et ses alliés obtiendront la victoire définitive, celle qui mettra hors d'état de nuire pour jamais l'Allemagne militariste et industrielle des Hohenzollern ; l'Autriche des Habsbourg, tyrans des nationalités esclaves ; la Turquie et la Bulgarie, féroces aux populations asservies.

La guerre terminée, la paix imposée, c'est alors que les hommes qui seront là, avant les hommes qui viendront, devront assumer la suite du labeur.

Ils auront à refaire, non seulement la partie de la France envahie et occupée pendant cinq années, la France du Nord et de l'Est, ravagée, incendiée, déménagée, détruite, mais la France entière qui aura connu le deuil, la peine, la misère, l'anxiété, et qui organisera sa vie nouvelle sans les absents.

Cette France-là, à n'en pas douter, fera encore de la politique, mais faut-il répéter que la politique, forme de la

vie nationale, est une grande chose dont il est facile de médire et de réclamer la suppression, mais qui ne peut pas plus disparaître que la nation dont elle est l'expression. Elle a toujours été, elle sera toujours, parce que la vie continue, et que les hommes réunis en société se préoccuperont toujours des formes de leur existence nationale et sociale.

L'existence nationale aura été sauvée par la nation elle-même. Reste l'existence sociale, et ce sera toujours un problème angoissant et ardu à résoudre. La politique aura le devoir d'y aider, elle n'a même que ce rôle à prendre et à exercer, avec un sérieux, avec une gravité, que les circonstances, plus que jamais, vont exiger de ceux qui se présenteront aux suffrages de leurs concitoyens.

Ici, les formes pourront changer, une nouvelle loi électorale, plus précise et plus large à la fois, pourra être promulguée. Ceci fait, toutes les opinions de la France représentées dans l'assemblée parlementaire issue de la guerre et de la paix, l'intérêt supérieur de la nation demandera qu'il se fasse un accord pour l'action sociale. Conservateurs et révolutionnaires, avancés et rétrogrades, républicains et monarchistes, hommes de pensée libre et des confessions religieuses, tous devront avoir, en prenant séance, le souvenir que toutes les manières de sentir, de comprendre, de juger, d'espérer, de vouloir, auront été confondues pendant la grande guerre, dans la boue des tranchées et sur la terre sanglante des champs de bataille.

La confraternité des armes et de la souffrance ira-t-elle cesser parce que la terre aura été nivelée sur les morts ? Quand la majorité aura prononcé sur la forme de gouvernement, les disputes de partis vont-elles prendre la première et la plus grande place, ou bien se fera-t-il un accord pour

honorer la volonté funèbre de ceux qui seront morts pour la France, pour rendre la vie meilleure et plus réconfortante à ceux qu'ils auront laissés après eux ? Il n'y a pas de doute sur la réponse à de telles questions. C'est toute la France qui s'est dévouée, la France travailleuse des paysans, des ouvriers, des artistes, des employés, des petits commerçants, en même temps que la France possédante, ou participante à la richesse, des bourgeois, propriétaires, industriels, financiers, des jeunes gens appelés à l'exercice des professions libérales. Il n'est pas possible que ceux qui ont vécu cœur à cœur pendant la bataille s'écartent les uns des autres, se refusent à chercher un mode de vivre équitable où le privilège de la naissance, de la fortune héritée ou acquise, s'incline et cède devant le magnifique abandon total fait à la France par la masse héroïque, si magnifiquement désintéressée.

D'ailleurs, cette nouvelle loi sociale de la France, cette loi de confiances échangées, de volontés accordées, ce sont les soldats, redevenus des citoyens, qui sauront nous la donner. Leur fusil déposé, leur bulletin de vote à la main, ils sauront exprimer leur foi et leur vœu d'avenir. On peut espérer, on peut croire, que de la folie de la guerre, ils rapporteront la sagesse. (*12 septembre 1918.*)

XL. — DU KAISER AU KRONPRINZ

Au mois de juin, alors qu'il se croit sûr de la victoire, le brutal kaiser n'hésite pas à formuler les véritables buts de guerre allemands.

Ce fut pour le trentième anniversaire de son avènement au trône, célébré par un banquet au grand quartier général, et répondant au toast qui lui fut porté par le feld-maréchal Hindenburg, que Guillaume II fit ses plus importantes déclarations. Elles dépassaient singulièrement les buts de guerre les plus audacieux déjà formulés. Il ne s'agissait même plus de s'assurer la mainmise sur la Belgique, sur le bassin de Briey, sur une tranche minière du nord de la France, sur une ouverture aux côtes de la mer du Nord et de la Manche, et tout le reste à l'avenant, Orient comme Occident. Cette fois, l'impérial acteur jetait le masque, mettait la main de fer allemande sur le monde entier, en affirmant que le but suprême de la guerre était la suprématie de la conception allemande et la défaite de la conception anglo-saxonne, englobant la conception latine, bien entendu, considérée comme quantité négligeable.

Il était bon et juste, bien plus que ne le croyait le kaiser, que la question de vie et de mort pour le monde entier fût posée ainsi par le personnage le plus autorisé de l'Allemagne. D'un côté, l'impérialisme militaire et industriel, l'oppression des peuples, l'esclavage du travail de tous mis à la solde du commerce et de l'industrie boches. De l'autre côté, le droit pour les peuples de vivre en liberté, de se gouverner eux-mêmes, enfin tous les principes de démocratie qui ont assuré le développement des nations civilisées de l'Europe et de l'Amérique.

On peut se reporter au texte du discours impérial. Il y est affirmé que si le peuple allemand ne vit pas clairement, en 1914, quelle signification aurait la guerre, lui, le Kaiser, le Seigneur suprême, le savait « très exactement ». Naturellement, il cache la conception allemande d'asservissement sous les mots maquillés de droit, de liberté, d'honneur, de morale, et il dénonce la conception anglaise comme la simple adoration de l'argent et l'obligation pour tous les peuples de la terre de travailler comme des esclaves pour les maîtres anglo-saxons.

L'appel de l'Angleterre à ses colonies libérées et autonomes, et la réponse faite à cet appel par les soldats du Canada et de l'Australie, du Cap et de l'Inde, est une suffisante, une péremptoire réponse au mensonge historique proféré par le Hohenzollern.

Au mois de septembre, moins de trois mois après les paroles retentissantes du kaiser, c'est le doucereux kronprinz qui entre en scène.

Doucereux, il ne l'a pas toujours été. C'est lui qui a déclaré à l'univers stupéfié la formule de la guerre « fraîche et joyeuse », laquelle restera comme son estampille per-

sonnelle sur l'entreprise de rapt et de déménagement, de violences sadiques et de cruautés imprévues, présidée par l'héritier présomptif du trône d'Allemagne. Son changement de ton n'en est que plus significatif. Accordant une interview au correspondant berlinois d'un journal de Vienne, il déclare ingénument que la guerre n'a été qu'une guerre défensive ; que jamais les Allemands n'ont poursuivi les buts que leur prêtent les hommes d'Etat de l'Entente ; que jamais l'Allemagne n'eut l'intention d'écraser ses ennemis ; qu'il y a place dans le monde pour toutes les nations ; que l'Allemagne et ses Alliés ne font que réclamer leur place dans ce concert universel. Un peu plus, le kronprinz poserait sa candidature à la vice-présidence de la Société des nations !

Cette alternance de violence et d'hypocrisie caractérise suffisamment l'Allemagne. Au temps de la victoire espérée prochaine, le kaiser s'adressant à son peuple, le proclamait le peuple élu, affirmait mystiquement et grossièrement que l'esprit du Seigneur était descendu sur lui-même, empereur des Germains, instrument du Très-Haut, son glaive, son représentant, et il concluait, s'adressant à l'armée de l'Est : « Malheur et mort à tous ceux qui résisteront à ma volonté ! Malheur et mort à ceux qui ne croient pas en ma mission ! Qu'ils périssent, tous les ennemis du peuple allemand ! Dieu exige leur destruction, Dieu, qui par ma bouche, vous commande d'exécuter sa volonté. » Et déjà, avant cette guerre, par une proclamation au corps expéditionnaire de Chine : « Nous sommes le sel de la terre ! Dieu nous a appelés à civiliser le monde !... Ne donnez pas de quartier ! Soyez aussi terribles que les Huns d'Attila ! » Un général, Bronsart von Schellendorf, ancien ministre de la guerre, commentait ainsi la pensée impériale : « Nous déclarons que notre

peuple a droit, non seulement à la mer du Nord, mais encore à la Méditerranée et à l'Atlantique. Nous annexerons peu à peu le Danemark, la Hollande, la Belgique, la Franche-Comté, le nord de la Suisse, Trieste, Venise, enfin le nord de la France, depuis la Somme jusqu'à la Loire. » Et un autre général encore : « Pas de quartier ! Il ne faut laisser aux vaincus que les deux yeux pour pleurer ! »

Ces accents de mélodrame n'en ont pas imposé aux Français, aux Alliés, et à leurs chefs. Quelle différence de langage avec les hautes et fermes déclarations de Clemenceau, de Lloyd George, de Wilson, de Sonnino, avec les ordres du jour brefs et dignes de Joffre, de Pétain, de Foch, de Douglas Haig, de Pershing ! Maintenant, à la fureur du langage succède la douceur sournoise, le *Berliner Tageblatt* préconise, au lieu de la manière forte, la manière douce qui a le mieux servi la cause allemande, en Russie et ailleurs. Manière douce ou manière forte, peu importe aux Alliés. Ce qu'ils veulent, c'est la victoire militaire sur l'Allemagne militaire, la paix victorieuse imposée aux Empires de proie. Cette victoire et cette paix sont en route. (*17 septembre 1918.*)

XLI. — LES TYRANS

Ce sont des tyrans, malgré que la vieille étiquette, que l'on pouvait croire périmée, semble mal s'appliquer à des gouvernants modernes.

Ce sont des tyrans, malgré la forme de civilisation qui a parcouru la terre, malgré les communications nouvelles entre les continents, vapeur, électricité, télégraphie sans fil, aviation, et tous les procédés du machinisme que le génie de l'homme a appliqués à la fabrication des objets et à la culture de la terre.

Ce sont des tyrans, malgré les modes politiques qu'ils ont été forcés d'adopter, suffrage électoral, chambres de représentants, comptes rendus des débats, liberté de la presse.

Ce sont des tyrans que le Kaiser Guillaume II, roi de Prusse et empereur d'Allemagne ; Charles Ier, empereur d'Autriche-Hongrie; Ferdinand Ier, tsar de Bulgarie, et tous les Vieux et Jeunes Turcs sous l'autorité nominale du Sultan,

Ce sont des tyrans selon la définition du *Dictionnaire philosophique* : « On donne aujourd'hui le nom de tyran à un usurpateur, ou à un roi qui fait des actions violentes et

injustes. » Et encore : « On appelle tyran le souverain qui ne connaît de lois que son caprice, qui prend le bien de ses sujets, et qui ensuite les enrôle pour aller prendre celui de ses voisins. » Et le *Dictionnaire philosophique* ajoutait : « Il n'y a point de ces tyrans-là en Europe. » S'il n'y en avait pas au XVIIIe siècle, l'Europe s'est bien rattrapée au XXe siècle, et les exemples ne manqueraient pas au prochain dictionnaire philosophique, s'il était un Voltaire pour l'entreprendre, un Voltaire pensant et écrivant comme l'autre : « J'aimerais autant mettre les voleurs de grand chemin au rang des corps de l'Etat, que de placer les tyrans au rang des rois. » (*Dial.* XXIV, I.) Et il y a encore la définition de Littré : « Prince, usurpateur ou non, qui gouverne avec injustice, avec cruauté, en foulant aux pieds les lois divines et humaines. »

Est-ce que tous ces verdicts de culpabilité ne se trouvent pas rendus à l'avance contre l'Allemand, l'Autrichien, le Bulgare et le Turc ?

Est-ce que la guerre actuelle, déclarée au monde civilisé, au mépris des lois humaines, avec toutes ses horribles conséquences que nous avons vues se dérouler sous nos yeux stupéfaits, est-ce que ce n'est pas une guerre de tyrans faite aux peuples faibles par la force infâme, et aux peuples que ces infatués croyaient incapables de résister à leur embuscade et à leur attaque ? La Serbie dénoncée, violée, saccagée, anéantie sans raison ; la Belgique violée, incendiée, fusillée, volée, réduite à l'agonie pour la seule raison que les armées allemandes devaient passer sur son sol pour atteindre et tuer plus vite la France ; le Montenegro raflé en un instant par des voleurs de grand chemin ; l'Arménie dépecée, martyrisée, saignée par des tortionnaires ; la Pologne envahie,

supprimée à nouveau de la carte d'Europe; la Russie mise dans l'état de désordre et de mort avec la complicité de révolutionnaires inconscients; les paquebots de passagers étrangers à la guerre coulés par les torpilles des sous-marins, de même que les bateaux des services de santé; les villes inoffensives, sans armes et sans défense, soumises au feu de l'artillerie à longue portée et aux bombes incendiaires des Gothas; la foule mitraillée dans les rues, dans les églises, les malades et leurs gardes mitraillés dans les hôpitaux; les habitants des régions envahies pris comme otages et emmenés en captivité, lorsqu'ils n'étaient pas fusillés par la soldatesque; les viols, les vols, les déménagements, les meurtres accomplis froidement par tous, militaires de tous grades, avec l'assentiment et l'ordre du grand commandement.... Ce sont là des actes odieux de tyrannie, commandés par des tyrans, exécutés par des esclaves.

Au premier rang, le chef de tous, le Kaiser, le Seigneur de la guerre, comme il se nomme lui-même, celui auquel tout obéit dans son Empire, les rois, les grands-ducs, les représentants de la nation, socialistes compris, qui tous ont voté les crédits de guerre sans une nette et publique protestation. N'est-ce pas un tyran celui qui impose une telle unanimité à son peuple après qu'il a tripoté le destin avec ses diplomates asservis et ses complices couronnés ?

Il avait pourtant signé la convention de La Haye, où il était représenté par le baron Marschall von Bieberstein, ministre plénipotentiaire, convention où il était dit que les puissances contractantes donneraient à leurs forces armées des instructions conformes au règlement des lois et coutumes de la guerre, et que la partie belligérante qui violerait ledit règlement serait tenue à indemnité, et rendue respon-

sable de tous actes commis par les hommes faisant partie de sa force armée.

On ne lira pas, dans la convention de La Haye, le droit pour les belligérants de se servir de gaz asphyxiants, de bombarder les villes ouvertes, d'y mettre le feu, d'y tuer les habitants, etc. Quand un empereur fourbe a signé une telle convention, qui essaie d'introduire quelque humanité dans les horreurs de la guerre, et qu'il enfreint cette convention, il est un tyran, et il mérite d'être traité comme tel, par son peuple, d'abord, si ce peuple a conscience du criminel despotisme qu'il subit, par les autres peuples ensuite, assaillis par lui et victorieux par les armes au nom du droit outragé.

Nos hymnes de 1792, dont on blaguait la phraséologie solennelle avant la guerre, n'avaient pas tort lorsqu'ils proclamaient, avec la *Marseillaise :*

> Contre nous, de la tyrannie,
> L'étendard sanglant est levé,

et avec le *Chant du départ :*

> Tremblez, ennemis de la France,
> Rois ivres de sang et d'orgueil !

L'offre de la paix par l'Autriche, au nom de l'Allemagne, l'offre à la Belgique par l'Allemagne de lui rendre son territoire neutralisé, ce sont les signes certains que les tyrans sentent passer sur eux le vent de la défaite, et que leur tyrannie va enfin s'écrouler sous les malédictions. Honneur aux gouvernements des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la Belgique, de la France, qui ont fait à ces offres méprisables la réponse méprisante qu'elles méritaient ! (*19 septembre 1918.*)

XLII. — LE MASQUE ALLEMAND

Pendant que Foch annonce notre arrivée sur le Rhin, en prenant le temps nécessaire, les Austro-Allemands, qui ont la même opinion sur la marche progressive des armées alliées, se multiplient en opérations pacifistes.

A les en croire, ils n'ont jamais eu en tête que la paix, le développement naturel des bienfaits de la civilisation. Leurs chefs casqués, porteurs d'épées flamboyantes, sont des archanges déguisés, chargés par le vieux bon Dieu boche d'ouvrir à tous les peuples déshérités les portes du paradis terrestre. Le baron Burian, qui ne sait que faire de l'Autriche bientôt désagrégée, a nettement proposé aux belligérants d'ouvrir de fausses négociations de paix, qui auraient eu pour premier résultat de ralentir nos succès de guerre. Les Alliés auraient été fous de donner dans ce panneau, garni d'appâts grossiers. Aussi les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, n'ont-ils pas hésité un seul instant à faire des réponses péremptoires à cette indiscrète demande. Il n'y a que l'Allemagne pour accueillir favorablement les

offres dictées par elle ! Quand ces conquérants, appuyés sur la force, sentent cette force faiblir, ils tombent à des calculs enfantins, d'une sottise rare, qui apparaissent en pleine lumière et ne peuvent tromper personne. Lisez les discours de Payer et de Hertling, ce ne sont que des quémandages de la paix pour essayer de sauver l'avenir militaire et industriel de l'Allemagne.

En même temps, d'autres Allemands opèrent d'autre manière pour créer des diversions utiles et changer la physionomie de l'Empire rapace en figure de nation bénévole. Le député Erzberger élabore un projet de constitution de la Société des Nations pour prendre date en même temps que Léon Bourgeois et Wilson. Bien entendu, il inscrit l'Allemagne en tête de la liste, et il prend bien soin de formuler la garantie utile pour la possession des colonies et l'égalité économique, marquant ainsi la volonté d'enlever aux Alliés les gages qu'ils pourront avoir contre l'Allemagne vaincue. Calmez-vous, député Erzberger, la Société des Nations ne pourra sortir que de la paix victorieuse des Alliés, c'est-à-dire de la guerre achevée comme elle doit l'être, par la défaite du militarisme allemand. On causera après.

Calmez-vous aussi, Maximilien Harden, illustre pamphlétaire berlinois, dont la verve s'épanouit au long de la Friedrichstrass et de la promenade d'Unter den linden. Vous citez avec emphase Montaigne, Corneille et Pascal, pour nous prouver que vous possédez un esprit cultivé et que vous savez rendre justice à l'ennemi français, mais vos paroles de 1914 ont été recueillies, non pour leur vérité et leur valeur, mais comme documents à l'appui du cynisme et de l'ironie boches, et c'est là qu'il nous faut chercher la vérité allemande, non dans les paradoxes d'aujourd'hui.

C'est vous, Harden, qui avez rédigé, pour la *Zukunft*, avant la guerre, ces aphorismes bismarckiens :

« De quel côté est le droit? Du côté où se trouve la force... Sabre au clair! L'impudent ennemi outrage du pied notre sol. Tuons-le! L'histoire ne nous demandera pas nos raisons. »

C'est vous encore, Harden, la guerre déclarée, qui avez exposé en ces termes ironiques, dénués d'ambiguïté l'action de l'Allemagne :

« Renonçons à nos misérables efforts pour excuser l'action de l'Allemagne, cessons de déverser de méprisables injures sur l'ennemi. Ce n'est pas contre notre volonté que nous nous sommes jetés dans cette entreprise gigantesque. Elle ne nous a pas été imposée par surprise. Nous l'avons voulue; nous devions la vouloir. » Harden ajoutait que la force de l'Allemagne créerait une loi nouvelle en Europe, et qu'une fois de nouveaux domaines conquis, les prêtres de tous les dieux vanteraient la guerre bénie. Sa conclusion se formulait ainsi : « Est-ce que le droit existe? Est-ce que les nobles idées valent quelque chose? Quelles chimères allez-vous défendre? Un principe seul compte, un seul, qui résume et qui contient tous les autres : la force, voilà qui sonne haut et clair ; voilà qui a du style et de l'allure. La force: un poing, c'est tout!... Quand Tanger et Toulon, Anvers et Calais seront assujettis à la Barbarique Puissance, alors nous converserons quelquefois gracieusement avec vous. »

Tous les journalistes, tous les hommes politiques de l'Allemagne parlaient ainsi. Erzberger, le nouvel apôtre de la Société des Nations, écrivait dans le *Tag* : « La guerre doit être un instrument dur et rude. Elle doit être aussi impitoyable que possible. » Et il déguisait cette férocité en humanité :

« Si l'on trouvait le moyen d'anéantir Londres tout entier, ce serait plus humain que de laisser saigner un seul Allemand sur le champ de bataille, attendu qu'un moyen aussi radical amènerait une prompte paix. » Il continuait en demandant aux sous-marins de couler impitoyablement tout navire marchand anglais, en demandant aux dirigeables de détruire une ville ou un village anglais pour chacun des navires pris par l'Angleterre à l'Allemagne. Semons, disait-il, la terreur et la mort parmi les populations britanniques ; tous les moyens sont bons, même de déverser une pluie de feu sur le sol anglais ! Tel est le vrai Erzberger, comme tel est le vrai Harden. Voilà de bons compères à introduire dans la Société des Nations, en vis-à-vis à Wilson et à Lloyd George !

Ainsi s'exprimaient tous ceux qui prétendaient représenter l'opinion de l'Allemagne sur l'état de l'Europe et la marche du monde. Tous disaient, répétaient la même chose, se montraient enivrés de l'esprit de conquête, depuis le violent empereur au gantelet de fer, les chanceliers méprisants, les philosophes et les historiens imbus de la férocité du passé, les professeurs occupés à mettre les rapines en maximes, les poètes exaltés par la haine, les écrivains et les chefs militaires, théoriciens et annonciateurs des massacres de civils et des sacs de villes, les ecclésiastiques bénisseurs de meurtres, tous, jusqu'aux journalistes de brasseries, chargés de la diffusion de ces préceptes de mort. En vérité, il n'y a qu'à puiser dans ces annales de la folie d'un peuple de parvenus et de repus, enrichi par la guerre et ne comptant que sur la guerre pour dominer l'univers. Cela suffit pour deviner la rage de vaincus qu'il cache sous ses offres perfides de paix. (*3 octobre 1918.*)

XLIII. — LA CONVENTION DE LA HAYE

Il ne faut pas manquer de rappeler, en prévision du jour de la reddition des comptes dus par l'Allemagne, ce que signifiait cette Convention de La Haye, qui fut signée par le baron Marschall von Bieberstein, ministre plénipotentiaire, au nom S. M. Guillaume II, roi de Prusse, empereur d'Allemagne.

Cette convention avait pour objet de codifier les coutumes et les lois de la guerre. Elle semble aujourd'hui une chose caduque, une rêvasserie vieillotte, une défense puérile de l'humanité. Et cela, du fait de l'Allemagne. La convention devait fatalement être enfreinte par la force brutale de conquête d'une puissance sans scrupules, allant droit à son but sans s'arrêter aux vains obstacles que sont le droit et la justice. Il n'en est pas moins vrai que les autres puissances, signataires de ce compromis entre belligérants, étaient prêtes à observer les articles qui les liaient, à mener une guerre sans barbarie et sans ignominie. Il n'y a qu'à se souvenir de l'entrée en campagne des Français et des instructions admirables données à l'armée anglaise par lord

Kitchener, pour apercevoir que c'est l'Allemagne seule qui a fait de la tuerie, déjà horrible, une horreur sans précédent. Ni les Français ni les Anglais ne se seraient servis de gaz asphyxiants, de liquides enflammés, de poisons de toutes sortes, et ils n'ont pas non plus donné le signal des bombardements de villes ouvertes et de massacres des populations civiles. Ce sont les Allemands qui ont inauguré ces méthodes cruelles, et il a bien fallu aux Alliés, asphyxiés et empoisonnés, en même temps que bombardés, mitraillés et fusillés, se servir eux aussi des gaz délétères et des flammes meurtrières pour défendre leurs troupes et leurs foyers, exposés sans défense à ces procédés de sauvages en délire.

Voyons donc, une fois de plus, comment l'Allemagne observe la loi qu'elle a acceptée et la parole qu'elle a donnée, en séance solennelle, à la face de l'univers.

L'article 1er de l'Annexe à la Convention de La Haye décrétait que les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions habituelles aux belligérants. Et l'article 2 spécifiait que toute population prenant spontanément les armes pour combattre des troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser, devra être considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

C'est ce que fit l'héroïque population de la Belgique, assaillie sans motif par un adversaire formidable, et essayant de s'opposer à son passage. Les officiers et les soldats du Kaiser se chargèrent de lui expliquer que la Convention de La Haye n'était pas faite pour elle. Les carnets militaires des officiers et des soldats allemands relatent comment les

maisons des villages qui résistèrent furent détruites, comment les habitants furent tués sans pitié, hommes, femmes, enfants, fusillés ou jetés dans les flammes. Tous avouent que des innocents ont été mis à mort, que des prétextes ont été inventés pour ces meurtres infâmes invoqués comme des exemples. Le carnet d'un soldat de la garde prussienne, Paul Spielmann, décrit le sang collé contre les maisons, les hideux visages des morts, des vieilles femmes, des vieux, une femme enceinte, et trois enfants qui s'étaient serrés les uns contre les autres et sont morts ainsi. Ceux-là, on peut l'affirmer, n'étaient pas des francs-tireurs, mais Paul Spielmann se tire d'affaire avec cette déclaration : « Coup pour coup ! Tonnerre contre tonnerre ! » Cela se passait le 1er sepbre 1914, près de Blamont. Un autre carnet dit pourquoi et comment on a réglé leur compte aux civils de Creil : « On a fait sauter le pont. A cause de quoi les rues sont incendiées par nous et des civils fusillés. » A Sommepuy (Marne), le soldat Hassemer résume en ces termes l'action militaire : « Horrible carnage, le village brûlé jusqu'à ras du sol, les Français jetés dans les maisons en flammes, les civils et tout brûlés ensemble. » Un autre carnet montre près de Dinant, les femmes et les enfants, la lampe à la main, obligés d'éclairer la fusillade de deux cents bourgeois. Un autre compte trois femmes pendues aux arbres. Un autre avoue que furent passés à la baïonnette deux hommes avec leurs femmes et une jeune fille de dix-huit ans : « La petite, dit le narrateur, a failli m'attendrir, son regard était si plein d'innocence ! »

Voilà, je crois, de sérieuses applications des premiers articles de la Conférence de La Haye ! Il n'y a que les Allemands pour apporter l'aide d'une méthode pratique aux

législateurs qui ne se sont pas suffisamment expliqués. Avec eux, les choses deviennent immédiatement claires par la mort sans phrases.

L'article 4 dit que les prisonniers doivent être traités avec humanité.

C'est ce que l'empereur Guillaume en personne traduisait ainsi dans sa proclamation au corps expéditionnaire de la Chine : « Ne donnez pas de quartier ; soyez aussi terribles que les Huns d'Attila ! »

C'est ce que le général Stenger commandant en Belgique, mettait en œuvre par son ordre de ne faire aucun prisonnier : « Tous les prisonniers, dit-il, seront mis à mort. Tous, blessés ou non, avec ou sans armes, pris séparément ou par grandes unités constituées. » Comme il a peur de ne pas être bien compris, il insiste : « Aucun homme vivant ne doit rester derrière nous. »

Et dans le recueil des « Crimes allemands d'après des témoignages allemands », dressé par J. Bédier, il faut lire le récit envoyé du front à un journal local de Jauër en Silésie par le sous-officier Klemt, exposant comment les soldats français, dont on ne peut contester la qualité de belligérants, et qui s'étaient battus bravement, furent tous, blessés ou non, assommés à coups de crosses sur le crâne, transpercés à coups de baïonnettes à travers le corps.

L'article 22 déclare que les belligérants n'ont pas un droit illimité quant aux choix des moyens de nuire à l'ennemi. L'article 23 interdit de tuer ou de blesser un ennemi qui a mis bas les armes, de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier. En foi de quoi, le général von Bülow affiche à Liége l'ordre d'incendie et de fusillade de cent personnes, et de prendre dix otages dans chaque rue, pour être fusillés

si un attentat se produit. Le général von Hindenburg s'est chargé de justifier stupidement, selon la théorie allemande, ces violations du droit et de la vie des gens : « Plus la guerre est faite impitoyablement, dit ce lourd guerrier, plus elle est humaine au fond, car elle prendra fin d'autant plus vite. » En attendant, voilà la cinquième année commencée !

L'article 23 interdit encore de détruire ou de saisir les propriétés ennemies. L'article 28 interdit de livrer au pillage ville ou village pris d'assaut. Les articles 53 et 55 disent que doivent être respectés comme les propriétés privées, les biens des communes, les établissements consacrés aux cultes, à la charité, à l'instruction, aux arts et aux sciences, les monuments historiques. L'article 27 interdit de bombarder lesdits édifices, les hôpitaux et les lieux de rassemblement de malades ou de blessés.

Répondez, bibliothèque de Louvain, cathédrales de Reims, de Soissons, d'Amiens, de Noyon, églises de villages ; répondez, villes de Cambrai et de Saint-Quentin ; répondez, maisons brûlées après avoir été pillées et déménagées ; répondez, hospices des villes, ambulances du front, navires-hôpitaux... Et dites si la même main qui a signé la Convention de La Haye peut inscrire sa signature sanglante sur le traité de paix qui sera imposé à l'Allemagne par les armées alliées victorieuses. (*8 octobre 1918.*)

XLIV. — MÉFIANCE OBLIGÉE

Les Alliés doivent commencer à se méfier de l'hypocrisie de l'Allemagne prévoyant la défaite et quémandant la paix par l'entremise de sa complice l'Autriche. Voici qu'un de ses loups se déguise en berger, se déclare tout prêt à mener paître les troupeaux bêlants par les prés fleuris. Le député Erzberger, chef du parti catholique au Reichstag, s'empresse de publier un projet de constitution de la Société des Nations, projet qu'il présente comme un acheminement vers la paix.

Le député Erzberger considère que la Société des Nations sera établie lorsque les puissances suivantes auront proclamé leur adhésion : en tête, l'Allemagne, puis la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, la Russie. Le bureau serait établi à La Haye, comme l'autre, celui qui devait assurer la paix universelle et tout au moins donner des règles à la guerre par la convention qui fut signée, au nom de Guillaume II, par le plénipotentiaire allemand. Ce précédent n'embarrasse pas Erzberger, et il fournit tout un plan de fonctionnement de la future Société : nombre et pouvoir

des délégués, garanties pour les possessions territoriales de chaque Etat fédéré et pour la possession paisible de ses colonies.

Cette question des colonies préoccupe visiblement notre organisateur de la paix future. Il va jusqu'à prévoir que les nations faisant partie de la Société devront renoncer à lever des troupes dans leurs territoires coloniaux, qui ont été, qui sont encore d'une aide si puissante à l'Angleterre et à la France pour réduire la tyrannie que l'Allemagne prétendait exercer sur le monde entier.

Pour le reste, le législateur allemand nous emprunte nos idées sur la reconnaissance des Etats neutres, comme si cette reconnaissance aurait dû jamais être méconnue pour la Belgique, dont la neutralité avait été solennellement proclamée par le traité de Londres du 15 novembre 1831, acte signé par le baron Bülow, pour le roi de Prusse, comme la convention de La Haye avait été signée par l'empereur d'Allemagne.

De même, la question du désarmement progressif est posée et résolue comme la conférence de la Haye projetait de la résoudre. Enfin, et c'est sans doute à cet article que tient surtout le député allemand, l'égalité économique serait proclamée, le surplus des matières premières de chaque Etat partagé entre les Etats fédérés, et la liberté des mers serait proclamée.

Toutes ces clauses pourraient être admises entre Etats de bonne foi, haïssant également la guerre et la conquête, voulant du même amour la liberté et la paix. Mais on admettra bien qu'avec les précédents infâmes dont l'Allemagne a fourni cyniquement les exemples, les précautions seront de mise avant la rédaction du contrat qu'elle sollicite. On lui imposera vraisemblablement un stage avant de l'admettre

dans la Société des Nations, et, d'ailleurs, cette admission ne peut être envisagée avant la liquidation de la guerre actuelle et l'acceptation forcée par l'Allemagne des conditions de paix des Alliés.

C'est sur ce terrain qu'il faut nous tenir avant de nous hasarder aux constructions de l'avenir. N'oublions pas les formidables appétits de l'empire des Hohenzollern, dont il existe des preuves accumulées, fournies par ses souverains, ses hommes d'Etat, ses militaires, ses industriels, ses philosophes, ses historiens, ses géographes. Sans souci d'un tel dossier, le bon pasteur Erzberger va prendre l'attitude de promoteur de la Société des Nations ! Et voici que les journaux autrichiens, commentant l'attitude de Clemenceau vis-à-vis de Czernin et de son Empereur, agitent le spectre du militarisme français ! Et que le gouvernement allemand accuse la France d'avoir inventé les gaz asphyxiants ! (*10 octobre 1918.*)

XLV. — KAMOUFLAGE DU KAISER

La demande d'armistice et de paix est la première manifestation de l'empereur d'Allemagne devenu démocrate. Il n'y a rien de tel que la défaite pour apprendre à vivre aux potentats. Hier, c'était l'insolence du pouvoir absolu. Aujourd'hui, c'est la doucereuse amorce de la conciliation.

Il suffit de rappeler les attitudes et les paroles du Kaiser, avant la guerre et pendant la guerre, pour juger à sa juste valeur la manifestation par où se traduit sa peur de la chute et du châtiment.

Lorsqu'il partait pour Tanger en 1906, costumé en Lohengrin, casqué d'argent, le glaive en main, non plus traîné sur l'eau tranquille par le beau cygne aux ailes frémissantes, mais debout et menaçant à l'avant d'un cuirassé hérissé de gueules de canons, que dit-il à son armée et à son peuple ? Il prend à témoin le vieux bon dieu allemand, qu'il invoquera si souvent pour justifier les brigandages de ses soldats : « Le bon Dieu, s'écriait-il, ne se serait jamais donné tant de peine pour notre patrie allemande s'il ne nous réservait pas une grande destinée. Nous

sommes le sel de la terre.... Dieu nous a faits pour civiliser le monde. »

Le monde entier aurait pu frémir s'il avait pu deviner quelle civilisation lui apportait ce reître costumé en héros justicier. Elsa de Brabant se serait enfuie épouvantée si elle avait compris, en 1911, ce que cachaient les congratulations et les paroles rassurantes distribuées sans compter au roi des Belges pour lui donner le change sur le coup d'Agadir : « Croyez-moi, disait l'impérial hypocrite, vos angoisses étaient inutiles. » Et encore : « Vous avez bien fait d'avoir confiance en nous ! »

C'est le même personnage qui se permettait d'écrire à Wilson pour protester contre les balles dum-dum trouvées à Longwy et contre les mutilations commises en Belgique sur des soldats allemands, faits inventés pour les besoins de la cause et pour légitimer les mesures atroces ainsi avouées par le Kaiser : « ... Mes généraux, gémissait-il, ont été finalement contraints de prendre les mesures les plus sévères pour punir les coupables et, par un exemple terrible, empêcher une population avide de sang de continuer ses meurtres et ses odieuses atrocités. Comme mesure de défense, et pour protéger mes troupes, quelques villages et même l'antique cité de Louvain, à l'exception de son bel hôtel de ville, ont été détruits. »

Je ne sais s'il y a eu jamais pareil aveu d'un crime plus ignominieux : pour venger des méfaits encore non prouvés, la bibliothèque vénérable de Louvain devait être incendiée, les manuscrits et les livres uniques devaient être proclamés coupables devant ces conseils de guerre de sauvages et livrés aux flammes. « Mon cœur saigne, concluait l'imposteur, quand je vois que de telles mesures sont devenues

inévitables et quand je pense aux innombrables innocents qui ont perdu leurs foyers et leurs biens à la suite de la conduite barbare de ces criminels. »

C'est le grandiloquent et violent phraseur d'hier qui veut jouer maintenant au souverain légal. Rien d'étonnant à cela, étant données les circonstances. Toute sa vie, Guillaume II a été un acteur, un cabotin prompt à changer de costume et de langage, un Fregoli expert aux transformations rapides. Il observait comme pas un les rites ridicules qui lui faisaient revêtir, pour recevoir ou pour visiter les rois ses cousins, l'uniforme d'amiral anglais, de général russe, de mamamouchi, etc. Il jugeait utile à sa mise en scène de jouer les grands premiers rôles toujours et partout, d'entrer à Jérusalem comme un chevalier croisé, de débarquer à Tanger en conquérant médiateur, de parader en manteau blanc à croix rouge, pour entrer à Paris à la suite de l'aile marchante de von Klück. C'était l'Empereur d'Allemagne, le successeur de Charlemagne et de Charles-Quint, celui qui tient d'une main le glaive ou le sceptre, de l'autre le globe représentatif du monde.

Tout à coup, voilà le maître ambitieux de l'univers qui passe encore une fois dans la coulisse et dans sa loge, et qui revient déguisé en monarque constitutionnel. L'annonciateur de la grande victoire de l'esprit allemand sur toutes les races apparaît en petit roi quémandeur, constituant un ministère avec l'aide de la majorité du Reichstag, obéissant à la volonté de la nation pour demander la paix à des bourgeois issus des révolutions, un Wilson, un Lloyd George, un Clemenceau. Bientôt va-t-il accorder la réforme électorale et invoquer le pouvoir populaire, lui qui donnait l'ordre aux recrues de Potsdam de tirer sur les membres de leur propre

famille, de sabrer père, mère, frères ou sœurs ! Bientôt règnera-t-il sans gouverner avec l'appui d'un Parlement équilibré en Chambre des Députés et en Chambre des Pairs, et va-t-il nous apparaître en un suprême costume à la Louis-Philippe, redingote et gilet blanc, pantalon de nankin à sous-pieds, souliers vernis à guêtres blanches, chapeau de feutre gris au-dessus d'un visage aux moustaches rasées, encadré de favoris débonnaires !

Il lira ainsi le discours du trône d'une voix papelarde, au milieu de ses fidèles professeurs, théologiens, archéologues à lunettes d'or, changés en sénateurs, appuyé sur un ministère responsable où se feront vis-à-vis Erzberger et Scheidemann. Maximilien Harden sera préfet de police, et Hindenburg gouverneur des Invalides.

J'ai comme une idée que ce beau rêve peut s'évanouir quand la voix de Wilson traversera la mer, donnant à l'armée américaine l'ordre de marcher sur Metz et sur Strasbourg. *(11 octobre 1918.)*

XLVI. — VILLES ET VILLAGES DE FRANCE

La France va être délivrée. Chaque jour, depuis trois mois, fait surgir au cours des brefs communiqués des noms de villes, de villages, de hameaux, qui semblent ressusciter, revenir à la lumière après avoir connu l'isolement, l'ombre, la douleur muette. Ces cités reconquises étaient des prisonnières, mises sous verrous, gardées par des geôliers derrière une terrible enceinte de tranchées, de casemates bétonnées hérissées de canons et de mitrailleuses. De temps en temps, une plainte, un soupir traversaient l'espace, parmi le fracas des détonations, à travers l'atmosphère empoisonnée. On apprenait qu'un crime avait été commis contre des personnes, contre des propriétés. Il y avait eu des arrestations, des départs comme otages, des mises à mort de civils que les fameuses lois de la guerre mettaient à l'écart des hostilités et défendaient contre les représailles. Des maisons avaient été pillées, déménagées, incendiées, des coffres-forts avaient été forcés qui contenaient les biens des familles, des communes, les titres notariés. Puis, tout retombait au silence. Le rideau de fer et de feu de

la guerre voilait de nouveau les villes martyres, nous cachant leurs souffrances, leur agonie et leur mort.

Voici que maintenant, par l'avance des Alliés qui se battent pour l'humanité entière sur la terre de France, les terres dévastées sont découvertes, les noms qui paraissaient abolis reviennent sur les cartes de la guerre, les soldats entrent en vainqueurs à Péronne, Bapaume, Chauny, Coucy, La Fère, Saint-Quentin, Lens, Saint-Mihiel, Laon...

Ce ne sont pas seulement les noms de ces villes, déjà historiques et à jamais célèbres, qui vont briller dans l'Histoire en caractères ineffaçables. En voici d'autres, qui n'avaient vécu, jusqu'à la grande guerre, que de la vie tranquille des bourgades heureuses, que de la vie humble et cachée des hameaux perdus au bord d'un bois, au creux d'un vallon, au milieu d'une plaine, parmi les vergers et les moissons. Ils sont maintenant inscrits à la pointe de l'épée sur le marbre de l'Histoire, où leurs noms inconnus méritent de luire à jamais en lettres d'or : de Tracy-le-Val à Douaumont, de Berry-au-Bac à Samogneux, de Carency aux Eparges...

Hélas ! dans quel état sont retrouvés ces villages et ces villes ! Parfois, il n'y a plus rien. Plus de rues, plus de maisons, rien qui indique l'emplacement d'un logis où des gens ont vécu. Que ces gens reviennent, ils cherchent, parmi les tas de pierres et de briques d'où sortent quelques fumerolles, la place de leur foyer. Ici, on peut deviner que se trouvait l'église, et en s'orientant, on devine la mairie et l'école, parfois la place et la fontaine. Tout est nivelé, tout est à refaire.

Il y a des villes, comme ces villages, qui sont ainsi réduites en poussière calcinée, des villes qui sont à moitié ou com-

plètement détruites, brûlées, projetées de toutes parts par les explosions des mines : Arras, Ypres, Senlis, Noyon, Ham, Reims, Cambrai... Là, les troupes victorieuses passent, enragées de continuer la poursuite, entre des rues abattues, des places anéanties, des monuments jetés à bas, des amas de décombres.

Parfois, aussi, la ville, le village sont intacts, ou à peu près. Quelle joie amère pour les hommes du Nord de la France et des Flandres de revoir les logis où ils ont vécu, de parcourir à nouveau la grand'rue, les vieilles rues, d'entrer dans les vieilles maisons qui sont l'héritage sans cesse transmis des générations de paysans, d'artisans, de bourgeois ! Ces vieilles maisons, de nos petites villes, de nos bourgs, ce sont les aïeules de notre race, elles nous apparaissent comme les témoins de notre passé. Qui n'aimerait leurs vieux visages, leurs confidences ! Elles ne radotent pas, malgré leur grand âge : elles racontent. Si elles ont figures de légendes, elles font néanmoins partie de l'Histoire, elles sont l'Histoire même, le décor sensible des temps d'autrefois.

Nos ancêtres, qui ont été la France, qui sont encore la France, ont gravi ces marches disjointes, ouvert ces portes, monté ces escaliers tournants, de bois ou de pierre. C'est leur contact journalier qui a poli ces heurtoirs, ces rampes, ces loquets. Ils ont habité ces chambres demi-obscures, dont le plafond ploie, soutenu par des solives apparentes de chêne bruni. Ici, se dressait leur lit à baldaquin ; là, au milieu, la table massive éclairée par la fenêtre profonde. Devant l'âtre, le vieux fauteuil, l'escabeau, le banc. Ils se sont assis dans cette encoignure à regarder la flamme, à souffler le feu avec le vénérable soufflet garni de cuir souple et de clous bril-

lants, ils ont remué les brindilles et les bûches avec les pincettes et le landier. Sur le manteau de la cheminée étincelaient les bougeoirs de cuivre, s'éclairaient doucement les pots d'étain, les grosses clefs de la cave et du cellier. Sur une étagère, s'alignaient de vieux bouquins, s'entassaient les papiers, baux et quittances, les sacs de graines, les menus outils, tout ce qui doit être à portée des yeux et de la main.

C'est ainsi que, la cinquième année de la guerre, la France découvre, sous les bombardements et les incendies, la vie intime, provinciale et campagnarde, qui se lit à travers les murs, tellement les murs des antiques maisons sont expressifs, véritables visages des choses, vieux, soucieux, réfléchis, à croire qu'il y a de la pensée, du souvenir, du regret, dans ces blocs façonnés par la main des hommes. Il n'y a rien d'insensible, puisque les hommes ont donné aux choses leur sensibilité. Douloureux sont ceux qui perçoivent ces affinités entre ce qui a existé et ce qui existe encore, entre les vivants qui sont partis et les choses qui sont restées ; malheureux sont ceux qui ne voient ni ne sentent ces tristes harmonies impérissables qui subsistent après la disparition des êtres d'un jour.

Mais la France ne peut encore s'arrêter pour rêver, accoudée sur des ruines. Sa marche en avant continue, le glaive haut, vers la Lorraine et l'Alsace qui l'attendent. (*17 octobre 1918.*)

XLVII. — ET CELA POUR DES ALTESSES !...

Voltaire conduit Candide et le philosophe Martin dans une hôtellerie de Venise, où il les fait souper avec six étrangers qui sont venus passer le Carnaval à Venise. Ces six étrangers sont six rois dépossédés de leurs royaumes : le sultan Achmet III ; Ivan, empereur de toutes les Russies ; Charles-Edouard, roi d'Angleterre ; deux rois des Polaques ; Théodore, roi de Corse. Arrivent encore, à la fin du dîner, quatre autres Altesses Sérénissimes, qui ont aussi perdu leurs Etats.

Je ne sais où Voltaire rassemblerait aujourd'hui les souverains que la tempête de la guerre a arrachés de leurs trônes. On ne les supporterait pas dans Venise bombardée, et il leur faudrait chercher asile dans quelque pays neutre. Le compte n'y est pas encore, d'ailleurs. Constantin de Grèce et Ferdinand de Bulgarie ne feraient qu'un vis-à-vis insuffisant en attendant les seigneurs d'importance qui ne peuvent manquer de figurer un jour prochain au tableau : le Habsbourg, qui n'aura bientôt plus d'Etats, lorsqu'il aura été quitté par les Hongrois, les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves, les Rou-

mains de Transylvanie, les Polonais de la Pologne dite autrichienne ; le Hohenzollern, le chef de la bande, le bombardeur de villes ouvertes, le naufrageur des bateaux de passagers, le fabricant de gaz asphyxiants, qui en est déjà réduit à s'abriter derrière le principicule Max de Bade et la façade en trompe-l'œil d'un Reichstag qui n'est nullement issu de la volonté populaire.

A ces personnages s'adjoindra sans doute le Sultan, et l'on pourrait bien y souhaiter aussi quelques chefs de Neutres hostiles au mouvement de liberté humaine qui jette bas les empires de proie. Le tsar de Russie n'y sera pas, puisqu'une fatalité tragique l'a donné comme proie à la violence aveugle de la révolution bolcheviste. Malgré tout ce qui est acquis des méfaits et des crimes du tsarisme, ce fut un drame abominable que celui où Nicolas II, son fils, peut-être sa femme et ses quatre filles, périrent égorgés sans jugement. Mais toute la Russie n'a-t-elle pas subi la saignée de ces inconscients qui courent à l'abîme en y entraînant leur patrie ? Il y a quelqu'un, d'ailleurs, aussi coupable que les bolcheviks du meurtre de Nicolas Romanoff, et celui-là est le Kaiser d'Allemagne.

Guillaume II aurait dû, au moins, se solidariser avec le Tsar dépossédé et exiger, au premier article de la paix qu'il imposait à la Russie, que la famille impériale fût retirée saine et sauve du brasier des événements. Il n'a rien omis au jour de la signature du traité de Brest-Litovsk, il a fait aligner par ses scribes les paragraphes qui concernaient les armées, les territoires, les munitions, les vivres : il n'a oublié que celui qu'il traitait de frère et de cousin au cours de ses manifestations de carnaval, il l'a laissé à ses geôliers qui

allaient devenir ses meurtriers. Il est probable que l'idée de sauver son ancien compagnon de trône n'a même pas hanté son esprit. Chacun pour soi, et le vieux bon Dieu pour tous!

Cela juge l'homme. Regardez bien ses images. Cette face d'empereur portant beau, fardé, ciré, cosmétiqué, cette face est cruelle. Sous les moustaches en pointe, quand la parole ou le sourire descellent la lèvre méprisante, apparaissent les dents du loup de Poméranie, un rictus prêt à la morsure féroce. C'est ce potentat, insolent au jour de sa force, paradant le glaive en main, affirmant sa stupide ambition de conquérir l'Europe et le monde, c'est le même qui implore la paix de Wilson, comme si l'Amérique était partie sur les routes mouvantes de l'Océan pour venir ici consentir à une paix boiteuse, génératrice d'une autre et prochaine guerre.

On n'a jamais vu chose pareille au spectacle que nous offre l'Allemagne du Kaiser en ce moment. C'est l'Allemagne, campée sur notre territoire et sur le territoire de la Belgique, l'Allemagne aux frontières encore intactes, l'Allemagne défendue par une armée de plusieurs millions d'hommes, c'est elle qui demande la paix, c'est elle qui est prête à capituler chez l'ennemi, sur nos champs dévastés, sur nos villes détruites ! Elle signerait la paix, honteuse pour elle, sur nos ruines ! Elle n'attendrait même pas le jour où elle aurait vraiment à défendre son sol, le jour où l'armée belge et l'armée anglaise seraient sur le chemin de Trèves et d'Aix-la-Chapelle, le jour où l'armée française serait sur le Rhin. Elle n'est donc pas capable de cet effort désespéré, elle n'a donc pas le sentiment de la patrie, qu'elle chantait et vociférait si haut. Ce n'est plus alors la grande Allemagne, ce n'est plus l'Allemagne au-dessus de tout, c'est l'Allemagne au-dessous de

tout ! Les poètes des universités et des brasseries peuvent se mettre à l'œuvre pour célébrer cette nouvelle attitude de la blonde et lourde Germania, hier farouche, appuyée sur l'épée des légendes, aujourd'hui à plat devant les vainqueurs, n'aspirant plus qu'à sa choucroute garnie arrosée de bière pacifique.

S'il y a encore quelque sentiment de la réalité chez le peuple allemand, va-t-il ouvrir les yeux sur les chefs qu'il s'est donnés et qui l'ont conduit à sa perte ? Va-t-il reconnaître qu'il a fait la guerre pour quelques ambitieux délirants qui croyaient pouvoir conquérir la terre et les hommes sans rencontrer d'obstacles ? Ils avaient compté sans les démocraties issues de l'esprit humain, sans la grande mise en liberté des nations proclamée par la Révolution française. Les armées du droit et de la justice se sont dressées, et l'Attila moderne a dû rebrousser chemin avec sa poudre sèche et son épée aiguisée. L'Allemagne peut évaluer maintenant le prix de ce rêve abject et sanglant, elle peut énumérer les carnages, les morts, les mutilés, les veuves, les orphelins, les vieux et les vieilles privées de leurs soutiens. Qu'elle écoute un de nos poètes, à nous, le plus grand de tous, Hugo, énumérant les maux de la guerre causés par les tyrans :

Et cela pour des Altesses
Qui, vous à peine enterrés,
Se feront des politesses
Pendant que vous pourrirez,

Et que dans le champ funeste,
Les chacals et les oiseaux,
Hideux, iront voir s'il reste
De la chair après vos os !

On comprend les peuples qui se débarrassent des princes massacreurs. On comprend aussi le prince éclairé et désabusé, tel l'héritier du trône de Roumanie, qui préfère renoncer au privilège de son hérédité, pour épouser librement celle qu'il aime, et s'en aller cultiver son jardin, comme Candide, déjà nommé ! (*24 octobre 1918.*)

XLVIII. — C'EST ÇA LA GUERRE !

La foule de Paris a envahi la place du Carrousel, le jardin des Tuileries, la place de la Concorde, l'avenue des Champs-Elysées. Elle va voir les canons pris à l'Allemagne et le monument du Poilu, sculpté par François Sicard, le statuaire (au Panthéon) du monument de la Convention, qui a su donner à la Révolution française le visage d'une Minerve terrible, funèbre, inexorable. Mais allons, avec la foule, vers les canons.

Le spectacle vaut d'être contemplé. C'est la défaite de l'Allemagne qui s'offre à nos yeux d'une manière tangible, évidente, indiscutable. Autour de la statue de Gambetta, des tanks ; dans les Tuileries, des canons, des mortiers, des obusiers, des mitrailleuses ; sur la terrasse qui domine la place de la Concorde, des avions géants ; devant la grille un énorme tank, haut et large comme une maison, avec ses ouvertures meurtrières ; sur la place, autour de l'obélisque, des fontaines de bronze, des statues de villes, encore des canons, de tous les calibres, des longs, des courts, des formidables, des légers ; des mortiers, des obusiers ; et

des mitrailleuses à foison, accrochées partout, rampant partout, comme des insectes de bronze, blessés et impuissants ; au long de l'avenue des Champs-Elysées, en bordure des trottoirs, sous les allées d'arbres, encore et toujours des canons, des obusiers, des mortiers, des mitrailleuses.

Tous ces instruments de mort sont de libre accès. Quelques factionnaires çà et là, quelques agents, mais nul ne défend l'approche de cette ménagerie de monstres. Il est vrai qu'ils sont tous hors d'état de nuire, vides de projectiles, la gueule écrasée ou arrachée par l'arrivée en plein et l'explosion d'un obus français ; parfois, la pièce mise hors de service par ses servants. Tout le monde peut les toucher, essayer de faire marcher leurs mécanismes. Les enfants sautent dessus, fourrent leurs mains dans ces ouvertures béantes qui ont craché la mort. Fixés sur leurs affûts, avec leur long col ou leur forme trapue, pointés vers le ciel ou inclinés vers le sol, ils semblent bien des animaux fantastiques, mastocs ou grêles, parqués et enchaînés sur les places et les voies de la ville, mais leur vraie matière n'apparaît pas toujours. Presque tous sont camouflés, peints de bandes bleuâtres, verdâtres, grisâtres, comme s'ils étaient revêtus de peaux de vieux serpents malades, presque pourris. Leur férocité en esclavage n'en est que plus horrible. Une sensation invincible de dégoût, devant ces trophées du crime de lèse-humanité, envahit l'esprit.

C'est ça, la guerre ! C'est ça, un emploi du génie inventif de l'homme, de sa merveilleuse faculté de créer avec la matière des objets admirables d'ingéniosité, d'agencement, de souplesse, de force. C'est ça qui est fait pour détruire les travaux pacifiques, les maisons édifiées sur la pierre du foyer, les monuments où se magnifie l'art d'un peuple, les

murailles élevées vers l'éther et les nuages, les sculptures qui sourient et qui pleurent à la vie qui passe, les verrières fleuries, les bibliothèques profondes et touffues comme des forêts où frémit, chuchotte et parle l'âme des livres. C'est ça qui détruit même la terre, même les champs avec leurs promesses de moissons, les arbres vénérables chargés de fruits. C'est ça qui détruit ce chef-d'œuvre suprême et fragile qu'est la vie humaine, enfantée dans la douleur, élevée et sauvegardée par la protection d'un père, par les soins d'une mère, et destinée à perpétuer à son tour la race, le travail et la pensée. C'est ça qui couche par terre et enfouit dans la terre toutes les victimes pêle-mêle, les officiers à cheveux gris et les soldats de vingt ans, c'est ça qui envoie au hasard des projectiles explosifs, incendiaires et asphyxiants, sur les villes, à travers les édifices et les logis, tuant au hasard les vieux, les femmes, les enfants, les gosses dans les berceaux, les infirmières au chevet des malades. Beau génie, belle invention, beau travail ! Si le progrès et la civilisation donnent là leur dernier modèle et formulent leur loi suprême, c'est à désespérer de l'avenir humain et à souhaiter la fin de la planète.

L'imagination n'a pas de peine à animer cette artillerie, cette abominable ferraille de machines inventées pour le massacre. Sans aucune hallucination, les yeux qui les regardent et l'esprit qui les met en action, voient leur bronze s'enflammer, vomir le feu, la mitraille et la mort. Des nuages empestés se forment, les lueurs sanglantes parcourent l'espace, les villages et les villes s'écroulent, les êtres humains tombent, le champ de bataille s'étend, sous le ciel indifférent, avec ses morts et ses blessés, ses appels et ses râles, puis son grand silence funèbre.

Mais voici qu'un homme vivant apparaît hors de ce brasier et de ce charnier. Il est debout, au-dessus de la fournaise et des canons, il dresse sa statue immortelle au-dessus du combat sans merci d'où il est sorti vainqueur. Voyez-le, au milieu des Champs-Elysées, sur le terre-plein hérissé de pièces d'artillerie. Il est debout en pleine lumière, en plein ciel de Paris, en avant de la ligne sombre des Invalides éclairée par le dôme en or. C'est le soldat de la France, celui qui restera dans l'Histoire et dans la Légende avec son surnom de Poilu, trivial et héroïque. Quel est-il ? Ouvrier, paysan, bourgeois, artiste ? Rien de tout cela et tout cela à la fois. Il est le soldat, celui qui y a été et qui en revient. C'est un homme qui est parti parce que la Patrie l'appelait, parce qu'il fallait défendre ce que des conquérants carnassiers voulaient prendre et dévorer. Il est parti, en laissant tout derrière lui : les siens, sa femme, son enfant, son patrimoine, son champ, son métier, son art, en n'emportant que son fusil et sa vie. Il a survécu, mais ce n'est plus lui. C'est un homme qui a fait le voyage suprême, dans les profondeurs de la souffrance et de la mort. Il a passé le sombre fleuve, il a connu le séjour des ombres, et voici qu'il en sort, son héroïque besogne faite. Il a donné la mort et il a offert sa vie pour sauver son pays. Voyez-le sur le socle où l'a placé le sculpteur Sicard. Il s'avance d'un pas lourd de ses gros souliers chargés de la boue sanglante de la terre de France, il a les manches retroussées de celui qui a été obligé d'accomplir un effrayant labeur, il a terrassé et achevé une bête terrible qui le voulait pour proie. Il est encore tout haletant de la lutte, tout surpris de se retrouver vivant, et sur son visage que couvre à demi l'ombre du casque, il y a encore toute la passion et toute la tristesse de son aventure farouche.

Comment la femme qui est devant lui, son enfant sur le bras, ne resterait-elle pas frappée de douleur, de respect et d'amour, devant cette transfiguration de l'homme en héros ? Elle est devant lui, comme si elle hésitait à le reconnaître, et c'est d'un visage douloureux qu'elle le contemple, c'est d'une main timide qu'elle lui tend un brin de laurier qu'elle semble offrir en hommage à une statue plutôt qu'à l'être qui lui est cher. Il y a ici un sentiment, une expression d'une telle force que ces figures réelles deviennent représentatives du soldat de la France et de la France même, noble, triste, silencieuse, brûlante d'émotion sacrée.

Lorsqu'il transformera ce projet en pierre, le statuaire saura donner à ces deux figures plus de grandeur et de puissance, mais l'expression y est déjà empreinte avec une profondeur telle que sa signification est dès à présent fixée. C'est ça aussi, la guerre ! l'homme qui a tout quitté pour aller tout défendre, le soldat qui revient sans armes, coiffé du casque des héros, vers la femme portant l'enfant, image sacrée de la Patrie. (*31 octobre 1918.*)

XLIX. — LES 93 INTELLECTUELS DE 1914

Le moment paraît venu de demander aux 93 intellectuels allemands de 1914 ce qu'ils pensent de la situation de 1918.

On n'a pas oublié le manifeste par lequel ces personnages, qui se qualifiaient eux-mêmes, avec raison, de « représentants de la science et de l'art allemands », protestaient solennellement devant le monde civilisé contre « les mensonges » et les « calomnies » dont les nations de l'Entente salissaient la « juste et bonne cause » de cette pauvre Allemagne dans la terrible lutte qui lui avait été imposée et qui menaçait son existence. On se souvient de l'aplomb avec lequel ces savants personnages niaient l'évidence même des faits monstrueux qui venaient de se passer à la face du monde. Ils affirmaient que l'Allemagne avait été provoquée, que ni le peuple, ni le gouvernement, ni l'empereur allemand n'avaient voulu la guerre. Ils affirmaient que l'Allemagne n'avait pas violé criminellement la neutralité de la Belgique, pour la seule raison que la France et l'Angleterre étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité, et ils

ajoutaient cette déclaration stupide : « De la part de notre patrie, c'eût été commettre un suicide que ne pas prendre les devants. »

Ils niaient tout le reste : les attentats à la vie et aux biens d'un seul citoyen belge « sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime », et ils traitaient, par la même occasion, les Belges de bandits, parce qu'ils s'étaient défendus. Pour la destruction, incendie et sac de Louvain, même thèse : il a fallu, bien à contre-cœur, user de représailles contre une population en fureur ! Ils niaient que l'Allemagne fît la guerre au mépris du droit des gens, ils alléguaient, pour toutes excuses de leur part, des mensonges tels que l'emploi des balles dumdum, et ils incriminaient l'alliance avec les Russes et les Serbes, l'emploi des mongols et des nègres contre la race blanche. comme s'il pouvait y avoir des barbares pires que les Allemands incendiaires, voleurs, violateurs, emmenant comme otages les hommes de tout âge, les femmes, les enfants, à la manière des anciennes hordes conquérantes, pillardes, meurtrières. Ils terminaient par l'apologie du militarisme allemand qu'ils avaient l'audace de placer sous la protection de Gœthe, de Beethoven, de Kant, mais pas un mot de Moltke, Clausewitz, Treitschke, Bernhardi, von der Goltz et autres théoriciens de la terreur militaire et de la mort sans phrases.

Ce manifeste hypocrite et brutal était signé par toutes les sommités de la science et de l'art : professeurs de chimie, de physique, de médecine, d'économie nationale, de théologie protestante, de théologie catholique, d'archéologie, de philosophie, d'histoire, d'astronomie, d'ethnographie, de zoologie, de météorologie, de jurisprudence, de mathématiques, d'histoire ecclésiastique, d'anatomie, de philologie romane,

toutes les sciences mobilisées, toutes les chaires d'où il ne doit tomber que des paroles de vérité, installées comme des tribunes de mensonge en avant des fabriques d'obus incendiaires et des laboratoires où s'élaborent les gaz asphyxiants. Quelle honte de voir parmi les signataires des noms jusqu'alors respectés, comme celui d'un Hæckel, que l'on aurait pu croire acquis à la seule probité scientifique ! Quelle honte d'y voir des directeurs de musées ne réprouvant pas le pillage des villes envahies, l'incendie des bibliothèques, les vols des musées, Wilhelm von Bode, directeur des musées royaux de Berlin ; Justus Brinkmann, directeur du musée de Hambourg ; Gustav-Adolf von Harnack, directeur de la Bibliothèque royale de Berlin ; Théodor Wiegand, directeur du Musée de Berlin ; Bruno Paul, directeur de l'Ecole d'art industriel de Berlin ! Et des artistes, des écrivains : Max Klinger, Max Liebermann, Franz von Stuck, Hans Thoma, Hermann Sudermann, Gerard Hauptmann !

Celui-ci, Gerard Hauptmann, l'auteur des *Tisserands*, que nous avons applaudis comme un chef-d'œuvre, l'auteur de cette touchante *Assomption de Hannele Mattern*, où il y avait une émotion si profonde, si tragique, il a signé comme les autres, par ordre, par discipline, par domestication sous le kaiser. Qu'il nous dise donc ce qu'il pense de la défaite de l'Allemagne, mise au ban des nations civilisées, forcée d'implorer la paix de l'Amérique, de l'Angleterre, de la France, si haïes, qu'elle aurait voulu anéantir. Qu'il ait le même courage que Maximilien Harden avouant que tout est fini, et ne pouvant pas dire peut-être tout ce qu'il pense, le même courage que Liebknecht, voix dans le désert, appelant le peuple assujetti à la révolution contre les Hohenzollern ! Ce Gérard Hauptmann faisait chanter à ses mornes tisserands,

interpellant l'Allemagne avec le terrible refrain de Henri Heine :

C'est ton linceul que nous tissons !

Les 93 intellectuels en ont tissé leur part en 1914. Qu'ils la revendiquent donc en 1918. Ils appartiennent à l'Histoire, qui ne les lâchera plus ! *(5 novembre 1918.)*

L. — LE TRUC ALLEMAND

Le truc allemand est visible au monde entier. C'est un masque d'hypocrisie derrière lequel se joue une comédie qui serait dangereuse si les Alliés perdaient la mémoire de ce qui s'est passé en 1914 et depuis. C'est un piège où les Alliés abandonneraient la rançon de leurs souffrances et le gain de leurs victoires durement achetées, s'ils se laissaient attendrir au spectacle promis pour demain d'une vertueuse Allemagne, libérale, démocratique, lavée à l'eau lustrale d'un baptême pacifiste, digne en tous points d'entrer en blanche catéchumène dans la future Société des Nations.

Les journaux n'ont pas toujours la possibilité de publier les analyses complètes des publications par lesquelles les journaux d'outre-Rhin essaient de convaincre les Neutres, les États-Unis, et même, si possible, les Alliés d'Europe, du changement subit qui va s'opérer magiquement dans tout l'Empire, au signal du Kaiser, secondé par le principicule Max de Bade. Qu'il suffise, aujourd'hui, de prendre un de ces journaux au hasard, et de clarifier le trouble breuvage

qu'il nous offre comme vin d'honneur et de paix. C'est du *Volksstimme* (de Francfort) que nous viendra l'exemple indéniable de la roublardise allemande, succédant à la violence sans frein qui a marqué la déclaration de guerre et les années de barbarie que le monde vient de vivre du fait de la pieuse et impériale Allemagne,

L'écrivain de Francfort ose publier que la note de paix du gouvernement allemand « impose » surtout aux socialistes de l'Entente un devoir impérieux qui est d'exprimer leur volonté de paix et même d'influer « par une action énergique » sur la réponse de leurs gouvernements. Et le doucereux *Volksstimme* explique que les socialistes de France, particulièrement, ont subi l'influence des chauvins français, mais que cela n'a plus de raison d'être, car personne ne peut plus mettre en doute la volonté de paix du peuple allemand, ainsi que de son nouveau gouvernement qui repose sur une base démocratique ! Et il insiste en affirmant que c'est le devoir impérieux des socialistes qui veulent servir la cause de la paix de s'incliner devant les faits incontestés : un de ces faits serait la transformation complète du régime gouvernemental en Allemagne ! Et il recommence, il ressasse cet argument qu'il croit *kapital* et irrésistible : que la transformation du régime est un fait accompli, que la volonté de paix du nouveau gouvernement est incontestable !

Mais personne, parmi les Alliés, ne songe à nier cela, honnête *Volksstimme !* Oui, le peuple allemand veut la paix ! Oui, même le gouvernement allemand veut la paix ! Que le peuple et le gouvernement allemands soient obligés de vouloir la paix, cela est hors de question. Et nous la voulons aussi comme eux, d'abord parce que nous l'avons toujours voulue, même au mois d'août 1914, ensuite parce que nous avons

« gagné la guerre », ce qui nous permet, non seulement de vouloir et de faire la paix, mais de vouloir et de faire notre paix à nous, c'est-à-dire une paix juste et honorable, qui nous rende notre bien, qui se refuse aux conquêtes de territoires, aux annexions de populations, qui ne comporte que la réparation stricte des destructions, des dommages, des crimes commis par l'envahisseur allemand et ses complices. Cette paix ne rendra pas la vie à ceux qui sont morts pour la défense de leur patrie, elle ne fera que porter remède aux blessures guérissables de la France et de ses Alliés, et surtout, elle devra rendre impossible une autre agression, plus sauvage encore, s'il est possible, que l'Allemagne ne manquerait pas de préparer si son kaiserisme et son militarisme sortaient indemnes de la lutte après avoir été vaincus.

Voilà pour la paix. Quant à l'Allemagne convertie, démocratique, libérale et pacifique, le monde entier sera surpris et heureux d'assister à son avènement, mais c'est affaire à l'Allemagne de se réformer, pour son bien et pour le nôtre. La réforme de l'Allemagne est une question, et la fin de la guerre en est une autre. La question de la réforme démocratique sera résolue par l'Allemagne, et elle ne peut être résolue que par elle : nous l'y aiderons en la débarrassant de son Kaiser, de son Kronprinz, et de toute la séquelle redoutable de ses militaires, théoriciens de la guerre, exécutants implacables de leurs théories. Mais pour la fin de la guerre, cette seconde question nous incombe, de même que la formule de la paix : cette formule sera rigoureusement équitable, on peut s'en fier aux dirigeants et aux peuples de l'Entente. Lorsque la guerre aura été liquidée, et que l'Allemagne se sera soumise à la paix juste, alors elle pourra

faire sur elle-même tous les retours de conscience commandés par les événements, toutes les opérations chirurgicales pour changer son régime abhorré du monde entier.

Il n'y a pas d'impérialisme chez les nations de l'Entente. La France, l'Angleterre, l'Italie, la Serbie, la Roumanie ne réclament que ce qui leur appartient. Les États-Unis n'ont voulu, en entrant dans la lutte, que servir la civilisation et garantir l'avenir.

Si l'Allemagne veut vraiment la fin de la guerre et le règne de la paix, son gouvernement, quel qu'il soit, n'a qu'à envoyer, pour régler l'armistice préliminaire, un représentant au grand quartier général du maréchal Foch, généralissime des armées françaises et alliées. (*7 novembre 1918.*)

LI. — QU'ILS VIVENT !

Et voilà pour le Kaiser !... pour employer la formule des contes arabes des *Mille et une nuits*. Il a fui dans la défaite, sous les malédictions de son peuple et de son armée. Il n'a pas eu le courage d'affronter une bataille suprême, à la tête de ses troupes, comme l'a fait Napoléon Ier à Waterloo, comme l'a même fait Napoléon III à Sedan. Il a refusé d'être un mort, ou un prisonnier. Il s'est sauvé sans rien dire à personne, pas même au général qui commandait le G. Q. G. allemand. Il a préféré prendre le train, emmenant ses officiers et ses domestiques, après s'être fait précéder de quelques wagons contenant ce qu'il faut pour vivre, et en laissant derrière lui ses fils, sa femme, et le restant de sa famille. Débrouillez-vous comme vous pourrez ! Chacun pour soi, et le vieux bon Dieu allemand pour tous !

Lui, le Seigneur de la guerre, est maintenant dans le château du comte Bentinck, à Amerongen, où il loge, sous le nom infamant de Guillaume de Hohenzollern, sous la surveillance de la haute police hollandaise, en attendant peut-être que la justice internationale demande son extradition et lui mette la main au collet.

Et voilà pour le Kronprinz !... On a annoncé qu'il aurait été tué par ses soldats, dans le train spécial qui essayait de suivre le train paternel. Si la nouvelle avait été vraie, l'un des fauteurs de la criminelle agression de l'Allemagne, celui qui célébrait « la guerre fraîche et joyeuse » au moment de l'entrée en campagne, le chef de la ruée sur Verdun en 1916, aurait eu sinistrement et obscurément sa part, égorgé comme un animal nuisible dans son train de luxe, par ceux qu'il avait menés au désastre. La nouvelle était fausse, et le Kromprinz est encore à Oosterland, dans l'île de Wieringen.

Et voilà pour la Kaiserine et la Kronprinzessin!... Elles sont toutes deux gardées à vue par les révolutionnaires de Berlin dans le nouveau palais de Potsdam, dans l'une de ces salles funèbres, d'ornementation noire et argent, où s'est tenu le conseil de guerre de 1914 qui a déchaîné le fléau du militarisme sur l'Europe.

Ils seront les derniers spécimens des races d'autocrates et de conquérants, de bourreaux, d'incendiaires et de pillards qui disposent des territoires et des nations depuis des siècles. Espérons que cette guerre a eu raison de cette espèce, qu'elle a été vraiment la guerre d'émancipation de l'humanité entière, l'Allemagne comprise, et que par elle notre Révolution française a connu enfin son triomphe contre les hordes d'esclaves et les rois conjurés.

N'a-t-on pas eu cette sensation, au Parlement, pendant que le président du Conseil, ministre de la guerre, prononçait l'arrêt contre l'Allemagne au nom du peuple français, au nom du gouvernement de la République française, au nom de la France une et indivisible, pendant que le canon annonçait la délivrance, scandant chaque article de l'armistice de ses coups victorieux ? Comment ne pas apercevoir que le

chef du gouvernement républicain signifiait, au nom de tous, qu'avec le jour de gloire, le jour de la justice et du droit était aussi arrivé? Et comment ne pas acclamer ce vétéran, debout depuis plus d'un demi-siècle pour la cause de la liberté, et qui apportait à la tribune l'acte de soumission de l'Allemagne impériale et féodale? Désormais, l'œuvre de Bismarck est détruite. Avec Clemenceau, la République a trouvé son chancelier de fer, délégué du Parlement, serviteur de la Nation, investi du pouvoir temporaire qui suffit à affranchir les démocraties des servitudes et des fatalités du droit divin et du droit héréditaire.

Et voilà pour Charles Ier d'Autriche !... Il a quitté sa capitale, Vienne, avec ses bagages, laissant après lui le manifeste larmoyant de son abdication, se réfugiant en Suisse où il va devenir simplement Habsbourg, comme l'autre s'inscrit désormais Hohenzollern !

Faut-il se souvenir aussi de l'ex-roi de Grèce Constantin, laissant son fils régner piteusement sous la main de justice de Venizelos? et des tsars bulgares, Ferdinand, bientôt suivi de Boris, disparaissant comme dans une trappe à la vue des armées alliées ?

C'est une débâcle des trônes et des couronnes. La liste s'allonge tous les jours. Chaque courrier apporte la nouvelle d'un nouveau déménagement. Le Bavarois a précédé le Prussien, le Saxon suit le Bavarois, le Wurtembergeois suit le Saxon, le Hessois s'effondre, le Badois s'évanouit. Nous n'avons plus qu'à attendre le pouvoir nouveau qui va s'installer parmi ces démolitions. Quant aux ex-titulaires de ces empires et de ces royaumes réduits en poussière par les armées des nations alliées, brutalement et imprudemment provoquées, peu nous chaut ce qu'ils deviendront. L'idée de leur jugement, de leur

condamnation, de leur exécution, doit fatalement se présenter à l'imagination vengeresse des peuples persécutés, ravagés, martyrisés par ces chefs de castes qui prétendaient incarner, au-dessus des foules, un pouvoir divin. Mais à la réflexion, l'opinion devrait être unanime pour les laisser vivre, chargés d'opprobres, couverts de malédictions, dans quelque prison où ils seraient à jamais encagés, comme des vautours charognards. (*14 novembre 1918.*)

LII. — FÊTES DE DÉLIVRANCE

Depuis le 11 novembre, jour où les cloches ont sonné, où les canons ont tonné, pour annoncer la signature de l'armistice, la fin de la guerre, la conclusion d'une paix durable, la France est en fête, malgré tant de morts, tant de misères, tant de deuils. Il ne faut pas s'étonner des manifestations de joie populaire qui se sont donné libre cours à pleines rues, à pleines places, autour des canons pris à l'ennemi et des statues des villes de France pavoisées et fleuries. Comment, après plus de quatre années de contrainte et de silence, n'y aurait-il pas eu une mise en liberté des sentiments refoulés chez tous en vertu d'un tacite mot d'ordre qui n'eut pas besoin d'être formulé ?

Il n'y a qu'à se souvenir de ces quatre années où la vie de Paris a été suspendue, frappée de léthargie apparente au nom de la France qui se battait sur le sol envahi. En vérité, cette discipline volontaire a été admirable. Il semblait que les conversations eussent été interrompues subitement par l'annonce du grand drame où se jouait la vie de la patrie. On s'arrêta de parler, on eut l'air de s'arrêter de vivre, pour

attendre l'issue du combat. Les vieux, les femmes, les enfants, tous ceux qui ne pouvaient en être, en étaient tout de même par leur volonté de patience indéfinie. Ils écoutaient gronder les canons, à l'est ou au nord : les canons libérateurs de la première Marne, en août-septembre 1914 ; les canons de l'Aisne pendant les années 15-16 ; les canons de Verdun et de la Somme, en 17 ; et enfin, en 18, les canons qui essayaient de forcer le passage entre nos rivières, depuis le 21 mars jusqu'au 15 juillet.

On devait entendre d'autres explosions plus proches, depuis les bombes des premiers avions qui survolèrent Paris avec des menaces insolentes au mois d'août 1914, jusqu'aux lourdes tombées de mitraille des zeppelins, jusqu'aux torpilles des gothas qui ont incendié et tué pendant toute cette dernière année de guerre. L'humeur héroïque et légère de Paris ne s'est pas démentie sous ces meurtrières averses de fer et de feu. C'est avec sa blague ordinaire que la ville, réputée d'existence frivole, a consenti à la vie des sous-sols et des caves. Il est à jamais regrettable que les murs humides, suintant de salpêtre, où avaient lieu les réunions nocturnes des habitants, n'aient pas retenu les propos plaisants et railleurs qui s'échangeaient pendant le bruit formidable des catastrophes, des écroulements, des assassinats foudroyants perpétrés par les aviateurs du Kaiser. Peut-être un jour, comme les paroles gelées entendues par Rabelais, les dialogues souterrains des années de la grande guerre se feront-ils entendre à nos descendants, et écouteront-ils avec recueillement ce qui bruira sous les logis d'autrefois et s'envolera par les soupiraux et les grillages.

Ce qu'il faudrait évoquer encore, c'est le terrible épilogue de la guerre qui fut infligé à Paris par la science de l'artil-

lerie et les progrès de la balistique. Le 23 mars 1918, jour où le premier obus du super-canon boche tomba sur la Ville, un fait nouveau de la guerre, pourtant si fertile en surprises horribles et abjectes, fut révélé à la population parisienne et en même temps à l'humanité civilisée. Sans avertissement, par-dessus les armées combattantes, les civils sans armes, incapables d'une riposte, étaient associés aux dangers des champs de bataille. Les croyants dans leurs églises, les vieillards dans leurs lits, les enfants dans leurs crèches, les infirmières dans leurs hôpitaux, les passants dans leurs rues, payèrent le tribut sanglant au Moloch exterminateur, vieux bon Dieu des armées allemandes et de leur impérial seigneur.

J'ai dit que les civils étaient sans armes. Ils n'en avaient qu'une et ils en usèrent. Ni malédictions ni supplications. Personne ne demanda la fin de la guerre, la signature de la paix. La seule arme fut l'esprit, un nom de baptême qui traversa l'atmosphère violente, et s'en alla railler le monstre invisible. La grosse Bertha ! Si l'Allemagne pouvait comprendre quelque chose au sentiment invincible, plus fort que tout, qui fit trouver ce nom, au même instant, à tous les jeunes et vieux Gavroches de Paris, elle comprendrait comment elle a été vaincue et pourquoi elle devait l'être. Livrons cette énigme à la méditation de ses 93 intellectuels à lunettes d'or, ils emploieront à la déchiffrer les heures de la défaite et les loisirs de la paix.

Paris, ayant ainsi vécu, ayant ainsi souffert sans se plaindre, ayant répondu aux canonnades par la plaisanterie ; Paris, tout en maugréant çà et là, à huis clos, contre les restrictions, ayant accepté quand même les privations de pain, de viande, de sucre, de café, de chocolat, de gâteaux

même ! Paris ayant vécu sans lumière, par les rues éclairées de veilleuses, « sous l'obscure clarté qui tombe des étoiles », — Paris, forcément, devait déborder de mouvement au jour où tonnaient les coups de canon de la délivrance, annonçant que l'Empire d'Allemagne était abattu et vaincu. Faut-il le chicaner parce qu'il a fait plus de bruit, en huit jours, qu'il n'en a fait en quatre ans ? parce que le défilé de dimanche dernier en l'honneur de l'Alsace et de la Lorraine a été raté — ce qui n'est pas la faute de Paris, mais de ceux qui sont chargés d'organiser les spectacles auxquels la foule est conviée ?

Ma foi, non ! Comme tout le monde, je regrette les confetti, stock écoulé par quelques mercantis qui ont essayé de faire un jour de mi-carême avec la date solennelle où nous est apparue la Victoire en deuil. Mais cela a été interdit, et vraisemblablement ne se renouvellera pas.

L'important, c'est qu'une foule enthousiaste et grave ait occupé la Ville, sans un cri, sans un désordre, et qu'elle ait célébré, comme elle l'a voulu, autour des canons boches muselés, le retour à la patrie de l'Alsace et de la Lorraine. Même sans organisation, même sans musique, le défilé manqué était d'un splendide réconfort, si l'on songeait à l'autre défilé, — celui du Kaiser passant par la voie triomphale de Paris, suivi de dix mille cavaliers, prêts à nous traiter en rebelles et en esclaves. (*21 novembre 1918.*)

LIII. — LE POING ALLEMAND EN ALSACE-LORRAINE

Le jour de l'Alsace-Lorraine est enfin venu. Entrée des Français à Metz ! Entrée des Français à Strasbourg ! Ce sont des événements solennels dans la vie de l'Europe, c'est la revanche légitime obtenue contre l'Allemagne, dont l'appétit démesuré a provoqué cette reprise. On peut dire que c'est elle, l'Allemagne impériale, unifiée en 1870, qui a forcé la France à la résistance d'abord, puis à l'offensive, puis à la victoire. La réintégration de l'Alsace-Lorraine était la première condition de cette victoire. Les autres conditions du traité de paix qui va s'élaborer viendront pour consolider l'intégrité de notre sol et le retour des Lorrains et des Alsaciens à la mère patrie.

Car il va falloir bannir à jamais cette légende que le temps avait passé, que trop d'Allemands s'étaient établis dans les villes et les campagnes de la Lorraine et de l'Alsace, que le patriotisme des descendants d'Alsaciens et de Lorrains ayant opté pour l'Allemagne avait forcément faibli, etc. On ne comptait pas assez, en propageant de tels doutes, avec la double force de la race et de l'Histoire. Il ne suffit pas d'un

demi-siècle pour abolir le souvenir du passé dans les esprits et dans les cœurs fidèles. Les Alsaciens et les Lorrains qui avaient opté pour l'Allemagne, en souffrant cruellement d'une telle adhésion, avaient obéi à des motifs que nous devons respecter : la fidélité au sol, la nécessité de vivre, la soumission au travail de toujours.

La preuve de la légitimité de leur acte, on la voit clairement aujourd'hui par l'explosion de leur invincible attachement à la France. Les vieux d'autrefois, leurs enfants, leurs petits-enfants, sont toujours des Français d'origine, de raison et de sentiment. Le gouvernement allemand n'a-t-il pas dû demander au gouvernement français, depuis la signature de l'armistice, qu'il veuille bien intervenir pour assurer à la retraite allemande l'ordre de sa marche et l'attitude neutre des populations ?

Ces populations, que les Allemands nous représentaient comme foncièrement allemandes, doivent faire effort sur elles-mêmes pour assister froidement à la fuite de leurs tyrans et de leurs bourreaux. Pour échapper à ce désir d'intervenir qui est en elles, il leur faut calmer leur impatience en comptant les jours qui les séparent de l'arrivée de leurs libérateurs, il leur faut s'occuper, enfin, de préparer les drapeaux qui vont pavoiser des trois couleurs victorieuses de la France républicaine, l'Alsace et la Lorraine délivrées.

Des tyrans et des bourreaux, oui, c'est ce que furent les gouvernants allemands pour les deux provinces arrachées à la France par la force en 1871. Si l'on avait encore un doute sur ce sujet, il n'y aurait qu'à recourir à l'extraordinaire recueil de preuves publié par M. André Fribourg aux Editions d'Alsace et de Lorraine, sous ce titre : *Le Poing allemand en Alsace-Lorraine*. Après avoir pris la connaissance

exacte de ce détail terrible d'exactions, d'injustices, de crimes contre les personnes, les propriétés, les consciences, il ne peut plus rester une hésitation dans l'esprit de ceux qui pouvaient croire à un ralentissement, à une stagnation de l'esprit français dans les provinces rattachées à l'Allemagne ennemie. Qu'on lise ce recueil d'André Fribourg, où l'écrivain éloquent et ému de *Croire* s'est borné à transcrire uniquement des documents allemands, avec une méthode historique indiscutable. On y verra que la terreur allemande n'a jamais cessé d'exercer ses sévices en pays conquis depuis les protestations de février et de mars 1871, rédigées par les représentants des départements français du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Pour résister à la pression tyrannique des autorités nouvelles, la Ligue d'Alsace fut fondée au lendemain du crime de l'annexion, et son 25e bulletin (en 1872) annonçait en ces termes prophétiques les temps qui sont venus : « Oui, Guillaume ! sois-en certain ! en annexant violemment et contre son gré l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, tu as préparé à tes peuples et à ta famille un avenir de sang ! Nous avons juré un inaltérable attachement à la France et nous tiendrons notre serment. Le jour où le clairon sonnera la marche au sommet des Vosges, l'Alsace sera debout !... »

Les conseils de guerre, inexorables, répondaient à cette propagande, fortifiée par les protestations des députés au Reichstag. Des listes noires étaient dressées qui comprenaient les Alsaciens-Lorrains à expulser en cas de mobilisation, et ceux qui devaient être arrêtés et internés dans des casemates à l'abri de tout coup de main. Il en fut ainsi. Les uns furent enfermés dans la formidable forteresse d'Ehrenbreitstein, au-dessus de Coblentz, d'autres furent fusillés.

Mais il faut recourir au livre d'André Fribourg pour savoir comment, depuis 1914, le régime de la terreur fut appliqué dans toutes les classes de la société, fonctionnaires, maires, hommes politiques, bourgeois, ecclésiastiques, commerçants, artisans, ouvriers, paysans, soldats, et même parmi les femmes, les enfants.

Quand on a lu cette nomenclature effroyable, on est fixé sur les sentiments de l'Alsace-Lorraine, on remercie l'historien qui a fourni ce document, et on affirme, avec un autre propagandiste des sentiments français de l'Alsace-Lorraine, M. Serge Barranx, que l'Allemagne a eu beau implanter sur le sol alsacien-lorrain plus de 400.000 immigrés, ceux-ci n'ont pu germaniser ni la plaine ni la montagne, et que c'est au contraire l'Alsace-Lorraine qui a moralement annexé les nouveaux venus. L'entrée des Français à Metz et à Strasbourg est la conclusion logique attendue, acclamée, de l'état de choses barbare établi en 1871. (*23 novembre 1918.*)

LIV. — CLEMENCEAU ET FOCH A L'ACADÉMIE

On peut faire trêve aux débats sur les horreurs de la guerre et les problèmes de la paix, puisque, cette semaine, la littérature a eu son jour. L'Académie française est, en effet, ou doit être, une assemblée littéraire, et c'est ainsi qu'elle a désigné, pour faire partie des Quarante, Clemenceau et Foch.

En réalité, ce n'est pas comme littérateurs que les deux nouveaux académiciens ont été élus. Voici en quels termes le président a proclamé le résultat : « A la veille du jour où le maréchal Foch, à la tête des armées françaises, va faire son entrée triomphale dans la ville de Strasbourg, l'Académie française a élu à l'unanimité M. Georges Clemenceau, ministre de la guerre, et le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées. »

Rien ne peut être plus précis. C'est la victoire de la France qui est célébrée par cette double élection. Il n'y a qu'à féliciter l'Académie de son heureuse pensée, commandée par les événements dramatiques et magnifiques auxquels nous assistons. L'Académie ne pouvait pas, ne devait pas résister

au courant impétueux de l'opinion qui ne sépare pas les deux grands ouvriers de la victoire, et qui rend hommage à tous en leurs personnes représentatives. Il y a d'ailleurs toujours eu, sous la coupole, une tendance à élire des personnages de la société française, en dehors de tous mérites littéraires. Les exemples sont nombreux, et si certains ont paru, et paraissent encore, peu probants de toutes manières, cette fois, la double manifestation est irréprochable.

Lorsque l'heure de la réception viendra, il faudra bien tout de même, en célébrant les titres des récipiendaires, tenir compte au maréchal Foch des écrits où il a présenté son enseignement de l'Ecole de Guerre. Ce sont deux volumes : *De la conduite de la guerre* et *Des principes de la guerre*. Pour Clemenceau, s'il prend séance, il apportera un bagage considérable d'une variété assez extraordinaire, et qui aurait bien pu trouver accès à l'Académie sans la guerre, si Clemenceau avait eu l'humeur académique, et si les académiciens avaient su s'abstraire de l'esprit de parti devant un écrivain et un orateur qui n'était pas de droite. Car généralement, avant la guerre, on ne pratiquait la tolérance, on ne faisait l'union que sur les candidats de droite. Ceux de gauche étaient habituellement et soigneusement tenus à l'écart, et les quelques exceptions ne font que confirmer la règle. Depuis la guerre, tout est changé, il n'y a plus d'opinions à l'Académie, qui est bien l'endroit du monde où peut se pratiquer le mieux l'union sacrée. Ainsi, Joffre fut nommé comme vainqueur de la Marne, malgré qu'il soit républicain, et même, dit-on, franc-maçon.

Clemenceau n'est pas franc-maçon, mais c'est tout comme si l'on veut désigner par là les esprits hors de l'Eglise, ce qui n'est pas toujours exact. En tous cas, il est sûrement répu-

blicain, il l'a affirmé et prouvé tout au long de sa vie. Inutile donc, parce qu'il est Vendéen, d'essayer de le métamorphoser vaguement en chouan. Il est tout ce qu'il y a de plus anti-chouan, précisément parce qu'il est Vendéen, et qu'il y a en lui, par les siens, par tout son pays qu'il adore, un écho invincible des luttes anciennes. C'est un bleu de Vendée, tout ce qu'il y a de plus bleu de Vendée. C'est ici que se trompe Frédéric Masson, pour lequel j'ai beaucoup d'amitié en dehors de toutes opinions, lorsqu'il croit que la foi en la patrie s'est tout à coup éveillée dans le cœur vendéen de Clemenceau. Comment Masson, si loyal, peut-il penser et écrire une affirmation pareille ? Il se trompe ou il a été trompé. Toute sa vie, Clemenceau a eu, en son cœur de Vendéen, un cœur de Français. Toute sa vie, il a été animé par la foi en la patrie, et toute sa politique, qu'on la discute ou non, qu'on le veuille ou non, a été aiguillée par le péril où nous tenait l'Allemagne depuis 1870. Déroulède vivrait aujourd'hui qu'il le reconnaîtrait, et qu'il rendrait hommage à son ancien adversaire, en lui disant tous ses regrets de l'avoir méconnu. Il reconnaîtrait aussi que si Clemenceau a pu donner son énergie et sa clairvoyance à la France, ce n'est pas de la faute des nationalistes et de leur chef, qui avaient tout fait pour abattre, de toutes les façons, celui qui devait prendre sur eux une telle revanche.

De même, Frédéric Masson se trompe encore lorsqu'il croit que Clemenceau, lors de l'affaire Dreyfus, « se posait en ennemi des chefs de l'armée ». Les preuves du contraire sont dans les sept volumes d'articles écrits au jour le jour précisément pour sauver l'armée d'une affaire où voulait l'engager l'esprit de parti, servi par des coupables ou des inconscients. Clemenceau, à ce moment, a vu clair, comme il a vu clair

dans la guerre actuelle. Sa clairvoyance ne date pas du jour où il est devenu ministre de la guerre. Son talent ne date pas non plus de 1918. Que ses collègues du pont des Arts veuillent bien lire *La Mêlée sociale, Le Grand Pan, Au fil des jours*, *Aux embuscades de la vie, Figures de Vendée, Les Plus forts*, *Le Voile du bonheur, Dans les champs du pouvoir*, ils apprendront à y connaître l'écrivain par les merveilles d'un raisonnement né de l'observation et embelli par le rêve, par la force d'un style original, qui ne doit rien à aucun modèle de littérature, qui est fait d'analyse sociologique et d'acharnement à trouver le mot vrai, la formule juste. Qu'ils veuillent bien relire aussi les discours de l'homme politique, depuis le discours sur l'amnistie, de 1876, jusqu'au dernier discours prononcé à la Chambre, pendant que tonnait le canon de l'armistice. Il en est d'admirables, et je recommande aux académiciens le Discours de Salerne comme un des plus beaux qui aient été prononcés, dans l'antiquité et de nos jours. Ils verront ainsi qu'ils n'ont pas seulement nommé un ministre de la guerre, mais un écrivain et un orateur. (*28 novembre 1818.*)

LV. — A METZ ET A STRASBOURG

Quelle a dû être l'émotion des spectateurs devant la Lorraine et l'Alsace se donnant de nouveau à la France par leurs foules accourues de toutes parts, par leurs fleurs, leurs acclamations, leur ivresse de la liberté retrouvée ! Cette émotion, on a le droit de dire que la patrie tout entière l'a ressentie, que de tous les points du sol on a entendu la rumeur de gloire qui venait des pays délivrés. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour se représenter les avenues, les rues, les places de ces vieilles cités françaises de Lorraine et d'Alsace envahies par le populaire, gens des villes et de la campagne défilant avec les soldats bleus chargés de leurs quatre années de guerre et marchant allègrement, parmi les bouquets, les sourires, les cris de joie et les larmes.

Malgré le ciel gris de décembre, tout a flamboyé à Metz, à Strasbourg, à Colmar, à Mulhouse. Les flammes tricolores des étendards et des drapeaux embrasaient l'atmosphère. Les armes des officiers et des soldats brillaient comme des emblèmes de la loi et de la justice enfin rétablies. Les géné-

raux vainqueurs passaient parmi la houle humaine au pas pacifique de leurs chevaux. Les magistrats de la République apparaissaient enfin comme la personnification de la France redevenue maîtresse d'elle-même. A Metz, les Lorraines, en leurs anciens costumes, coiffées de leurs petits bonnets, à Strasbourg, les Alsaciennes en jupes vertes et rouges, leur chevelure ornée des larges nœuds de rubans de toutes couleurs, et à Colmar et à Mulhouse aussi, formaient des cortèges marchant, dansant et chantant, à l'armée et à ses chefs militaires et civils. Les vieux Alsaciens en gilets rouges, en habits à vastes basques, le grand tricorne sur la tête, ressuscitaient tout le passé de la vieille terre sacrée.

Ce fut une féerie historique organisée en un jour. Où donc étaient tous ces gens avec ces costumes, que l'on n'avait pas vus ainsi à pleine rue depuis un demi-siècle, que l'on n'avait jamais vus si nombreux, affluant de toutes parts, venant vers la Porte Serpenoise de Metz, vers le haut clocher de la rouge cathédrale de Strasbourg ? On croirait voir tous les dessins de Hansi prendre corps, grandir, devenir la réalité vivante. On croirait voir surtout l'œuvre d'Erckmann-Chatrian sortir des livres magnifiques où se conservent l'histoire et la tradition de l'Alsace. Ils sont tous là, les personnages mystérieux ou réels des Contes fantastiques, des Contes de la Montagne, des Contes des bords du Rhin. Voici maître Daniel Roch et voici le Joueur de clarinette, et non loin l'illustre docteur Matheus. Un roulement de tambour, et Madame Thérèse passe à la tête des Volontaires de 92, puis les Conscrits de 1813, les soldats de Waterloo, ceux de l'Invasion, ceux du Blocus, et les paysans dont l'ancêtre nous a conté l'Histoire de la Révolution.

A les revoir tous ainsi, toujours pareils, ces Alsaciens, ces

Lorrains, que vont dire ceux qui avaient quelque doute, quelque hésitation sur les sentiments des provinces qui furent arrachées à la France par la violence en 1871 ? Les années ont pu passer, les droits d'un peuple libre ont subsisté. L'Alsace et la Lorraine étaient au cachot de l'Allemagne, la porte a été ouverte par la force juste, les captives sont sorties jetant dans l'espace le cri de la délivrance.

Le symbole, en Lorraine, de cette reprise de possession, c'est le trousseau des clefs de Metz remis au maire par le président du Conseil. En Alsace, c'est le drapeau de la garde nationale de Strasbourg remis aussi au maire par Clemenceau, drapeau tricolore de 1805, sauvé et caché en 1870, au moment de l'incendie de la ville, par M. Kœssler, agent-voyer, conservé depuis et confié il y a huit jours à Clemenceau, par le lieutenant Kœssler et sa sœur la doctoresse Kœssler. Le vœu de leur père, mort en 1902, était que cette relique rentrât à Strasbourg avec la France et la République victorieuse. Le vœu est accompli.

Fêtes magnifiques, après tant de sang, tant de deuils que la France n'a pas voulus. L'Allemagne portera le poids éternel de l'horrible guerre. Qu'elle reste maintenant derrière la mouvante barrière du Rhin. « Le plébiscite est fait ! » telle est la parole de vérité, prononcée par le maire de Strasbourg, répétée par le Président de la République. Aucune force mauvaise ne pourra plus prévaloir contre le libre don renouvelé de la Lorraine et de l'Alsace à la France. (*16 décembre 1918.*)

LVI. — JOFFRE ET CLARETIE

Voici le jour de réception, à l'Académie, du maréchal Joffre. Grande fête patriotique sous la coupole. Ce sera peut-être aussi une séance d'histoire si le récipiendaire a été amené à raconter exactement les faits de 1914 : l'irruption française en Alsace, la bataille de Morhange, la retraite de Charleroi, la victoire de la Marne. Joffre a été le grand acteur en vedette de ces faits d'armes. Nul ne peut en parler mieux que lui, pour fixer la vérité, pour essayer, devrais-je dire, de fixer cette vérité fuyante, difficilement saisissable, qui court à travers l'histoire humaine.

Si notre maréchal est d'humeur à philosopher, il pourra expliquer à l'assemblée les circonstances qui l'ont aidé dans son rôle d'homme de guerre chargé de prendre les décisions, de signer les ordres. Son action, à lui, sera mise en valeur par le directeur en exercice chargé de le recevoir et de dire par sa louange la raison du choix de l'Académie. Le poète de la *Chanson des Gueux*, l'éloquent et lyrique Jean Richepin, ne manquera pas à ce devoir, et nous aurons sans doute par lui une psychologie de Joffre, ferme devant les dangers,

calme devant le débordement des forces allemandes, maître de cette retraite que Foch a qualifiée de géniale. Le fait certain, en effet, est que l'armée française a été tirée presque indemne du péril où elle pouvait se trouver, puisque, subitement, elle a pu s'arrêter, se ressaisir, faire face à l'ennemi de la rapide et victorieuse façon que l'on sait.

La bataille de la Marne a donc, au début de la guerre, sauvé la France et ses Alliés, on peut dire le monde entier, du danger effroyable de la domination allemande. Là encore, Joffre commandait, et les ordres des mouvements de troupes, avec leurs dates, ont toute la précision des preuves historiques en faveur de son commandement. Cela ne signifie pas qu'il doit avoir seul la gloire du triomphe. Bonaparte, ni Napoléon, ni aucun chef d'armées, n'a décidé seul de l'exécution d'un plan militaire, et il est bien certain que Joffre a eu comme collaborateurs efficaces Foch et Sarrail, Maunoury et Galliéni. Si le nouvel académicien esquisse la vérité historique attendue de lui, ces généraux seront aussi à l'honneur, pour leurs interventions dans les conseils et dans l'action.

Il est quelqu'un, encore, dont l'ombre siégera parmi les élus de la cérémonie. C'est Jules Claretie, que remplace le maréchal Joffre, chargé de son éloge officiel. Celui-ci n'aura que l'embarras du choix parmi les qualités et les occupations de son prédécesseur. Peut-être laissera-t-il un peu dans l'ombre le romancier, le nouvelliste, le directeur de la Comédie Française, pour proclamer surtout le mérite d'historien de celui qui écrivit, au lendemain de la guerre étrangère et de la guerre civile, l'*Histoire de la Révolution de 1870-71*. Cette œuvre, pour hâtive qu'elle ait été (elle a été revue, d'ailleurs), a gardé une valeur, et il ne pouvait en

être autrement. Claretie eut, en effet, le souci de l'exactitude. Son livre est forcément incomplet au point de vue militaire, puisque les états-majors de France et d'Allemagne venaient à peine de terminer leurs travaux techniques respectifs lorsque la nouvelle guerre, de 1914-18, est venue rejeter l'autre dans un passé plus profond. Mais le récit des événements n'en est pas moins véridique et suffisamment détaillé. Le fait d'avoir écrit au lendemain même de ces événements est un avantage que les historiens de l'avenir, les historiens définitifs, si l'on ose dire, devront reconnaître comme précieux chez leur prédécesseur. C'est beaucoup, en effet, d'avoir vu, d'avoir entendu, d'avoir connu les personnages, d'avoir ressenti les contre-coups des catastrophes, d'avoir partagé les espoirs et les tristesses d'un peuple entier. Un tel état d'esprit ne se retrouve pas, et il est juste et bon qu'il soit inscrit au livre de l'histoire par ceux dont le destin se jouait à travers les péripéties du drame.

Claretie fut donc un historien de 1870-71. Il a été depuis un annaliste souvent hâtif de la vie de Paris, suivant les faits et les gens sans avoir le temps de les fixer nettement, de les définir, de leur donner leur vraie valeur. Il avait d'ailleurs le regret de ces besognes de vitesse, il aspirait au jour de la retraite où il comptait mettre au point ses mémoires et faire des portraits avec ses croquis.

Ce jour n'est pas venu pour lui, et sans doute a-t-il fait ce qu'il devait faire. Journaliste, il l'était depuis le *Diogène* en 1867, depuis la *Marseillaise* de Rochefort en 1869, et journaliste il est resté jusqu'à la fin, malgré son titre d'académicien, malgré sa fonction de directeur d'une scène subventionnée.

Il ne faut pas, d'ailleurs, médire des journalistes : tous

ceux qui écrivent l'ont été, le sont, ou le seront, à de rares exceptions près. Heureux lorsqu'ils peuvent léguer à l'avenir quelque héritage de pensée et de travail, au bout de tant et tant d'années de copie ! Les chroniques de Claretie garderont, avec ses volumes de la *Vie à Paris*, valeur de témoignages pour la quantité d'œuvres, d'anecdotes littéraires, mondaines, sociales, qu'il a réunies, grâce à son activité et à sa documentation.

Il reste aussi le beau livre de sa jeunesse studieuse : *Les derniers Montagnards*, histoire de l'insurrection de Prairial an III, où revivent ces six magnifiques victimes, Goujon et Bourbotte, Soubrany et Romme, Duquesnoy et Duroy, offerts en holocauste à la réaction thermidorienne. Michelet a donné en ces termes son brevet d'historien à l'auteur : « Tout cela, dit-il, a dormi près de quatre-vingts ans dans les dossiers jaunissants des Archives, avec les deux couteaux rouillés de sang. C'est seulement en 69 que Claretie, un chaleureux jeune homme, fort digne de toucher le premier à ces reliques, les exhuma, et dans sa noble histoire leur a dressé un monument expiatoire, payé notre dette ajournée. »

C'est beaucoup, de laisser après soi un tel livre et un tel témoignage. (*19 décembre 1918.*)

LVII. — JOURS DE NOEL

Noël ! pour les enfants, c'est un soir et une nuit de surprises et de cadeaux.

C'est un soir merveilleux, une soirée chaude illuminée où le sapin vert brille de toutes ses bougies, avec des friandises et des bibelots jolis accrochés à toutes les branches. Ce trésor scintillant apparaît brusquement, sous la garde du vieux père Noël, à la longue barbe blanche, sa capuche et sa houppelande tachetées de neige, les joues rouges, les yeux vifs.

C'est une nuit d'hiver enchantée où les merveilles tombent dans les petits souliers par le tuyau de la cheminée. Le dispensateur de ces richesses, c'est encore le vieux père Noël qui a quitté son sapin vert, aussitôt les enfants endormis, et qui maintenant court les toits de la ville, chargé de paquets, comme un sublime employé de bazar. Il n'y a plus autant de cheminées où la bûche annuelle achève de se consumer parmi les cendres, ce ne sont partout que poêles à feu continu, chouberskys, salamandres, etc. Peu importe, les cadeaux du père Noël trouvent tout de même le chemin des petits souliers.

Noël ! pour les grandes personnes croyantes, c'est la messe de minuit, et pour croyants et incroyants, c'est le réveillon : dinde truffée, oie aux marrons, boudin grillé, champagne ou cidre.

Du moins, c'était ainsi avant la guerre, il y a quatre ans, — il y a un siècle pour les uns, il y a quelques jours pour les autres. Aujourd'hui, je ne sais si les enfants de la guerre croient encore au bonhomme Noël et aux petits souliers de la cheminée. Je sais qu'il y aura des messes de nuit, autorisées par nos seigneurs évêques, mais que le préfet de police a dû interdire les réveillons publics. Que ceux qui vont à la messe rentrent au logis retrouver ceux qui ne sont pas sortis, et qu'ils passent le réveillon en famille, si cela leur dit. Personne n'a rien à y voir, et charbonnier est maître dans sa maison.

Mais que les réjouissances autour des victuailles odorantes et des vins qui pétillent aient projeté leurs clartés et leurs chants par les rues, à travers les vitres des restaurants, ç'aurait été là un spectacle inadmissible.

L'hypocrisie n'est pas plus belle, bien entendu, et ceux qui ne savent que satisfaire leurs appétits sans un arrêt, sans une pensée devant les souffrances accumulées depuis quatre années, affichent ou cachent une laideur morale capable de résister à toutes les catastrophes humaines. *Jouir !* l'enseigne mise par Paul Margueritte sur les deux volumes où il raconte hardiment les turpitudes, les vilenies de la société qui ne veut que le plaisir, et qui ne croit qu'à l'argent, tel est le drapeau et le programme que les cyniques arborent et que les habiles adorent à huis clos.

La permanence des tares humaines constatée une fois de plus, il n'y a qu'à donner leur Noël aux enfants. Ils ont

la chance d'être encore indemnes des atteintes de la vie, ils croient aux féeries et ils adorent l'imprévu. Laissons-leur le sapin de Noël avec ses branches vertes, couleur d'espérance, Laissons-leur le réveillon, choisi ou humble, la réunion de camarades jeunes et vieux, les sourires autour de la table, l'homme et la femme pensifs aux souvenirs de la guerre d'hier, quelque vieille évoquant le passé devant l'avenir des petites têtes blondes et brunes. Heureuse la famille au complet ! Que celle-là se réjouisse, donne une pensée aux autres. Il ne devrait plus y avoir de réunion en France sans que le sacrifice de tant d'hommes héroïques soit évoqué, et de tant de martyrs, vieillards, femmes, enfants aussi !

Ces gosses d'aujourd'hui, qui sait le sort qui les attend ! Celui qui naquit à Bethléem connut la montée du Calvaire, et sa vie et sa mort qui devaient sauver les hommes n'ont pas empêché vingt siècles d'accumuler leurs souffrances et leurs iniquités. Que les hommes tâchent donc maintenant de se sauver eux-mêmes, par leur union, leur sagesse, leur volonté.

En attendant, mes petits vieux, qui avez de trois à cinq ans ce jour de Noël de 1918, vous n'aurez pas eu de bombes et de gaz asphyxiants pour cadeaux de Noël, comme pendant quatre années. J'espère pour vous quelque œuf frais, une tablette de chocolat national, des gâteaux secs, une orange, et comme diable à ressort dans une boîte à malice, le Kaiser à moustaches ou le Feld-maréchal hérissé de clous, entre deux soldats français. Je vous souhaite de bien profiter de cette semaine qui va de Noël au jour de l'An, ce sont pour vous des jours uniques dans la vie, croyez-en l'expérience de vos anciens ! (*25 décembre 1918.*)

LVIII. — L'AN NOUVEAU.

L'an nouveau ne fera pas oublier l'an qui s'en est allé. Triste année 1918, adieu ! Malgré l'aurore de la victoire qui s'est levée sur les champs de bataille de France, malgré Metz et Strasbourg délivrées de leurs chaînes, malgré la terre de Lorraine et d'Alsace reconquise, malgré le terrible ennemi germanique vaincu, maté, mis dans l'impossibilité de dévorer les peuples, malgré la guerre gagnée, 1918 reste une date sanglante et funèbre dans les annales françaises et humaines. Lequel n'a pas inscrit un jour à jamais néfaste parmi les jours qui sont maintenant passés, tombés au gouffre sans fond de l'éternité ? Les drapeaux flottent victorieusement dans les airs, au sommet des beffrois et des clochers, tous les yeux les voient, toutes les pensées les saluent. Mais quels sont les yeux qui ne sont pas obscurcis de larmes, quelles sont les pensées qui ne sont pas enveloppées de voiles de deuil ? Le canon de la délivrance a tonné le 11 novembre, après que les parlementaires allemands eurent apposé leurs signatures sur l'acte de capitulation de l'empire. Depuis, le vaste cimetière est apparu, le chiffre des

morts et des disparus est tombé dans le silence et la douleur à la tribune du Parlement, soucieux d'assurer l'existence de ceux qui restent. Ce sera une des tâches de l'an nouveau. Il faut recevoir les blessés, les mutilés, assurer le repos à ceux qui ne peuvent plus travailler, servir ceux qui ont servi la France, ceux qui sont partis droit devant eux pour la défense de la patrie attaquée. Ce sera fait. Nul ne se refusera à cette tâche. Les Chambres voteront les lois de secours, tout le monde acceptera les charges qui en résulteront, tout le monde, y compris l'Allemagne, bien entendu. Cela a été affirmé par le président du Conseil, par le ministre des Finances, et c'est la justice qui veut que l'agresseur paie les frais de son agression, les dommages qu'il a causés, les blessures cruelles qu'il a faites, les morts dont il est responsable.

Nous devons aussi quelque chose à nos morts, puisque nous leur devons tout. Il n'y a pas à nous le rappeler : c'est une dette sacrée que nous devons sentir en nous ; mais il faut que nous trouvions la forme de souvenir et d'hommage qui pourra s'éterniser. En voici une que nous propose Jean de Bonnefon en quelques pages d'une brochure encadrée de noir : *les Morts immortels*, où les phrases réfléchies, émues, solennelles sont traversées par le glas des cloches. Que nous dit cet écrivain ? Que nous demande-t-il ? Au nom des mères, des pères, des veuves, des enfants des soldats morts à la grande guerre, il demande aux Parlements qu'un jour de deuil légal soit consacré, chaque année, aux défenseurs des libertés tombés pour la victoire.

Pourquoi ne pas écouter ces voix de tous ? « Il importe, dit Jean de Bonnefon, que toutes les générations se souviennent, comme si elles avaient vu, et sachent que la

liberté du monde fut sauvée en ces années-ci par des millions de vivants qui laissèrent sur les champs de bataille des millions de morts. Pourquoi ce héros à millions de têtes, qui est l'armée, serait-il anonyme à jamais ? Il faut sauver de l'oubli les noms des enfants de dix-huit ans et des pères de quarante-sept hivers qui sont morts dans un geste égal et gigantesque de libération glorieuse.

« Le moyen, c'est que chaque année, le maire de chaque commune aille, le jour des morts, présider une cérémonie au cimetière et qu'il appelle les noms des soldats nés dans le village et tombés sur les champs de bataille de la grande guerre. Quelqu'un répondra : « Mort au champ d'honneur ! » A Paris et dans les grandes villes, les conseillers municipaux feraient pour leurs quartiers ce que feraient les maires pour leurs communes. De même dans les églises, les temples, les synagogues ; de même dans les écoles. Et que cela se fasse ainsi le même jour à la même heure dans tous les pays alliés : ce serait l'union des vivants avec la pensée des morts. »

Comment ne pas recueillir cette idée de pieux souvenir qui va vers tous, qui les veut tous, les morts illustres et les morts humbles, tous ceux que la mitraille a fracassés, a réunis dans la même gloire ? Que leurs noms soient inscrits sur le marbre, au fronton de la maison commune et proclamés devant la foule. Les nations sauvées ne peuvent oublier leurs sauveurs. C'est un des devoirs de l'an qui vient. (*1er janvier 1919.*)

LIX. — LE HAMSTER

Il n'y a plus de Kaiser, il y a le Hamster.

Le hamster est un rat allemand, semblable probablement à notre campagnol qui ravage les champs et les jardins, dévore le blé sous terre et tout le reste avec. Tous deux ramassent des provisions pour l'hiver et se repaissent de ce qu'ils ont ainsi entassé pendant la belle saison. Du nom de hamster, les Allemands ont tiré le mot de *hamsterei* pour désigner pendant la guerre, l'accaparement des vivres interdit par la loi.

Or, une des découvertes de la révolution berlinoise a été que le *hamsterei* était surtout pratiqué par le seigneur de la guerre, par l'empereur en personne cachant les provisions dans les sous-sols de son château royal de Berlin, comme fait le rat des champs dans son terrier. Il faut savoir gré au correspondant du *Temps*, M. P. Gentizon, qui a visité ces resserres, d'en avoir dressé un inventaire aussi complet et aussi pittoresque. C'est une conclusion qui aurait manqué à la biographie de l'impérial rongeur.

Ce n'est pas seulement le kaiser prussien qui pratiquait

ce système de la rafle et de l'économie. Il paraît que ses confrères, petits et grands, rois de Bavière et de Saxe, ducs d'Anhalt, princes de Tour et Taxis, contrevenaient de la même sorte aux ordonnances qu'ils avaient édictées eux-mêmes par l'intermédiaire de leurs gouvernements. Ce n'est pas eux qui acceptaient la carte de viande et de pain, le coupon de graisse, la soupe aux raves, et toutes les fabrications d'*ersatz* destinées à remplacer les vrais produits animaux et végétaux. Tous, dans leurs châteaux, avaient accumulé des monceaux de victuailles pour parer aux misères du blocus et soutenir le siège de l'Allemagne par les armées de l'Entente, et M. Gentizon nous apprend qu'ils sont devenus, pour le populaire ahuri, la principale curiosité des résidences, qu'on va voir ces merveilles comme on visiterait une exposition d'art culinaire. S'il ne nous les décrit pas toutes, il nous fait entrevoir ce qui a été découvert au château royal de Berlin, et c'est tout à fait suffisant pour nous renseigner sur l'appétit formidable de ceux que le vieil Homère appelait déjà des Mangeurs d'hommes.

Les marchandises du palais ont été évaluées à plus d'un million de marks : boîtes de jambon et de charcuterie variées, ce que les Allemands désignent par ce mot extraordinaire de *delicatessen ;* légumes secs ; pains de sucre ; pâtes alimentaires ; épices ; laits condensés ; pots de marmelade ; pommes ; poires ; thés ; cafés ; fromages ; barriques de graisse ; sacs de farine ; tonneaux de vinaigre ; caisses de biscuits... Il y a quarante mille boîtes, affirme le matelot qui sert de guide à notre confrère. Tous les pays de la terre, les neutres et les ennemis, ont été mis à contribution : confitures Helvetia de Lenzbourg ; chocolats de Vevey et de Lucerne ; quaker-oats de Baltimore ; caviar de la Volga ;

conserves de Londres et de Liverpool ; saumons de Norvège ; sardines à l'huile de Brest ; moutarde à l'estragon de Neuilly-sur-Seine ; tabac de l'Ardenne belge, — rien n'y manque !

La promenade dans ces halles impériales, sous les voûtes d'où pendent encore et sans cesse les jambons, les saucisses fumées, les quartiers de lard, cette promenade fait songer à une grossière caricature des repas de Gargantua et de Gargamelle décrits joyeusement par notre Rabelais, du festin où se prélasse Sancho Pança devenu gouverneur de l'île de Barataria. Mais il n'y a ici ni plaisir ni joie. Rien n'apparaît que la brutalité sinistre d'un impérial goujat songeant aux provisions de bouche pendant qu'il envoie ses sujets à la mort pour l'assouvissement de son appétit, l'agrandissement de ses domaines, l'orgueil de ses hobereaux, l'enrichissement de ses industriels. L'Allemagne au-dessus de tout ! proclamait-il dans ses discours exaltant l'esprit de sacrifice, dans ses édits ordonnant les restrictions. L'Allemagne au-dessus de tout ! mais au-dessus de l'Allemagne, la saucisse et le saindoux, la truffe et le cochon !

Le Kaiser, dit le Hamster, ne profitera pas de ces économies de victuailles prélevées sur la nourriture stricte de son peuple. Il vit au château d'Amerongen en Hollande,

> Pâle, suant la peur, et la main aux oreilles
> Accroupi derrière un rideau.

comme Auguste Barbier nous montrait les héros du boulevard de Gand.

Il peut songer à toute la nourriture qu'il avait enfouie aux cachettes de son château royal. Il lui faut rester où il s'est interné lui-même, dans ce château de briques, entouré d'arbres, au milieu de la plaine sillonnée de canaux. Il vit

là, derrière les grilles, sous la garde de quelques soldats hollandais, ne recevant personne, se cachant à tous les regards hostiles ou curieux.

L'avenir peut lui réserver d'autres châtiments. Il sera juste de l'extrader, de le traduire en conseil de guerre avec son rejeton et complice le Kronprinz, pour qu'il connaisse publiquement, s'il fait semblant de l'ignorer, la somme des forfaits dont il est coupable envers le monde entier. Qu'il retourne ensuite dans quelque château grillagé, avec des sentinelles des armées alliées à chaque porte. Ce sera le vrai châtiment. Ecoutez Hugo, à propos d'un autre :

Gardons ce misérable au sinistre avenir
. . . . . .
Jamais au criminel le crime ne pardonne ;
Mais gardez, croyez-moi, la vengeance au fourreau ;
Attendez : ayez foi dans les ordres que donne
Dieu, juge patient, au Temps, tardif bourreau :

Laissons vivre le traître en sa honte insondable,
Ce sang humilierait même le vil couteau,
Laissons faire le Temps, l'inconnu formidable
Qui tient le châtiment caché sous son manteau
. . . . . .
Avec l'aide d'en haut toujours nous triomphâmes.
L'exemple froid vaut mieux qu'un éclair de fureur,
Non, ne le tuez pas. Les piloris infâmes
Ont besoin d'être ornés parfois d'un empereur.

Le pilori veut un écriteau. La grille du château veut une enseigne. Que l'on y inscrive : *Le Hamster*. (*9 janvier 1919*.)

LX. — QUE L'ALLEMAGNE DÉSARME !

La Conférence de la Paix va essayer, à n'en pas douter, de doter le monde d'un droit nouveau par la Société des Nations. Ainsi pourrait se fermer le cycle des guerres et s'accomplirait l'avènement d'une humanité qui ne s'engagerait plus dans les vieux sentiers semés de chausse-trappes de la vieille diplomatie, dans les chemins barbares des conquérants. Alors, plus d'embuscades parmi les simagrées des protocoles, plus de farouche atavisme des guerriers impatients de courir aux armes.

Les différends se régleraient par les délégués de tous les peuples et, la sentence rendue, le gouvernement qui n'accepterait pas la décision raisonnable n'aurait tout de même pas assez de force pour résister à tous. Son territoire, ses villes, ses fleuves, ses canaux, ses voies ferrées deviendraient les gages de la force internationale chargée d'assurer l'exécution du décret de justice et de bon sens. Ce ne serait pas une guerre, ce serait un règlement de comptes, cette fois définitif.

Les paroles prononcées attestent l'unanimité, la volonté

de tous. Le président de la République française a exclu les rêves de conquête et d'impérialisme du programme de la Conférence. Il a affirmé que le temps était passé où les diplomates se réunissaient pour refaire d'autorité sur un coin de table la carte des empires. Désormais, c'est au nom des peuples, des petits comme des grands, que les lignes des frontières sont tracées, non plus pour servir les ambitions des maisons régnantes, toujours avides de s'agrandir, mais pour rassembler ceux que la race, la langue, les intérêts, les goûts, les manières de comprendre la vie doivent réunir. Les divisions seront permises, les fédérations aussi.

C'est pour garantir et réglementer ce droit de tous que sera élaboré le statut de la Ligue des Nations, association internationale qui ne sera dirigée contre personne, qui ne fermera les portes à personne. Poincaré l'a bien spécifié, cette ligue va être organisée, munie de ses statuts et de ses règlements, par les nations qui se sont sacrifiées à la cause du droit.

Le président de la République des Etats-Unis d'Amérique, parlant ensuite et proposant de nommer Clemenceau à la présidence de la Conférence de la Paix, a proclamé de toute son autorité que tous ceux qui étaient là présents voulaient tous la même chose : enlever des épaules de l'humanité le poids effroyable qui pèse sur elle.

Et Clemenceau, répondant, a fortement exprimé que la Société des Nations était présente à la Conférence, et que c'était aux représentants de tous les peuples de la faire vivre. C'est la même pensée qui anime Lloyd George, Sonnino et tous les délégués. De leur part, aucun obstacle.

Reste l'Allemagne. Il est difficile de dire ce qu'est l'Allemagne actuellement, et difficile aussi de dire ce qu'elle de-

viendra demain à travers les divergences de vues qui se sont produites entre les Etats confédérés réunis par l'Empire, et qui n'ont pas tous maintenant la même croyance à l'unité. La volonté d'indépendance qui semble se manifester en Bavière, la tragédie confuse qui ensanglante Berlin, la continuation des pourparlers d'armistice entre les Alliés et la délégation civile et militaire qui tient ses pouvoirs du gouvernement déchu, rien de tout cela n'indique le mode de vivre que proclamera définitivement l'Allemagne en possession définitive de son Assemblée constituante.

En conclusion, qu'elle devienne une république unifiée, malgré l'absence presque complète de républicains en Allemagne, ou qu'elle se réalise en une Fédération d'Etats libres, elle a un moyen bien simple de prouver sa sincérité, son désir d'entrer sans arrière-pensée, sans hypocrisie, dans la future Société des Nations. Ce moyen, c'est de donner la première l'exemple du désarmement, c'est de rendre à la terre, à l'usine, au comptoir, les millions de soldats qu'elle tient depuis cinquante ans sous les armes, c'est de fermer ses usines de guerre, c'est de ne plus construire d'avions de chasse et de bombardement, c'est d'arrêter les travaux de ses chimistes acharnés à perfectionner les asphyxiants.

Que l'Allemagne désarme ! Les autres nations seront trop heureuses de l'imiter. (*20 janvier 1919.*)

LXI. — GLOIRE ET ERREUR DE LIEBKNECHT

On examine, à la Morgue de Berlin, le cadavre de Karl Liebknecht pour savoir si le coup de feu meurtrier l'a tué par derrière ou de face à bout portant. A-t-il été assassiné par quelque inconnu, ou frappé en fuite par les soldats qui avaient sa garde ? Peut-être Haase, député minoritaire, ami de Liebknecht, qui assistait à l'autopsie, fera-t-il connaître la vérité. Peut-être aussi cette vérité, défigurée par les témoignages contradictoires, restera-t-elle à jamais inerte et souillée, dans l'obscurité sanglante des événements de Berlin. On ne sait pas pourquoi et comment Liebknecht est mort, on cherche le corps, lynché par la foule et jeté à l'eau, de Rosa Luxembourg.

Ce que l'on peut dire, sans crainte de se tromper, c'est que cette double mort marque de honte la naissance de la révolution allemande. Et cela, sans rien concéder sur le rôle qui fut celui de Liebknecht depuis sa sortie de prison. Il s'était trompé, non seulement sur la valeur morale de ses anciens collègues de la Sozialdemokratie, les Scheidemann, les Ebert et consorts, socialistes ultra-réalistes dont la

doctrine internationaliste s'accommodait de l'alliance avec l'esprit bismarckien, et qui étaient décidés, ils l'ont prouvé, à marcher d'accord avec tous les partis conservateurs et nationaux de la Prusse, et même avec le seigneur Kaiser. Liebknecht s'était encore trompé sur l'état d'esprit de la masse allemande, qu'il crut pouvoir soulever contre les maîtres du pouvoir. Il a payé cette double erreur de sa vie, dans des conditions affreuses, et sans profit aucun pour la doctrine inflexible qui l'animait.

Ni son erreur ni sa mort ne doivent nous faire oublier en France qu'il a été le premier, et le seul, à un moment donné, à protester contre la guerre infâme mise en mouvement par l'Allemagne impériale avec la complicité de tous les partis, socialistes compris.

Il fut coupable, le 4 août 1914, en votant les crédits de guerre ou en les laissant voter sans une protestation. Il y eut désaccord dans la réunion du Parti, mais la minorité se soumit en séance publique du Reichstag, et Liebknecht se soumit comme la minorité. Il se ressaisit après le voyage qu'il fit en Belgique à la fin du mois d'août, et lorsque la discussion des crédits de guerre est ouverte de nouveau au Reichstag le 2 décembre, cette fois, il refuse son vote, il se lève et il parle sous les insultes. Il dénonce la guerre comme une guerre impérialiste, préparée par le parti militaire, comme une guerre de projets annexionnistes, il proteste contre la violation du territoire de la Belgique. De cela, il gardera la gloire.

Son élan une fois donné, il continue, en 1915, en 1916, il jette son démenti au chancelier de l'Empire, lui crie que c'est son gouvernement qui a voulu la guerre.

Ce fut une scène terrible. L'assemblée se souleva contre

le député qui osait rompre le silence pour flétrir de sa dénonciation les chefs criminels de l'Allemagne. Les représentants se précipitèrent dans l'hémicycle, près du banc de la présidence, demandant l'expulsion de l'interpellateur, qu'ils traitaient de « vaurien » et de « fou ». Le député progressiste Hubrich monta à la tribune où se tenait Liebknecht, lui arracha des mains le manuscrit de son discours. Ce geste fut accompli au milieu des applaudissements des députés et du public des tribunes et avec les cris de : « Vive Hubrich ! » Le député socialiste Dittmann réussit à reprendre le manuscrit, le rendit à Liebknecht. Le président Kaempf exprima son indignation, déclara que Liebknecht n'avait plus le droit de parler.

Celui-ci resta à la tribune, essaya de continuer son discours. Nouveau tumulte. L'expulsion votée, l'expulsé refusa de sortir. Le député progressiste Muller se précipita sur lui, le prit à bras le corps, pour l'emporter hors de la salle des séances. La lutte entre les deux députés dura quelques minutes, le scandale ne prit fin que lorsque le président déclara la séance levée.

Cela se passait le samedi 8 avril. Le 1er mai, Liebknecht fut arrêté, éloigné des séances du Reichstag où il aurait causé de nouveaux scandales. Le prétexte fut, qu'étant militaire, il avait tenu des propos séditieux au cours d'une réunion tenue à Potsdamerplatz. Les propos séditieux consistaient à réclamer la paix comme conclusion à la guerre inique. La perquisition faite chez lui amena la découverte d'une centaine d'invitations à cette manifestation de Postdamerplatz, et 1.300 circulaires portant ce titre : « Debout pour le 1er mai ! » Cet appel rejetait sur le gouvernement allemand la responsabilité de la guerre et invitait les ouvriers

et les femmes à tout terminer par la révolution. La commission nommée pour examiner le cas vota l'autorisation des poursuites. En séance publique, Haase réclama, appuyé par le docteur Laszewski. Mais 229 voix contre 111 livrèrent Liebknecht à la justice.

On se souviendra de cette attitude de Karl Liebknecht, digne fils ici de Liebknecht le père, qui protesta, lui, non seulement contre la guerre bismarckienne, mais contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, protestation qui lui valut d'être jeté en forteresse avec Bebel. Tous deux, par leur prévision courageuse, contribuèrent sans le savoir à la légende d'un socialisme allemand adversaire de l'Empire. Bebel, plus tard, se chargea de détromper ceux qui l'interpellaient à ce sujet dans les congrès. Le père Liebknecht mourut avant la crise. Je me souviens de l'avoir vu, en compagnie de Charles Longuet. Il envoyait alors à la *Justice* des Lettres d'Allemagne, signées Outis, qui étaient de formidables réquisitoires contre la politique bismarckienne, rapace et félone. C'était un homme d'une grande douceur, avec de la fermeté dans le regard de ses yeux bleus, et un sourire dans sa barbe grise et rousse. Karl Liebknecht, par les portraits de lui que nous pouvons voir, apparaît plus farouche et illuminé que ce tranquille et solide raisonneur qu'était son père.

On n'échappe pas à son destin. Le destin de celui-ci était de se lancer à corps perdu dans les manifestations de la rue. Erreur fatale dont les révolutionnaires de tous pays devraient se guérir. Avec les moyens de propagande, de persuasion, avec la presse libre, avec le vote libre, la force pour conquérir le pouvoir n'est plus là. La violence se heurtait autrefois fatalement à la violence, lorsque toutes ces prises d'air de la liberté n'existaient pas. Aujourd'hui, les manifestations

isolées se heurteraient à un conservatisme légal qui a sa raison d'être et qui ne peut barrer l'avenir. Le bolchevisme est une anomalie qui ne peut s'implanter et durer nulle part. Détruire pour détruire, par la force aveugle, ce n'est pas seulement criminel, c'est absurde. Convaincre et organiser, telle est la loi humaine d'évolution justifiée. (*23 janvier 1919*.

LXII. — L'INVITE A WILSON

Le président de la République des États-Unis va bientôt quitter l'Europe. Le navire qui doit le ramener en Amérique, le *New-Mexico*, est arrivé à Brest. Il a bien employé son temps parmi nous, en France, en Angleterre, en Italie. Il aura vu de près les horreurs de la guerre allemande. Hier, il était à Reims, demain il sera à Roubaix. Après la cathédrale, incendiée, détruite, il verra, dans la région du Nord, des spectacles aussi sinistres, des façade de maisons, de fabriques, d'usines, intactes, mais derrière ces façades, le vide ou le saccage. Partout les métiers manquent, défaits et emportés par les déménageurs boches, ou, si le temps a manqué, démolis sur place, mis hors d'usage, comme on encloue les canons que l'on est forcé de laisser aux mains de l'adversaire. Image saisissante de la guerre industrielle et économique menée en même temps que l'autre guerre.

M. Wilson a pu ainsi constater par lui-même le caractère sauvage de la guerre faite à la civilisation par l'Allemagne. Il savait cela, évidemment, il ne doutait pas des témoignages

de toutes sortes qui lui ont été transmis, mais rien ne vaut la vision et l'expérience personnelles. Toutes les paroles échangées, tous les spectacles contemplés, ne peuvent donc que confirmer le chef du gouvernement des Etats-Unis dans l'attitude qu'il a définitivement prise au milieu du conflit européen. Au début, jusqu'au crime commis sur le *Lusitania*, et même après, il a essayé de la médiation, il s'est présenté en juriste parmi les combattants, il a cru qu'il suffirait d'invoquer la loi d'humanité pour faire cesser la boucherie, les crimes, les attentats contre les choses, contre les gens, contre les non-belligérants, contre les habitants de villes ouvertes placées en dehors des zones de guerre, contre les passagers des paquebots pacifiques. Il lui a été répondu par un redoublement des averses de projectiles sur les maisons, les femmes, les enfants, les vieillards, les non-combattants. Il lui a été répondu par un développement de l'industrie des gaz asphyxiants, par une recrudescence de la guerre sous-marine, par les déploiements de toutes sortes que peuvent prendre les procédés d'extermination des humains, en bloc et en détail.

De médiateur, le président Wilson est devenu alors belligérant sous l'impulsion de sa généreuse nation.

C'est ce que l'Allemagne n'a pas compris, ou a feint de ne pas comprendre. Elle a affecté, elle affecte encore de considérer le président Wilson comme une sorte de juge suprême, placé par la distance et par son caractère en dehors du conflit européen. Comme si ce conflit européen n'était pas devenu un conflit mondial ! Il eût été commode et utile, en effet, à l'Allemagne, de traiter avec l'Amérique par-dessus les Alliés, par-dessus nos régions ravagées, nos villes bombardées, nos industries détruites, nos millions de cadavres,

nos familles en deuil. Le joli rôle qu'elle destinait à l'arbitre inspiré par le Droit et la Justice !

Souvenons-nous du langage de la presse allemande au moment où le navire de M. Wilson cinglait vers l'Europe, au moment où le président débarquait, acclamé comme l'apôtre de la paix par tous ceux qui avaient fait la guerre. Quel air lui sifflaient les reptiles de Berlin et autres lieux ?

Ils s'adressaient au juge impartial. Ils le félicitaient, en lui présentant leurs souhaits de bienvenue, d'avoir entrepris la guerre contre l'Allemagne au nom de la civilisation. Ils le proclamaient homme de pensée, se précipitaient vers son tribunal. Ils lui affirmaient que le peuple allemand est si fanatique du Droit (voyez la Belgique !) qu'à son plus grand dommage il donne raison à son adversaire quand ce dernier a raison. Aucun Allemand n'a jamais été d'avis que le but patriotique sanctifiait tous les moyens. Si l'Allemagne a marché comme un seul homme lorsque la guerre a été déclarée, c'est qu'elle était innocemment persuadée qu'elle défendait son droit, son existence, ses biens les plus précieux ! Si réellement nous avons été trompés par nos chefs, — dit le rédacteur du *Tag*, — qu'ils soient trois fois maudits : personne ne demandera plus résolument que nous le châtiment le plus dur !

Tel est le ton de la presse allemande. Ces déclarations se terminent en adjurant Wilson, puisqu'il vient en Europe, de pousser jusqu'à l'Allemagne. Il en est si près ! Il n'a qu'à traverser les régions dévastées, et il apprendra à connaître le pays calomnié, les Huns et les Barbares dénoncés injustement par les Anglais et les Français comme ayant commis tous les méfaits. Ce même *Tag*, qui ne se souvient sans doute ni de 1870, ni même de 1914, ose écrire ceci :

« Vous êtes historien, Monsieur le Président. Vous savez donc fort bien que les guerres commencent longtemps avant qu'elles soient déclarées, qu'elles ne sont que la conséquence d'une politique poursuivie jusque-là par d'autres moyens. Vous savez aussi que le Gouvernement qui recherche et qui veut la guerre tente toujours de se la faire déclarer par son adversaire, pour que la faute saute aux yeux des imbéciles. » Et après avoir osé cela, il ose encore ceci : « Il se pourrait tout de même que les Puissances centrales, sachant que la guerre devait arriver tôt ou tard, en aient hâté l'éclosion : ne peut-on pas penser que l'Angleterre et la Russie depuis dix ans, la France depuis quarante ans, ont voulu cette guerre... »

Et voici que 70 professeurs de l'Université de Heidelberg demandent aux gouvernements de Bade et de Berlin de faire cesser la publication de documents qui équivalent, pour la politique allemande, à un suicide. Ces documents sont ceux qui établissent la responsabilité de l'Allemagne. Par contre, les mêmes 70 professeurs de Heidelberg demandent que l'on fasse valoir publiquement et sans cesse les preuves qui imputent la culpabilité à l'Angleterre, par sa politique en Belgique, à la Russie, par sa mobilisation, à la France, par son esprit belliqueux !

Voilà de l'Histoire, établie spécialement pour M. Wilson ! Il est probable que le président des Etats-Unis a été suffisamment édifié par tant de preuves accumulées, puisqu'il continue à traiter de la paix en belligérant et qu'il va monter à bord du *New-Mexico* pour retourner en Amérique. (*30 janvier 1919.*)

LXIII. — LES COLONIES ALLEMANDES

Les Allemands continuent à parler de la guerre comme s'ils ne l'avaient pas déclarée, et comme s'ils ne l'avaient pas perdue.

Au cours d'une réunion de la Société coloniale, à Berlin, Erzberger s'est élevé avec violence et aplomb contre l'intention des Alliés d'enlever ses colonies à l'Allemagne. Son premier argument a été que la Grande-Bretagne, la France, le Portugal, possédaient des colonies beaucoup plus grandes et plus peuplées que les colonies allemandes, et qu'il ne saurait être question de modifier encore davantage la proportion des territoires coloniaux en faveur des Alliés. Erzberger n'oublie qu'une chose, c'est que, ni l'Angleterre, ni la France, ni le Portugal, ni la Belgique ne sont les auteurs de la guerre. Aucun de ces pays n'est parti à la conquête de l'Allemagne et de ses colonies. Tandis que l'Allemagne a mobilisé sa formidable armée, sa flotte, son aviation, avec l'intention nettement brutale, non seulement de modifier les frontières européennes, mais d'enlever aux peuples vaincus leurs établissements d'outre-mer en Afrique,

en Asie, en Océanie, et même dans les eaux américaines, si les complicités de la peur et de l'imprévoyance avaient été acquises aux Empires de proie.

Il n'en a rien été. L'Allemagne a été vaincue. Mais ses hommes d'Etat n'ont pas perdu la mémoire à ce point d'avoir oublié le rêve de domination mondiale qui est d'hier, et qui redeviendrait facilement de demain si toutes les nations réunies ne savaient y mettre obstacle.

Une des conditions de la paix future est la réduction de l'Allemagne à l'impuissance. Les gouvernants et les journalistes de là-bas vont sans cesse répétant qu'on n'empêche pas de vivre un peuple de 68 millions d'habitants. C'est bien aussi l'avis des Alliés. Mais il y a vivre et vivre ! Aussitôt que l'on conteste aux Allemands le droit de tout prendre et de tout gouverner, à les en croire, on les empêche d'exister. Ils se sont rués sur nous les armes à la main sous l'ignoble prétexte que la petite Serbie résistait à la monstrueuse Autriche. L'Autriche a été vaincue et dépecée par les peuples mêmes réunis en elle par le mensonge. L'Allemagne, vaincue aussi, s'efforce de garder son unité. Elle doit, toutefois, comme l'Autriche, renoncer à sa volonté de domination guerrière.

Si l'Allemagne perd ses colonies, c'est qu'elle devra, sous cette forme aussi, payer les frais de la guerre aux nations alliées, qui ont souffert, qui ont eu leurs terres dévastées, leurs villes brûlées, leurs richesses anéanties ou volées, leurs fils tués. Il y a des dommages que rien ne saurait payer, et si les Allemands étaient de bonne foi, ils admireraient la modération des Alliés qui occupent une partie de leurs provinces et de leurs villes sans qu'aucun sévice soit exercé, sans qu'aucun acte de vengeance et de représailles s'accom-

plisse, même par des actes individuels qui seraient d'ailleurs désavoués et réprimés.

Pourquoi le peuple allemand n'accepterait-il pas cette leçon qui lui est donnée par de magnanimes vainqueurs ? Pourquoi, puisqu'il revendique le droit de vivre, qui appartient à tous, n'accepterait-il pas de vivre par son travail, par sa patience, par sa persévérance ? Pendant les quatre années de guerre, et pendant les temps difficiles qui suivent encore la guerre, les hommes et les femmes de l'Allemagne ont su se priver, se restreindre, se rationner, pour permettre à leurs soldats de nous vaincre. Ils ont donc vécu, mal vécu, il est vrai, comme les autres peuples belligérants et neutres, puisque toutes les conditions de la vie économique étaient bouleversées, puisque les chemins de la mer n'étaient pas sûrs. Il n'est plus question de cela. Le travail de la terre va reprendre ses droits, les échanges vont avoir lieu. Les Allemands peuvent se résigner à n'être plus des militaires conquérants et des usiniers de guerre. Qu'ils soient des agriculteurs et des commerçants, et même des petits commerçants. Ils ne s'en trouveront que mieux !

Allez donc dire cela à Erzberger qui clame que le bon droit est violé, qui essaie, comme toujours, de mettre le président Wilson en contradiction avec les Alliés, et qui annonce que la « spoliation » projetée, laquelle n'est que la sanction de la guerre, ne portera pas bonheur à la Ligue des Nations.

La colonisation allemande date de 1884, alors que Bismarck, opposé à une expansion extra-européenne, obéit à l'opinion excitée par les industriels et les financiers. Ce fut alors, en Afrique, la mainmise sur le Togo, le Cameroun, le Sud-Ouest africain, l'Afrique orientale ; dans le Pacifique, la prise de l'archipel Bismarck, de la Nouvelle-Guinée, des

îles Carolines, des îles Suderman et Marshall, d'une partie des Samoa ; en Asie, la prise à bail de Kiao-Tchéou et d'un territoire chinois.

Ce n'était que le commencement, et Bethmann-Hollweg, questionné par l'ambassadeur d'Angleterre, le 31 juillet 1914, sur le sort de nos colonies, si l'Allemagne était victorieuse, ne donnait aucune assurance sur ce point : notre empire colonial aurait été condamné par la victoire allemande.

Heureusement les Japonais ont pris Kiao-Tchéou en deux mois. Les Anglais et les Français prenaient le Togoland en septembre 1914, puis, après six mois d'une campagne ardue, le Cameroun. Il en fut de même du Sud-Ouest africain, malgré la rébellion des Afrikanders, réprimée par le général Botha. De même pour l'Afrique orientale. Toutes ces luttes font partie de l'histoire de la guerre de 1914, et la prétention des Allemands de les tenir pour non avenues est inadmissible.

En résumé, la question est de savoir quel régime sera appliqué, non aux colonies allemandes, mais aux indigènes de ces colonies. Mise en tutelle sous l'égide de la Ligue des Nations, qui devra alors comporter un budget, une administration, une police, ou protectorat direct de l'une des puissances alliées ? La question n'a été résolue que provisoirement dans le sens de la tutelle générale. Reste l'organisation à établir. Reste aussi le sort des indigènes, que l'Europe et l'Amérique se doivent de libérer, de rendre à eux-mêmes, lorsque leur éducation aura été faite. Coloniser ne doit plus signifier conquérir, exploiter, pressurer, mais civiliser.

Je les entends rire, dans leurs brasseries, si on allait leur y tenir ce langage. Ils veulent faire grand, ils font fi de

l'agriculture et du commerce ; ils ne croient qu'à la grande industrie et à la grosse banque ; ils voudraient être gouvernés par la caserne et la finance. Lamentable ambition ! qui n'est pas seulement leur erreur, mais l'erreur de toute une partie de l'humanité, qui lâche la proie pour l'ombre, et qui va s'usant dans la spéculation et la conquête en dédaignant les vrais biens de la vie : la nature qui apaise, l'art qui ennoblit, la pensée qui exalte l'esprit, l'amour des autres qui console de soi-même. (*6 février 1919.*)

LXIV. — LES DEUX PROBLÈMES

La France, pour ne parler que d'elle, est en face de deux problèmes.

Le premier est celui de la paix avec l'Allemagne.

Le second est celui de la Ligue des Nations, qui doit devenir la Société des Nations.

Il n'y a rien d'incompatible entre les deux résolutions à prendre. Mais à considérer la longueur de temps, les hésitations, les discussions, tout ce que l'on voit, tout ce que l'on sait, et tout ce que l'on sent, tout ce que l'on devine, il semble bien qu'une question préalable de priorité se soit posée, aussi bien au Conseil de guerre interallié qu'à la Conférence de la Paix.

Les uns, inspirés par la noble idée de la paix générale et de l'harmonie future, voudraient faire sortir la paix des Alliés avec l'Allemagne de l'organisation achevée de la Société des Nations.

Les autres répondent qu'il faut d'abord la paix complète, la paix décisive avec l'Allemagne vaincue, que c'est même la condition impérieuse qui doit décider de la force vitale de

la future Société des Nations. C'est le point de vue français, et on peut affirmer, sans crainte d'être démenti par les faits, que l'immense majorité des représentants du peuple français s'y rallie, et que c'est l'opinion de toutes les classes de la société française. De toutes parts, du Parlement, des journaux, des bureaux de commerce et d'industrie, des boutiques, des ateliers, on entend les voix de ceux qui ont subi les quatre années de guerre et qui réclament les justes conditions de paix pour l'Allemagne qui a saccagé, pillé, saigné la France sans provocation de sa part. L'Allemagne est vaincue, l'Allemagne doit payer les frais de la lutte qu'elle a voulue : il faut que l'Allemagne paie. Tel est le verdict de tous. Ce n'est pas seulement de la justice, c'est du bon sens.

La documentation apportée par notre ministre des Finances, M. Klotz, au conseil interallié, ne pouvait que confirmer cette manière de voir et de juger, en accord avec la réalité des faits. On savait bien que l'Allemagne avait détruit l'outillage et la richesse du nord de la France, mais on sait maintenant qu'elle voulait le faire, que c'était un de ses fameux buts de guerre, et que la brutalité et la rage de ses chefs militaires ordonnant les destructions et les pillages, décrétant la mort des usines, des fabriques, des machines industrielles et agricoles, des métiers, des outils, la mort des fermes, des étables, et même des arbres fruitiers, tout cela n'était que l'application féroce du programme élaboré par les industriels et les banquiers au service de l'Etat allemand.

On s'explique, de cet ensemble de faits, la parole du président du Conseil faisant savoir à tous que si les choses restaient telles quelles, l'Allemagne, qui a perdu la guerre militaire, aurait gagné la guerre économique.

Pour elle, dont le territoire est intact, dont les villes n'ont pas été brûlées par les feux de l'artillerie et de l'aviation, dont les usines, les laboratoires, les ateliers sont prêts à fonctionner, et commencent même à fonctionner, pour elle, le travail régulier, la production abondante, la grasse rémunération. Pour l'Allemagne vaincue, la prospérité complète, comme s'il n'y avait pas eu de guerre.

Pour la France, dont la grande région industrielle a été le champ de bataille pulvérisé par la mitraille, dont les villes et les villages du Nord ont été savamment déménagés par les reîtres chargés de l'entreprise du vol méthodique, pour la France, la vie chère, l'impossibilité de réorganiser le travail, la production, le commerce. Pour la France victorieuse, la misère dans un cimetière de quinze cent mille morts.

Le compte de la guerre doit être réglé. Voilà le premier problème à résoudre. La France a droit, comme la Belgique, comme la Serbie, comme l'Angleterre, à une indemnité de l'Allemagne pour les dommages causés, pour les exactions commises, pour les crimes accomplis contre les gens, les propriétés, les choses. La France devrait aussi être mise à l'abri, par un tracé de frontières et par une zone neutre infranchissable, contre toutes les possibilités d'invasions, d'attaques brusquées, de marches sur Paris, etc.

Cela fait, on pourra causer de la Société des Nations avec l'Allemagne, si elle veut bien calmer ses instincts de conquête, ses façons belliqueuses, ses désirs d'expansion aux dépens des voisins. Elle aura à montrer son désir sincère de paix, par l'acceptation de nos simples précautions, et par le désarmement.

En quoi cette paix obligée entre les Alliés victorieux et l'Allemagne vaincue peut-elle nuire à l'établissement de la

Société des Nations, si tout le monde apporte la même bonne foi pour en codifier les statuts et en respecter les conditions? La France ne saurait être suspecte. Il n'y a pas eu dans le monde de plus grand apôtre de la liberté des peuples. L'Amérique de 1776 l'a su, comme l'Italie de 1859, comme la Serbie de 1914. Chez elle, aucune arrière-pensée. Elle continue son rôle en acceptant d'entrer dans le concert universel. Mais il ne faut pas lui demander de renoncer à sa vie propre, qui serait lésée, réduite, si elle n'obtenait pas justice complète des dommages atroces qu'elle a subis du fait de l'Allemagne.

Les conditions de la paix, d'abord ! Cela est si vrai qu'au Congrès de l'Internationale à Berne, les discussions se sont surtout établies sur les conditions indispensables de la paix française. On a examiné la question des colonies allemandes, la question des prisonniers allemands, la question de l'Alsace-Lorraine. S'il fallait attendre la solution de toutes ces questions de la future Société, la France et ses Alliés risqueraient de se trouver alors devant une Allemagne refaite, coordonnée, armée, prête au refus et à une nouvelle guerre. C'est pour éviter ces sanglantes possibilités qu'il importe de rétablir en Europe l'équilibre rompu. Il n'en sera que plus facile, ensuite, d'organiser le monde. (*13 février 1919.*)

LXV. — L'AGRESSEUR VAINCU DOIT PAYER

La simple observation faite par le maréchal Foch, en réponse à la note d'Erzberger, que le président Wilson était au courant des conditions de l'armistice et qu'il les avait approuvées, suffit à dégonfler le ballon d'essai que l'Allemagne tentait de faire planer comme une menace au-dessus de l'Entente.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Allemagne veut s'accrocher à la personne morale de Wilson. Lorsque ses armées ont été vaincues, réduites à la défaite, à la capitulation, ou à la retraite, sa première proposition de cesser la guerre s'est adressée au président de la République des États-Unis. Non pas comme à un belligérant, mais comme à un médiateur, comme à un arbitre. L'Allemagne affectait de le mettre au-dessus de la mêlée, malgré les envois de munitions et de vivre aux Alliés, malgré l'entrée en ligne des troupes américaines, malgré les combats du bois Belleau, malgré le dégagement victorieux de Saint-Mihiel, malgré les cimetières où reposent les soldats du drapeau étoilé, héros d'une nouvelle guerre de l'Indépendance, où le sort du monde entier était en jeu.

A en croire les hommes d'État de Berlin, impérialistes ou social-démocrates, il n'y avait pas de plus chauds partisans du programme Wilson que les envahisseurs de la veille, les écraseurs de la Belgique, les conquérants du nord de la France, les incendiaires de Louvain, les destructeurs de nos villes, les bombardeurs de Paris, les fusilleurs d'otages, les voleurs de mobiliers, les salisseurs de femmes et de jeunes filles. Quatorze articles ! le programme Wilson se composait de quatorze articles ! Mais ce n'était pas assez pour garantir les droits des peuples, la sécurité des petites nations, la paix du monde ! L'Allemagne était toute prête à y ajouter ! Aucune nation mieux qu'elle ne pouvait élaborer un meilleur code du bonheur universel. De même qu'elle était la première pour organiser la guerre, de même elle allait être la première pour harmoniser la paix, pour prêcher l'évangile du désarmement, de l'arbitrage, du pacifisme international.

Le président Wilson aurait été bien naïf de se laisser prendre à ces appâts grossiers. C'est, fort heureusement, un homme qui sait juger par lui-même les effets et les causes, et il n'aurait pas été convaincu des forfaits de l'Allemagne avant de quitter la rive américaine, que son séjour en France l'aurait rapidement édifié sur les procédés de guerre employés par l'empire germanique pour la conquête du monde. « Il ne faut pas que l'humanité revoie cela », a-t-il déclaré à la Conférence de la Paix.

Pour que l'humanité ne revoie pas « cela », il faut, non seulement établir pour le genre humain une Société des Nations qui garantisse toutes les libertés et tous les droits, mais il faut aussi accorder à la France et à la Belgique un barrage de protection contre les attaques brusquées aux-

quelles l'Allemagne serait encore capable de se livrer dans l'avenir.

Il faut que l'Allemagne paie intégralement le prix de ses déprédations, de ses saccages, de ses destructions. Il y a, sans aucun doute, des ravages qu'elle ne saurait jamais payer, parce que le prix des choses détruites est impossible à évaluer. Bien osé celui qui pourrait dire combien valaient la cathédrale de Reims, les halles d'Ypres, la bibliothèque de Louvain, etc. Il ne s'agit que des dommages appréciables. L'idée de les laisser pour compte à la France est inadmissible. Si la France avait déclaré la guerre à l'Allemagne, elle ne réclamerait pas l'acquittement de la note. Mais puisque c'est l'Allemagne qui a été l'agresseur, à elle de payer le compte de son entreprise.

Combien doit-elle payer? Quand doit-elle payer? Telles sont les deux questions auxquelles une réponse doit être faite.

Que l'on se souvienne d'abord que l'Allemagne, victorieuse en 1871, nous a infligé une indemnité de guerre de cinq milliards, plus les frais d'occupation, et qu'elle ne nous a pas fait grâce d'un centime, ne débarrassant notre territoire qu'au fur et à mesure des versements.

Que l'on se souvienne aussi des projets de l'Allemagne lorsqu'elle se croyait sûre de la victoire. Ils sont énumérés dans une excellente brochure de M. Klobukowski, ancien gouverneur de l'Indo-Chine, puis ambassadeur à Bruxelles, actuellement commissaire à l'Information et à la Propagande. Cette brochure qui a modestement pour titre : *Contribution à l'étude des conditions de paix*, est l'exposé le plus décisif qui puisse être fait du débat actuel.

Voici, par exemple, les termes du manifeste, daté du

20 mai 1915, publié par les six grandes associations industrielles et agricoles de l'Allemagne : « Si, après avoir si vaillamment tenu, nos guerriers ne trouvaient à leur retour que des impôts écrasants pour tout résultat de la guerre, les conséquences en seraient des plus pernicieuses pour la paix intérieure de la patrie. Au sang versé par des centaines de mille hommes, il faut que réponde le prix de la victoire. »

La seule paix que pouvaient accepter les Allemands était ainsi exposée par ce même manifeste :

« Nous ne voulons point d'une paix prématurée avec n'importe lequel de nos adversaires, car le but que nous nous proposons ne saurait être atteint sans une paix qui donne une sécurité plus grande à nos frontières de l'est et de l'ouest, élargisse les bases de notre puissance politique, assure à nos ressources économiques la possibilité de se développer sans contrainte, bref, nous apporte au point de vue de la politique, de l'armée, de la marine et de l'économie, une extension de puissance telle qu'elle garantisse l'accroissement de notre force au dehors. »

Les signataires revendiquaient le nord-est de la France (comprenant le bassin de Briey) et les Flandres françaises :

« Tous les moyens de puissance économique existant sur ces territoires, y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes. La France recueillera les propriétaires et les indemnisera. »

Le langage impérialiste et le cynisme ne nous siéent point. Mais notre politique, inspirée de l'idéal humain, doit être

réalisée pour réparer les dommages et les crimes de la guerre voulue par l'Allemagne.

Que l'Allemagne vaincue veuille bien admettre que nous ne ferons, en toute justice, en toute raison, que lui appliquer la méthode proclamée efficace par l'Allemagne, lorsqu'elle se croyait sûre de la victoire. (*21 février 1919.*)

LXVI. — DÉTAILS DU COMPTE A PAYER

La presse française, à peu d'exceptions près, et en dehors de toutes opinions politiques, est d'accord pour réclamer à l'Allemagne le paiement des dommages de la guerre que nous n'avons pas voulue, que nous avons subie victorieusement. Il ne faut pas oublier, au moment de régler les conditions de la paix, que notre pays a contracté plus de 124 milliards de dettes, par quatre emprunts, deux émissions de Bons et d'Obligations de la Défense nationale, avances de la Banque de France et de la Banque d'Algérie, et dettes à l'extérieur.

Ajoutez à ces 125 milliards en chiffres ronds, des annuités de pension qui peuvent également se chiffrer par milliards, et la presque totalité de l'outillage public à refaire. Il n'est pas question ici des dépenses directes de la guerre, qui forment un compte à part. Ne mettons en ligne que les indemnités réparatrices. Sur ce point, comment y aurait-il un doute ? Les représentants de la France au gouvernement l'ont toujours compris et annoncé ainsi. Le président du Conseil, au fort de la guerre, a affirmé que le compte ouvert par l'Allemagne serait payé. Le ministre des Affaires étran-

gères, le 15 octobre 1918, à la tribune du Sénat, après avoir énuméré les ravages exercés par l'armée allemande sur nos terres envahies, a conclu : « Il y aura, pour tous ces faits abominables, d'autres sanctions que les condamnations morales, déjà prononcées par la conscience. Il en sera fait justice matériellement. » Et le ministre des Finances a confirmé ces paroles par sa déclaration d'Abbeville : « Le jour viendra où l'ennemi paiera le prix de ses attentats, non pas de tous, malheureusement : le sang cependant ne saurait se compter assez cher. Notre magnifique outillage industriel emporté en Allemagne ; notre matériel public capturé ; nos florissantes industries du Nord, textiles, sucrières, métallurgiques, charbonnières, pillées ou détruites, tout cela sera reconstitué. »

Dans son excellente brochure sur l'étude des conditions de paix, M. Klobukowski, directeur de la Propagande, ne réclame qu'une part des disponibilités de l'Allemagne. Il n'est pas partisan d'une longue occupation militaire, ni de la confiscation de la fortune de la nation, mais il croit nécessaire d'exiger ce qui nous est dû, tout ce qui nous est dû. Voici, telles qu'il les comprend et les rédige, nos essentielles revendications.

L'Alsace et la Lorraine seront restituées à la France, libres de toutes charges, avec tout leur outillage, y compris les chemins de fer, et les 5 milliards payés à l'Allemagne en 1871. Par les deux millions d'habitants qui reviennent ainsi à nous, par le sol fertile, les mines de fer et de charbon, les manufactures de cotonnades, nos provinces retrouvées constituent un appoint sérieux dans l'ensemble des réparations nécessaires. La restitution de l'indemnité de la guerre de 70-71 est suffisamment justifiée par le fait que le contribuable

français continue à payer les intérêts des 5 milliards versés il y a 48 ans.

Une indemnité de 75 milliards (chiffre modéré) serait exigée pour toutes les pertes de la France et tous les crimes commis sur terre et sur mer contre les personnes, en dehors des dépenses de guerre proprement dites. C'est l'Allemagne elle-même qui dicte ici la loi, puisqu'elle a proposé à la Conférence de la Haye, en 1907, un amendement qui est devenu l'art. 3 de la 4e convention, ainsi conçu : « La partie belligérante qui violerait les dispositions dudit règlement, sera tenue à indemnité s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de sa force armée. » C'est en vertu de cet article 3, rédigé par l'Allemagne, que la France peut lui réclamer aujourd'hui, pour la restauration des régions envahies et les sommes extorquées aux populations civiles, 20 milliards ; pour les pertes subies par le cheptel, le matériel roulant, la navigation, l'épuisement des stocks, la raréfaction de la main-d'œuvre, 15 milliards ; pour les crimes contre les personnes, 5 milliards ; pour le remboursement de la dette extérieure représentant le déficit de notre balance commerciale, 35 milliards. Soit pour la France, 80 milliards, les 5 milliards de 1870-71 compris dans le total.

En dehors des indemnités, le matériel des usines, et de façon générale, tout l'outillage industriel emporté ou détruit, doit être restitué ou remplacé. Sans cette condition, la reconstitution économique et industrielle des régions dévastées serait impossible. Et il est de toute justice qu'avant de permettre aux Allemands de reprendre le cours normal de leurs affaires, les nations alliées soient sur un pied d'égalité.

Il va de soi également que les locomotives et wagons, et

tout le matériel des chemins de fer seront également restitués ou remplacés.

De même, l'Allemagne doit restituer les valeurs soustraites dans les départements envahis et les dépôts et encaisses des banques transférées en Allemagne. Elle doit nous livrer le charbon dont nous serons privés pendant plusieurs années par ses destructions et dévastations de mines. Elle doit nous remettre un tonnage suffisant pour recréer les navires marchands détruits par les sous-marins, etc.

La plupart de ces conditions ont été rédigées au moment de l'armistice. Il faut les rendre fixes par la rédaction du traité de paix. Il faut aussi trouver un mode de paiement possible pour l'Allemagne. On a calculé qu'elle pouvait se libérer de sa dette de guerre en 10 années, la fortune de l'Empire ayant été évaluée en 1913 à 400 milliards de marks environ. La plus grande partie des paiements peut d'ailleurs être prise sur les anciens budgets de l'armée et de la marine qui atteignaient, en 1914, près de 4 milliards de marks. Les garanties seraient : la masse commune des biens ennemis dans les pays alliés ; la cession de l'empire colonial allemand aux Alliés ; la caution des villes allemandes pour les villes françaises et belges détruites ou dévastées ; les chemins de fer, les mines, les forêts, et toutes exploitations de l'Etat.

Ces conditions sont parfaitement raisonnables et licites. C'est la justice même qui les dicte. C'est aussi la nécessité. Si l'Allemagne ne payait pas, la France serait écrasée d'impôts, mise dans l'impossibilité de faire valoir son travail, son industrie, son commerce, avant un nombre d'années difficile à évaluer. La France a été victorieuse par les armes. Il faut qu'elle puisse reprendre sa place de grande nation

par son intelligence et son labeur. S'il y a encore en Allemagne une conscience pour juger les événements accomplis et une connaissance exacte des conditions de la vie actuelle, l'Allemagne ne discutera même pas les conditions équitables qu'elle nous a forcés de lui imposer en nous déclarant la guerre. Elle a perdu cette guerre. Elle n'a plus qu'à payer les frais de son entreprise guerrière, dont elle a dû enregistrer la faillite. (*27 février 1919.*)

LXVII. — LE DON DE L'ALSACE A LA FRANCE

La première question territoriale, je veux dire la plus importante que la Conférence de la Paix devra résoudre, c'est la question de l'Alsace, puisqu'il y a, pour l'Alsace, plus que pour la Lorraine, contestation et protestation allemandes.

Cette question a déjà été abordée et résolue par les historiens et par les écrivains français, en toute impartialité. Mais voici un document publié par la Société de l'histoire de la Révolution française qui suffirait à couper court à tous débats. C'est le procès-verbal de la Confédération de Strasbourg, ou Fédération du Rhin, qui eut sa réunion à Strasbourg du 11 au 16 juin 1790. Dans l'avertissement qui précède ce procès-verbal, Aulard, exact et profond historien de la Révolution française, fait valoir en quelques brèves remarques l'importance de ce document. La Fédération du Rhin, dit-il, « fut grandiose ; elle fut nationale ; car elle ne réunit pas seulement des Alsaciens, mais des envoyés des provinces voisines, et jusqu'à des envoyés de Bretagne ». Et il conclut : « Ce jour-là, l'Alsace se donna volontairement à la France. »

Montrons que cette conclusion est absolument véridique.

Tout d'abord, ne cessons pas de répéter que l'Alsace a été terre gauloise, séparée de la Germanie par le Rhin, frontière naturelle entre deux races, ce que les érudits allemands, si savants, se gardent bien de reconnaître. Ensuite, après les invasions, l'Alsace fait partie de l'empire franc de Charlemagne, qui n'est pas un empereur allemand, mais un empereur franc, qui a conquis l'Allemagne. Après Charlemagne, c'est une terre libre entre la France et l'Allemagne, un royaume, puis, pendant des siècles, un agglomérat de seigneuries, laïques ou ecclésiastiques, de villes libres, de républiques. Il en est ainsi jusqu'au moment des guerres de religion, où l'Alsace, pour se protéger contre l'Allemagne, s'adresse à la France, sous Louis XIII. La conquête protectrice est achevée par Louis XIV, dont l'administration respecte la liberté de conscience. Le système qui suivit la révocation de l'Edit de Nantes ne fut pas appliqué à l'Alsace, où tous les cultes furent libres. « L'Alsace avait été, dans le royaume, dit Aulard, la seule région où les consciences ne fussent pas opprimées. Aussi la fédération de Strasbourg fut-elle un exemple et une école de tolérance et de philosophie. »

En 1790, les Alsaciens se donnèrent librement à la France. Tel est le fait. Cette fois, aucune conquête, aucun traité. C'est la municipalité de Strasbourg qui prend l'initiative du projet ; c'est la garde nationale de Strasbourg qui organise la manifestation, avec la Société des Amis de la Constitution. Il y eut 2.281 députés, envoyés par le Jura, la Loire-Inférieure, la Marne, la Haute-Saône, le Doubs, la Meuse, la Meurthe, la Moselle, les Vosges, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin. La réunion eut lieu dans la plaine des Bouchers, autour d'un autel de la patrie, entre deux vastes amphithéâtres où se massait la foule des Strasbourgeois. Il y eut des cortèges, des discours,

une messe pour les catholiques, puis le serment d'être Français, « à la face du Dieu de l'Univers ».

Le même serment fut prêté un mois après, le 14 juillet 1790, au Champ-de-Mars, où se réunirent tous les délégués de la France.

Comment pourrait-on s'étonner, après un tel acte solennel, de la fidélité des Alsaciens, arrachés à la France par le traité de Francfort ? Comment l'idée pourrait-elle venir à qui que ce soit de demander aux Alsaciens s'ils veulent redevenir les sujets de l'Empire allemand, alors qu'ils sont redevenus des citoyens de la République française ? Ce serait faire injure à leurs sentiments de toujours, à leur serment de 1790, à leur éternel instinct de race, à leur admirable fidélité de pensée. (*7 mars 1919.*)

LXVIII. — LE RÊVE PANGERMANISTE

L'ÉDITEUR Lehmann, de Munich, a perdu un fils à la guerre. Pour honorer sa mémoire et pour servir la cause qu'il avait servie, à laquelle il a fait le sacrifice de sa vie, son père a publié, en 1917, une brochure : *l'Avenir de l'Allemagne*, dont il s'est vendu 220.000 exemplaires en 1917, dans l'espace de quelques semaines.

Cette brochure, placée sous le patronage de MM. Etass von Below et von Schewrin, avait pour mission d'exalter l'énergie allemande au moment où, par suite des pertes dures, de la résistance de la Russie encore debout, des vivres plus rares, la paix était réclamée par quelques-uns, désirée par beaucoup. Mais les défaitistes sont condamnés en la personne de Liebknecht, arrêté, jugé et enfermé. Ludendorff prépare et va commander la grande offensive. Les positions de l'Allemagne sont fortes et étendues à tous les horizons. Si, par un coup du destin improbable, les armées de l'Empire étaient vaincues, leur concentration pour la prochaine guerre se déroulerait sur le Rhin, grâce au génie d'Hindenburg.

L'éditeur de Munich, pour écarter le danger futur, s'élève contre une paix à la Scheidemann, montre les industries ruinées par la défaite, l'impossibilité de garder la supériorité technique de 1914 (c'était le bon temps !), la situation sur terre et sur mer nettement défavorable, la prise de possession des colonies par l'Angleterre, etc.

Il faut donc, affirme-t-il, que l'Allemagne rende sa position sur le continent et au delà des mers, militairement et économiquement, aussi redoutable que possible. Il faut, pour cela, tenir jusqu'à ce que le monde entier se plie à la volonté germanique, gagner la victoire qui, seule, peut assurer l'avenir grandiose. Une paix Scheidemann, sans vainqueurs ni vaincus, avec les territoires d'avant la guerre, écraserait l'Allemagne ; par le fait de la dette, ce serait la mettre à la merci de New-York !

C'est alors le tableau sinistre de la tyrannie anglo-saxonne maîtresse du monde, si l'Allemagne était vaincue, les peuples devenus les bêtes de somme d'une bande odieuse de froids calculateurs. Pour résister et vaincre, tout doit être mis en œuvre. Après, il faudra exiger l'indemnité en or, des vivres, des matières premières, des navires, des territoires neufs à coloniser, la puissance maritime pour tenir en respect les Anglo-Saxons.

L'écrivain-éditeur n'admettait pas qu'une réconciliation fût possible avec la France. La frontière occidentale devait être reculée aussi loin que le jugeraient bon les experts militaires (on connaît leurs appétits). Briey, Longwy devaient être gardés avec leurs richesses, ainsi que la Belgique, le Congo belge, les colonies du Portugal, les possessions françaises de l'Afrique centrale équatoriale, la côte des Somalis,

l'Est africain anglais, l'Uganda, le Nyassaland, Zanzibar et autres possessions des alliés.

Pour la Méditerranée, elle devient la proie de l'Allemagne, installée sur toutes ses côtes, depuis Gibraltar jusqu'à la mer Rouge. Tous ces beaux résultats seront obtenus par les sous-marins, chargés d'abréger victorieusement la guerre. Alors, l'Angleterre demandera merci, en même temps que ses vassales : France, Amérique, Italie...

Avec une paix Scheidemann, la dette allemande serait de 170 milliards ; avec une paix allemande, de 5 milliards.

La brochure indique comment les ennemis de l'Allemagne paieront les frais. D'abord, les frais de guerre, y compris les dépenses faites par les Etats fédérés et les communes : 120 milliards de marks ; les routes et les dépenses militaires évaluées à 2 milliards par an, valeur en capital : 45 milliards ; les dégâts et dommages coloniaux : 5 milliards ; les pertes causées à la vie économique : 30 milliards. Soit un total de 200 milliards de marks ou 250 milliards de francs.

Tout cela est mis à l'abri du pavillon de Gœthe, dont l'écrivain cite ces vers :

Il faut monter aux cimes ou tomber à l'abîme ;
Il faut être le chef qui lutte et qui prospère
Ou bien le vil esclave qui lutte et désespère.
Il faut souffrir ou triompher.
Il faut être le fer battu par le marteau ou le marteau qui frappe.

Gœthe n'avait pas prévu l'application de ces brutales maximes à une situation où l'avenir de l'Allemagne serait en question. Mais nous allons apprendre aux Allemands que les hommes peuvent vivre sans être ni maîtres ni

esclaves. Labeur et liberté, c'est un programme suffisant. En voici un autre pour la vie de l'esprit : *Vérité et Poésie*. Il est aussi de Gœthe et préférable à la phraséologie creuse et retentissante invoquée par l'éditeur Lehmann, de Munich, qui devrait bien écrire une seconde brochure sur le dernier acte de la tragédie guerrière conçue et machinée par l'Allemagne. (*7 mars 1919.*)

LXIX. — BERNSTORFF PARLE

La *Frankfurter Zeitung* a signalé le discours que le comte Bernstorff, ancien ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis, prononça lors de la première réunion du « Club démocratique », à l'hôtel Bristol de Berlin. Ce discours vaut d'être connu, et il mérite d'autres commentaires que ceux du journal de Francfort. Le diplomate en disponibilité proteste, en effet, contre les assertions que l'Allemagne doit être seule à porter la responsabilité de la guerre. Il allègue que le gouvernement allemand a proposé de soumettre la question à une commission neutre, et que la partie adverse n'a jamais répondu. Donc, dit-il, les ennemis de l'Allemagne craignent le jugement qui pourrait être formulé.

Jusque-là, il s'agit seulement d'une bravade. Mais voyons les raisons.

Sur l'origine de la guerre, le comte Bernstorff ne fournit aucun document, aucun renseignement à l'appui de ses allégations. Il est difficile, on en conviendra, de prouver que c'est la France qui a déclaré la guerre à l'Allemagne, ou l'Angleterre, qui n'a mis ses navires et son armée en bataille

que sur le fait de l'invasion de la Belgique, ou l'Italie, ou l'Amérique, qui ne sont entrées en ligne qu'au cours des hostilités.

Les preuves du comte Bernstorff ne sont pas là, ne sauraient y être. Ses preuves, ce sont « les orgies impérialistes et chauvinistes que l'on fête actuellement à Paris ! » D'où il ressort que nous avons perdu le droit de reprocher aux reîtres allemands la paix de Brest-Litowsk, car les conditions de l'armistice de Foch sont bien plus dures que celles exigées de la Russie ! Nous n'avons plus de raison de nous indigner moralement, puisque nous continuons à « martyriser » les prisonniers allemands, à maintenir le « blocus implacable » contre son peuple sans défense, contre des vieillards, des femmes, des enfants ! Par cette méthode, l'Entente a livré l'Allemagne au bolchevisme, et attend d'elle par dessus le marché une indemnité de guerre, comme si nous ne connaissions pas « l'histoire de la poule aux œufs d'or ! »

On conçoit, proclame Bernstorff, que l'opinion publique s'indigne avec colère contre l'ajournement de la paix.

Ce personnage représentatif fournit la définition irréfutable de l'Allemand désireux de l'empire du monde. L'Allemand en guerre tuera tous les êtres qu'il pourra tuer, détruira toutes les choses qui ne lui appartiennent pas, quelle que soit leur utilité et leur beauté, volera la terre qu'il pourra envahir, l'argent qu'il saura découvrir, mais, si on l'arrête au cours de ses exploits, alors il criera avant qu'on le touche, avant qu'on le fouille, et il implorera l'assistance d'un neutre, quitte à dire, si le neutre le condamne, qu'il est une victime.

Bernstorff, comme tous les autres Allemands, ou à peu près tous, a perdu la mémoire de ce qui se passa en juillet-

août 1914. Il faut encore rééditer les faits acquis, rappeler à ceux qui font semblant de l'ignorer que la France a tout fait pour éviter la guerre que lui déclara l'Allemagne, laquelle est descendue aux plus bas procédés de mensonge (bombes sur Nuremberg), pour nous accuser de provocation, alors que nous restions à huit kilomètres des frontières. Il faut redire encore que la Belgique a été violée, et que, armés jusqu'aux dents, les Allemands ont entrepris contre les Alliés une guerre poussée à la barbarie la plus atroce, guerre étudiée, préparée depuis plus de quarante ans. Le meurtre de Serajevo, sur lequel la lumière n'est pas faite, n'a été qu'un prétexte, on en aurait trouvé un autre pour nous tomber dessus.

A cette époque, Bernstorff était ambassadeur aux Etats-Unis, et il avait l'audace de déclamer dans les salons germanophiles les Dix Commandements que l'Allemagne imposerait à la France vaincue. On se souvient que ce document a été publié en 1914 par Clemenceau dans l'*Homme Enchaîné*. C'est l'occasion de le rééditer pour le mettre en regard du discours plaintif, mais non moins audacieux, du diplomate en retraite. Voici donc ce qui aurait été réclamé de la France :

1° Toutes les colonies françaises, sans exception, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc compris ; 2° tout le pays depuis Saint-Valery, en ligne droite, jusqu'à Lyon, plus de quinze millions d'habitants, le quart de la France ; 3° indemnité de 10 milliards ; 4° un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer en France sans payer aucun droit, sans réciprocité ; continuation du traité de Francfort pendant 25 ans ; 5° suppression du recrutement en France pendant 25 ans ; 6° démolition de toutes les forteresses françaises ; 7° remise par la France de 3 millions de fusils,

3.000 canons, 40,000 chevaux ; 8° droit de patente des brevets allemands, sans réciprocité pendant 25 ans ; 9° abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre ; 10° traité d'alliance de 25 ans avec l'Allemagne.

Il est certain que ces conditions auraient été aggravées par une Allemagne victorieuse en 1918.

Le comte Bernstorff n'a pas rappelé ces Dix Commandements dans son discours. Il voudrait que les Alliés aient tout oublié, que nous donnions le baiser de paix au loup de 1914 transformé en agneau de 1919, sans rien exiger pour les maux que nous avons soufferts, sans rien prévoir pour les éventualités menaçantes rêvées encore par l'Allemagne. Il est donc nécessaire, aujourd'hui qu'il parle le langage de la paix, de lui rappeler qu'il a parlé en brutal victorieux le langage de la guerre. (*26 mars 1919.*)

LXX. — FRONTIÈRES DE FRANCE

On discute librement, dans les journaux américains, sur ce que l'on appelle les revendications de la France. Il y a plusieurs opinions en présence sur les conclusions à donner à la guerre d'hier pour éviter une guerre de demain. Comment pourrait-il en être autrement ? Comment penser qu'un immense accord universel puisse se faire instantanément, au cours d'un débat aussi immense et aussi grave ? Même la parole du président Wilson, proclamant la paix générale par la Société des Nations, n'est pas admise par tous ses compatriotes. Il ne faut pas alors s'étonner si la pensée de la France n'est pas comprise par tous dans sa réalité.

Il y a des journaux américains qui croient pouvoir accuser la France d'impérialisme, d'avidité sur la question des indemnités, d'ambition pour s'annexer des territoires, le bassin de la Sarre, la Syrie, etc. Heureusement nous avons là-bas des champions pour expliquer notre situation et démontrer que notre politique ne cherche qu'une réalité stable.

Dans le *Kansas City Star*, Paul Scott Mowrer expose à ses compatriotes les raisons de l'attitude française. Si la France, explique-t-il, demande qu'on adjoigne à la Lorraine le bassin de la Sarre, qu'on neutralise la rive gauche du Rhin, qu'on s'oppose à la réunion d'une partie de l'Autriche à l'Allemagne, ce n'est pas par impérialisme, c'est par prudence.

Voilà la vérité, la vraie vérité, celle qui existe en dehors des exaltations chauvines et des machiavélismes diplomatiques. La France a trop souffert de l'impérialisme allemand, qui n'est pas contestable, lui, pour devenir à son tour impérialiste. C'est pour détruire à jamais l'impérialisme qu'elle veut prendre des précautions. Elle veut se garer de l'esprit de conquête qui n'est pas éteint en Allemagne, qui peut se rallumer un jour. Elle veut une barrière entre elle et ce redoutable voisinage. M. Mowrer dit excellemment. « Les Etats-Unis ne veulent que des garanties morales : c'est que, comme disent les Français, il y a tout un Océan entre l'Europe et l'Amérique. » Il pourrait ajouter, mais c'est comme s'il l'ajoutait, qu'il n'y a que le Rhin entre l'Allemagne et nous.

Qu'il y ait donc au moins le Rhin, qui n'est pas large comme l'Océan, mais qui peut devenir un fossé difficile à franchir. Il n'est pas question d'annexer des territoires allemands, d'annexer des populations allemandes. Il n'y a qu'à créer une zone neutre, avec les garanties nécessaires. C'est à cela, on peut le penser, que s'emploient les représentants de l'Amérique, de l'Angleterre, de l'Italie, de la France. Pour ce qui est de la France, il serait absurde de penser que son délégué, Clemenceau, nourrisse des pensées d'impérialisme. Toute sa vie proteste contre une telle allé-

gation. Aussi patriote français que n'importe quel manifestant, que n'importe quel nationaliste, jamais, il n'a accompli une action imprudente pour revendiquer même ce qui nous appartenait. Il voyait l'Allemagne, il pouvait prévoir que le développement du sentiment pangermaniste l'amènerait à déclarer la guerre, non seulement à la France, mais à l'Europe, mais au monde entier, mais ni dans le journalisme, ni au pouvoir, il n'a rien fait pour devancer les événements.

Ce n'est donc pas le représentant actuel de la France qui pourrait être suspect aux Américains, ardemment convaincus de la nécessité d'une Société des Nations. On ne trouverait pas davantage un partisan de l'impéralisme, c'est-à-dire de l'esprit de conquête de la France, dans le personnel gouvernemental d'hier et de demain. Il est facile, avec quelques citations d'articles, quelques doctrines, de découvrir une tendance favorable à la conquête, une hostilité à la doctrine de pacification. Mais l'immense masse française ne veut que sécurité. Or, comme le fait remarquer un autre journal américain, le *New-York Tribune*, si l'Angleterre a sa sécurité assurée par l'élimination de la flotte allemande, la France est si exposée que ni la maîtrise anglaise des mers, ni le blocus, ne pourraient sauver la France une seconde fois : les armées allemandes n'ont-elles pas failli, malgré le blocus, atteindre les ports de la Manche et Paris, au printemps de 1918? Il faut donc des protections de frontières, et la Conférence de la Paix doit traiter sérieusement la question des défenses territoriales de la France.

Tel est le problème à résoudre. Il ne met nullement en cause la Ligue des Nations, sur laquelle tout le monde est

d'accord. Il ne comporte que la mise à l'abri de la France, qui a bien mérité, de l'univers entier, que l'on reconnaisse le bien-fondé de son désir d'une frontière solide et d'une zone sans militarisme entre elle et l'Allemagne. (*27 mars 1919.*)

LXXI. — ILS COMPRENNENT FORT BIEN

Un rédacteur de l'*Homme Libre*, à propos de l'interview du prince Lichnowsky, remarque l'état d'esprit d'un Allemand clairvoyant et courageux, puisque c'est à lui que l'on doit les révélations sur l'origine de la guerre. L'ancien ambassadeur de l'Allemagne à Londres exprime en effet le souhait d'une paix acceptable pour son pays. Il demande que l'on ne fasse pas d'eux, Allemands, des martyrs, et il ajoute : « Malheureusement, en France, on semble maintenant retomber dans les mêmes erreurs dans lesquelles nous sommes tombés nous-mêmes pendant la guerre. » Notre confrère réfute, avec juste raison, cette argumentation qui tend à établir entre l'Allemagne et nous l'égalité des rôles. « Ils ne comprennent pas encore... » dit-il.

C'est une façon de parler. En réalité, ils comprennent fort bien, le prince Lichnowsky comme les autres, le plus libéral comme le plus impérialiste.

L'un et l'autre savent exactement que c'est l'Allemagne qui a voulu et commencé la guerre, qu'elle l'a inaugurée et

poursuivie sur le territoire belge et sur le territoire français avec une violence et une sauvagerie, je ne dirai pas nouvelles, mais poussées à l'extrême par la volonté féroce et l'organisation savante. Il est impossible à l'Allemagne de nier les cruautés exercées contre les populations civiles, les arrestations et les fusillades d'otages, les violences exercées contre les femmes. On ne sait pas tout encore, mais il suffit de lire les rapports rédigés par la commission chargée de l'enquête, et composée d'hommes scrupuleux, serviteurs de la vérité. Ceci pour les gens. Pour les choses, les enquêtes étaient inutiles, puisque les témoignages sont exposés à ciel ouvert : les villes, les villages, bombardés, détruits, les maisons, les monuments incendiés, les intérieurs mis à sac, les mobiliers emportés par ordre des officiers devenus déménageurs, les machines détruites ou volées dans les fabriques, dans les usines... Tout cela est visible par la ruine, par le vide, par le néant, et Louvain, Reims, Ypres, Arras et tant d'autres cités, fument encore à l'horizon dévasté de la guerre. Est-ce tout ? Non, la terre elle-même a été atteinte, blessée, stérilisée dans ses forces vives, les vergers saccagés, les arbres coupés en pleine sève, le petit bien du paysan détruit pour des années et des années.

Le prince Lichnowsky sait toutes ces choses, et l'on peut croire qu'il le déplore. Il n'a pas la haine chevillée au cœur, et ces calamités le révoltent. Mais, bon gré mal gré, il parle et travaille pour sa patrie, malgré ses méfaits. Il comprend que les pourparlers durent, ce qui était fatal, qu'il y a plusieurs manières d'envisager les garanties et les réparations, et il tâche, comme les autres, d'obtenir les meilleures conditions possibles. Il sait que l'esprit des Alliés, malgré les

maux soufferts, est enclin à la mesure, à la modération, qu'ils ne veulent pas créer, en Allemagne et en Europe, de terrains dangereux pour de futurs conflits, et il profite de cette hésitation pour réclamer le meilleur traitement en faveur de sa nation coupable.

Tel est, à n'en pas douter, l'état d'esprit d'un homme de ce genre. Il ne faut lui répondre que par des faits. On ne peut maintenir l'Allemagne en état de tranquillité pacifique qu'en installant entre elle et nous une barrière assez forte pour ne pas être franchie en vingt-quatre heures, comme les frontières de la Belgique et du nord de la France. Pas d'annexion, c'est entendu, mais une zone neutre, inhabitable au démon de la guerre. Pas de fabriques de projectiles et de gaz, pas de manutentions d'armes, pas de forteresses, pas de gares militaires, pas d'armées sur la rive gauche du Rhin et sur une bande de terrain de la rive droite. Si l'Allemagne est de bonne foi dans son affirmation pacifique d'aujourd'hui et de demain, elle n'a qu'à le prouver en souscrivant à une mesure de précaution qui serait prise pour elle comme pour nous. Si elle a réellement abjuré le militarisme, comme le prétendent Ebert, Scheidemann et Cie. qu'il lui suffise de posséder ses territoires administrativement, politiquement, et d'y cultiver les arts de la paix après y avoir installé les industries de la guerre.

Si l'on s'en rapporte aux paroles sensées des journaux anglais, le point de vue de la France serait compris par nos alliés les plus proches. Le *Globe* de Londres assure que la résolution très ferme de tout le peuple britannique est que notre victoire ne soit pas « sabotée », et il affirme que la première condition d'une bonne paix est la sécurité de la France

vis-à-vis de son ennemi séculaire, par pure gratitude pour sa défense héroïque de la cause commune, pour reconnaître les souffrances sans exemple si noblement supportées. De plus, la sécurité de la France garantit celle de l'Angleterre. C'est une nécessité. Si l'Angleterre est entrée en guerre, ce n'est pas seulement pour la Belgique et pour la France, c'est pour son propre intérêt, pour se sauver elle-même. Le *Globe* conclut : « L'Angleterre ne saurait exister à côté d'une France envahie par l'Allemagne et avec les ports français servant de base aux sous-marins allemands ».

Le *Times* parle le même langage, demande que l'on traite avec une sympathie pratique l'anxiété de la France quant à sa frontière.

Toutes ces affirmations sont d'accord avec celles de M. Lloyd George s'élevant avec force contre l'idée d'un dissentiment quelconque entre la France et l'Angleterre, qui est une fidèle alliée et le sera « toujours... toujours !... » L'homme d'Etat anglais veut que la France possède une sécurité complète, entière dans l'avenir. Il ne veut pas, ni personne ne veut en Angleterre, que le fléau de la guerre se reproduise une troisième fois contre la France, qui trouvera toujours auprès d'elle l'Angleterre avec toutes ses richesses, toute sa puissance. Car il faut, a-t-il ajouté, que la bête féroce soit domptée. Et il termine, évoquant l'avenir : « Les hommes de mon âge ne seront plus là ; mais soyez sans crainte, nous avons appris à nos enfants à penser comme nous ! »

Voilà des paroles nettes, qui ne cadrent pas avec une information du *Daily Mail* représentant un expert de M. Lloyd George, mandé par lui à Paris, M. W. Harbutt

Dawson, comme partisan d'une paix dite de modération et de conciliation qui ne donnerait satisfaction ni à la France, ni à la Pologne. L'expert fera bien de se mettre d'accord avec le ministre.

C'est tout de même plutôt l'intégrité et la sécurité de la France et de la Pologne qui sont en jeu, et cela, le prince Lichnowsky et tous les Allemands le comprennent fort bien aussi. (*10 avril 1919.*)

LXXII. — LE BASSIN DE LA SARRE

Encore quelques jours, et l'on connaîtra les préliminaires de la paix. L'impatience se comprend, c'est le mouvement instinctif d'un pays éprouvé qui veut savoir quel sera son sort. Tout de même, il faut réfléchir, raisonner et savoir attendre. Quand on a subi plus de quatre années de guerre, on devrait admettre que ce n'est pas trop de quatre ou cinq mois pour régler les relations des nations alliées avec l'Allemagne et pour établir un Etat européen qui fasse espérer que la lutte économique remplacera l'odieuse lutte à main armée. Cette lutte économique est bien assez ardue et dramatique par elle-même pour qu'elle suffise à employer toutes les énergies humaines. Telle qu'elle sera, elle apparaîtra comme une merveille de civilisation au sortir d'une période où le fer et le feu ravageaient la terre, où la mort foudroyante sillonnait les mers, tombait du ciel, où les gaz asphyxiants envahissaient l'atmosphère.

Pour en revenir, ou en venir, au champ clos social où s'exercent et se combattent les individus et les nations par le commerce, l'industrie, le travail, les arts de la paix, il faut

que des garanties soient prises contre un retour possible de l'esprit guerrier qui travaille trop souvent les gouvernements et les peuples. L'Allemagne doit bien admettre que c'est surtout vis-à-vis d'elle que ces garanties doivent être stipulées, et que, en dehors de toute autre question à régler, indemnités, réparations, dommages de toutes sortes, il faut établir entre elle, d'un côté, la France et la Belgique, de l'autre, sinon un rempart infranchissable, tout au moins une zone neutre et protectrice, qu'une armée ne puisse traverser en vingt-quatre heures avec armes et bagages, pour dévorer la nation voisine.

Il paraît que c'est là-dessus que les discussions s'allongent et recommencent sans cesse à la Conférence de la Paix et au Comité des Quatre. Pour l'Alsace Lorraine, aucune discussion. L'un des quatorze articles du programme Wilson, que les Allemands avaient feint d'interpréter dans le sens d'un plébiscite, a été défini dans le sens français par le président de la République des Etats-Unis. La discussion a été au contraire très vive entre les représentants de l'Amérique et de l'Angleterre et le représentant de la France, pour ce qui concerne le bassin de la Sarre, qui nous a été enlevé en 1815, des villes françaises comme Landau et Sarrelouis données à la Prusse et à la Bavière, au mépris de la géographie qui nous montre, par la première carte venue, que cette région disputée fait partie intégrante de la Lorraine.

Mais soit ! acceptons l'arrêt du *Glasgow Herald* qui admet bien le renversement de la politique inique de 1870-71, mais se refuse à remonter aux injustices antérieures, et demande que l'on nous impose une limite dans le temps. Décidons que les populations devenues allemandes de la Sarre ne redeviendront pas françaises. Il n'en reste pas moins qu'il y a un des

crimes allemands de la guerre à réparer, et qu'il ne peut être réparé que par l'exploitation française du bassin minier de la Sarre : à savoir la destruction presque complète des mines du nord de la France. Le *Globe*, de Londres, proclame très judicieusement que l'Allemagne a délibérément infligé un tel dommage aux mines françaises qu'il s'écoulera des années avant qu'on puisse les exploiter. Il ajoute que ce dommage fut causé dans le dessein exprès de paralyser la concurrence industrielle de la France après la guerre, et que la seule compensation adéquate possible est l'exploitation de la Sarre, en dehors de toute question d'annexion ou de neutralisation.

Car il faut bien en revenir toujours à l'établissement d'un terrain débarrassé de toute menace de guerre entre la France et l'Allemagne. Que celle-ci garde les populations régies par les lois civiles du nouvel empire, que les députés de ces populations aillent siéger à l'Assemblée de Weimar, de laquelle relèvera tout ce qui est politique et administratif. Mais que la région ne connaisse plus rien de ce qui est militaire, ni arsenaux, ni fabriques, ni forteresses, ni armées. Que des détachements des forces alliées occupent les points stratégiques jusqu'au paiement de la dette, avec le seul souci de l'ordre, c'est une solution strictement équitable, qui doit être acceptée par tous les Alliés, et aussi par l'Allemagne, si elle est sincère dans son affirmation démocratique et pacifique. (*17 avril 1919.*)

LXXIII. — LA SIGNATURE

La signature du traité de paix va mettre fin à un état de choses qui a été désastreux pour le monde entier, puisque toutes les nations, même celles qui sont restées neutres, sont éprouvées par la terrible et horrible guerre déchaînée en Europe par l'Allemagne. La période violente est close, la période pacifique commence, d'après le sens de l'engagement qui a été pris à Versailles par l'Allemagne devant les Alliés.

Quand les acceptations, les promesses, les sanctions seront enregistrées, il faudra bien reconnaître que le traité, tel qu'il est, est une conclusion significative, de haute portée, aux événements de 1914 à 1918. Il y a eu, il y aura encore des discussions sur certains articles. On pourra trouver que l'on ne demande pas assez à l'Allemagne, et il est certain qu'elle doit davantage. L'Allemagne trouve qu'on lui demande trop, et elle a été dans son rôle en résistant jusqu'au bout aux demandes modérées de l'Entente. Mais elle sait fort bien qu'elle s'en tire à bon compte après les destructions qu'elle nous a infligées. S'il y a eu, en France

et en Angleterre, une opinion pour être du même avis que les Allemands, cette opinion ne représente qu'une faible fraction des populations unanimes à réclamer le paiement des choses anéanties. Le Nord de la France et la Belgique sont visibles pour tous, et les ruines dans le désert sont assez éloquentes pour justifier les articles modérés du traité relatifs à la réparation. Penser et dire autrement, c'est aberration pure et simple, c'est sacrifier le présent à un avenir hypothétique, c'est même sacrifier l'avenir, qui ne vaudra que par les précautions prises et par les mesures de simple équité imposées aux forces industrielles et guerrières qui ont failli avoir raison de toute civilisation.

Il suffit de supposer des conditions encore meilleures pour l'Allemagne. Croit-on, si elle garde sa frénésie d'ambition, sa volonté stupéfiante de domination universelle, qu'elle serait plus liée par un traité plus favorable ? Non, mille fois non ! Si l'Allemagne n'est pas changée, rien ne pourra la satisfaire. Si elle reste la proie des pangermanistes, elle voudra faire du monde sa proie, et le monde, en ce cas, fera sagement de la surveiller.

Le sort de la paix est donc remis aux mains de l'Allemagne. Qu'elle reçoive le traité non avec les mains gantées de fer de la Germania impériale, mais avec les mains laborieuses d'une nation qui veut se refaire par le travail et la probité, et elle assurera une ère nouvelle à tous les peuples de la terre. Si, au contraire, elle continue sournoisement les fabrications de guerre pour rester la plus forte, si elle forge des armes nouvelles dans des usines souterraines, cachées au plus profond de ses forêts, si elle cherche dans des laboratoires secrets, de quoi empoisonner les fleuves, les mers et les airs, si elle veut recommencer le Sabbat guerrier mené

par les hideuses sorcières, que pourront contre elle les articles rédigés avec le souci de la pacification ? Ce seront de nouveaux chiffons de papier. Que pourront contre elle les idées pures et hautes d'association humaine, de fraternité universelle, de labeur harmonique, de beauté idéale ? Il faudra encore et toujours, si cela est ainsi, recourir à la force contre la force, à la résistance contre la conquête, à l'union des civilisés contre les barbares.

Une telle vue, affreuse et décourageante, sur un avenir de guerre perpétuelle, pourrait faire douter de la destinée de notre malheureuse planète. Mais il ne suffit pas d'éloigner comme invraisemblable une pareille hantise née des spectacles d'hier. Il faut s'attacher à rendre impossible le retour des sanglantes ignominies. Pour cela, la volonté de tous les gouvernements, représentatifs des peuples, doit être une barrière contre tous les retours offensifs de la tyrannie militariste. Si la Société des Nations existe autrement que sur le papier, si elle a son code, ses lois, son budget, sa puissance capable d'imposer sa décision à qui voudra nuire, alors, l'humanité future pourra connaître le repos sans alarmes et se donner toute à la recherche du bonheur possible par la science et par l'art.

Il n'est pas défendu de concevoir une telle espérance. Le traité de paix de 1919 a produit une Europe nouvelle. Les empires des Hohenzollern et des Habsbourg ont été dissous. Malgré les efforts de l'Allemagne pour garder son unité prussienne, les ferments d'indépendance sont en elle. L'Autriche n'a plus sa valeur historique ni sa forme géographique : tout ce qu'il y avait de factice en elle s'est fragmenté. La Turquie est réduite à sa plus simple expression en dehors de l'Asie, et, en Asie même, elle est assujettie à la

règle équitable des protections européennes. La Bulgarie est dépossédée du rôle néfaste qu'elle prétendait jouer dans les Balkans. En regard de ces tyrannies défaites, des peuples détruits renaissent, des peuples nouveaux se forment, qui avaient droit à respirer l'air de la liberté. Voici que réapparaissent les Polonais et les Arméniens, qu'apparaissent les Tchèques de Bohême et les Yougo-Slaves. Voici que sont libérés les Roumains de Transylvanie, les Italiens de Trente et de Trieste, les Wallons de Belgique, les Danois du Slesvig, les Alsaciens et les Lorrains de la France.

Ce nouveau monde a été payé cher, et nous n'aurions pas, nous Français, aiguillé notre esprit et tourné notre effort vers les champs de bataille. Mais puisque l'Allemagne nous a obligés à nous défendre, et qu'après nous être défendus nous l'avons forcée à reculer et nous l'avons battue, qu'elle subisse la défaite qui lui a été infligée au nom du droit et de la justice, qu'elle souscrive à la mise en liberté du monde, pour laquelle tant d'hommes sont morts. Qu'elle se hausse au devoir qui lui est offert et qu'elle doit accepter. Qu'elle répare les ruines qu'elle a faites et prenne pour elle un peu du malheur de tous. Telle doit être la signification de la paix humaine de 1919, conclusion de la guerre cruelle de 1914. (*27 juin 1919.*)

LXXIV. — LE QUATORZE JUILLET DE LA VICTOIRE ET DE LA PAIX

Sous l'Arc de Triomphe, le haut catafalque gardé par la Victoire en deuil était nécessaire. Il donne son sens à la fête de la paix. Si le peuple de France est libre aujourd'hui, criant son acclamation par les rues, s'il peut espérer un lendemain de travail et de liberté, c'est à ceux qui sont morts pour l'affranchissement du monde qu'il le doit. Ceux-là sont dispersés sous le champ de bataille où, pendant plus de quatre années, les empires de l'Europe centrale se sont acharnés pour vaincre l'humanité. Des boues de l'Yser jusqu'aux trouées des Vosges, au hasard des tranchées, parfois dans quelque cimetière de campagne, ils dorment le sommeil éternel. Le cénotaphe de l'Arc de Triomphe n'est que le décor illusoire de leur cérémonie mortuaire, mais l'homme s'est habitué sous toutes les latitudes, à l'aide de toutes les religions, à saluer et à honorer les symboles des idées et des réalités, et celui-ci sera contemplé avec la profonde émotion que les évocations de l'esprit donnent au cœur. La religion de la patrie domine aujourd'hui les croyances et les races, et tous

ceux qui se seront rassemblés pour la veillée de la nuit, et tous ceux qui défileront au bruit des armes, salueront ce décor fragile comme s'il contenait les milliers et les milliers d'existences offertes à la France voulue immortelle.

Le souvenir des disparus n'est pas seulement figuré sous l'arche triomphale. Jusqu'au rond-point des Champs-Elysées, jusqu'à la place de la Concorde, la décoration improvisée évoque le drame terrible de la guerre. Tous les chapitres de la sanglante aventure où la France a dû défendre sa vie, son honneur, son avenir, sont présents par un nom, par une figure qui s'auréolent de gloire tragique : La Marne, Reims, Soissons, Arras, l'Yser, Verdun, la Somme, les Eparges... Tout est rappelé, tout ce qui a été un des points de résistance victorieuse de cette ligne inflexible, creusée dans notre sol, et qui s'est trouvée plus solide, plus inexpugnable que le plus dur rempart. C'est qu'une force vivante l'animait, cette force de la volonté qui ne veut pas se rendre, qui s'est redressée à la première Marne, sur l'ordre sublime de Joffre, qui s'est élancée de la seconde Marne, avec le génie de Foch, pour refouler les envahisseurs au delà du Rhin, qu'ils ne devront plus jamais franchir.

Les pylônes, les mâts, les drapeaux, les inscriptions, les figures simples et résolues veulent dire cette acceptation farouche de la guerre, ce refus de se laisser vaincre, cette offensive enfin maîtresse du destin. Ils veulent dire aussi que la Nation tout entière ne s'est pas abandonnée malgré les moyens mis en œuvre par l'Allemagne, procédés effrayants de la guerre comme on n'en avait pas encore vus, massacres de populations civiles, martyres d'otages, violences contre les femmes, crimes contre les enfants, bombardements, incendies, pillages de villes ouvertes, vols de propriétés pri-

vées, destructions de monuments, de bibliothèques vénérables, de chefs-d'œuvre de l'art, lancements diurnes et nocturnes d'obus incendiaires et de torpilles effroyablement destructives sur Paris, sur Londres, sur les villes du nord et de l'est de la France, empoisonnement de l'atmosphère par les gaz délétères et asphyxiants, liquides enflammés projetés sur les combattants. L'horreur de tous les temps a été dépassée par cette guerre moderne d'une volonté froide, calculatrice, prévoyante, avec toutes les ressources et toutes les méthodes de la science asservie aux œuvres de mort.

Ce n'était pas assez pour jeter le trouble chez les populations que l'Allemagne voulait réduire et asservir, qu'elle aurait condamnées à l'esclavage économique, les hommes aux travaux forcés de ses colonies, les femmes employées à la procréation au bénéfice des vainqueurs : en même temps qu'elle déployait ses atroces raffinements de terreur, l'Allemagne tentait aussi de la corruption, de l'achat des mauvaises volontés, de la propagande masquée, de tout ce que nous avons vu se produire aux audiences de tristes procès. La France a résisté à la fois aux violences de guerre et aux entreprises sournoises de trahison et c'est la fête de cette résistance qui est célébrée en même temps que la victoire des soldats. Comme celle-ci est personnifiée par le défilé de l'armée sous l'Arc de Triomphe, celle-là sera présente aussi dans les tribunes de la place de l'Etoile par les magistrats de la République, les ministres d'hier et d'aujourd'hui, le chef civil qui a dirigé la guerre pendant la période suprême, Clemenceau, qui est une image de la volonté victorieuse.

Par ces représentations de la Patrie, s'affirme devant le monde entier, en même temps que le pouvoir vainqueur de la France, la puissance de l'idée républicaine. La civilisation

a été sauvée au nom de l'idée de liberté par la réunion des Etats que gouverne la loi populaire, républiques aux pouvoirs exécutifs temporaires, monarchies constitutionnelles soumises à l'examen des assemblées.

Seule, la Russie nous a manqué, alors qu'elle venait de faire sa révolution saluée de tous, mais qui a choisi de servir l'Allemagne contre l'Europe libérale et l'Amérique des Etats-Unis. On peut croire que c'en est fini des Empires de proie, des réunions de féodaux conquérants réunis sous un sceptre brutal, des diplomaties meurtrières, habiles à négocier l'asservissement des petites nationalités en attendant les autres. On peut croire que c'en est fini des guerres entre peuples pour l'ambition d'un souverain, pour la prédominance d'une caste militaire et industrielle, pour les oppressés d'une race.

Une fête ayant cette signification devait avoir lieu à Paris, la vieille ville de la Révolution française, celle qui a offert sans compter tous les sacrifices pour sauver ce que représente la France dans le monde. Cette fête devait avoir lieu aussi le 14 juillet, date lumineuse et symbolique qui a vu, il y a cent trente années, l'écroulement de la Bastille monarchique, qui voit aujourd'hui l'effondrement de la Bastille allemande, repaire monstrueux de l'esprit de conquête avide de régner sur les ruines de la terre entière.

Aux sons de la *Marseillaise* ardente, les régiments bleus qui passent nous apportent la grande nouvelle, chèrement achetée, de leur victoire sur les puissances du passé. (*14 juillet 1919.*)

TABLE DES MATIÈRES

		Pages.
I.	— Cinq ans avant	5
II.	— Un écrivain prophète (Paul de Saint-Victor)	12
III.	— Honneur aux Belges	21
IV.	— Artistes combattants	29
V.	— Toute la France en armes	32
VI.	— Carnet de route	38
VII.	— Angleterre contre Allemagne	45
VIII.	— Paul Lintier	51
IX.	— Routes de France	58
X.	— Le troupeau en guerre	64
XI.	— Voix de la guerre	70
XII.	— La culture allemande en Arménie	75
XIII.	— Le salon de la guerre	81
XIV.	— Au Champ d'honneur	87
XV.	— Reims d'autrefois	93
XVI.	— Mœurs de l'arrière	99
XVII.	— A travers l'océan	103
XVIII.	— Hommage anglais à Jeanne Darc	107
XIX.	— Benoît XV arbitre	111
XX.	— Images de guerre	116
XXI.	— Espionnage et trahison	120
XXII.	— L'art et le crédit public	124
XXIII.	— Aux Invalides	130

XXIV. — La question d'Alsace-Lorraine. 134
XXV. — Le maître et l'esclave. 138
XXVI. — Lecture sous le canon 142
XXVII. — L'esprit de Blanqui 145
XXVIII. — La double vie de Paris 150
XXIX. — Independence day 155
XXX. — Quatorze juillet. 159
XXXI. — Paris sous le canon 163
XXXII. — Le perchoir 167
XXXIII. — Souvenir de Jaurès 171
XXXIV. — Louis Mairet. 175
XXXV. — Quatre années de guerre 180
XXXVI. — La cinquième année 185
XXXVII. — La France défend sa liberté 190
XXXVIII. — Hommes politiques 194
XXXIX. — La suite du labeur 198
XL. — Du kaiser au kronprinz 202
XLI. — Les tyrans 206
XLII. — Le masque allemand 210
XLIII. — La convention de La Haye 214
XLIV. — Méfiance obligée 219
XLV. — Kamouflage du kaiser 222
XLVI. — Villes et villages de France. 226
XLVII. — Et cela pour des altesses ! 230
XLVIII. — C'est ça la guerre ! 235
XLIX. — Les 93 intellectuels de 1914. 240
L. — Le truc allemand 244
LI. — Qu'ils vivent ! 248
LII. — Fêtes de délivrance 252
LIII. — Le poing allemand en Alsace-Lorraine . . . 256
LIV. — Clemenceau et Foch à l'Académie 260
LV. — A Metz et à Strasbourg 264
LVI. — Joffre et Claretie 267
LVII. — Jours de Noël 271

LVIII. — L'an nouveau 274
LIX. — Le hamster 277
LX. — Que l'Allemagne désarme ! 281
LXI. — Gloire et erreur de Liebknecht 284
LXII. — L'invite à Wilson 289
LXIII. — Les colonies allemandes. 293
LXIV. — Les deux problèmes 298
LXV. — L'agresseur vaincu doit payer. 302
LXVI. — Détails du compte à payer 307
LXVII. — Le don de l'Alsace à la France. 312
LXVIII. — Le rêve pangermaniste 315
LXIX. — Bernstorff parle 319
LXX. — Frontières de France 322
LXXI. — Ils comprennent fort bien 327
LXXII. — Le bassin de la Sarre. 332
LXXIII. — La signature 335
LXXIV. — Le quatorze juillet de la victoire et de la paix. 339

Abbeville. — Imprimerie F. Paillart.

1645 4

BINDING SECT. SEP 14 1970

D
523
G45
t.2

Geffroy, Gustave
Notre temps

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 16 04 02 015 3